

Université de Montpellier - Faculté de Droit

La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution
dans les Districts de Béziers et de Saint-Pons

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Paul CAMBON

Lauréat de la Faculté de Droit - Licencié ès-Lettres

Montpellier - Juin 1950

MONTPELLIER
Imprimerie spéciale du *Paysan du Midi*
94, Avenue du Pont-Juvénal

1951

**La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution dans les Districts
de Béziers et de Saint-Pons**

Université de Montpellier - Faculté de Droit

**La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution
dans les Districts de Béziers et de Saint-Pons**

**THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT**

Paul CAMBON

Lauréat de la Faculté de Droit - Licencié ès-Lettres

Montpellier - Juin 1950

MONTPELLIER
Imprimerie spéciale du *Paysan du Midi*
94, Avenue du Pont-Juvénal

1951

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

- MM. BECQUE, professeur de Droit civil.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
LEGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTE, professeur de Droit commercial.
ANTONELLI, professeur d'Economie politique.
DELBÉZ, professeur de Droit international public.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
DE LAUBADERE, professeur de Droit constitutionnel, détaché au Maroc,
directeur du Centre d'Etudes Juridiques de Rabat.
GUILLIEN, professeur de Droit administratif, détaché à Lyon.
CABRILLAC, professeur de Droit commercial.
COMBY, professeur d'Economie politique, de Législation et Economie des
Pays d'Outre-Mer.
P. COSTE-FLORET, professeur de Droit civil.
MILHAU, professeur de Législation et Economie des Pays d'Outre-Mer.
PEQUIGNOT, agrégé, chargé du cours de Droit administratif.
BECQUE Jacques, agrégé, chargée du cours de Procédure et Voies d'Exé-
cution.
DESMOULIEZ, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.
DUFOUR, agrégé, chargé du cours d'Economie politique.
DIJOL, chargé d'un cours de Capacité.
Mlle BOULET, agrégée, chargée d'un cours de Droit romain.

Administration

- MM. BECQUE, doyen.
LEGAL, assesseur.
VERLIAC, secrétaire.

Honorariat

- MM. MORIN, doyen, professeur honoraire.
COURTIN, professeur d'Economie politique.
DUBOIS, secrétaire.

Jury

- MM. TISSET, professeur, président.
COMBY, professeur, assesseur.
Mlle BOULET, agrégée, assesseur.



AVANT-PROPOS

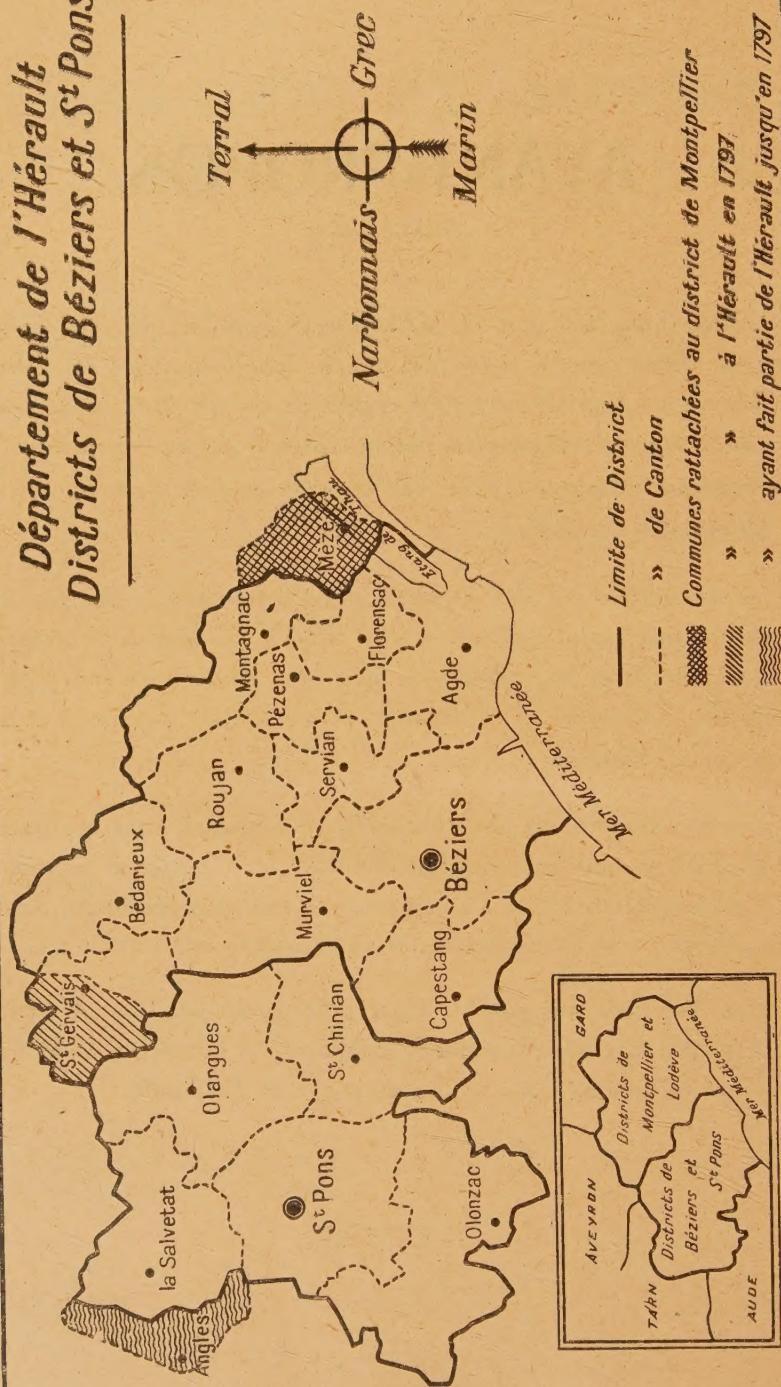
Lorsqu'il y a trois ans, M. le Professeur Tisset me proposa comme sujet de thèse : « La vente des Biens nationaux dans les districts de Béziers et Saint-Pons », j'acceptai ce travail qui me paraissait fort intéressant d'autant plus volontiers qu'il devait compléter celui que mon ami Maurice Gallix était en train de faire pour les districts de Montpellier et Lodève.

Le dépouillement des archives départementales a été fort long et quelquefois fastidieux; du moins m'a-t-il été grandement facilité par les conseils et les indications qu'a bien voulu me donner M. de Dainville, archiviste de l'Hérault, et qui m'ont permis d'éclairer divers points obscurs.

Des renseignements ainsi recueillis, j'ai essayé, sous la direction de M. Tisset, dont les encouragements et les remarques pertinentes me furent précieux et à qui j'exprime ma très vive gratitude, de tirer des conclusions aussi complètes et aussi claires que possible.

Mon but aura été atteint si cet ouvrage et celui de M. Gallix constituent à eux deux une étude cohérente et complète de la vente des biens nationaux dans le département de l'Hérault.

Département de l'Hérault Districts de Béziers et St Pons



INTRODUCTION

§ 1. — LES PRECEDENTS HISTORIQUES

La crise financière, une des causes majeures de la chute de la Monarchie, fut encore aggravée sous la Révolution par la faiblesse des rentrées d'impôts et l'Assemblée Nationale se trouva, dès ses premières séances, dans la nécessité vitale de se procurer de l'argent.

Aussi bien, Talleyrand, en affirmant dès le 10 octobre 1789 devant l'Assemblée le droit de propriété de l'Etat sur les domaines ecclésiastiques, n'émettait-il pas une idée nouvelle. Le dessein d'une vaste sécularisation des biens du clergé était depuis longtemps dans l'air. Il avait été préconisé par Calonne dans les dernières années de l'ancien régime et certains cahiers l'avaient indiqué comme moyen essentiel pour redresser la désastreuse situation financière.

Ainsi, le décret du 2 novembre 1789, qui mettait les biens du clergé à la disposition de la nation, à charge pour celle-ci de supporter les frais du culte, l'entretien des ministres et le soulagement des pauvres, n'était-il que la mise en application de la vieille tradition monarchique qui, depuis les Carolingiens, faisait regarder comme suprême ressource, dans les moments de crise, les biens du clergé.

Quant à la confiscation des biens des émigrés, elle fut beaucoup plus une mesure politique qu'une mesure financière. Le but essentiel fut de priver de leurs moyens d'existence des gens hostiles à la Révolution et qui souvent la combattaient hors des frontières les armes à la main, et de transférer la propriété terrienne à des gens qui devaient être, du moins le pensait-on, ses plus fidèles défenseurs puisque c'est grâce à elle qu'ils accédaient à la propriété.

§ 2. — VENTE DES BIENS NATIONAUX

DANS LE CADRE DES DISTRICTS DE BEZIERS ET DE SAINT-PONS

Le département de l'Hérault fut, en 1790, divisé en quatre districts correspondant à peu près exactement aux quatre arrondissements actuels.

Toutefois, le district de Béziers englobait en plus les communes de Loupian, Mèze et Villeveyrac qui font aujourd'hui partie de l'arrondissement de Montpellier.

Il lui manquait les communes de Castanet, Saint-Gervais, Rosis

et Saint-Geniès-de-Varensal qui appartenait au Tarn et seront rattachées à l'Hérault par la loi du 8 Pluviôse an V (1797).

Le district de Saint-Pons comprenait les communes d'Anglès, La Galinié, La Bastide-Rouairoux, La Montélarie, Marmières et La Souque qui seront réunies au département du Tarn par la même loi de Pluviôse.

Il en résulte quelques différences :

Les ventes des biens nationaux dont nous avons tenu compte pour les communes de Mèze, Loupian et Villeveyrac s'arrêtent en 1795. Les ventes postérieures faites au chef-lieu du département après la suppression des districts figurent dans la thèse de M. Gallix sur les districts de MontPELLIER-Lodève.

Nous avons pu, par contre, tenir compte des ventes effectuées dans les communes de Saint-Gervais, Castanet, Rosis et Saint-Geniès-de-Varensal, ventes dont les procès-verbaux se trouvent aux archives du Tarn où nos recherches ont été grandement facilitées par suite du classement des procès-verbaux par commune et non, comme dans l'Hérault, suivant l'ordre chronologique. Les ventes dans ces communes sont d'ailleurs de peu d'importance.

Il convient enfin de signaler que le nombre des cantons était beaucoup plus grand en 1791 que de nos jours. Le district de Béziers comptait 15 cantons contre 11 actuellement et celui de Saint-Pons 9 au lieu de 5. Dans un but de simplification, et notamment pour permettre une comparaison plus facile entre la superficie totale et la superficie des biens vendus, nous avons adopté la répartition actuelle en 11 cantons pour Béziers et 5 pour Saint-Pons.

§ 3. — SOURCES DE LA DOCUMENTATION

La série Q des Archives départementales est consacrée à la vente des biens nationaux. Pour l'Hérault, cette série contient la correspondance générale entre Paris et le département, les districts et les communes, qui nous donne souvent des indications précieuses sur l'état d'esprit qui a présidé aux ventes. Mais la partie la plus intéressante est formée par les registres où sont consignés tous les procès-verbaux de vente des biens nationaux, procès-verbaux qui indiquent l'origine du bien, sa description et souvent sa consistance, le prix d'estimation, le nom des soumissionnaires, le nombre d'enchères avec le nom des différents enchérisseurs, enfin le prix d'adjudication et le nom de l'adjudicataire.

Pour le district de Béziers, il y a 7 registres pour les ventes de première origine et 10 pour celles de deuxième origine. Pour le district de Saint-Pons, il y a deux registres pour les ventes de première origine et un pour celles de deuxième origine.

La série Q nous a fourni des indications précieuses sur la liste des émigrés, les prêtres et condamnés détenus, ainsi que sur les ventes effectuées à partir de 1807 au profit de la Caisse d'Amortissement. Nous étudierons dans un chapitre spécial ces ventes dont les dernières eurent lieu en 1819.

Les renseignements essentiels sur la nature et la consistance des lots, et notamment la superficie pour les biens ruraux, nous ont été fournis par les procès-verbaux de vente. Il arrive toutefois que ces indications manquent. Nous les avons alors souvent trouvées sur les états de biens nationaux établis par chaque commune. A défaut, nous avons été réduit à évaluer la consistance du bien en comparant son prix d'estimation et d'adjudication avec celui de biens similaires, méthode qui n'est applicable qu'aux biens vendus à la même époque, étant donné la dépréciation constante de la monnaie, et qui ne peut fournir que des résultats extrêmement approximatifs. Il y a lieu d'ailleurs d'ajouter que les biens pour lesquels nous avons été obligés d'appliquer cette méthode ne représentent qu'une faible proportion par rapport à la masse des biens vendus, proportion certainement inférieure à 10 %.

Dans une seconde partie, nous avons groupé tous les renseignements relatifs aux ventes en indiquant d'abord la situation, la nature et l'origine des biens vendus, ensuite le nom des acquéreurs, leur domicile et leur situation sociale toutes les fois où celle-ci est portée sur les registres, enfin la valeur d'estimation et le prix d'adjudication.

§ 4. — LEGISLATION SUR LA VENTE DES BIENS NATIONAUX

Notre travail formant un ensemble avec celui qui a été consacré, voici quelques mois, à la vente des biens nationaux dans les districts de Montpellier et Lodève, il ne nous a pas paru utile de reprendre en détail les diverses réglementations qui régissent les ventes. Nous rappellerons seulement que les biens nationaux sont divisés en biens de première et deuxième origine.

Les biens de première origine comprennent :

- Les biens du clergé qui en constituent la masse la plus importante (2 novembre 1789) et ceux des domaines de la Couronne (décret du 19 décembre 1789).
- Les immeubles affectés aux fondations (10 février 1791).
- Les biens des églises et paroisses supprimées (5 mai 1791).
- Les biens patrimoniaux des communes jusqu'à concurrence d'acquittement de leurs dettes.
- Les domaines des ordres religieux et militaires du Mont-Carmel et Saint-Lazare (17 mai 1792).
- Les palais épiscopaux (19 juillet 1792).
- Les biens des Fabriques (19 août 1792).
- Les biens de l'ordre de Malte (19 septembre 1792).
- Les biens des collèges et autres établissements d'instruction (8 mars 1793).
- Les biens des Hôpitaux et établissements de charité (19 mars).
- Les biens des Corporations (24 avril 1793).
- Les biens des Académies et Sociétés savantes (juillet 1794).

Les biens de deuxième origine comprennent les biens des émigrés, ceux des prêtres insermentés et des individus condamnés par le Tribunal révolutionnaire.

Furent qualifiés d'émigrés :

- Ceux qui seront convaincus d'avoir exécuté et fomenté des troubles ou pris part à des conspirations (décret du 30 août 1792).
- Tout absent à l'exception des négociants et des défenseurs de la patrie (décret du 30 octobre 1792).
- Tous ceux qui ont quitté la France depuis le 1^{er} juillet 1787 et qui ne sont pas rentrés avant le 9 mai 1792 (décret du 20 mars 1793).

Par le décret du 9 février 1792, « les biens d'émigrés sont mis dans la main de la nation et sous la surveillance des corps administratifs ».

Le décret du 30 mars 1792 ordonna les mesures nécessaires à l'application de ce principe en fixant les règles relatives au séquestre et à la nomination des fermiers.

Le décret du 27 juillet 1792 décida le principe de la vente suivant un mode d'aliénation qui permette aux partisans de la Révolution d'acquérir des biens nationaux.

Enfin, le décret du 6-14 août 1792 ordonna l'aliénation aux enchères par lots de 2, 3 ou 4 arpents.

La confiscation totale des biens d'émigrés fut ordonnée. Furent déclarés nuls tous les actes — ventes, cessions, usufruits — consentis par les parents d'émigrés. Enfin, il fut décidé qu'il serait alloué 10 % des biens à tout dénonciateur de biens d'émigrés recelés ou omis sur la liste.

Le décret du 17 Frimaire An II (7 décembre 1793) ordonna la mise sous séquestre et la vente des biens des parents d'émigrés. Les biens indivis des émigrés devront être vendus en totalité s'ils ne sont pas partageables, et le co-propriétaire recevra sa quotité des mains de l'acquéreur. Il fut prescrit aux administrations départementales de vendre les biens d'émigrés malgré toutes oppositions, sauf à statuer après la vente sur les réclamations.

Après la chute de Robespierre, les Thermidoriens voulurent réagir contre l'excès des confiscations et des séquestres. Mais la nécessité d'émettre toujours d'autant plus d'assignats que leur cours est plus avili et d'avoir « un gage qui paraisse en rapport avec la masse toujours croissante des émissions » les amena à prendre des mesures en apparence contradictoires.

D'une part, les ventes de biens nationaux légalement faites furent déclarées irrévocables. Mais d'autre part, la loi du 14 Floréal an III (3 mai 1795) disposa que, « en ce qui concerne les confiscations arbitraires faites pendant la Terreur par les tyrans qui viennent d'être abattus, les biens de ceux qui ont été condamnés depuis le 10 mars 1793 seront rendus à leur famille ».

Le 12 Brumaire, le séquestre est levé pour les biens des personnes détenues sur simple suspicion, le 9 Nivôse, sur les biens des étrangers et le 22 Fructidor sur ceux des prêtres déportés assimilés jusque là aux émigrés.

Par contre, les biens des parents d'émigrés mis sous séquestre par

le décret du 17 Frimaire an II continuèrent à être dilapiés par d'avides fermiers en attendant leur mise en vente, la Convention ayant craint, en effectuant leur restitution, de paraître diminuer le gage de l'assignat et d'en accélérer la dépréciation,

§ 5. — ECONOMIE JURIDIQUE DES OPERATIONS DE VENTE

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le décret du 2 novembre 1789 avait mis à la disposition de la Nation les biens du clergé. Le décret du 19 décembre décida la mise en vente des domaines de la Couronne et de biens ecclésiastiques pour une somme de 400 millions ainsi que la création d'une caisse de l'Extraordinaire et l'émission de 400 millions d'assignats.

Pour permettre de vaincre les hésitations des particuliers, la municipalité de Paris, sur la proposition de son maire Bailly, offrit d'acheter la moitié des immeubles dont la vente avait été décrétée pour les revendre.

Le décret du 17 mars 1790 ordonne l'aliénation de 200 millions de biens nationaux (domaines et biens ecclésiastiques) à la municipalité de Paris et à celles de province qui en feraient la demande avec obligation de revente aux enchères, un seizième du prix de vente restant acquis à la municipalité.

C'est par le décret des 14-17 mai 1790 que fut fixée la législation relative à la vente des biens nationaux, applicable d'abord à la vente de 400 millions de biens.

Les biens ruraux devaient être estimés à 22 fois le revenu net fixé d'après les baux ou, à défaut de ceux-ci, à dire d'expert. Les biens étaient vendus francs de tous droits de rente, redevances et prestations foncières, de tous droits seigneuriaux que la nation se chargeait de racheter.

Le décret du 14-16 avril 1790 faisait passer à la charge de la Nation les dettes du clergé et libérait ainsi les biens ecclésiastiques de toutes obligations.

Toutes les ventes devaient être faites « à la chaleur des enchères et à l'extinction des feux ». Les enchères devaient se faire aux chefs-lieux des districts et être annoncées tout d'abord par une première affiche indiquant le prix d'estimation de chaque bien, puis par deux publications à quinze jours d'intervalle des offres et soumissions faites par les particuliers se portant acquéreurs pour tel bien à son prix d'estimation, le bien devant rester au soumissionnaire si personne n'enchérissait.

Le contentieux appartient au directoire du département.

Les paiements étaient échelonnés : le premier dans la quinzaine de l'adjudication (30 % pour les bois, maisons et usines, 20 % pour les terrains non bâtis urbains et 15 % pour les biens ruraux bâtis et non bâtis), le surplus payable en douze annuités égales portant intérêt à 5 % avec facilité de libération anticipée. Ces biens étaient exempts de tous droits de mutation pendant quinze ans.

Pour favoriser le morcellement de la propriété ecclésiastique, une disposition stipulait que les enchères devaient être ouvertes en même temps sur le tout et les parties et que les biens seraient de préférence adjugés divisément si la somme des enchères partielles égalait l'enchère faite sur la masse.

Mais pour ne pas s'alinéner les gros fermiers « ecclésiastiques » du Nord et de l'Est, l'Assemblée dut renoncer à accorder aux acquéreurs le droit de résilier les baux en cours d'exécution (baux authentiques antérieurs au 2 novembre 1789), ce qui équivalait à voter le maintien dans leur intégrité des propriétés affermees, les acquéreurs partiels n'étant pas disposés à rester longtemps sans jouir de leurs droits.

Le 29 septembre furent supprimés les droits d'aubaine et de détraction pour encourager les acquisitions des étrangers.

Cette législation est restée à peu près la même durant toute la période des ventes à part la suppression des soumissions. Toutefois, devant les difficultés financières toujours croissantes, la Constituante esaya d'abréger les délais de paiement. Le décret du 15 mai 1791 stipule que les $\frac{2}{10}$ du prix devront être versés dans le mois de l'adjudication, $\frac{1}{10}$ dans l'année et $\frac{1}{10}$ tous les six mois, ce qui ramenait la durée totale des paiements à quatre ans et demi. En fait, la date d'application de ce décret fut prorogée de mois en mois; en fin de compte, il ne fut jamais appliqué et le paiement en douze annuités resta la règle jusqu'en juillet 1793, date à laquelle les délais de paiement furent ramenés à dix annuités.

En ce qui concerne les biens d'émigrés, la volonté de déplacer la propriété au profit de gens acquis à la Révolution amena le vote de mesures nouvelles prises dans le but de favoriser le morcellement des terres. Déjà, la loi des 6-14 août 1792 avait prescrit l'aliénation aux enchères par petits lots de 2, 3 ou 4 arpents. Le décret du 3 juin 1793 ordonna le morcellement en lots ou portions d'une faible valeur des biens des émigrés qui peuvent être divisés sans nuire à l'intérêt de l'agriculture. La législation relative aux fermiers fut également modifiée : tout adjudicataire d'un bien d'émigré pourra expulser le fermier contre indemnité du quart du prix du bail pour le temps restant encore à courir.

Poursuivant cette politique de déplacement de la propriété et d'accession à celle-ci des non-propriétaires, le décret du 13 septembre 1793 décida que les chefs de famille non propriétaires et non inscrits sur les rôles d'imposition habitant des communes manquant de biens communaux auraient la faculté d'acquérir des biens d'émigrés jusqu'à 500 livres payables en vingt ans par vingt versements égaux sans intérêt. En fait, cette décision essentiellement politique resta sans aucune portée pratique.

Les décrets des 21 novembre et 24 décembre 1794 (1^{er} Frimaire et 4 Nivôse an II) étendent à toutes les ventes de biens nationaux les règles édictées pour les ventes de deuxième origine :

Fractionnement par parcelles à condition de ne pas détériorer les corps de ferme et les domaines ;

Paiement en dix termes annuels;

Faculté pour les acquéreurs de résilier les baux sans indemnité.

Après la chute de Robespierre, les Thermidoriens ne pensent plus qu'à hâter les ventes et les paiements pour absorber la quantité inouïe de papier-monnaie qui se trouvait en circulation.

La loi du 6 Ventôse an III (6 février 1795) décida que les paiements auraient lieu un quart dans le mois de l'acquisition et le surplus en six années par portions égales avec faculté d'anticipation. La loi du 12 Prairial an III (31 mai 1795) décida la vente des biens nationaux sans enchères en assignats à 75 fois le revenu de 1790. L'assignat étant tombé à 5 % de sa valeur, c'était en fait vendre pour moins de quatre fois le revenu, le paiement devant avoir lieu dans les trois mois.

Il y eut immédiatement, pendant quelques jours, un gaspillage inouï, un enlèvement à la course, pour des prix dérisoires, des biens qui restaient à la République.

Mais la Convention suspendit le 29 l'exécution de la loi du 12 et décréta l'annulation des adjudications qui ne vaudront plus que comme simples soumissions. Les biens seront vendus aux enchères sur cette mise à prix.

Le Directoire, submergé par la quantité d'assignats en circulation et qui, le 30 Pluviôse an IV (18 février 1796) avait fait briser solennellement la planche à assignats, essaya de leur substituer les mandats territoriaux échangeables à raison de 1 franc mandat pour 30 francs assignats. Le mandat emportait hypothèque et délégation spéciale sur les biens nationaux dans toute l'étendue du territoire. Tous les porteurs de mandats pouvaient se faire adjudger ces biens sans enchères au prix de l'estimation faite à 22 fois le revenu d'après les baux de 1790. Les ventes n'auront plus lieu devant les directoires de districts qui furent supprimés par la loi du 26 Prairial an IV (14 juin 1796) mais devant le Directoire du département.

Ce système ne dura que peu de semaines et la loi du 16 Brumaire an V (6 novembre 1796) revient au système de la vente aux enchères et remet en vigueur, pour ce qui concerne l'estimation des biens, les règles de 1790. Mais la loi stipule que la mise à prix ne sera que les trois quarts du prix de l'estimation. Les délais de paiement sont abrégés : 5/10 à la vente, le reste échelonné sur quatre ans. De plus, afin d'intéresser les administrations aux succès des ventes, il est décidé qu'un dixième du prix de vente leur serait attribué.

En fait, les ventes faites en exécution de cette loi ne connurent qu'un médiocre succès; le stock des domaines nationaux, dans lesquels les ventes de l'an IV avaient ouvert une énorme brèche, s'épuisait. Leur qualité diminuait sans doute et souvent les biens mis en vente ne trouvèrent aucun amateur.

Aussi le Directoire, pressé de vendre pour faire rentrer de l'argent, décida, par la loi du 26 Vendémiaire an VIII (17 octobre 1799), que la mise à prix ne serait plus que de huit fois le revenu net de 1790. Le souci de se procurer de l'argent le plus rapidement possible amena une nouvelle réduction des délais de paiement qui sont éche-

onnés sur dix-huit mois et effectués obligatoirement en numéraire, même pour les anciens acquéreurs non encore libérés de leurs dettes.

Le Consulat, puis l'Empire, ne firent que liquider les biens restants. La loi du 13 Ventôse an IX (3 mars 1801) relative à la liquidation de la dette publique affecta spécialement 180 millions de biens nationaux aux dépenses de l'instruction publique et des militaires invalides. La Caisse d'Amortissement, créée pour assurer le paiement des intérêts des emprunts émis avec prodigalité depuis le début de la Révolution, se vit assigner 75 millions de biens nationaux dont la vente devait lui procurer une partie des fonds nécessaires au paiement des quartiers de rente.

La loi du 15 Floréal an X (4 mai 1802) fixa de nouvelles règles en stipulant que les biens seraient mis en vente sur la mise à prix de 10 fois le revenu de 1790 pour les biens ruraux et 6 fois pour les maisons, bâtiments et usines. Cette mise à prix fut portée respectivement à 20 fois et 12 fois le revenu de 1790 par la loi du 5 Ventôse an XII (23 février 1804).

Les ventes continuèrent sous ce régime jusqu'à la fin de l'Empire, mais il ne s'agit plus que de petits lots laissés pour compte.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Vente des biens de première origine

§ 1. — NOMENCLATURE CHRONOLOGIQUE DES VENTES

District de Béziers

Les ventes de biens nationaux de première origine effectuées à Béziers par le directoire du district s'étendent du 7 janvier 1791 au 15 Brumaire an IV (5 novembre 1795). Après cette date, les opérations de vente ont eu lieu devant le directoire du département à Montpellier et comprennent à la fois des biens de première et deuxième origine.

Il a été effectué pendant cette période 435 séances de vente, et l'ensemble des biens vendus, estimé 8.671.000 livres, a atteint à l'adjudication 18.674.000 livres.

La ville de Béziers s'inscrit pour 159 ventes de biens immobiliers bâtis estimés 1.802.000 livres et vendus 4.262.000.

Pour les années 1791 et 1792, on obtient les chiffres suivants :

Janvier à décembre 1791 : 305 séances de vente pour une estimation de 5.551.400 et un prix d'adjudication de 9.497.700 ;

Janvier à décembre 1792 : 27 séances de vente pour une estimation de 127.225 et un prix d'adjudication de 361.000.

Puis, de janvier 1793 au 20 septembre 1793 (début de l'an II) : 43 séances de vente pour une estimation de 1.449.600 et un prix d'adjudication de 2.642.800.

Du 22 septembre 1793 au 21 septembre 1794 (an II) : 45 séances de vente pour une estimation de 1.194.800 et un prix d'adjudication de 2.243.500.

Du 22 septembre 1794 à novembre 1795 (an III) et an IV jusqu'à Brumaire : 16 séances de vente pour une estimation de 348.100 et un prix d'adjudication de 3.929.300.

Comme dans le district de Montpellier et comme partout en France, le plus grand nombre de ventes et les plus importantes se situent dans le cours de 1791.

Pour les quatre premières années, les prix d'adjudication sont en gros le double des prix d'estimation. L'énorme différence (plus de onze fois) en l'an III donne une idée de la dépréciation de la monnaie.

A. — Pour les 305 séances de 1791, il a été vendu :

1° 48 domaines d'origine ecclésiastique estimés ensemble 3.214.600 et adjugés 5.002.800.

a) Sur le clergé régulier ont été vendus 22 domaines représentant une valeur de 1.438.200 et adjugés 2.313.200.

7 domaines dépendant du prieuré commandataire et de l'abbaye de Notre-Dame-de-Cassan : Lézigno, Cabrials, Saint-Bauzile et Bourgade sur la commune de Béziers, le domaine de la Camèrerie à Maureilhan, celui des Montarels à Alignan et celui de Cassan à Roujan vendus 744.300.

3 domaines appartenant aux Bénédictins de l'Abbaye de Valmagne : ceux de la Basse-Cour et du Sacristain, de Vairac à Mèze et celui du Mas del Noby à Montagnac, 243.700.

3 domaines sur les Dominicains : Mougères à Caux, Cailhan à Besan et la métairie de la Cassagne, 406.000.

3 domaines sur les Bénédictins de Saint-Thibéry : L'Isle et le Mont-Ramus à Saint-Thibéry et celui de Pinet, 543.000.

2 domaines sur l'abbaye de Villemagne : celui de Saint-Martial à Abeilhan et la métairie de la Bastide à Boussagues, 122.000.

1 sur l'abbaye de Foncaude : Lussan à Puisserguier, 90.200.

1 sur l'abbaye Saint-Sauveur de Lodève : le domaine de Péret à Fontès, 40.100.

1 sur l'abbaye d'Aniane : le domaine de Saint-Ferriol à Nizas, 90.600.

1 sur les Augustins de Montagnac : la métairie de la Valette, 33.300.

b) Sur le clergé séculier, ont été vendus 26 domaines estimés 1.756.400 et vendus 2.689.000 :

6 dépendant du chapitre de la cathédrale Saint-Nazaire à Béziers : les domaines du Capiscol, de Saint-Pierre d'Apuyo et la métairie des Salles à Béziers, Amilhac à Servian, le Viala à Capestang et celui de Montady vendus 1.232.000 livres.

4 sur la cure de Caux situés tous à Caux : les domaines de la chapelle dite Gibeline, de la chapelle de la Bienheureuse Vierge Marie et du Cimetière, de la chapelle Saint-Blaise et de la cure vendus 28.382 livres.

3 sur le chapitre Saint-Aphrodise situés à Béziers : les domaines de la Galinière, de Saint-Marcel et du Garissou vendus 146.200 livres.

3 sur le chapitre cathédral d'Agde : Moureau, Mermian et Gauzy à Agde vendus 630.800 livres.

2 sur le chapitre Saint-Paul de Narbonne : Saint-Paul à Maureilhan et Régismond à Poilhes vendus 337.000 livres.

2 sur le chapitre de Quarante : les domaines des Pradels et de la Grange-Basse adjugés 453.600 livres.

1 sur l'évêque de Béziers : le château de Lignan vendu 292.400 livres.

1 sur l'archevêché de Narbonne : le domaine de Montels à Capestang vendu 15.600 livres.

1 sur l'évêque d'Agde : Saint-Martin à Agde vendu 130.300 livres.

1 sur le chapitre cathédral de Montpellier : le domaine de Sauvian, adjudgé 21.100.

1 sur le chapitre de Pézenas : le domaine de Conas, vendu 23.100.

1 sur la cure du Poujol : la métairie de Lescandoune vendue 8.600 livres.*

2° 176 immeubles bâtis estimés 591.696 livres et vendus 914.960 livres.

Sur ces 176 biens, 29 sont situés à Béziers, vendus 416.790 livres et comprennent notamment les moulins de Saint-Pierre et de Bagnols. Le reste est disséminé dans toutes les communes du district, et notamment à Agde où il y eut 27 biens vendus, dont le Palais épiscopal pour une valeur de 176.810 livres.

3° Le reste des biens vendus est constitué par près de 1.300 lots de terres : vignes, champs, prés, hermes, bois ainsi que quelques enclos et jardins à Béziers, d'une valeur d'estimation de 1.745.000 livres et vendus 3.580.000 livres.

Ces lots sont d'une importance extrêmement variable, allant de terres de 10 hectares vendues plus de 15.000 livres, à des lots infimes, à des « lambeaux » suivant l'expression même utilisée dans l'affiche de vente, adjudgés 27 et 35 livres.

B. — En 1792, il n'y eut que 27 séances de vente. Il est à noter qu'aucune n'eut lieu entre le 29 février et le 24 septembre. Il ne nous a pas été possible de retrouver quelle a été la raison de cette interruption dans les ventes (qui ont repris avec la Convention), les registres des délibérations du directoire du district de Béziers, que nous avons consultés dans la série L, ne nous ayant fourni à ce sujet aucune indication intéressante. Il convient d'ailleurs de remarquer que, dans le district de Saint-Pons, il n'y eut pour toute l'année 1792 que deux ventes, les 5 et 6 mars, et que, par conséquent, les ventes ont, là aussi, été pratiquement interrompues pendant la même période qu'à Béziers.

Il est à noter que la même situation ne se retrouve pas dans le district de Montpellier où les séances de ventes ont, bien que peu nombreuses, continué pendant tout le cours de l'année 1792, les 1^{er} mars, 30 avril, 4 juin, 18, 19, 20 juin, 1^{er} juillet, 27 et 28 juillet, 30 et 31 juillet, 8, 30 et 31 août, pour devenir plus nombreuses à la fin de l'année.

Aucun domaine n'a été vendu en 1792.

17 lots immobiliers furent adjudgés pour 90.500 livres sur une estimation de 34.100. Ils sont peu importants à l'exception de l'église et couvent des Augustins à Montagnac vendus 11.800 livres, de l'église et du couvent des Récollets à Marseillan adjudgés 18.100 livres et du château de la même ville adjudgé 14.850 livres. Ces trois lots ont produit à eux seuls autant que les 14 autres.

Le reste est composé d'environ 150 parcelles de terre estimées 93.000 livres et vendues 270.500 livres. Ces parcelles sont en général de peu d'importance, sauf trois situées dans l'étang de Colombiers et qui atteignirent un total de 38.000 livres.

C. — Sur les 42 séances de vente effectuées entre janvier et septembre 1793 (début de l'an II), on trouve ;

a) 10 domaines d'une valeur de 602.000 livres à l'estimation et vendus 1.140.600 livres, dont 9 proviennent de l'Ordre de Malte. Ce sont les domaines des Bréguines à Béziers, de Périès à Nissan, de Milhau et de Campagnoles à Cazouls et Puisserguier (commanderie de Saint-Félix-de-Sorgues), les domaines de Saint-Jean-de-Thongue à Abeilhan, Saint-Jean-de-Grézan à Laurens, Saint-Jean à Marseillan, Saint-Jean-de-Libron à Béziers, et le domaine de Fabrègues à Cabrerolles.

Un domaine provient du séminaire de Béziers : celui de Mercoiran, estimé 44.800 livres et vendu 101.400 livres.

b) 52 immeubles bâtis (246.400 et 544.200) parmi lesquels de nombreuses chapelles de Pénitents, les couvents des Sœurs Sainte-Claire à Béziers, des Bénédictins à Saint-Thibéry et des religieuses de Sainte-Marie à Agde, et 2 moulins à huile à Castelnaud.

c) Enfin, 175 lots de terres dont beaucoup proviennent du morcellement des domaines de l'Ordre de Malte et sont d'une importance très variable (346.000-958.000).

D. — Sur les 45 séances de vente effectuées pendant l'An II (septembre 1793 à septembre 1794), on trouve :

— 2 domaines appartenant à l'Ordre de Malte : celui de l'Etang à Pézenas (commanderie de Pézenas) et celui de Campagnoles à Cazouls et Puisserguier (commanderie de Saint-Félix-de-Sorgues) déjà vendu en 1793 mais dont la vente a été annulée par le directoire départemental, à la suite de la découverte d'une coalition destinée à fausser le libre jeu des enchères, ces deux domaines estimés 170.000 livres et vendus 236.000 livres.

— 45 immeubles bâtis estimés 117.592 livres et vendus 236.000, comprenant 8 églises champêtres à Béziers, 2 fours et 2 moulins à huile à Neflès et de nombreuses maisons, notamment à Pézenas, appartenant à l'Ordre de Malte.

— 410 parcelles de terres dont 340 provenant de l'Ordre de Malte : 172 du morcellement du domaine de l'Etang à Pézenas et 34 de celui du domaine de Campagnoles, 91 à Cazouls-d'Hérault, 24 à Lézignan, 9 à Usclas et 12 pouvant servir de terrain à bâtir à Pézenas, le tout estimé 1.162.000 livres et vendu 1.776.000 livres.

E. — Sur les 16 ventes effectuées pendant l'an III et jusqu'au 15 Brumaire an IV, on trouve :

— 1 domaine déjà vendu en 1793 et revendu sur folle enchère : celui de Saint-Jean-de-Grézan à Laurens, à l'Ordre de Malte (30.500-185.100).

— 27 immeubles bâtis comprenant notamment le couvent et l'église N.-D.-du-Grau, l'ancienne maison commune de Marseillan et 2 moulins à huile, le tout estimé 178.600 livres et vendu 2.719.600 livres. Cette énorme différence provient essentiellement de la dépréciation de la monnaie en l'an IV. C'est ainsi qu'une écurie à Autignac, estimée 37 livres, atteint 40.000 livres et la chapelle des Pénitents-Gris 316.000 livres sur une estimation de 9.962.

— 52 lots de terres estimés 139.000 livres et vendus 1.084.600. Il s'agit là le plus souvent de lots épars omis dans les précédentes ventes et la grande disproportion entre le prix d'estimation et le prix de

vente provient ici aussi essentiellement de la dépréciation de la monnaie.

District de Saint-Pons

La période de vente des biens de première origine pour le district de Saint-Pons s'étend du 18 avril 1791 jusqu'au 21 Vendémiaire an IV (12 octobre 1795).

Pendant cette période, il y eut 44 séances de vente et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 316.600 livres d'estimation et de 770.000 livres d'adjudication.

Les ventes peuvent se décomposer ainsi :

D'avril à décembre 1791 : 26 séances de vente pour une estimation de 167.100 et un prix d'adjudication de 398.500. Pourcentage d'augmentation : 155 % ;

De janvier à décembre 1792 : 2 séances. Estimation : 23.000 ; adjudication : 29.800. Pourcentage d'augmentation : 30 % ;

De janvier à septembre 1793 (début de l'an II) : 33 séances de vente pour une estimation de 14.878 livres et un prix d'adjudication de 81.380 livres. Pourcentage d'augmentation : 547 % ;

De septembre 1793 à octobre 1795 (an II et an III jusqu'à Vendémiaire an IV) : 11 séances de vente. Estimation : 21.637 ; adjudication : 260.144. Pourcentage d'augmentation : 1.200 %.

Comme dans le district de Béziers, c'est en 1791 que s'est effectuée la majorité des ventes. Le chiffre de 260.000 livres pour les ventes de l'an III ne représente en fait que des biens de peu d'importance ; il est dû ici encore à la dépréciation de la monnaie.

A. — Sur les 26 séances de vente de 1791, on trouve :

— 5 domaines ou métairies estimés 63.000 livres et vendus 92.000, dont 4 sur le clergé régulier :

3 dépendant de l'abbaye de Foncaude et tous situés à Cessenon : l'abbaye elle-même avec sa métairie, sa ménagerie et ses terres, et les métairies de la Bousquette et de Cazalviel, le tout vendu 39.500 ;

1 lot formé par l'abbaye de Silvanes à Marmières avec les terres et les bâtiments d'exploitation adjugé 12.100 livres ;

Et 1 domaine vendu sur le clergé séculier : la métairie des Encloses à Courniou, appartenant au chapitre de Saint-Pons, vendue 41.500 livres.

— 9 immeubles bâtis estimés 30.000 livres et vendus 54.000. Parmi ceux-ci, le plus important est composé des biens dépendant des Bénédictins de Saint-Chinian avec l'église et plusieurs maisons, vendus 24.500 livres. Ensuite, seuls 2 fours à pain, également à Saint-Chinian, forment un lot un peu important.

— Le reste se compose de 64 lots de terre, souvent importants, vendus en bloc d'après leur provenance et comprenant souvent des bâtiments d'exploitation. Ces 64 lots vendus 252.500 livres.

B. — Les deux séances de vente effectuées en 1792, les 5 et 6 mars, comprennent uniquement la revente sur folle enchère de l'abbaye de Foncaude, d'un lot de terres en dépendant et de 2 fours à pain à Saint-Chinian.

C. — Pendant les 3 séances de vente de 1793, ont été vendus :

— Le château, parc et jardin à Saint-Chinian dépendant de l'évêché de Saint-Pons avec écuries, orangerie, fontaine, jardin potager, bois de platanes et 2 hectares de terre adjudgé 67.400 livres sur une estimation de 12.500.

— 2 églises à Siran et 1 moulin à huile à Cruzy vendus 9.600.

— 6 lots de terres de minime importance vendus 4.400 livres.

D. — Les 11 séances de vente effectuées pendant l'an II, l'an III et jusqu'à Vendémiaire an IV comprennent :

— 17 immeubles bâtis dont le château de la Salvetat, 3 maisons avec de multiples dépendances à Saint-Pons et Villespassans, 7 églises ou chapelles et un moulin à huile à Azillanet vendus 120.000 livres.

— 20 lots de terres dont 1 dépendant de l'Ordre de Malte (commanderie Saint-Jean de Narbonne) à Saint-Vincent-d'Olargues, vendus 140.000 livres. Ces lots, sauf celui qui relevait de l'Ordre de Malte, sont de peu d'importance, le prix élevé atteint lors de la vente provenant uniquement d'un bois de 40 hectares estimé 200 livres et vendu 31.700 en Ventôse an III et d'un jardin estimé 822 livres et vendu 80.500 le 21 Vendémiaire an IV.

§ II. — PROCESSUS DES OPERATIONS DE VENTE SUR LE PLAN LOCAL

Soumission des municipalités

Le décret ordonnant l'aliénation de 200 millions de biens nationaux aux municipalités avec obligation de revente, le seizième du prix de vente restant acquis à la municipalité, date du 17 mars 1790 ; la première municipalité qui ait soumissionné fut celle de Roujan, le 18 août, pour le domaine de Cassan et diverses terres.

Mais d'autres suivirent rapidement et l'on compte jusqu'à la fin de l'année 1790 quatorze municipalités ayant soumissionné, la plupart pour la totalité des biens nationaux existant dans leur commune. C'est le cas notamment de la municipalité de Béziers, qui demanda en outre qu'il lui soit attribué le couvent des Carmes « pour y loger l'Administration du district et celle du département lorsqu'elle siégera à Béziers, attendu que c'est le plus commode et qu'il n'y a que deux religieux ».

Soumissionnèrent également, par ordre chronologique : Fontès, Coulobres, Poilhes, Puimisson, Caux, Agde, Florensac, Lieuran, Magalas, Portiragnes, Cers, Nissan et Lignan.

Dans les premiers jours de 1791, on compte trois nouvelles soumissions :

Marseillan, le 31 janvier, pour la maison des Récollets ;

Bédarieux, le 10 février, pour la maison des Capucins et les fours dépendant de l'abbaye de Villemagne ;

Pézenas, le 17 février, pour 400.000 livres de biens nationaux situés dans un rayon de deux lieues autour de la ville.

Il convient de signaler en outre que la municipalité de Montpellier avait soumissionné pour des biens situés à Creissan, Villemagne

et Pézenas, ce qui amena les protestations de la municipalité de cette dernière ville.

Les soumissions des municipalités présentent donc pour Béziers un aspect différent de celui qu'elles offrent dans le district de Montpellier où la municipalité de cette ville avait soumissionné pour quatre millions de biens situés dans de nombreuses communes du district alors que les ventes de la première période n'atteindront en valeur que quatre millions et demi (1).

A Béziers, au contraire, les 17 communes qui, sur un total de 95 pour l'ensemble du district, ont soumissionné, ne l'ont fait, à part une exception négligeable, que pour les biens situés dans leur commune.

Pour le district de Saint-Pons, nous trouvons une seule soumission, celle de la municipalité de La Salvetat, le 18 juin 1791, pour un four et fournil appartenant à l'évêque de Saint-Pons. L'absence complète d'intérêt porté par les municipalités de ce district aux soumissions et à la part du seizième qui leur était attribuée sur le prix de revente est d'ailleurs attestée par une lettre du 14 mars 1792 adressée par le district de Saint-Pons au département :

« Les municipalités du district qui ont acquis des biens nationaux les ont acquis pour les adapter à des objets d'utilité publique et non pour les revendre. Il n'en est par conséquent aucune qui ait droit au bénéfice du seizième. »

Pour le district de Béziers, nous avons bien trouvé les certificats d'aliénation, établis au nom du Roi en faveur des communes, des biens nationaux pour lesquels elles avaient soumissionné. Mais il semble, par contre, que ces communes aient éprouvé les plus grandes difficultés pour toucher le seizième qui leur revenait lors de la revente. Il convient d'ailleurs de remarquer que ce seizième leur était versé seulement au fur et à mesure du paiement du prix par les acquéreurs, ce qui, étant donné les longs délais accordés pour le paiement, rendait assez aléatoire le bénéfice réalisé.

Une lettre signée par l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, Amelot, et adressée aux administrateurs du département de l'Hérault le 17 mai 1792, illustre bien ces difficultés :

« La municipalité de Béziers n'a pas encore envoyé, conformément à la loi du 16 octobre 1791, une déclaration énonciative qu'elle n'a en sa possession aucunes obligations ni annuités souscrites à son profit.

« D'un autre côté, le ministre de la Justice ne m'a pas encore adressé l'expédition du décret d'aliénation obtenu par cette municipalité et le receveur du district de Béziers est en retard pour me faire parvenir la copie de son journal des quatre premiers mois de 1792, qui sont indispensables (sic) pour la vérification des paiements effectués. Il n'est donc pas possible, quant à présent, de déterminer la quotité du seizième qui revient à cette municipalité.

« Cependant, Messieurs, les preuves du patriotisme qu'elle a données rendent sa position si intéressante que j'ai cru devoir proposer

(1) GALLIX, *op. cit.*.

au Roi de lui faire payer un acompte de 15.000 livres sur ce qui peut lui revenir. »

Soumission des particuliers

La question se pose de façon toute différente pour les soumissions des particuliers. L'hypothèse a été émise, pour les districts de Montpellier-Lodève, que ces soumissions auraient eu simplement pour but d'obtenir à peu de frais des certificats de civisme et de donner leurs auteurs comme chauds partisans de la Révolution tout en risquant de faire une bonne affaire (1).

Nous ne pensons pas que cette hypothèse soit valable pour le district de Béziers.

Il convient en effet de remarquer d'abord que ces soumissions datent pour la plupart de la fin de 1790 et du début de 1791, c'est-à-dire à une date où les ventes de biens nationaux n'avaient pas encore commencé ou commençaient à peine, et que par conséquent ceux qui les ont faites ignoraient de quelle façon pratique se dérouleraient les ventes et pouvaient espérer que le fait de soumissionner leur procurerait des avantages au moment de la vente publique et même un droit de priorité. C'est vraisemblablement le cas des nombreux fermiers qui ont soumissionné pour les biens qu'ils avaient à ferme. On voit par ailleurs revenir souvent les mêmes noms de soumissionnaires : Hérail, notaire à Montpellier ; Guibal, ingénieur ; Coste-Blanc, négociant ; gens qui, comme nous le verrons par la suite, ont pris une part très active aux ventes, achetant des biens un peu partout soit au compte d'autrui, soit au leur, mais pour les morceler et les revendre. Il s'agit là d'intermédiaires, véritables marchands de biens, qui ont vu dès le début toutes les affaires qu'il était possible de réaliser, et dont les soumissions eurent certainement pour but de prendre une position qui fût favorable au moment de la vente sans qu'il s'y ajoute aucun motif d'ordre politique ou patriotique.

En second lieu, les soumissionnaires, et notamment les fermiers, furent loin de se désintéresser des adjudications. Malibran, de Bessan, soumissionnaire du domaine de Cailhan à 240.000 livres, pousse jusqu'à 300.000 à la septième enchère alors que le domaine est adjugé pour 315.000. André Durand, de Caux, soumissionnaire du domaine de la Chapelle dite Gibeline, est déclaré adjudicataire après quatre enchères. Albouy, fermier d'un autre domaine à Caux et soumissionnaire, est déclaré adjudicataire après six enchères.

Latapie, de Maureilhan, fermier du domaine de Lussan à Puisserguier, et soumissionnaire pour ce domaine à 53.000 livres, pousse jusqu'à 75.100 à la dix-neuvième enchère, alors que le prix d'adjudication atteint 90.200. Ce même Latapie fait acheter pour son compte le domaine de la Camererie, à Maureilhan, 46.100 livres. Nous nous trouvons donc certainement ici en présence d'un fermier ayant des disponibilités, qui a soumissionné pour le domaine qu'il avait à ferme avec certainement la volonté de l'acquérir, mais qui, ne l'ayant pu devant

(1) GALLIX,

la montée des enchères, s'est rabattu ultérieurement sur un autre domaine.

En conclusion, il est possible de dire que, dans le district de Béziers, les soumissions n'ont répondu que très rarement à un but patriotique ou politique ; dans la plupart des cas, les personnes qui les ont faites avaient bien l'intention d'acheter ultérieurement le lot pour lequel elles soumissionnaient.

Evaluation et composition des lots

Comment furent recensés les biens nationaux existant dans les districts ? L'Administration du district, ne possédant aucun élément, fut obligée de s'en rapporter à l'état des biens nationaux qui fut demandé à chaque commune. Par la suite, lorsque de nouvelles catégories de biens furent mises en vente, on demanda de nouveaux états aux communes. Furent dressés ainsi les états des biens de l'Ordre de Malte et les biens des fabriques, confréries et corporations. Il est certain que ces états furent quelquefois incomplets, et très souvent fort imprécis sur la consistance et les limites des biens susceptibles d'être vendus. Toutefois, il ne semble pas qu'il y ait eu mauvaise volonté systématique de la part des municipalités. Beaucoup d'entre elles, d'ailleurs, avaient soumissionné pour l'ensemble des biens existant dans leur commune, et n'avaient aucun intérêt à les dissimuler.

En ce qui concerne l'évaluation, il y eut, dans la plupart des cas, impossibilité de se référer à des baux existants. On eut alors recours à des experts qui procédèrent de la manière suivante :

Pour chaque lot, on évaluait le revenu brut produit, puis on retranchait du chiffre obtenu le montant des charges. On obtenait ainsi le revenu net qui, multiplié par 22 conformément à la loi, donnait le prix d'estimation du lot.

Lorsqu'une municipalité ou un particulier avait soumissionné, il désignait un ou deux experts (suivant l'importance du lot) et le directoire de district en nommait de son côté le même nombre qui procédaient à l'évaluation contradictoirement avec les premiers.

Lorsqu'il n'y avait pas de soumissionnaire, l'estimation était faite par le seul expert nommé par le district.

Nous possédons de nombreux noms d'experts. C'est ainsi que la ville de Béziers désigna Guibal-Laconquié et Colard, ingénieurs, le directoire Bepel, bourgeois de Cers, et Riche, bourgeois de Cazouls. Nous trouvons entre autres les noms de Coste, feudiste (acquéreur de plusieurs lots), Reynier, géomètre-arpenteur à Béziers, Gaches, de Servian, Martin, bourgeois d'Abeilhan, et Cabanel, bourgeois de Lieuran. D'une manière générale, les experts sont, soit des ingénieurs et des géomètres, ce qui est normal étant donné leur profession, soit des bourgeois. Il est à noter que géomètres et ingénieurs sont surtout désignés par les soumissionnaires, alors que l'Administration du district a nommé principalement des bourgeois.

Il semble que les experts aient procédé à des évaluations assez correctes. Le fait que l'expertise était souvent contradictoire donnait d'ailleurs une garantie supplémentaire.

Jusqu'à la loi d'août 1792 qui ordonna le morcellement en petites parcelles, les lots ruraux furent vendus sans division, tels qu'ils existaient. Il convient toutefois de mentionner dans les villes un certain souci d'urbanisme. On profita de la vente de maisons ou de couvents pour percer de nouvelles artères; c'est ainsi que dans la vente de la chapelle des Pénitents Blancs à Béziers, « ne sont point compris la cour d'entrée et la ruelle qui longe l'église jusqu'au grand corps de bâtiment de Sainte-Ursule, lesquels sont expressément réservés pour servir à former une place et une rue pour communiquer à la place Saint-Félix au travers de la cour et partie du bâtiment du couvent Sainte-Ursule ».

D'une façon générale, tous les couvents et autres grands immeubles ecclésiastiques furent divisés, ce qui n'alla pas sans inconvénient étant donné l'impossibilité de faire des lots bien distincts. Il en résulta un incroyable enchevêtrement entre les possessions des différents acquéreurs des lots dépendant d'un même immeuble, malgré les mesures prises par le directoire et incluses dans les procès-verbaux de vente : obligation de bâtir des murs de séparation, de murer des fenêtres, de construire des escaliers, de ne pas empêcher l'écoulement de l'eau provenant des lots voisins. Nous verrons toutefois, par la suite, que ces difficultés ne semblent pas avoir découragé les acquéreurs éventuels qui participèrent en nombre aux adjudications d'immeubles bâtis.

Contentieux des opérations préparatoires aux ventes

Il n'apparaît pas qu'il y ait eu beaucoup de contestations pour les ventes de première origine et rares sont les affaires dont le directoire du département ait eu à connaître selon la compétence que lui attribuait la loi.

Presque toutes les communes ont accordé sans difficulté aux curés le demi-arpent royal qui leur était laissé par la loi. C'est notamment le cas du curé de Caux qui réclame la distraction de deux prés affectés à la fondation de quatre messes hautes de l'Octave des Morts évalués à 660 livres et d'une chènevière près de la fontaine de 1 quarton 10 dextres pour lui servir de jardin et à qui satisfaction est accordée.

C'est un champ de 3 quartes à Ramejan pour lequel il est sursis à la vente à la demande de Tabarié, curé, et il en fut presque toujours ainsi. Rares furent les cas où le directoire de district ne donna pas satisfaction aux demandes des curés et ordonna la vente aux enchères des lots que ces derniers réclamaient pour leur servir de jardin.

Plus nombreuses furent les oppositions des municipalités à la vente des biens.

Le 21 janvier 1791, au moment de la mise en vente du domaine de Cabrials, « les garrigues d'une contenance de 309 setérées, soit près de 80 hectares, sont revendiquées à la fois par des fermiers prétendant qu'ils ont un bail d'amphytéose perpétuelle du sieur de Lescure, engagé des petits domaines du Roi dans la ville, viguerie et vicomté ».

dudit Béziers, par le soumissionnaire Destagnol qui prétend qu'elles sont comprises dans le compoix et par conséquent dans la vente, et par la municipalité de Béziers qui désire les acquérir pour les distribuer aux pauvres afin de les défricher ».

Devant ces oppositions, le directoire déclare qu'il en sera référé au département et surseoit à la vente.

Ce domaine fut vendu par la suite, après que le directoire du département eut déclaré que les garrigues ne devaient pas être comprises dans la vente ; il fut acheté par le soumissionnaire Destagnol, député à l'Assemblée Nationale, qui, postérieurement à l'achat, fit une nouvelle pétition auprès du directoire du district pour réclamer que les garrigues lui fussent vendues sur le prix de l'estimation, pétition rejetée le 1^{er} août 1792.

De même, le 29 juillet 1793, il est sursis à la vente des garrigues du domaine de Saint-Jean-de-Libron sur la réclamation de la municipalité de Béziers et en vertu de l'article premier, section IV, du décret du 10 juin 1793 déclarant que les biens communaux tels que terres vaines et vagues, garrigues et landes appartiennent de par leur nature à la généralité des habitants de la commune où ils sont situés.

Plusieurs couvents, notamment celui des religieuses Sainte-Marie à Agde, furent vendus malgré l'opposition des municipalités qui prétendaient que les bâtiments servaient à l'usage de collège et qu'ils devaient être exclus de la vente en attendant que les corps législatifs fixent le régime de l'instruction publique.

Dans un ordre d'idées un peu différent, le directoire de districtregistra une double protestation lors de la vente du domaine de Lignan à l'évêque de Béziers, d'une part de la municipalité de Lignan qui, ayant soumissionné, « ignore par quelle fatalité cette soumission n'a pas été admise », d'autre part du sieur Rouyer, de Béziers, adjudicataire contre Mgr de Nicolaï, évêque de Béziers, qui a enlevé l'horloge, les cloisons du salon et un certain nombre d'autres choses.

Nous n'avons pas trouvé d'éléments indiquant si une suite avait été donnée à cette protestation.

Dans le district de Saint-Pons, deux bois, à Roquebrun, sont réservés le 6 mai 1791 comme appartenant à la commune. Le 7 Pluviôse an III, il est sursis à la vente d'une olivette à Minerve sur opposition du sieur Julian qui déclare en être propriétaire.

Plusieurs réclamations de fermiers de domaines mis en vente furent soumises au directoire du département, réclamations motivées le plus souvent par le désir des fermiers de rester en place le plus longtemps possible.

« Vu la pétition des sieurs Alengry et Cassaignes, fermiers du domaine de Campagnoles :

« Le directoire du département de l'Hérault déclare le bail comme nul et non avenü, attendu que les formalités prescrites par la loi du 11 février 1791 n'ont point été observées lors de la passation et néanmoins arrête que le fermier continuera d'en jouir jusqu'à la vente du domaine. »

« Sur une nouvelle pétition des citoyens Alengry et Cassaignes :

« Le directoire persiste dans son arrêté du 12 mars et néanmoins autorise les pétitionnaires à percevoir les récoltes de la présente année conformément aux clauses de leur bail. »

Ajoutons que les mêmes Alengry et Cassaignes firent une réclamation identique en tant que fermiers du domaine de Saint-Jean-de-Libron, réclamation à laquelle le directoire donna la même suite qu'à la première.

Signalons enfin d'assez nombreux cas de renvois de vente à la demande même de l'Administration, lorsqu'elle estime que les conditions normales de vente sont faussées.

Le 21 novembre 1791, l'adjudication des moulins de Bagnols est renvoyée à l'après-midi par suite du manque d'animation des enchères, et une nouvelle annonce de vente est faite sur-le-champ « à voix et à trompe par Vidal, précon, sur les places, coins et carrefours ».

Le procureur-syndic demande, le 25 avril 1793, le renvoi de la vente des biens nationaux à Villeneuve et Sérignan :

1^o Parce que, en raison des circonstances, la maison des ci-devant religieuses du Saint-Esprit devenait nécessaire pour le logement des troupes qu'il n'était pas possible de loger ailleurs ;

2^o Parce que les habitants de Villeneuve ayant été requis de voler à la défense des frontières attaquées par l'Espagnol, il serait de la dernière injustice de vendre les biens situés dans cette commune et, par ce moyen, les priver de concourir aux enchères.

De même, le 6 mai 1793, au moment de la vente du domaine de Saint-Jean-de-Libron appartenant à l'Ordre de Malte, « le Procureur-syndic a observé qu'un grand nombre de personnes étant parties pour aller aux frontières défendre la patrie, ce serait les priver de concourir aux ventes que d'y procéder dans le moment présent et a requis le renvoi à un moment plus heureux ».

La vente du domaine de Campagnoles sur l'Ordre de Malte, à Cazouls, donna lieu à de multiples incidents. Nous avons vu précédemment que les fermiers de ce domaine s'étaient pourvus devant le directoire du département pour faire reconnaître la validité de leur bail.

Le 15 mai 1793, au moment de la mise en vente, le juge de paix de Cazouls, Bezombes, ayant déclaré que le bruit avait couru à Cazouls que la vente avait été remise pour ne pas priver les volontaires qui sont aux frontières d'y concourir et que, en conséquence, les habitants de Cazouls ne s'étaient pas rendus à Béziers pour participer aux enchères, le directoire du district ordonna le renvoi au 25 juin.

Le 26, alors que la vente était en cours depuis la veille, un nouveau renvoi fut ordonné à la requête du Procureur-syndic du district.

« Citoyens* administrateurs,

« Je viens d'être informé que, pour la vente du domaine de Campagnoles à laquelle vous faites procéder depuis hier, il s'est formé une coalition de laquelle il résulte qu'il ne sera pas vendu la moitié de sa valeur. Des personnes qui voulaient enchérir ont été menacées, le concordat passé entre les coalisés l'a été dans l'Administration, presque tous vos commis en sont les témoins ; je requiers en conséquence

que vous informiez sur les faits que je vous dénonce et qu'il soit sursis à la vente des objets du domaine qui ne sont pas encore vendus. »

Finalement, le domaine fut vendu lors d'une séance ultérieure où il n'y eut pas, semble-t-il, de nouvelles irrégularités.

Il n'en reste pas moins vrai que le cas de Campagnoles constitue une exception. Dans l'ensemble, les ventes des biens de première origine s'effectuèrent régulièrement et le directoire du département eut très peu d'affaires à régler.

§ III. — RESULTAT FINANCIER DES OPERATIONS DE VENTE

Les adjudications furent dans l'ensemble largement disputées et rares sont les lots qui furent adjugés au prix de l'estimation, à l'exception de ceux pour lesquels les municipalités se portèrent spécialement acquéreurs, en dehors des soumissions faites au début des ventes, et pour lesquelles il n'y eut généralement pas de concurrents, ce qui laisse supposer qu'il y eut une entente, au moins tacite, pour les laisser aux municipalités.

Tel est le cas, notamment, d'un moulin à blé sur l'Hérault, dépendant du ci-devant évêché d'Agde, qui, ayant fait l'objet d'une soumission supplémentaire spéciale de la municipalité d'Agde le 5 décembre 1790, lui fut adjugé le 7 février sur le prix de l'estimation, personne ne s'étant présenté pour enchérir.

Nous pouvons dire ici, comme pour le district de Montpellier, que le résultat financier des ventes, c'est-à-dire en fait l'augmentation du prix d'adjudication sur le prix d'estimation, est fonction de la nature du bien vendu, mais surtout de la date à laquelle il a été procédé à la vente, ceci en raison de la dépréciation constante de la monnaie.

I. — Pour l'ensemble des ventes dans le district de Béziers, l'augmentation moyenne est de 115 %.

Si nous établissons la moyenne année par année, nous obtenons les chiffres suivants :

1791 : 71 % ; 1792 : 84 % ; 1793 : 121 %.

An II : 55 % ; an III et an IV jusqu'à Brumaire : 1.030 %.

L'augmentation est donc régulière pendant les trois premières années. Le chiffre relativement bas de 55 % pour l'an II peut s'expliquer par le fait que les ventes ont consisté essentiellement en petites parcelles de terre provenant du morcellement de plusieurs domaines de l'Ordre de Malte, parcelles trop petites pour intéresser les acquéreurs du dehors mais qui, par contre, firent certainement l'objet d'ententes avant les enchères entre les acquéreurs locaux.

Enfin, le chiffre de 1.030 % s'explique uniquement par la dépréciation de la monnaie et l'augmentation est de plus en plus forte jusqu'en Brumaire an IV. C'est ainsi, comme nous l'avons déjà indiqué, qu'une écurie à Autignac, estimée 37 livres, atteint 40.000 livres, soit plus de 100.000 % d'augmentation, et l'église des Pénitents-Gras, à Pézenas, 316.000 livres sur une estimation de 9.962, soit plus de 3.000 % d'augmentation.

Ces énormes différences ne correspondent d'ailleurs pas à un nombre d'enchères exceptionnellement élevé. Pour l'écurie d'Autignac, cinq enchérisseurs et douze enchères; pour l'église des Pénitents, huit enchérisseurs et vingt enchères; trois enchérisseurs et quatre enchères seulement pour un petit champ à Autignac qui passe pourtant de 942 à 32.000 livres.

Par contre, le nombre des enchères est beaucoup plus élevé pour les biens vendus en 1791 alors que le pourcentage d'augmentation est peu important. 42 enchères pour le domaine de Saint-Paul, à Maureilhac, qui passe de 68.500 à 118.000 livres, 53 pour une maison à Béziers qui passe de 5.000 à 9.000 livres.

Pour le district de Saint-Pons, la moyenne générale d'augmentation est de 121 %. La moyenne de 1791, 54 %, tombe en 1792 à 30 %, pour remonter en 1793 à 446 % et atteindre en l'an III et jusqu'à Vendémiaire an IV, 1100 %, ce qui permet de constater que la moyenne générale est sensiblement la même que dans le district de Béziers ainsi que la forte augmentation à partir de l'an III due à la chute de la monnaie.

II. — Pour les immeubles bâtis, la moyenne générale d'augmentation, dans le district de Béziers, est de 145 %.

Cette moyenne générale se décompose comme suit : 54 % en 1791, 165 % en 1792, 121 % en 1793, 96 % en l'an II et 500 % en l'an III. Encore convient-il de remarquer que cette dernière moyenne provient essentiellement de la vente d'une maison à Béziers le 11 Fructidor an III, estimée 53.400 livres et vendue 661.000

Il est d'ailleurs intéressant de noter que 17 % seulement de ces immeubles sont situés à Béziers même, alors que dans le district de Montpellier les immeubles situés dans la ville de Montpellier représentent 75 % des biens immobiliers bâtis mis en vente dans le district.

De même, nous n'avons pas trouvé trace de différence dans les moyennes d'augmentation entre Béziers et les autres communes du district, notamment Pézenas et Agde où les ventes d'immeubles bâtis furent très importantes, ceci également à la différence du district de Montpellier où la moyenne d'augmentation, qui est de 125 % pour la ville de Montpellier, tombe à 90 % à Lunel et à moins de 5 % à Ganges

Dans le district de Saint-Pons, la moyenne d'augmentation est de 350 % se décomposant comme suit : 1791 et 1793, 80 %. Pas de vente en 1792. An II et an III, 934 % ce qui permet de constater que la moyenne générale qui paraît élevée, provient uniquement des ventes de l'an III, période de débâcle monétaire.

III. — En ce qui concerne les **domaines**, la moyenne générale d'augmentation, pour le district de Béziers, est de 61 %.

Elle est de 55 % en 1791, de 90 % en 1793 (il n'y a pas eu de vente de domaines en 1792), retombe à 34 % en l'an II pour atteindre 315 % en l'an III. Cette dernière augmentation repose d'ailleurs sur la vente d'un seul domaine, celui de Saint Jean-de-Grézan, à Laurens, déjà

vendu en 1793 et revendu sur folle-enchère 125.000 livres sur une estimation de 30.500.

Certains domaines vendus en 1791 dépassent une augmentation de 100 % entre les prix d'estimation et d'adjudication, mais après un nombre d'enchères particulièrement élevé: 84 pour le domaine de Saint-Martin qui passe de 60.000 à 130.000, 98 pour celui de Mermian, à Agde, qui passe de 160.000 à 315.000 et 112 pour le domaine de Cassan, à Roujan, qui passe de 124.000 à 220.100 livres.

Dans le district de Saint-Pons, la moyenne d'augmentation est de 45 % et porte uniquement sur 1791, aucune domaine n'ayant été vendu postérieurement.

IV. — Pour les **pièces de terre**, la moyenne générale d'augmentation dans le district de Béziers est de 120 % se décomposant en: 1791, 105 %; 1792, 120 %; 1793, 176 %; an II, 52 %; an III, 670 %.

Pour le district de Saint-Pons, elle est de 127 %: 53 % en 1791, 340 % en 1793 et 1.300 % en l'an II et l'an III.

Que conclure en présence de ces données ?

En premier lieu, que les moyennes pour chaque catégorie de biens sont sensiblement les mêmes à Béziers et à Saint-Pons, le chiffre de 350 % pour les immeubles bâtis dans ce dernier district étant dû à un cas particulier qui n'infirme pas les résultats d'ensemble.

En second lieu, et c'est certainement la conclusion la plus intéressante, que ce sont les domaines qui se sont le moins bien vendus. Deux explications qui en fait se complètent peuvent en être données:

La première, c'est que dans le fond peu de gens avaient les moyens financiers suffisants pour acquérir des domaines vendus en un seul bloc et qui atteignaient des sommes considérables. C'est en ce sens qu'il est déjà permis de dire que le morcellement, dont nous reparlerons à propos des biens de deuxième origine, a été financièrement favorable à l'Etat.

La seconde, c'est que les domaines ont été vendus à une époque où la monnaie conservait encore sa valeur alors que les immeubles et les pièces de terre vendus en l'an III ont atteint des prix astronomiques dus uniquement à la dépréciation de l'assignat.

§ IV. — ACQUEREURS

Discrimination des diverses catégories d'acquéreurs

Nous nous sommes efforcés d'établir avec le plus d'exactitude possible la situation sociale des acquéreurs, car c'est au fond un des points les plus importants de cette étude que de savoir à quelles classes sociales ont profité les ventes. Nous nous sommes toutefois heurtés à de nombreuses difficultés pour faire entrer les acquéreurs dans une catégorie sociale déterminée, car la distinction habituelle entre la bourgeoisie et le peuple est profondément arbitraire et procède d'une schématisation peu conforme à la réalité.

D'abord dans quelle catégorie placer cette classe intermédiaire, riche et populaire, ces gros paysans, marchands de bestiaux, aubergistes, étapiers (c'est-à-dire ceux qui étaient chargés d'organiser le ravi-

taillement des troupes lorsque celles ci se déplaçaient) qui a joué peut-être le plus grand rôle dans les ventes ?

En second lieu, il est difficile — comme l'aperçoit de son côté M. Gallix — de savoir exactement ce que recouvre le terme « négociant » qui revient souvent dans les procès-verbaux de vente et qui s'applique certainement à des gens à la situation sociale très dissimblable, depuis le détaillant ayant tout juste une petite boutique de vente jusqu'au commerçant possédant plusieurs entrepôts et au fabricant occupant un nombreux personnel et, se livrant souvent, tous deux, à des opérations spéculatives.

Nous pensons toutefois que l'on peut classer les professions que nous venons d'indiquer parmi la bourgeoisie, car toutes impliquent la possession d'un capital et un revenu tiré uniquement d'opérations commerciales.

Doivent être également rattachés à la bourgeoisie tous les gens qui approchent de près ou de loin le bâtiment, c'est-à-dire les architectes, les maçons et les plâtriers, ces deux dernières catégories étant au fond ce que nous appellerions aujourd'hui des entrepreneurs et qui possédaient eux aussi un certain capital, comme en témoigne la part active qu'ils ont prise aux ventes. Il est d'ailleurs à remarquer qu'il s'agit de professions pour lesquelles il y a eu, dès l'Ancien Régime (1), un très grand flottement quant à leur qualification. Tel qui est qualifié un jour d'architecte sera qualifié le lendemain de maçon ou de plâtrier et inversement. Ceux-ci sont en réalité des « maîtres-maçons », entrepreneurs de plus ou moins grande envergure.

Doivent enfin être rattachés à la bourgeoisie les notaires, hommes de loi et les fonctionnaires (juges, officiers, ingénieurs), ainsi que les chirurgiens et les apothicaires.

Par contre, nous avons quelque peu arbitrairement rattaché à la classe populaire les artisans parce qu'ils tirent leur revenu de l'exercice habituel d'un travail manuel tels que boulangers, serruriers, menuisiers, cordonniers, tonneliers, maréchaux, selliers, blanchiers (travaillant le cuir), moulineurs de soie, cordiers, charpentiers, charrons. Sans doute un charpentier ou un charron peuvent être des entrepreneurs comme un maçon, mais les chances pour que nous ayons à faire à de simples et véritables artisans sont plus grandes.

La difficulté a été plus sérieuse pour déterminer dans quelle catégorie sociale devaient être rangées les professions agricoles. Que recouvrent en effet les termes cultivateurs ou agriculteurs qui reviennent le plus souvent ? Ce serait certainement une grosse erreur que de voir en eux des ouvriers agricoles ou de très petits propriétaires. En fait nous voyons souvent le même personnage qualifié agriculteur dans un village et bourgeois à Béziers, et il semble possible, sans trop de

(1) V. J.-J. LETRAIT, *La Communauté des maîtres-maçons de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Revue historique de droit français et étranger, 1945 pp. 215-266 et 1948 pp. 66-136.

risque d'erreur, de classer parmi la bourgeoisie rurale les agriculteurs et les cultivateurs.

Quant aux acquéreurs qualifiés de « ménagers », terme qui revient fréquemment dans les procès-verbaux, on peut les rattacher aussi à la bourgeoisie bien qu'ils représentent certainement une catégorie sociale inférieure comme situation aux cultivateurs et agriculteurs. On peut considérer en effet que, d'une façon générale, le « ménager » concourt lui-même d'une façon manuelle à l'exploitation de sa propriété, ce qui est rarement le cas pour le cultivateur ou l'agriculteur.

Il n'existe par contre aucune difficulté de classification pour les qualificatifs de « travailleur » et de « brassier » qui désignent des ouvriers, le brassier étant plus spécialement un ouvrier agricole. Nous ne les verrons que bien rarement jouer un rôle au cours des enchères. Toutefois, leurs apparitions devinrent plus fréquentes lorsque les biens furent partagés en petits lots par les acquéreurs primitifs, ce qui semblerait indiquer que seules leurs possibilités réduites du point de vue financier les empêchaient de prendre une part active aux ventes.

Il arrive enfin que les procès-verbaux de vente n'indiquent pas la profession des acquéreurs, rendant ainsi aléatoire toute tentative de classification. Toutefois ce cas, assez fréquent pour les ventes de biens situés dans les villages, est très rare à Béziers et à Saint-Pons, ce qui fait que l'on peut considérer dans ces deux villes les acquéreurs dont la profession n'est pas indiquée comme appartenant à la bourgeoisie, sans que cette hypothèse risque de fausser sensiblement le résultat d'ensemble.

Prédominance de la bourgeoisie

Il est incontestable que c'est la bourgeoisie qui s'est taillé la part du lion dans les ventes de première origine. Pour la seule commune de Béziers, la bourgeoisie acquiert 150 lots sur 210 pour un prix de 3.230.000 livres, les 60 lots restant acquis 1.200.000 livres principalement par des artisans. Les 15 domaines vendus à Béziers : Lézigno, La Galinière, Saint-Bauzile, Bourgade, Saint-Pierre-d'Apuyo, métairie des Salles, La Grange-Basse, Saint-Hippolyte, Cabrials, Les Bréguines, Mercorent, Saint-Jean-de-Libron, Garissou, Capiscol et Saint-Marcel, sont tous acquis par des gens appartenant à la bourgeoisie savoir, dans l'ordre, Ignace Brunel bourgeois, Vidal négociant, Coste fils négociant, J. Coste homme de loi, Ferroul Montgaillard de Ville neuve, J. Lirou ci-devant président de la ci-devant Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, Martin feudiste, Rey-Pailhade président du Tribunal de district, Nicolas Destagnol banquier, Barthés, Donnadiou et Guibal négociants.

Seul, Saint-Jean-de-Libron fut acquis par un cordonnier, Pierre Marc. Encore convient-il de remarquer que ce dernier le morcela presque immédiatement.

De même, les pièces de terre les plus grandes ainsi que les immeubles bâtis les plus importants furent acquis par la bourgeoisie. C'est toutefois dans l'achat des lots immobiliers que les artisans se montrè-

rent les plus actifs. Citons le couvent des religieux Carmes, de Béziers, acquis par 12 personnes parmi lesquelles on trouve un aubergiste, un charron, un sellier, un scieur de long, un charretier, un menuisier, un boucher.

Dans le **canton de Béziers**, 3 domaines sur 4 allèrent à des acquéreurs bourgeois. Le domaine de Lignan et le moulin de Carlet à Salvan, négociant à Béziers; le prieuré de Saint-Aubin à Eustache père, de Béziers; le domaine de Sauvian à Chalamel, négociant à Béziers. Seul le domaine de Campagnoles à Cazouls, dépendant de l'ordre de Malte, commanderie de Saint-Félix de-Sorgues, est acquis par Antoine Laux, ébéniste à Béziers, mais ce dernier le morcela entre 14 cultivateurs, tous de Cazouls.

Les 304 autres lots du canton (Béziers excepté) qui consistent surtout en pièces de terre, vont dans leur immense majorité à des cultivateurs et ménagers de la commune où se trouve le bien vendu ou des communes voisines. 53 lots sont acquis par des habitants de Béziers (sans toutefois que ces lots se distinguent par leur importance spéciale), notamment à Colombiers où ces derniers s'adjugent 16 lots. Ce sont: Reynier géomètre, Cabanel, Salvan négociant, Rey-Pailhade président du Tribunal de district, Fabre gendarme, Donnadiou ménager, Tibairenq ménager (2 lots), Giniès géomètre-arpenteur, Martin feudiste (3 lots), Bessière homme de loi, Thomas Coste négociant (2 lots), Marie Dorsène veuve Anglade ci-devant conseiller-correcteur à la Cour des Aides de Montpellier, Bonnet négociant, Maurin homme de loi, Andrieu, Piginnier, Fontvielle négociant, Tindel (2 lots), Patouzier négociant (2 lots), Boyer, Pézet et Valessie hommes de loi et Gauthier, tous appartenant à la classe bourgeoise. 2 lots seulement sur les 53 vont à des artisans: Mauri tisserand et Tournissac maréchal.

Le nombre élevé des lots acquis à Colombiers par les habitants de Béziers s'explique sans doute par la proximité de ce village et le fait qu'il s'agit certainement de très bonnes terres.

Dans le **canton d'Agde**, où les ventes de biens de première origine furent très nombreuses, sur 6 domaines adjugés 2 le sont à des étrangers au district: Saint-Martin à Roux, négociant à Sète et Cailhan à Etienne Sabatier, négociant à Montpellier. Les 4 autres vont à des acquéreurs locaux: sur Marseillan, Saint-Jean à Pierre Bayle de la même commune; sur Agde, Moureau à Malibrant, de Bessan; Mermian et Gauzy à Jany, négociant à Villeneuve-lès-Béziers.

Sur les 323 lots qui comprennent plus de 50 maisons et chapelles, la majorité va à des habitants de Bessan, Agde, Marseillan ou Vias, pour la plupart appartenant à la bourgeoisie et dont certains acquièrent plusieurs lots. Parmi ces derniers on peut citer Embry-Saladry maire d'Agde, Giraudié officier municipal, Taillet médecin, Bélitrand, Henri Bompert géomètre et expert de l'administration, Carriès négociant à Agde et administrateur du département, Ravaille ménager, Deporta négociant, Taillade, Tournal, Vidal dit « l'Angrole » ménagers, Guilhaumon apothicaire, Camaret notaire.

28 lots vont à des artisans et à des ouvriers, notamment Carbasse boulanger qui acquiert la maison dite du « boulanger » avec four,

Fanjau boulanger également acquéreur d'une maison avec four, Fayet cordonnier acquéreur lui aussi d'une maison, Selvi et Marquez brassiers acquéreurs de deux parties de maison, Vinson brassier acquéreur d'un champ à Vias. Sur les 44 lots de terre provenant du morcellement partiel du domaine de Saint-Jean à Marseillan, on compte parmi les acquéreurs 3 artisans, 2 brassiers et 2 travailleurs pour 18.500 livres sur un total de 89.000.

La municipalité d'Agde a acquis un moulin à blé sur l'Hérault pour 120.000 livres, prix de l'estimation, et le palais épiscopal pour 26.000 livres sur une estimation de 16.200.

Enfin, 20 lots vont à des étrangers au canton : Bousquet commissaire des classes de la marine à La Ciotat mais originaire d'Agde (2 lots), Jacomet de Mèze, Brun lieutenant des douanes à Sète et 8 acquéreurs habitant Béziers dont 7 appartenant à la bourgeoisie : Benoit jardinier, Caucadis, Coste-Mazel négociant (2 lots), Espinasse, Floret négociant (2 lots), Moureau notaire (4 lots) et Tréboulon. Le huitième est Pierre Marc cordonnier, que nous avons déjà mentionné comme acquéreur du domaine de Saint-Jean-de-Libron qu'il morcela immédiatement et qui acquiert dans le canton d'Agde le couvent et l'église de Notre-Dame-du-Grau pour 40.000 livres et 3 vignes ou champs à Vias.

Dans le **canton de Bédarioux**, où les ventes furent infimes puisqu'il n'y eut en tout que 27 lots vendus 32.000 livres, 2 lots vont à des habitants de Béziers, Caudrelier et Guibal-Laconquié, ingénieur et expert, ce dernier acquéreur du couvent des Capucins avec jardin, enclos et parc pour 9.900 livres. Les autres vont à des acquéreurs locaux dont la profession est rarement indiquée mais qui sont certainement, en majorité, des cultivateurs.

260 lots furent mis en vente dans le **canton de Capestang**. Parmi ces lots figurent 11 domaines importants d'une valeur totale de 1.065.200 livres. Le domaine de Montels acquis par Givernis, bourgeois de Capestang ; le domaine du Viala par Maury, bourgeois de Nissan ; celui de la Camererie par Latapie, ménager à Maureilhan ; Saint-Paul acquis par le même Latapie, Rouanet négociant, Guibert, Bessou et Sauret, ménagers à Maureilhan ; le domaine de Montady acquis par de Jessé, bourgeois ; Castan prêtre, Audibert administrateur du district et Tudiès homme de loi, tous de Béziers ; le domaine de Periès, divisé en trois parties acquises, la première par Gardès, homme de loi à Béziers ; la deuxième par Blanquier, ménager à Lespignan et la troisième par le même Gardès, Jalabert, Séguy, Pastre aîné et cadet et Razigade, ménagers à Nissan ; le domaine de Régismond par demoiselle Marie Rastoul de Béziers, celui de Lussan par de Jessé, déjà acquéreur d'une partie du domaine de Montady ; le domaine de Milhau acquis par Pierre Fayet, négociant à Béziers ; celui des Pradels acquis par J. Dartiguelongue, agent de change, demeurant à Paris rue Montmartre, paroisse Sainte-Eustache, et celui de la Grange-Basse acquis par Emmanuel Carles et F. Massot, marchands à Béziers.

Tous ces domaines sont donc passés entre les mains de la bourgeoisie. Les acquéreurs ne sont pas toutefois des bourgeois résidant au chef-lieu du district comme cela s'est passé dans plusieurs cantons

du district de Montpellier (1), mais des bourgeois « ruraux » résidant dans les villages proches des domaines mis en vente.

Ces mêmes bourgeois ruraux l'ont d'ailleurs largement emporté en s'adjudgeant 219 des 249 lots restants, dont certains fort importants tels le château de Creissan avec ses bâtiments et 30 hectares de terre acquis par Guilhaumon, ménager à Puisserguier, pour 37.500 livres. La classe populaire est seulement représentée par Guy menuisier, Gibaudan maréchal, Poux boulanger, Lescure ancien mousquetaire et Trégit brassier, acquéreurs de 5 lots d'une valeur de 12.500 livres.

Enfin, 30 lots vont à des acquéreurs étrangers au canton. 2 à des habitants d'Ouveilhan, Lacombe et Lautier, ménagers pour 2 pièces de terre sises à Quarante (ce qui est facilement explicable par la proximité des deux communes). 28 à onze habitants de Béziers : de Lescure pour 3 lots, Daumur marchand, Cance (9 lots), Antoine Vézian négociant, Sauret homme de loi, Moyria capitaine au régiment de l'Ile-de-France, Valat avoué (7 lots), G. Fonvieille marchand (2 lots), Hérail notaire, Maynaud et Viennet.

La même prédominance de la bourgeoisie rurale se retrouve dans le **canton de Florensac** où, sur 143 lots adjugés, 128 vont à des acquéreurs ruraux dont 4 seulement appartiennent à la classe populaire. 14 lots allèrent à des bourgeois étrangers au canton mais, ici, les acheteurs biterrois sont concurrencés par ceux de Pézenas, plus proches, qui enlèvent 8 lots, dont le domaine de Pinet acquis pour 130.000 livres par Toussaint Gaujal, négociant à Pézenas.

Pour le **canton de Montagnac**, la répartition des acquéreurs est à peu près la même. Il convient toutefois de noter que les habitants de Béziers, plus éloignés qu'à Florensac, prirent une part négligeable aux ventes avec 3 lots, alors que les acquéreurs de Pézenas s'adjugent 37 lots dont le domaine Saint-Ferriol à Nizas, acquis par Malhebiau, négociant.

Les trois autres domaines vendus dans le canton, « le Mas del Noby et la Valette », à Montagnac, et le domaine de Peret, à Fontès, allèrent respectivement à Aubrespy, Pargoire et Carlet, ce dernier administrateur du district (qui se porte acquéreur en outre de plusieurs pièces de terre à Montagnac) et à Ribes, de Peret.

Les 220 autres lots, composés surtout de terres, vont à des habitants du canton principalement ménagers ou cultivateurs. 8 lots sont acquis par des gens appartenant à la classe populaire, notamment Bastide maréchal de Pézenas, François et Alexis Saignes brassiers de Lézignan-la-Cèbe, Carrière et Combes brassiers à Usclas.

Des 2 domaines mis en vente dans le **canton de Murviel** l'un, celui de Fabrègues, va à Roucairol, ménager à Saint-Géniès et Bourillon, banquier à Béziers (déjà acquéreur du domaine de Mercorent) ; l'autre, celui de Saint-Jean-de-Grézan, à Laurens, va à Gianal, bourgeois de Servian.

Les acquéreurs ruraux appartenant presque tous à la classe bour-

(1) GALLIX,

geoise s'adjugent la majeure partie des 134 autres lots, champs, terres et vignes. On peut citer parmi ceux-ci dame Antoine de Carrion-Murviel, héritière sous bénéfice d'inventaire d'Henri de Carrion, en son vivant marquis de Murviel et Simon Siguan, officier municipal de Puimisson. 11 lots vont à des acquéreurs étrangers au canton : Séguy de Florensac (2 lots), Pastre (2 lots), Moustelon, Martin et Maurin (4 lots) de Béziers.

La situation est plus complexe dans le **canton de Pézenas** qui vient immédiatement après celui de Béziers quant au nombre et à l'importance des biens vendus, qui comprennent 5 domaines, 60 lots immobiliers bâtis et 274 lots de terres.

Les 5 domaines sont acquis : celui de l'Etang, à Pézenas, par Joseph Gontié, négociant à Pézenas ; celui de Conas par J. Gaudion, administrateur du directoire du district ; celui de Mougères, à Caux, par Marie-Rose de Trinquier, veuve L. de Maury, de Pézenas ; celui de l'Isle, à Saint-Thibéry, par dame Bertrand, veuve Gauléjac et celui du Mont-Ramus par Charles Montalet, chevalier de Saint-Louis, à Bessan.

Les 60 lots immobiliers, les plus nombreux et les plus importants se trouvant à Pézenas, furent acquis dans leur immense majorité par des habitants de Pézenas ou des autres communes du canton. La municipalité acquiert l'entrepôt servant de grenier à sel. Il ne semble pas qu'il y ait eu beaucoup d'acquisitions à caractère spéculatif ; au contraire, nous voyons des cordonniers, des boulangers, des serruriers, des bouchers, un maréchal acheter les maisons où ils exerçaient déjà leur activité. Si la majorité des acquéreurs appartient à la bourgeoisie, il y en a très peu qui s'adjugent ou tentent de s'adjuger plusieurs lots et l'on peut estimer que presque tous ont acquis les immeubles mis en vente avec l'intention de les garder.

Quant aux 244 lots de terres mis en vente et dont la majeure partie (171) provient du morcellement du domaine de l'Etang à Pézenas, eux aussi vont, dans leur immense majorité, à des habitants du canton. Si la bourgeoisie occupe ici aussi une place prépondérante, tel Gaudion de Conas, administrateur du directoire du district, déjà acquéreur du domaine de Conas et de 3 immeubles à Pézenas et qui s'adjuge une quinzaine de champs ou vignes, la classe populaire acquiert cependant une quarantaine de lots partagés notamment entre 1 menuisier, 1 potier de terre, 2 cordonniers, 1 roulier, 4 boulangers, 1 charretier, 2 bouchers, 4 travailleurs, 3 brassiers.

Pour les **cantons de Roujan et Saint-Gervais**, où les ventes furent peu nombreuses, il n'y a pratiquement aucun acquéreur d'autres cantons à l'exception, il est vrai importante, de Mérieux, négociant à Pézenas, acquéreur du domaine de Cassan et de divers biens fonds à Pouzolles dépendant dudit domaine. La bourgeoisie rurale acquiert, ici aussi, la majorité des lots.

Les 4 domaines vendus dans le **canton de Servian** le sont tous à des acquéreurs de la classe bourgeoise : Amilhac, à Servian, à Pathouzier, négociant à Béziers ; Saint-Jean-de-Thongue, à Abeilhan, à Blay,

d'Abeilhan ; les Montarels, à Alignan, à Cabal, maire de Roujan et celui de Saint-Martial à Mel cadet, négociant à Pézenas.

Les 84 lots composés essentiellement de champs et vignes vont à des acquéreurs de la commune où ils sont situés ou à des communes voisines et qui sont presque tous des propriétaires terriens.

Nous allons voir à peu près la même répartition entre les diverses catégories d'acquéreurs dans le **district de Saint Pons** où les ventes furent beaucoup moins nombreuses et d'une importance bien moindre que dans le district de Béziers (les lots de terres mis en vente étant moins fertiles et bien moins productifs que dans la région biterroise). Si l'on ajoute que les séances de vente eurent lieu beaucoup plus tard qu'à Béziers, l'on peut facilement comprendre pourquoi les ventes n'intéressèrent en aucune façon la bourgeoisie biterroise qui s'était déjà approprié les meilleures terres dans le district de Béziers. Aussi nous trouvons seulement un lot, parmi tous ceux mis en vente, acquis par un étranger au district : le château de Saint-Chinian avec son parc et dépendances acquis par Lugagne, de Clermont-l'Hérault.

La bourgeoisie de Saint-Pons prit, par contre, une part active aux ventes, s'adjudgeant de nombreux lots dans toute l'étendue du district. Les éléments les plus actifs de cette bourgeoisie se trouvent parmi les fabricants et marchands de drap et de bas de laine, industries alors florissantes à Saint-Pons. Il convient de noter également les hommes de loi qui prirent une part active aux ventes, tels Thomassin greffier en chef du Tribunal de Saint-Pons, Sabatier juge de paix du canton de Saint-Pons, Roussel juge au Tribunal, Boudet commis au greffe du Tribunal, Gleizes huissier, Salles avoué. L'importance de cette catégorie d'acquéreurs est toutefois plus apparente que réelle, car beaucoup achetèrent pour le compte d'autrui, comme nous le verrons par la suite.

La bourgeoisie rurale, les ménagers, cultivateurs, fermiers s'adjudgent la presque totalité des autres lots dans les communes du district.

4 lots vont à des artisans dont Passebosc, menuisier à St-Chinian et Gayraud, boulanger à Saint-Pons, acquéreur de 2 fours à pain à Saint-Chinian.

De l'ensemble des constatations que nous venons de faire, il est permis de dégager quelques traits généraux, qui ne sont pas d'ailleurs identiques dans les deux districts.

Le district de Saint-Pons, comme nous l'avons vu, forme en quelque sorte un monde à part qui n'intéressa personne hors du district. Si la bourgeoisie urbaine Saint-Ponaise y occupe une place importante, elle est loin d'avoir écrasé la bourgeoisie rurale qui a acquis (en dehors de la commune de Saint-Pons) plus de lots et d'une valeur totale plus grande que ceux acquis par la bourgeoisie de Saint-Pons. Ces bourgeois ruraux se contentent généralement d'acquérir les lots dans la commune où ils habitent, afin d'agrandir leurs biens, et il ne semble pas qu'aucun ait poursuivi des buts spéculatifs. Les éléments non bourgeois, artisans ou autres, ayant joué un rôle négligeable, il est possible de classer les acquéreurs dans le district de Saint-Pons en deux grandes catégories :

La bourgeoisie urbaine, composée surtout de gens vivant de

l'industrie drapière, disposant de capitaux et qui les ont investis principalement dans le canton de Saint-Pons, beaucoup moins dans les autres.

La bourgeoisie et la classe moyenne rurale qui ont profité des ventes pour augmenter les biens qu'elles possédaient déjà, mais sans s'étendre en dehors de leur commune. En fait, les gens du Saint-Ponais ne sont pas sortis de chez eux.

En ce qui concerne le district de Béziers, il convient d'abord de noter qu'il y a très peu d'acquéreurs étrangers au district; un seul de Marseille, 3 de Montpellier, 3 de Sète, un agent de change de Paris, et encore ce dernier avait-il vraisemblablement des attaches familiales dans le district.

Si la bourgeoisie urbaine de Béziers a participé activement aux ventes, elle est loin d'avoir eu la part prépondérante que prenait au même moment la bourgeoisie de Montpellier dans les ventes intéressant le district de Montpellier. Nous avons vu qu'elle n'a guère dépassé les cantons limitrophes de celui de Béziers; sa participation aux ventes est nulle à Pézenas et à Montagnac par exemple où, pourtant, les biens vendus furent nombreux et importants. Et même dans les cantons proches de Béziers, elle a été en compétition aussi bien avec la bourgeoisie urbaine de villes telles que Agde, qu'avec une bourgeoisie rurale importante et aisée dans des bourgs tels que Bessan, Capestang, Nissan, Florensac, ces bourgeois ruraux ayant d'ailleurs participé aux ventes dans les communes proches de leur résidence.

Il est donc possible de dégager pour le district de Béziers trois grandes catégories d'acquéreurs:

La bourgeoisie urbaine de Béziers, Agde et Pézenas qui acquiert la majorité des lots immobiliers bâtis, à peu près la moitié des domaines mis en vente, et à peine un tiers des lots de terres.

La bourgeoisie rurale qui acquiert l'autre moitié des domaines et la majeure partie des lots de terres.

Enfin la classe populaire, où les artisans occupent la place principale, qui ont acquis surtout des petits lots immobiliers bâtis dans les villes et villages pour exercer leur profession, et très peu de terres. Dans cette classe, la part prise par les simples travailleurs a été infime, puisqu'ils ont acquis seulement 19 lots d'importance minime.

A ce tableau doivent être ajoutés les curés de villages qui, le plus souvent, ont essayé de récupérer au moins une partie des biens des cures, les maires et officiers municipaux et les fonctionnaires et administrateurs du district et du département qui prirent une part active aux enchères.

On peut noter parmi les premiers: Granier curé de Sérignan, Cure curé de Saint-Nazaire-de-Ladarez, Viguier de Corneilhan, Jouliau des Crozes près Bédarieux, Soulagues de Fontès, Mauzac d'Usclas, Donettes de Nézignan, Boudou de Pomérols, Simy de Sauvian, Rigal d'Agde, Guy de Caussignojouls, Garrigues du Fraisse et Guibert curé de Montblanc, ce dernier acquéreur de biens à Gabian et à Nézignan.

Parmi les maires et officiers municipaux, on peut citer: Cabal maire de Roujan, Cabanel maire de Lieuran, Blay maire d'Abeilhan,

Cassan maire de Maraussan, Gombert maire de Minerve, Embry-Saladry maire d'Agde, Simon Sigan officier municipal de Puimisson et Giraudié officier municipal d'Agde. Il n'est bien entendu ici question que des maires qui achetèrent pour leur propre compte, car nombreux furent ceux qui achetèrent des immeubles pour le compte de la commune qu'ils administraient.

Nous avons déjà cité plusieurs fonctionnaires ou administrateurs ayant pris une part active aux ventes. Les principaux, soit par l'importance de la fonction qu'ils occupaient, soit par l'importance et le nombre des lots acquis, sont J. Lirou, ci-devant président de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier ; Rey-Pailhade, président du Tribunal de district ; Audibert, administrateur du département ; Gaudion, procureur-syndic du district (ce dernier, acquéreur de nombreux lots à Pézenas et Conas, continuera à prendre une part active aux ventes de biens d'émigrés) ; Coste, juge au Tribunal de district de Béziers ; Thomassin, greffier en chef du Tribunal de district de Saint-Pons ; Fontenay, ingénieur des Ponts et Chaussées.

Il convient enfin de mentionner le rôle joué par les fermiers des domaines mis en vente et par les « confronts », c'est-à-dire les gens acquérant une terre pour agrandir celle qu'ils possédaient et dont les propriétés confrontent le lot mis en vente.

Les fermiers prirent une part active aux adjudications et plusieurs acquirent le domaine qu'ils avaient en fermage. Cela n'est pas d'ailleurs étonnant si l'on songe que les fermiers de biens ecclésiastiques étaient souvent des gens aisés, ayant affermé plusieurs domaines qu'ils faisaient exploiter par des salariés, dont ils tiraient des revenus substantiels et qui possédaient des capitaux suffisants pour participer avec succès aux enchères.

Quant aux personnes possédant une terre confrontant un des lots mis en vente, on peut estimer qu'elles participèrent aux enchères pour le dixième environ de l'ensemble des lots mis en vente, et qu'elles s'adjudgèrent entre le 3 % et le 5 % de la totalité des terres vendues.

Intermédiaires

Afin de déterminer la place prise par la bourgeoisie dans les ventes, il ne sera pas inutile d'examiner quelle part exacte ont pris les intermédiaires dans les ventes. En effet, si quelquefois l'acquéreur fait immédiatement déclaration de command pour une tierce personne dès qu'il a été proclamé adjudicataire, le plus souvent on trouve simplement la mention « Pour ami élu ou à élire » et cette mention est devenue rapidement si fréquente que l'on a pu se demander s'il ne s'agissait pas simplement d'une clause de style (1).

Il est possible, au moins pour le district de Béziers, de donner une réponse précise à cette question et d'avoir une idée assez exacte du véritable rôle et de l'importance des intermédiaires. Les archives départementales possèdent en effet 6 registres de déclarations de

(1) GALLIX.

command pour le district de Béziers dont 3 se rapportent aux ventes de biens de première origine. Les procès-verbaux de déclaration de command comprennent la date de la déclaration, le nom de l'adjudicataire, la date de l'adjudication, la nature du bien acquis et le nom des personnes pour lesquelles l'acquisition a été faite. Leur étude permet de se rendre compte que la question des intermédiaires est dans son ensemble complexe, et qu'il convient de distinguer parmi eux plusieurs catégories très différentes les unes des autres.

La première catégorie est constituée par les hommes de loi, notaires, avoués et, dans une proportion moindre, par les architectes et maçons que leur profession désignait tout naturellement pour jouer le rôle d'intermédiaires pour le compte soit d'acquéreurs n'habitant pas Béziers, soit de gens appartenant à la bourgeoisie et même à la noblesse qui ne désiraient pas attirer l'attention sur eux par leur présence aux enchères, ou considéraient peut-être plus simplement, dans certains cas, qu'un notaire était plus au courant qu'eux du mécanisme de la vente. Tel est le cas à Béziers de notaires comme Moureau ou Hérail, ce dernier acquérant par exemple la métairie des Salles pour Jean Lirou, président de la ci-devant Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier et J. Gailhac, citoyen de Béziers, le domaine de Montady pour de Jessé le père et Tudiès, et d'architectes comme Guibal-Laconquie.

Dans une deuxième catégorie, nous pouvons ranger les marchands de biens, achetant de grands domaines pour les morceler aussitôt. Tels sont les cas de Raymond Jany, de Villeneuve, qui acquiert le domaine de Mermian, à Agde, pour 315.000 livres et le morcèle aussitôt entre 13 ménagers de Bessan ; de Pierre Marc, cordonnier à Béziers qui acquiert le domaine de Saint-Jean-de-Libron pour 230.000 livres et le morcèle immédiatement entre 44 personnes de toutes professions, y compris des brassiers. Si, à première vue, on ne voit pas le bénéfice apparent de ces intermédiaires, puisque le morcellement se faisait sans augmentation de prix, chaque nouveau propriétaire étant seulement tenu de payer à l'Etat la valeur de son acquisition établie d'après le prix global d'adjudication, il est vraisemblable qu'ils se faisaient donner une soulte ou une commission par les gens au profit de qui ils effectuaient le morcellement.

Une troisième catégorie (mais il ne s'agit déjà plus ici de véritables intermédiaires) est constituée par des gens qui, trouvant le lot mis en vente trop important pour eux, se mettaient d'accord avant la vente avec d'autres personnes pour répartir le lot en cas d'adjudication, se portaient seuls acquéreurs et effectuaient ensuite la répartition au moyen d'une déclaration de command.

A partir du milieu de 1792, la formule « Pour ami élu ou à élire » se trouve dans tous les procès-verbaux d'adjudication et c'est en ce sens que l'on peut dire qu'il s'agit d'une clause de style. En fait, il est vraisemblable que l'on s'est aperçu que c'était une formule commode, qui n'engageait à rien puisqu'on pouvait n'y donner aucune suite, mais qui présentait par contre, le cas échéant, des avantages, surtout à un moment où il restait peu de grands domaines à vendre et où

ceux qui restaient étaient morcelés à l'extrême en petits lots de terres. On voit les gens acheter n'importe quels lots puis, par le moyen de la déclaration de command, céder des lots, s'en faire céder d'autres, quelquefois même simplement faire un échange, tout cela pour arriver à reconstituer une terre d'une moyenne importance, reconstitution qui était rendue facile par le fait que tous les lots provenaient du morcellement d'une même pièce de terre. Un cas typique est fourni par le domaine de Saint-Jean, à Marseillan, où un champ de 14 hectares fut morcelé en 45 lots qui firent tous l'objet d'une déclaration de command. On voit très bien qu'à la faveur de ces déclarations, les acquéreurs arrivèrent à reconstituer des pièces de terre d'une certaine superficie, se livrant en somme à une véritable opération de remembrement et cédant à des brassiers ou à des travailleurs les lots qu'ils n'avaient pu réunir et qu'ils trouvaient trop petits pour eux.

Enfin, il convient de mentionner les achats effectués dans un but spéculatif. Il est bien certain que les notaires, avoués, architectes, qui assistaient tous les jours aux ventes, ont acquis pour leur compte des lots avec l'idée de réaliser de fructueuses opérations. En dehors même de ces professionnels, nous retrouvons tout au long des ventes les mêmes noms : Giraudié à Agde, Mazuc à Pézenas, Crassous, maître de postes, Pathouzié, négociant, et Marc, cordonnier à Béziers, et il faut bien reconnaître que la dépréciation continuelle de la monnaie était extrêmement favorable à la spéculation immobilière. Pour importants qu'ils aient été, les achats réalisés dans un but spéculatif ne représentent toutefois certainement qu'une part restreinte dans l'ensemble des ventes, et ils ne paraissent pas susceptibles de modifier d'une façon appréciable les constatations déjà faites.

Acquéreurs déchus et reventes

Le nombre des acquéreurs déchus fut infime, à cause de la dépréciation de la monnaie et surtout parce que la procédure de déchéance était extrêmement longue. En premier lieu, le receveur du district, entre les mains de qui s'effectuaient les paiements, envoyait au directoire du district la liste de ceux qui n'avaient pas payé les termes échus, mais sans qu'il y eût une date fixe pour cet envoi qui se faisait souvent plusieurs mois après la date de l'échéance. Le directoire du district faisait alors sommation par huissier aux retardataires de payer, mais là aussi sans leur assigner une date fixe. Souvent, il accordait des délais à ceux qui le demandaient. Si au bout de plusieurs mois les retardataires ne s'étaient pas acquittés, le directoire du district envoyait leurs noms au directoire du département pour que celui-ci prenne un arrêté de déchéance et autorise le directoire de district à revendre le bien sur folle enchère.

On voit le temps qui s'écoulait entre la date où l'acquéreur aurait dû payer son terme et le moment où il était déclaré déchu. Au surplus, nous voyons le receveur du district se plaindre à plusieurs reprises d'être dans l'impossibilité d'établir à quelle date les acquéreurs doivent payer leurs termes, n'ayant pas reçu la copie des procès-verbaux de

vente. A plusieurs reprises, l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, Amelot, écrit au directoire du département en lui demandant de donner des ordres aux receveurs de districts pour qu'ils veillent au paiement des termes à leur date exacte d'échéance et transmettent sans tarder le nom des retardataires. Le nombre de lettres envoyées sur le même sujet indique que ces prescriptions ne furent que fort peu suivies. .

Aussi n'est-il pas étonnant qu'il n'y ait eu que deux reventes sur folle enchère; la première d'un grand champ et pré à Béziers au préjudice d'un cordonnier, n'atteignit que 93.000 livres contre 138.000 tandis que la seconde, le domaine de Grézan, à Laurens, atteignit 125.000 livres alors qu'il avait été adjugé la première fois pour 83.000 livres.

Pour être absolument complète, l'étude du transfert de la propriété réalisé à l'occasion des ventes des biens nationaux devrait tenir compte des reventes effectuées devant notaire plus ou moins longtemps après l'adjudication. Il est bien certain que les archives départementales de la série Q ne nous offrent aucun renseignement utile, et seul le dépouillement systématique des minutes notariales fournirait des indications. Nous pensons toutefois que ces reventes, qui furent certainement nombreuses, n'ont fait que confirmer la part prépondérante prise par la bourgeoisie. Il est à peu près certain que la classe populaire ne possédait pas davantage d'argent pour acheter devant notaire qu'elle n'en avait eu pour participer aux enchères. Tout au plus ces reventes ont-elles marqué un accroissement de la part de la bourgeoisie rurale qui a pu acquérir un certain nombre de terres achetées par la bourgeoisie urbaine sans trop de discernement au moment des ventes et dont elle a cherché à se débarrasser par la suite.

CHAPITRE II

Vente des biens de deuxième origine

§ I. -- NOMENCLATURE CHRONOLOGIQUE DES VENTES

District de Béziers

Les ventes de biens nationaux de deuxième origine s'étendent du 11 Nivôse an II (31 décembre 1793) au 27 Vendémiaire an IV (18 octobre 1795) (1). Il a été effectué 160 séances de vente pendant cette période et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 2.938.200 livres à l'estimation et 9.804.000 livres à l'adjudication.

Si l'on établit le bilan par année, on obtient les chiffres suivants :

	Estimation	Adjudication	
An II : 83 séances	1.582.000	3.202.000	202 % d'augmentation
An III : 76 séances	1.352.000	6.423.000	475 % —
An IV : 1 séance	4 200	179.000	4.260 % —

En l'an II, au cours des mois de Nivôse, Pluviôse et Ventôse, il y a eu 21 séances de vente concernant des biens estimés 380.000 livres qui atteignirent 460.000 livres à l'adjudication. Ces ventes ont porté uniquement sur 225 pièces de terre provenant du morcellement des biens possédés à Sérignan par Castanié, veuve Poulpry, seigneuresse de Sérignan (2).

Pendant les mois de Germinal, Floréal et Prairial, on compte 23 séances de vente concernant des biens estimés 451.000 livres et adjugés 781.000. Ces biens vendus se répartissent entre deux domaines (48.000-64.000) : Mirande et la Tourre, à Boussagues, sur Béranger-Thézan-Saint-Geniès, seigneur de Boussagues ; les moulins de Bessan (63.000-100.000) sur le duc d'Uzès, 31 immeubles bâtis (62.000 86.000) dont 17 à Sérignan sur la veuve Poulpry et 14 au Poujol sur Pons Marthe, de Thézan Saint-Geniès, seigneur du Poujol, et 305 parcelles de terre

(1) Il s'agit évidemment des ventes effectuées devant le directoire du district. Après cette date, les ventes eurent lieu, comme nous l'avons déjà indiqué, au chef-lieu du département et comprennent indistinctement des biens de première et deuxième origine.

(2) Nous n'avons pu retrouver quel était le titre, sous l'ancien régime, de cette dame portée sur les registres comme résidant à Paris. L'armorial d'Hozier n'indique qu'une famille du Poulpri originaire de la région de Rennes, mais s'agit-il de la même famille ?

(278.000-531.000) à Boussagues, Colombiers, Le Poujol et Bessan provenant du morcellement des biens de Béranger de Thézan-Saint-Geniès, seigneur de Boussagues, de Joseph Moyria, de Pons Marthe de Thézan Saint-Geniès, seigneur du Poujol et du duc d'Uzès.

Au cours des mois de Messidor, Thermidor et Fructidor, il y eut 39 séances de vente au cours desquelles furent vendus des biens estimés 751.000 livres et adjugés 2.161.000.

Parmi ces biens on trouve le domaine du Coubillon et une métairie située à Mourcairol (28.800-98.000), les Bains de Lamalou (1) (36.500-140.000), le tout sur Pons Marthe de Thézan Saint-Geniès; le moulin sur l'Hérault à Florensac (90.000-153.000), sur le duc d'Uzès; le château de Pailhès, sur Charles Claresins la Vallière; 30 lots immobiliers bâtis (198.000-499.000), dont 23 maisons à Béziers, sur divers prêtres déportés, et 665 parcelles de terres provenant le plus souvent du morcellement de grandes pièces de terre, tel un champ à Florensac sur le duc d'Uzès morcelé en 159 parcelles (386.000-1.260.000).

Pour l'an III, pendant les mois de Vendémiaire, Brumaire et Frimaire, il y eut 33 séances de vente au cours desquelles furent vendus des biens estimés 360.000 livres et ayant produit à l'adjudication 1.087.000 livres; les bâtiments d'exploitation et 35 hectares de terre à Lespignan sur le duc de Fleury (19.500-19.700), 19 lots immobiliers bâtis à Lespignan et Puisseguier (33.000-79.000) sur le duc de Fleury et Barbier fils, capitaine d'infanterie, et 495 parcelles de terre (307.500-996.300) provenant essentiellement du morcellement des biens du duc de Fleury à Lespignan et du duc d'Uzès à Bessan.

De Nivôse jusqu'à la fin de l'an III, soit pendant neuf mois, il y eut 43 séances de vente pour un ensemble de biens estimés 992.000 livres et ayant produit 5.336.000 livres à l'adjudication. Furent vendus au cours de cette période 2 domaines: celui de Clairac à Maraussan (23.000-115.000) sur Crouzilhat, ci-devant curé de Maureilhan, et celui du château de Conas (135.000-721.000) sur Béranger de Thézan Saint-Geniès, seigneur de Conas; 3 moulins à blé à Conas, Aumes et au Mourcairol sur Béranger Thézan et Pons Marthe de Thézan Saint-Geniès (97.000-552.000); 38 lots immobiliers bâtis (145.000-519.000) et 517 parcelles de terre (602.000-3.429.000) provenant en majeure partie du morcellement du domaine du château de Conas.

En l'an IV, il y eut une seule séance de vente, le 27 Vendémiaire, composée uniquement de 6 lots de champs à Bessan, confisqués sur

(1) Un corps de bâtisse appelé bain de La Malou et terres joignant dans le territoire de Mourcairol ayant appartenu à Pons Marthe Thézan, émigré, consistant les terres en un sol au-devant de la porte d'entrée complanté de mûriers, en un jardin où se trouve la naissance de l'eau dudit lieu et les bâtiments consistant, savoir :

Au rez-de-chaussée en un salon à manger, cuisine, chambre derrière icelle, écurie, garde à manger, autre chambre, trois petits appartements, en deux bassins servant à prendre les bains, l'un pour les femmes et l'autre pour les hommes, en une petite chapelle joignant lesdits appartements et une cour; au premier étage en deux greniers à foin, neuf appartements de maître ou chambres, et en une galerie tombant sur la cour et servant pour communiquer auxdits appartements.

le duc d'Uzès, déjà adjugés et revendus sur folle enchère. Ces biens, estimés 4.200 livres, furent adjugés sur la folle enchère pour 179.000 alors qu'ils n'avaient atteint que 97.000 lors de la première vente.

District de Saint-Pons

La liquidation des biens nationaux de deuxième origine s'étend du 24 Ventôse an II (14 mars 1794) au 9 Pluviôse an III (28 janvier 1795) (1).

Il y eut 45 séances de vente pendant cette période et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 475.000 livres à l'estimation et de 2.404.390 livres à l'adjudication.

Si l'on établit le bilan par année on obtient les chiffres suivants :

	Estimation	Adjudication	
An II : 35 séances	241.500	1 311.600	540 % d'augmentation
An III : 10 séances	234.000	1.092.700	467 % —

Au cours de l'an II, il a été vendu 2 domaines : Cadiras et la Boriette, à Olonzac, estimés 71.000 livres et vendus 147.000, confisqués sur Jean de Seignouret, 6 métairies ; Drama et la Matte à Félines, Puech-Mège et Lascombes à Cassagnoles (9.800-53.000) sur J.-M. d'Hautpoul, Fausan et le Bosc à Cesseras (6.500-66.000) sur de Seignouret, 3 moulins à blé à Félines, Riols et Cesseras (10.300-43.400), le château de Félines (4.700-18.500) sur d'Hautpoul, 44 lots immobiliers bâtis (41.600-174.700) et 373 parcelles de terre provenant en grande partie du morcellement en petits lots de terres détachées des domaines cités ci-dessus.

Pour l'an III, on note la vente d'un domaine, celui de Vialanove à la Caunette sur De Treil Saint-Martial, estimé 20.800 livres et vendu 45.000.

11 métairies furent adjugées pendant cette période :

Sur Benes, ci-devant garde du corps, les métairies du Lima à Saint-Pons et de Nartau à Labastide (estimation 24.000, adjudication 76.000).

Sur Du Lac celles de Combesalat, Sacijas et Ginalgue, toutes trois situées à la Salvetat, estimées 67.000 livres et vendues 354.000.

Sur Alexandre Planques, « ci-devant lieutenant des ci-devant maréchaux de France », les métairies de Caudesaudes et Poussines dans la commune du Soulié, et celles de Crouzet et de Coufinet à la Salvetat, ces 4 métairies estimées 78.000 livres furent adjugées au total pour 337.000.

Sur Raynaud, ci-devant garde du corps, les métairies de Cacabel et de Bessières à la Salvetat (27.000-119.000 livres).

Furent enfin vendues 7 lots immobiliers bâtis estimés 3.400 livres et adjugés pour 22.500 et 16 parcelles de terre estimées 14.000 livres et vendues 139.000, ces divers lots provenant principalement de biens appartenant à des prêtres déportés, reclus ou émigrés.

(1) Voir p. 44, note 1.

Il est à noter que toutes ces métairies furent vendues avec le cheptel vif et mort qui est souvent considérable. C'est ainsi que pour la métairie de Poussines, il est indiqué qu'elle est vendue « avec les cabaux, seigle en souche de semence, charrettes et autres attras de ménagerie (1) qui consistent en 186 bêtes à laine, 13 vaches, 4 cochons, 3 charrettes, 4 charrues, 12 ruches à miel et 20 setiers de seigle ».

Tous ces biens meubles firent l'objet, pour chaque ferme, d'une estimation séparée. Le prix final est proportionnel à la hausse des enchères et payé comptant en sus du prix de l'adjudication.

Importance relative des ventes de première et de deuxième origine

Si nous comparons succinctement les ventes de première et de deuxième origine, nous voyons que dans le district de Béziers il y a eu 48 domaines vendus au titre des biens du clergé contre 8 seulement provenant des émigrés (6.143.400-1.017.700), 317 immeubles bâtis contre 122 (4.500.000-2.140.000) mais, par contre, il n'y a que 2.087 parcelles de terre en provenance du clergé contre 2.207 provenant des émigrés (7.669.100-6.676.300).

Pour le district de Saint-Pons, les résultats obtenus sont absolument inverses en ce qui concerne les domaines et les immeubles bâtis. Par contre, comme dans le district de Béziers, les parcelles de terre appartenant aux émigrés sont plus nombreuses que celles provenant du clergé; nous trouvons en effet 5 domaines ou métairies d'origine ecclésiastique contre 20 en provenance des émigrés (92.000-1.197.000), 30 lots immobiliers contre 55 (251.000-259.500) et 90 parcelles de terre contre 343 (397.000-948.000).

Ces résultats semblent confirmer les constatations que nous avons faites précédemment sur le district de Saint-Pons, district montagneux, où les bonnes terres étaient rares, leur rapport en général faible et où le clergé ne possédait que des biens de peu d'importance. Il semble, par contre, que les ventes de biens d'émigrés y furent poursuivies beaucoup plus activement que dans le district de Béziers et que très peu parvinrent à éviter la confiscation de leurs biens, alors que dans le district de Béziers nous trouvons assez fréquemment des cas dans lesquels les parents des émigrés réussissent à faire surseoir aux ventes en invoquant l'indivision ou tout autre motif. Comme on ne retrouve plus par la suite trace d'une nouvelle mise en adjudication, il est à peu près certain que la plupart des biens pour lesquels le directoire de district ordonna de surseoir à la vente réussirent à être conservés par leur propriétaire ou ses parents.

Tel est le cas notamment des biens de Tristan d'Astanières, de Pézenas, ancien militaire, émigré, dont la vente, annoncée pour le 28 Brumaire an III, fut renvoyée par avis du 7 Frimaire intervenu sur une pétition des sœurs de d'Astanières, et qui ne furent jamais plus remis en vente.

Si nous comparons maintenant l'ensemble des chiffres pour les

(1) C'est-à-dire à peu près ce qu'on appelle actuellement le cheptel mort.

deux districts, nous trouvons que le nombre des lots de première origine est légèrement inférieur à celui des lots de deuxième origine : 2.577 lots en provenance du clergé pour 2.775 en provenance des émigrés. Par contre, le montant total des ventes est beaucoup plus élevé pour les biens du clergé qui atteignirent 19.445.000 livres contre 12.208.000 seulement pour les biens d'émigrés.

Il est d'ailleurs facile d'expliquer cette apparente contradiction. Nous trouvons en effet 53 domaines d'origine ecclésiastique contre 28 provenant des émigrés (et la proportion est encore plus forte pour le seul district de Béziers : 48 contre 8) et 347 lots immobiliers bâtis contre 177 seulement de deuxième origine. Or, il s'agit là des biens les plus importants, ceux qui se sont vendus les plus chers et c'est ce qui explique que les biens du clergé aient produit un chiffre beaucoup plus élevé que ceux provenant des émigrés (1).

Que le nombre des lots vendus soit plus grand pour les biens de deuxième origine, cela provient uniquement du plus grand nombre de parcelles de terre mises en vente au titre des biens d'émigrés, parcelles obtenues par le morcellement des grandes propriétés ordonné par l'Assemblée dès août 1792 et dont nous allons étudier l'application dans les districts de Béziers et Saint-Pons.

§ II. — MORCELLEMENT DES TERRES

Contrairement à ce qui s'est passé dans le district de Montpellier (2), le vote par la Législative de la loi des 6-14 août 1792 ordonnant le morcellement des biens en petits lots a reçu, dans le district de Béziers, une application presque immédiate. Le premier morcellement effectué est celui du domaine des Bréguines, à Béziers, confisqué sur l'Ordre de Malte et mis en vente le 15 avril 1793. Le morcellement n'est encore que partiel, puisque l'on a vendu d'un côté le domaine avec 90 hectares de terre et, de l'autre, 16 lots d'une superficie totale de près de 100 hectares. De même le domaine de Périès à Nissan, sur l'Ordre de Malte, fut simplement divisé, le 23 mai 1793, en trois parties ainsi que les bâtiments d'exploitation.

Le domaine de Milhau, à Cazouls, vendu le 24 mai 1793 et celui de Mercorent, à Béziers, vendu le 12 juin 1793, furent peu morcelés ; ceux de Saint-Jean-de-Thongue, à Abeilhan et Saint-Jean-de-Grézan, à Laurens, ne le furent que très incomplètement ; le premier domaine morcelé de façon à peu près complète fut celui de Saint-Jean, à Marcellan, appartenant à l'Ordre de Malte et vendu le 17 juillet 1793. Les bâtiments, le jardin et un champ de 1 hectare furent vendus en un lot et le reste du domaine fut divisé en 44 lots de 1 à 2 hectares.

Furent morcelés de la même façon le domaine de l'Etang, à Pézenas (1 lot comprenant les bâtiments et 25 hectares, 174 lots d'une superficie inférieure à 1 hectare), le domaine de Campagnoles ainsi que les terres possédées par l'Ordre de Malte à Lézignan-la-Cèbe et

(1) Même processus à Montpellier et Lodève. V. GALLIX

(2) GALLIX

Cazouls-d'Hérault (94 lots de moins de 1 hectare, dont 29 formés par le morcellement d'un seul champ).

Le morcellement reçut donc une large application pour les biens de première origine dans le district de Béziers. Mais il ne put recevoir aucune application dans le district de Saint-Pons, étant donné qu'aucun domaine ecclésiastique ne fut vendu postérieurement au mois d'août 1792, date de la loi.

Par contre, les biens d'émigrés dans ce dernier district furent largement morcelés pendant toutes les ventes faites au cours de l'an II. C'est ainsi que les biens de Jean-Marie d'Hautpoul, situés à Félines, furent morcelés en 126 lots, 7 lots formés par le château et les bâtiments d'exploitation, et 119 lots de terre d'une superficie moyenne inférieure à 50 ares.

Les biens, à Riols, d'Honoré de Martinet furent divisés en 50 lots, ceux du marquis de Moustiers-Mérinville, à la Livinière, en 84 lots, 4 lots pour le château et les bâtiments d'exploitation et 80 lots de terre y compris une garrigue divisée en 26 lots de 5 sétérées. Furent de même morcelés les biens de Jean de Seignouret, à Cesseroas : 13 lots formés par le château et les bâtiments d'exploitation, 86 lots formés par le morcellement des terres.

Si le morcellement fut largement appliqué pendant l'an II, nous n'en trouvons par contre aucun exemple pour les ventes effectuées en l'an III. On peut toutefois donner une explication de cette anomalie en se rapportant à la nature des biens vendus. En l'an II furent en effet vendus des biens situés dans des villages et le morcellement en petits lots intéresse tous les habitants qui se trouvaient sur place pour cultiver ce qu'ils pouvaient acquérir. Au contraire, les ventes de l'an III consistèrent uniquement en métairies, situées en pleine campagne, loin de toute agglomération, constituant chacune une unité d'exploitation et dont le morcellement n'aurait pu intéresser les habitants des communes voisines, trop éloignés pour pouvoir cultiver les lots qu'ils auraient pu acquérir.

En ce qui concerne le district de Béziers, le morcellement fut appliqué à peu près strictement pour toutes les ventes de biens de deuxième origine et la majorité des séances de vente fut consacrée à la vente des lots résultant du morcellement des biens de 5 personnes seulement : Castanié veuve Poulpry, ci-devant seigneuresse de Sérignan, à Sérignan ; Pons Marthe de Thézan-Saint-Geniès, seigneur du Poujol, au Poujol ; Bastet, ci-devant Crussol, duc d'Uzès, à Bessan ; Vias et Florensac ; Béranger de Thézan-Saint-Geniès, seigneur de Conas, à Pézenas et Aumes, et Hercule Rosset, ci-devant duc de Fleury, à Lespignan.

Les biens de la veuve Poulpry furent morcelés en 18 lots immobiliers bâtis et 264 pièces de terre d'une superficie moyenne de 50 ares, dont un champ de 25 hectares divisé en 48 parcelles.

Ceux des Thézan-Saint-Geniès, au Poujol, furent partagés en 13 lots immobiliers bâtis et 114 lots de terre d'une superficie moyenne de 25 ares, et le domaine de Coubillon, au Mourcairol, fut vendu en 94 lots : 1 lot composé des bâtiments d'exploitation et de 65 hectares

de champs et bois et 93 lots de terre d'une superficie moyenne de 30 ares.

Le morcellement des biens du duc d'Uzès est encore plus typique. Ces biens, situés à Bessan, Florensac et Vias, comprenaient 2 moulins à blé sur l'Hérault, à Florensac et Bessan, les bâtiments d'exploitation à Bessan et environ 350 hectares de terres répartis seulement en 42 pièces. Si les moulins de Bessan et de Florensac furent vendus sans morcellement, par contre les bâtiments d'exploitation furent partagés en 12 lots et les 42 pièces de terre furent morcelées en 922 parcelles n'excédant pas le plus souvent 25 ares. On peut citer notamment un champ de 40 hectares morcelé en 153 lots, et plusieurs autres, partagés en 46, 54, 57 et 70 parcelles.

Furent de même morcelés en 258 lots les biens à Lespignan du duc de Fleury. Citons notamment un champ de 26 hectares morcelé en 59 parcelles.

Nous n'avons pas trouvé trace, dans le district de Béziers, d'opposition au morcellement comme cela s'est passé dans le district de Montpellier (1). Il semble que les lois furent strictement appliquées par les directoires de district chargés d'établir les lots. Chaque fois que l'on a pu, on a pratiqué un morcellement intégral, aucune des parcelles vendues ne dépassant l'hectare. Toutefois, pour certaines grandes propriétés, on a appliqué, comme nous l'avons vu pour la vente des domaines de l'Ordre de Malte et conformément aux décisions de l'Assemblée, le principe de la vente en un seul lot des bâtiments et d'une certaine superficie de terres avoisinantes, et en petits lots du restant.

L'Assemblée Législative, en ordonnant le morcellement des terres, a poursuivi des buts sociaux et surtout politiques et voulu favoriser l'accession à la propriété du plus grand nombre de citoyens. Cette politique n'a fait que se développer avec le temps. Par le décret du 3 juin 1793, la Convention prescrit « le morcellement en lots ou portions d'une faible valeur des biens des émigrés qui peuvent être divisés sans détérioration, c'est-à-dire sans nuire à l'intérêt de l'agriculture », et ordonne que « dans chaque commune où il n'y a des biens communaux à partager et où il existe des biens appartenant aux émigrés, il sera procédé à la confection d'une liste contenant le nom de chaque chef de famille non inscrit au rôle des contributions à qui il sera attribué un arpent de terre à titre d'arrentement ».

Ce décret fut annoncé dans le département de l'Hérault par un arrêté du « Conseil du département » en date du 19 août :

« Considérant qu'on ne saurait trop hâter l'exécution d'une loi qui tend à indemniser la République des dépenses énormes qui lui ont été occasionnées par ces hommes qui ont abandonné leur patrie pour lui susciter des ennemis féroces ;

« Considérant que d'après les dispositions bienfaisantes de cette loi, une foule de citoyens vont devenir propriétaires d'un arpent de terre et que cette considération, jointe à leur patriotisme, les portera

(1) GALLIX,

sans doute à se lever en masse pour défendre leurs possessions contre les invasions des ennemis qui nous menacent ;

« Arrête :

« 1^o Que dans le délai de 3 jours, il sera procédé dans chaque municipalité où il n'y a pas de terrains communaux à partager et où il existe des biens appartenant aux émigrés, à la confection d'une liste contenant le nom de chaque chef de famille qui doit avoir un arpent de terre des biens d'émigrés à titre d'arrentement.

« 2^o Que les maires et officiers municipaux desdites communes feront connaître dans le même délai quel est le prix commun auquel sont vendues les terres labourables dans l'étendue de leur ressort. »

Dès le 25 août, la municipalité de Villeneuve demande des précisions : les maris dont les épouses ont plus d'un arpent de terre doivent-ils être compris sur la liste ? Doit-on comprendre les domestiques domiciliés dans la commune dont on ignore les propriétés, en supposant qu'ils en aient ? Les volontaires aux frontières, sans propriété, seront-ils également compris ? Enfin, ajoute la municipalité, quant à l'évaluation du prix des terres, devons-nous prendre le prix des biens nationaux ou le prix des biens ordinaires ?

Cette dernière remarque semble particulièrement importante parce qu'elle apporte la preuve certaine que les prix d'évaluation et d'adjudication des biens nationaux étaient inférieurs aux prix pratiqués pour des ventes entre particuliers.

En fait, ce décret du 3 juin ne reçut aucune application pratique et il fut en grande partie abrogé par celui du 13 septembre 1793 qui institua les bons de 500 livres.

A) Bons de 500 livres

Avant d'étudier les conséquences financières et sociales de cette politique de morcellement, il convient d'envisager l'application d'une autre mesure décrétée par la Convention dans le même but et, en quelque sorte, comme corrolaire de la première, l'octroi de bons de 500 livres aux citoyens indigents.

C'est le décret du 13 septembre 1793, comme nous l'avons indiqué précédemment, qui établit le système des bons de 500 livres, notamment l'article 2 qui abrogea l'article 2 du décret du 3 juin prescrivant l'attribution à chaque chef de famille non inscrit sur le rôle des contributions, d'un arpent de terre et stipule que :

« Les chefs de famille non propriétaires résidant dans les communes où il n'y a pas de terrains communaux, auront la faculté d'acheter des biens d'émigrés jusqu'à concurrence de 500 livres chacun, payables en vingt annuités égales sans intérêt ».

En exécution de ce décret, les communes devaient dresser dans le délai d'un mois l'état des chefs de famille ou veufs ou veuves ayant des enfants qui n'ont aucune propriété et qui ne sont point compris sur les rôles des impositions et faire parvenir cet état au district afin que le directoire du district puisse délivrer les bons qui permettraient

à leur possesseur d'acquérir des terres d'émigrés dans l'étendue du district jusqu'à concurrence de 500 livres.

En fait, les communes ne furent nullement pressées de fournir l'état demandé et nous trouvons de nombreux rappels du directoire du département demandant aux communes de fournir la liste des « indigents ». Ce mot n'a pas d'ailleurs la signification stricte qu'il comporte aujourd'hui : il désigne seulement les individus non propriétaires fonciers. Le fait d'être inscrit sur la liste leur procurait d'ailleurs un avantage supplémentaire en les dispensant de la consignation préalable du dixième du prix d'évaluation que la loi exigeait de toute personne non inscrite au rôle des contributions pour qu'elle soit admise à enchérir.

Si, dans certaines communes, les listes fournies avec beaucoup de retard mentionnent un nombre important d'indigents, il est curieux de constater que de nombreuses communes envoyèrent un état négatif, principalement dans le district de Saint-Pons.

Les maires de Boisset, Angles, Vélieux, Rieussec et La Caunette déclarèrent qu'il n'y avait dans leur commune personne qui n'ait quelque propriété. Le conseil municipal de Fraisse déclare qu'il ne manque pas, dans les mazades de la municipalité, de terres vacantes où l'on puisse installer des indigents, imité par les conseils municipaux de La Salvetat et du Soulié.

Le maire de Cessenon déclare le 2 Messidor an II, que « le conseil municipal a reconnu qu'il n'y avait pas lieu de délibérer parce que la commune a des terrains communaux et que si quelque citoyen n'a pas de possessions territoriales, c'est sa faute : il peut en prendre et il lui en sera départi quand il voudra ».

Enfin, le maire de Pierrerue répond le même jour à l'agent national du district de Saint Pons : « Tu sais qu'il y a des communaux vacants dans la commune où tout individu va librement défricher ce qui lui convient. Aussi le présent peut te servir de certificat négatif. Vive la Montagne ! »

L'application de la loi commença donc à être rendue illusoire par le nombre d'états négatifs envoyés par les communes. Mais à leur tour les directoires de district, chargés d'établir les bons d'après les listes envoyées par les communes, ne se pressèrent pas de le faire et les états des bénéficiaires de bons qui nous sont parvenus, sont loin de comprendre tous les « indigents » signalés par les communes. Enfin, même lorsque les bons eurent été délivrés, bien rares furent ceux qui les utilisèrent. Un état dressé par la commune de Bessan et qui porte sur 22 noms, indique seulement 6 personnes ayant utilisé leur bon, 7 sont indiquées comme n'ayant fait aucune acquisition, 3 comme ayant payé le dixième du prix sans faire usage du bon et 6 comme n'ayant fait aucun usage du bon.

Il est d'ailleurs à noter que le bon permettait simplement de payer le bien acquis jusqu'à concurrence de 500 livres en vingt annuités sans intérêt, mais n'évitait pas la vente aux enchères. Si celles-ci faisaient monter le lot à plus de 500 livres, l'acquéreur était tenu pour l'excé-

dent de payer suivant les règles fixées pour les citoyens qui avaient des propriétés.

L'institution des bons de 500 livres a donc été un échec complet dans les districts de Béziers et de Saint-Pons, soit du fait de la mauvaise volonté manifestée par les administrations locales, qui sont aux mains de la bourgeoisie, dans l'établissement des listes de bénéficiaires, soit encore que ces derniers, n'ayant pas les moyens suffisants pour acquérir les outils et animaux nécessaires à l'exploitation, aient renoncé à utiliser les bons ou, dans beaucoup de cas, aient préféré acquérir un morceau de terrain gratuitement lors du partage des communaux.

B) Résultats financiers et sociaux

Il nous reste maintenant à voir quelles ont été les conséquences financières et sociales du morcellement des terres qui, comme nous l'avons déjà vu, a été réellement effectué et qui, au dire de l'administrateur des domaines nationaux dans une lettre du 14 Ventôse an II, « devait procurer une foule d'amis plus chauds et plus ardents de la Révolution ».

Du point de vue financier, le morcellement s'est traduit par une très forte majoration du prix d'adjudication par rapport au prix d'estimation des petits lots. Alors que dans le district de Béziers, les 4 domaines mis en vente comme biens d'émigrés ont atteint un pourcentage d'augmentation de 175 %, l'augmentation des parcelles de terre a dépassé 340 %.

Les chiffres sont encore plus frappants pour le district de Saint-Pons. Pendant l'an II, les domaines vendus en bloc ont subi une majoration de 310 %, alors que les parcelles de terre atteignaient 630 %. Pendant l'an III, où pratiquement il n'y a eu aucun morcellement ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la moyenne d'augmentation retombe à 400 %, alors que la dépréciation constante de la monnaie aurait dû au contraire l'accentuer et l'aggraver encore (1).

Si le résultat financier du morcellement fut favorable aux intérêts du Trésor, par contre le but essentiel recherché par la Convention, l'accession à la propriété des citoyens non propriétaires fonciers, fut un échec complet. Nous avons déjà vu comment l'institution des bons de 500 livres n'avait pratiquement abouti à aucun résultat. Nous pouvons dire qu'il en fut de même pour le morcellement. Malgré la division en petits lots, le nombre des travailleurs salariés ayant participé aux enchères reste infime. Ce nombre est d'ailleurs facile à établir. En effet, une disposition du cahier des charges régissant la vente des biens d'émigrés indiquait que « toute personne qui voudrait enchérir aurait à justifier qu'elle était imposée au rôle des contributions ou, à défaut de cette justification, elle aurait à déposer entre les mains du secrétaire du district le dixième du prix de l'estimation du lot mis en vente ». Et la mention de ce dépôt est indiquée en tête du procès-verbal de la séance d'adjudication.

(1) Sur le pourcentage de dévaluation de la monnaie. V. CHALLIX,

Or, pendant toutes les ventes de biens de deuxième origine, nous trouvons seulement 8 personnes qui, n'étant pas imposées au rôle des contributions, ont déposé la somme prescrite. 2 seulement ont été déclarées adjudicataires : Alexis Saignes, manœuvrier à Florensac, pour 2 lots de 20 ares chacun achetés l'un 610 livres et l'autre 815, et Bicut, berger à Roujan, acquéreur d'une petite écurie pour 310 livres.

Ce résultat n'est d'ailleurs pas étonnant si l'on songe que les salaires des ouvriers étaient minimes, qu'ils sont restés longtemps stables alors que le coût de la vie ne cessait d'augmenter, et que l'économie de quelques centaines de livres était absolument impossible à des gens qui arrivaient très difficilement à faire vivre leur famille.

Si les travailleurs et brassiers et, d'une façon générale, tous ceux qui ne figuraient pas sur les rôles des contributions, n'ont pas bénéficié du morcellement, il n'en a pas été de même pour les petits propriétaires ruraux, comme nous allons le voir en étudiant à quelles catégories sociales à surtout profité la vente des biens d'émigrés.

§ III. — ACQUEREURS

I. — Les ventes de deuxième origine ont donc présenté les mêmes caractères que les ventes des biens du clergé quant au rôle minime joué par les travailleurs. Elles ont présenté également à peu près les mêmes caractères quant à l'importance respective des diverses autres catégories d'acquéreurs, avec toutefois une importance accrue de la part prise par la bourgeoisie rurale qui fut favorisée par le fractionnement des terres, car tous les petits propriétaires qui participèrent si activement aux enchères n'avaient certainement pas les moyens d'acheter de grandes propriétés si celles-ci s'étaient vendues en bloc.

A) Pour le district de Béziers, sur 2.337 lots vendus, la bourgeoisie rurale s'adjuge la majorité écrasante de 1.776 lots pour 860 acquéreurs, d'une valeur de 6.830.000 livres, contre 442 lots pour 51 acquéreurs bourgeois des villes d'une valeur de 2.354.000 livres et 119 lots d'une valeur de 580.000 livres acquis par des artisans.

Ces derniers ont, comme pour les ventes de première origine, participé surtout activement aux ventes de lots immobiliers bâtis dans les villes où ils ont été favorisés par la mise en vente d'un grand nombre d'immeubles appartenant à des prêtres ; biens souvent peu importants, composés de petites maisons, qui convenaient parfaitement aux artisans pour installer leur boutique et qui restaient à des prix accessibles pour eux.

La bourgeoisie urbaine, essentiellement à Béziers, Agde et Pézenas, ne s'est intéressée que très médiocrement à la vente des petites parcelles, se bornant à acquérir quelques petits lots voisins des villes. Elle s'est, par contre, adjugé presque tous les lots importants du district qui furent, il est vrai, du fait des morcellements, en petit nombre. C'est ainsi que le domaine de Toure et la métairie de Mirande, à Boussagues, vont à Jullian, négociant à Béziers, pour 74.500

livres; les bains de Lamalou à Bessières, marchand à Béziers, pour 140.100 livres, et le lot le plus important provenant du fractionnement des immeubles bâtis du duc d'Uzès, à Bessan, à Etienne Sabatier, négociant à Montpellier. De même, à Aumes, le moulin à blé va à Couvezy, négociant à Pézenas, pour 140.000 livres.

Les bourgeois ruraux, qui ont acquis la majorité des lots mis en vente, ont été surtout actifs dans la commune où ils habitaient et dans les communes voisines, dépassant rarement les limites du canton. Ils n'ont guère pris part aux ventes de lots importants, à l'exception de Granal, de Servian, acquéreur du château de Conas et de terres autour du château pour 721.000 livres et de Soulié, de Nézignan, acquéreur du moulin à blé de Pézenas pour 301.300 livres.

Mais s'ils n'ont pas acquis de lots importants, les bourgeois ruraux ne se sont, par contre, par bornés à acquérir un seul petit lot. Nous trouvons de nombreux exemples où le même cultivateur ou ménager a acquis 4 ou 5 lots, et quelquefois davantage. Pour la seule vente des biens du duc d'Uzès, à Bessan, nous trouvons Mascon, marchand de fer à Béziers, acquéreur de 8 lots; Floret, d'Agde, de 13; Christophe, de Bessan, de 17; Hondrat, de 22; Tournal, de 29 et Lardat, de 35. Ces derniers sont tous des ménagers qui réussirent, par le moyen de la déclaration de command, à échanger entre eux leurs lots et à reconstituer ainsi des terres d'une certaine importance.

Certains propriétaires ruraux, qui avaient déjà acquis plusieurs biens de première origine, se montrent également actifs dans les ventes des biens d'émigrés. C'est le cas de la famille Gaudion, à Pézenas, dont un des membres était procureur syndic du département qui, après avoir acheté de nombreux lots en provenance du clergé, s'adjuge 3 immeubles à Pézenas et 8 lots de terre et que nous retrouverons dans les ventes postérieures à l'an IV.

Les professions des acheteurs révèlent souvent quelque activité particulière à une commune. C'est ainsi qu'au Poujol nous trouvons deux fabricants de cercles de barriques.

Enfin, la commune de Lespignan offre un cas extrêmement curieux et certainement unique pour tout le département de l'Hérault. En effet, pour les 250 lots provenant du duc de Fleury mis en vente, nous trouvons parmi les acquéreurs 25 femmes, dont plusieurs ont acquis 3 et 4 lots. Nous n'avons pu découvrir les motifs particuliers qui ont amené ces femmes à participer aux enchères, alors que les maris de la plupart d'entre elles se sont portés acquéreurs, pour leur propre compte, d'un ou plusieurs lots.

B) Pour le district de Saint-Pons, le rôle joué par la bourgeoisie rurale, sans être aussi important qu'à Béziers, n'en a pas moins été appréciable. C'est ainsi que sur 20 domaines et métairies mis en vente dans toute l'étendue du district, 11 vont à des acquéreurs ruraux représentant une valeur de 759.000 livres, contre 9 à des acquéreurs de Saint-Pons d'une valeur de 304 000 livres seulement.

A Saint-Pons même, la bourgeoisie de la ville s'adjuge la presque totalité des lots, 13 sur 15, 1 allant à un habitant de Lacauene et l'autre à un habitant de Prémian. Mais à Riols, commune pourtant

très proche de Saint-Pons, sur les 51 lots vendus, 2 seulement vont à un habitant de Saint-Pons. Les autres sont adjugés à des habitants de Riols, tous ménagers à l'exception d'un fabricant de drap, acquéreur de 4 lots dont le moulin à foulon.

La majorité des lots dans les autres communes du district va à des habitants de la commune ou de communes voisines. Toutefois, les habitants de Saint-Pons ont fait preuve d'une certaine activité. C'est ainsi qu'ils acquièrent 2 lots à Cassagnoles, 26 à Félines (sur 122), 4 à Cesseras, 2 à Ferrals, 7 à La Livinière et 1 à Saint-Chinian.

Parmi ces acquéreurs, quelques-uns se distinguent par le nombre de leurs acquisitions réparties un peu partout : tels Giniès, négociant à Saint-Pons, acquéreur de 3 métairies ou domaines, d'une maison à Saint-Pons et de deux champs à Olonzac ; Caldaguès, notaire, acquéreur de 2 champs à Cassagnoles, de la métairie de Dramma à Félines et de 7 champs ; Thomassin, greffier en chef du Tribunal de district, acquéreur d'une maison à Saint-Pons et de 4 pièces de terre à Félines.

Parmi les hommes de loi nous trouvons Benoît, notaire à Saint-Pons, acquéreur de la métairie de Caudesaudes ; Goutines, notaire à La Salvetat et Royer, juge de paix de Félines.

Les artisans ont joué un rôle insignifiant, acquérant seulement 3 lots d'une valeur de 16.000 livres.

Il convient de noter que, comme cela s'est passé dans le district de Béziers, les acquéreurs de parcelles morcelées ont souvent acquis plusieurs lots et réussi ici aussi, par échanges et déclarations de command, à reconstituer des terres d'une certaine importance.

Signalons enfin qu'il n'y a aucun acquéreur étranger au district.

Nous avons vu que la majorité des biens de deuxième origine, composée de petits lots de terre, avait été acquise par les propriétaires ruraux. Pour ces acheteurs, le but principal était d'agrandir leurs terres et il en est peu qui aient poursuivi des buts spéculatifs. Il n'en est pas de même pour les acquéreurs urbains et, notamment, pour les hommes de loi et négociants qui achetèrent certainement un peu partout n'importe quoi avec l'espoir de revendre avec bénéfice. Toutefois, l'importance de leurs achats est très faible comparativement à ceux des acquéreurs ruraux et, en ce sens, il ne semble pas que l'on puisse dire que la spéculation ait été intense sur les biens d'émigrés, du moins jusqu'en Prairial an IV.

II. — Fermiers nationaux :

Nous avons vu, pour les ventes de première origine, le rôle joué par les fermiers et par les acquéreurs dont une terre confrontait le lot acquis. La nature même des biens d'émigrés, composés de grandes pièces de terre, rendit le nombre des confronts extrêmement rare. Quant aux fermiers, il est à noter qu'il ne s'agit plus, comme pour les biens du clergé, de gens qui sont depuis longtemps en place, cultivant les terres affermées en bon père de famille, mais de fermiers nationaux, désignés par les administrations de district depuis la mise sous séquestre, en exécution des décrets des 9 février et 30 mars 1792. Ces personnages furent le plus souvent uniquement préoccupés de retirer

le plus de profit possible du bien qui leur était donné à ferme avant qu'il fut mis en vente. Les dilapidations furent certainement aussi nombreuses dans les deux districts que dans le reste du pays.

C'est ainsi que la commune de Vèndres demande au département d'être autorisée à poursuivre le fermier du domaine de la Yole et à faire estimer les dommages résultant de la « maltenue » du domaine. Le maire de Cassagnoles se plaint de Pierre Rouquier, fermier du domaine de las Combes, accusé de porter tout le fumier du domaine sur ses propres terres et d'épuiser ainsi celles qui lui ont été confiées à ferme. En outre, ajoute le maire, il y sème beaucoup d'avoine, comme c'est un grain qui produit sans fumier, mais il épuise beaucoup les terres.

Les procès-verbaux de vente contiennent de nombreuses réclamations des fermiers, demandant soit à être maintenus encore quelques temps dans les lieux, soit à être indemnisés de travaux faits en supplément.

Les citoyens Valat, Cambon et autres, locataires des maisons dont l'adjudication va être faite, demandent que les acquéreurs éventuels soient tenus de respecter les baux ayant date certaine.

Le citoyen Tindel, de Béziers (adjudicataire par ailleurs de plusieurs lots), déclare que, bien que d'après la loi tout fermier nommé par le séquestre qui a un bail public et qui a rempli les formalités prescrites par la loi, se trouve autorisé à jouir des biens affermés, il consent néanmoins que les acquéreurs des biens qui ont été déjà vendus en jouissent dès aujourd'hui dans l'état où ils se trouvent, se réservant toutefois la jouissance pendant 4 mois du jas et sol attendant au ramonétage (1) formant le dernier article de l'affiche, vu que son troupeau est attaqué par la petite vérole et qu'il ne peut le placer ailleurs ni le vendre dans l'état où il se trouve.

Le 14 Pluviôse an II s'est présenté le citoyen Pierre-Nazaire Auzigardes, de Pouzolles, qui a dit que, quoique le bail à lui consenti par l'administration de la ferme desdits biens ait pris fin depuis les quatre rayes qu'il était obligé de donner aux terres en ratoubles (2) il a cru, pour le bien de la République, devoir les faire ensemençer des grains dont lesdits bien étaient susceptibles, d'après même l'autorisation verbale de l'administration ; il demande d'être maintenu dans la ferme comme fermier partiaire.

Sur quoi, ouï l'Agent national, le directoire du district a pris l'arrêté suivant :

« Considérant : 1° que ledit citoyen Auzigardes est obligé d'après le bail à donner les quatre rayes aux terres qui étaient en ratoubles ; 2° qu'on ne peut que savoir gré au citoyen Auzigardes d'avoir ensemençé lesdites terres puisqu'il n'y était pas obligé et qu'il est juste qu'il soit

(1) Le ramonétage est en règle générale la maison où habite le « ramonet », c'est-à-dire l'homme qui est chargé plus spécialement de soigner les animaux, et par extension le terme désigne souvent aussi les écuries et les étables.

(2) Les terres en ratoubles sont les terres en chaume.

remboursé desdites semences et des travaux qu'il a fait pour les couvrir ;

« Arrête que chaque adjudicataire remboursera en nature à la récolte desdits grains audit Auzigardes les grains qui auront été jetés dans les pièces de terre qu'il aura acquis et lui remboursera, en outre, de suite les travaux qu'il a fait pour couvrir les semences ».

III. — Diverses causes d'annulation des ventes :

Le nombre des reventes sur folle enchère, faute pour les acquéreurs d'avoir pu payer les premiers termes, fut minime pour les mêmes raisons que celles indiquées pour les ventes des biens de première origine. 13 lots seulement furent ainsi revendus, dont un seul important, le moulin à blé du Poujol. Les 12 autres comprennent 6 lots de terre à Bessan de peu d'importance, dont 4 revendus à la folle enchère de Tournai, ménager à Bessan ; 3 lots à Laurens, 1 à Montagnac et 2 à Pézenas. Les acquéreurs sont généralement des ménagers locaux et s'adjugèrent les biens après un nombre d'enchères variant de 6 à 11. L'élévation du nouveau prix d'adjudication par rapport au prix antérieurement payé (3 à 5 fois) s'explique par la dépréciation de la monnaie.

Nous avons déjà noté que quelques émigrés avaient réussi, par l'intermédiaire de leurs parents, à faire surseoir à la vente de leurs biens sous divers prétextes. Mais ces cas furent dans l'ensemble bien rares et le décret de la Convention du 13 septembre 1793, qui prescrivait que la vente des biens des émigrés se fera de suite, suivant les formalités prescrites par la loi, nonobstant toutes oppositions, sauf à statuer après la vente sur les réclamations de ceux qui prétendaient y avoir des droits, fut strictement appliqué, bien qu'avec un certain retard. Il en résulta, pour ceux qui avaient été portés par erreur sur la liste des émigrés, un dommage vraiment irréparable et ces erreurs furent quelquefois faites sciemment en vue de s'emparer de biens convoités. Dans les districts de Béziers et de Saint-Pons, nous ne trouvons personne qui ait été assez puissant, comme Faventine dans le district de Montpellier (1), pour intervenir à Paris et faire arrêter la vente de ses biens sur l'ordre même du ministre de l'Intérieur. Pour certains, le directoire de district reconnut bien que l'inscription sur la liste et, par conséquent, la vente de leurs biens avait été une erreur, mais la mesure qu'il ordonna en réparation, le paiement par l'acquéreur du prix entre leurs mains, fut absolument dérisoire étant donné la dépréciation de la monnaie. Aussi peut-on dire que l'inscription sur la liste fut véritablement catastrophique pour ceux qui y figurèrent à tort.

§ IV. — REMARQUES SUR LES PERSONNES DONT LES BIENS ONT ÉTÉ CONFISQUÉS

Cette liste comprenait à l'origine 31 noms pour les districts de Béziers et Saint-Pons, 20 pour Béziers et 11 pour Saint-Pons ; mais

(1) GALLIX.

avec les différents suppléments, elle finit par comprendre 176 noms dont 143 pour le district de Béziers et 33 pour celui de Saint-Pons. Sur l'ensemble, 59 seulement virent leurs biens vendus au titre des biens d'émigrés.

Cette énorme différence entre le nombre de noms portés sur la liste et le petit nombre de ceux dont les biens furent vendus s'explique par la situation sociale des personnes figurant sur la liste des émigrés et condamnés. L'immense majorité est en effet composée de bourgeois et de prêtres insermentés dont les biens sont peu importants ou qui, le plus souvent, surtout en ce qui concerne les prêtres ou religieux, ne possèdent rien. Sur une liste de 114 émigrés ou condamnés envoyée par le directoire de Béziers au département, liste composée en majorité de prêtres, 28 seulement sont indiqués comme possédant des biens.

En fait, la presque totalité des biens vendus provient d'un tout petit nombre de personnes appartenant aux grandes familles de la noblesse, pour la plupart ne résidant pas dans le département tout en y possédant des biens considérables.

Pour le district de Béziers, nous comptons seulement 6 noms : dame Castanié, veuve Poulpry, ci-devant seigneuresse de Sérignan ; Béranger de Thézan-Saint-Geniès, seigneur de Boussagues et de Conas ; Pons Marthe de Thézan-Saint-Geniès, seigneur du Poujol ; Charles Claresins La Vallière, châtelain de Poilhes ; Hercule Rosset, duc de Fleury et Bastet de Crussol, duc d'Uzès.

Pour le district de Saint-Pons on relève 4 noms : Jean-Marie d'Hautpoul, Honoré de Martinet, Augustin marquis de Moustiers-Mérinville et Jean de Seigneuret.

Ces 4 personnes n'appartiennent pas exactement à la grande noblesse, mais leurs biens constituent à eux seuls plus des trois-quarts de ceux vendus dans le district de Saint-Pons.

CHAPITRE III

Ventes postérieures à l'An IV

A partir du 26 Prairial an IV (17 juin 1796), l'assignat est tellement avili que le Directoire renonce à le soutenir et crée pour le remplacer le mandat territorial échangeable, à raison de 1 franc mandat pour 30 assignats. Le mandat emportait hypothèque et délégation spéciale sur les biens nationaux que tout porteur de mandats pouvait se faire adjudger sans enchères au prix de l'estimation. Les ventes n'eurent plus lieu devant les directoires de district, qui furent supprimés, mais devant le directoire du département.

Toutefois, ce régime dura à peine quelques mois et la loi du 16 Brumaire an V (6 novembre 1796) revint au système de la vente aux enchères qui resta la règle jusqu'à la fin de l'Empire sous réserves de diverses modifications dans le mode d'évaluation et les délais de paiement.

Nous devrions par conséquent nous trouver en présence de deux modes de vente bien distincts et délimités dans le temps. De Prairial an IV au 16 Brumaire an V, ventes sans enchères. A partir du 16 Brumaire, ventes uniquement avec enchères. Or, il est surprenant de constater qu'il n'en fut nullement ainsi dans les districts de Béziers et Saint-Pons. Les ventes sans enchères continuèrent après Brumaire an V et furent assez nombreuses en l'an VI et l'an VII, la dernière ayant lieu le 29 janvier 1808.

Il en résulte un extrême enchevêtrement des ventes, et nous trouvons à la même date des biens vendus sous les deux régimes.

Quelle explication est-il possible de donner à un état de choses aussi surprenant ? Il est bien difficile de connaître les raisons qui ont pu pousser les administrations du département à maintenir ainsi concurremment les deux régimes de vente. Tout au plus peut-on trouver là un exemple de la façon dont étaient appliqués dans l'Hérault les ordres du Gouvernement.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que nous trouvons la même situation dans le département du Tarn où nous avons 83 ventes sans enchères en l'an V, 12 en l'an VI, 8 en l'an VII, une en l'an IX et la dernière en l'an XI. La vente de l'an IX porte sur une partie de l'ancien couvent des Trinitaires de Castres, vendu à Antoine Beauvallon, directeur de l'Enregistrement et du Domaine national à Albi, l'acte de vente indiquant que :

Avant la signature, le citoyen Beauvallon a déclaré qu'il renonce par exprès à l'utilité de la soumission du 5 Prairial an IV, portant sur

la totalité du couvent des Trinitaires de Castres, se contentant des objets dont la vente lui a été consentie le 5 Thermidor an IV et de ceux compris dans la présente ».

Il s'agit là, de toute évidence, d'une vente de complaisance, faite pour avantager un important fonctionnaire du département, et l'on peut poser la question de savoir si le maintien des ventes sans enchères au mépris des prescriptions légales n'eut pas pour but, dans la plupart des cas, de céder à vil prix à des fonctionnaires influents ou à des amis politiques les biens nationaux convoités par eux.

Par ailleurs, la loi du 13 Ventôse an IX (3 mars 1801) apporta de profondes modifications dans la vente des biens nationaux.

Aux termes de cette loi, il est affecté aux dépenses de l'Instruction publique et à celles des Militaires invalides un capital de 180 millions de biens nationaux, valeur de 1790. Ces biens devront être distraits incessamment de la masse ; ils ne pourront être aliénés, et leurs revenus seront appliqués dans la proportion des trois quarts à l'Instruction publique et de un quart aux Militaires invalides.

La loi stipule, en outre, qu'il sera vendu une portion du restant des domaines nationaux d'une valeur de 120 millions, estimation de 1790. Il sera prélevé sur le produits des ventes 20 millions applicables au service de l'an VIII et 20 millions applicables au service de l'an IX. Le surplus sera versé à la Caisse d'Amortissement pour être employé à l'extinction de la dette publique.

Il est à remarquer que cette loi comporte deux dispositions bien distinctes. D'une part, l'Instruction publique et les Militaires invalides se voient affecter des biens nommément désignés, dont ils jouiront des revenus mais qu'ils ne pourront vendre ; ces biens sont en quelque sorte distraits de la masse des biens nationaux non encore vendus, et il est bien évident que nous ne les verrons pas figurer sur les registres de vente. D'autre part, la Caisse d'Amortissement se voit affecter non des biens nommément désignés, mais simplement une partie du produit de la vente. Il semblerait donc que les biens nationaux devraient être vendus, comme par le passé, par le directoire du département, l'affectation du produit des ventes à la Caisse d'Amortissement étant une simple opération comptable sans aucune influence sur le mode de vente et sur la rédaction des procès-verbaux.

En fait, jusqu'en 1807, les ventes ont continué suivant la procédure ordinaire, la Caisse d'Amortissement ayant dû, en principe, recevoir sa part sur le produit de ces ventes, bien que les archives départementales ne nous aient fourni aucune indication sur ce point. Mais, à partir de 1807, nous voyons apparaître, concurremment avec le mode normal de vente devant le directoire du département, de nouvelles ventes de biens **appartenant**, d'après les termes même des procès-verbaux de vente, à la Caisse d'Amortissement. On a donc à cette date affecté en propre des biens à la Caisse d'Amortissement, peut-être parce qu'antérieurement l'assignation sur les recettes n'avait pas donné satisfaction. Il est à remarquer que la vente de ces biens eut lieu non seulement à Montpellier, mais aussi à Béziers, la dernière ayant lieu le 24 septembre 1819, c'est-à-dire bien après la chute de

l'Empire, le procès-verbal de cette dernière vente portant la mention : « Bien appartenant à la Caisse d'Amortissement remplacée par l'Etat ». Ces ventes furent effectuées d'ailleurs selon la procédure habituelle, et en présence des mêmes fonctionnaires que pour les ventes ordinaires.

Pour essayer de conserver une certaine clarté à l'exposé des ventes postérieures à l'an IV, nous étudierons séparément les ventes faites sans enchères, celles faites avec enchères à partir de Prairial an V et, enfin, les ventes de biens appartenant à la Caisse d'Amortissement.

§ I. — VENTES SANS ENCHERES

Les ventes sans enchères commencèrent le 13 Prairial an IV (2 juin 1796) pour se terminer le 29 janvier 1808.

Pendant cette période, il y eut 245 séances de vente pendant lesquelles furent vendus 658 lots représentant une valeur de 3.500.000 fr.

Si nous faisons le décompte année par année, nous obtenons les résultats suivants :

Du 13 Prairial jusqu'à la fin de l'an IV, soit pendant moins de 4 mois, il y eut 84 séances pendant lesquelles furent attribués 357 biens d'une valeur de 8.682.000.

Parmi ces biens, on peut noter 11 domaines vendus 750.000 francs : le Grand-Devois, à Pézenas, confisqué sur le comte de Grimaldi-Vintimille, émigré, attribué pour 98.182 à Périquier, de Montpellier ; le domaine dit du Prince sur le ci-devant Roi pour la propriété et son frère ci-devant Monsieur pour l'usufruit, vendu 372.000 à Puech, négociant à Montpellier ; le Petit-Devois, sur le même Vintimille, 15.000 à Cavailhé, de Pézenas ; la métairie de Madame également sur Vintimille, 33.000 à Planche, de Pézenas ; le domaine de Lagarde Roland, à Olonzac, sur l'Ordre de Malte, commanderie d'Homps, 24.200 à Salze, de Castelnaud ; celui de la Grange des Prés, sur la Congrégation de l'Oratoire, 41.000 à Rabanel, négociant à Montpellier ; celui de Saint-Pons-de-Mauchien, 46.000 à Cellier, négociant à Montpellier ; la métairie de Saint-Paul, à Maureilhan, sur Bessière émigré, 34.800 à Balp, de Montpellier ; celle de Caussilhol, à Angles, sur Olès la Fontelié père d'émigré, 11.850 à Laroque, d'Angles ; le domaine de Saint-Jean, d'Aureilhan, sur les frères Pradines, 44.600 aux autres frères Pradines et celui de Montady, sur Claude Moyrial émigré, 29.000 à Jean Moyria.

Les autres lots sont constitués par des biens extrêmement variés, allant de vieilles bâtisses à de grands couvents en passant par de nombreuses maisons communes, des fours à pain, des moulins, des presbytères, des couvents, des hôpitaux.

Furent vendus notamment 12 anciennes maisons communes à Portiragnes, Corneilhan, Abeilhan, Fontès, Saint-Pons-de-Mauchien, Néziguan, Montblanc, Puissalicon, Saint-Chinian, Montady, Nissan et Montagnac ; 9 fours à pain à Pézenas, Valros, Sauvian, Servian, Ville-neuve, Pinet, Coulobres et Caux ; 2 moulins à blé à Pézenas, 2 à Castelnaud, 3 à Saint-Chinian, 1 à Agde (ce dernier avait été acquis par la municipalité en 1790 sur l'évêque d'Agde), 16 moulins à huile à

Abeilhan, Agde, Bassan, Montblanc, Puissalicon, Fontès, Usclas, Magalas, Cessenon, Nézignan, Pouzolles, Saint-Nazaire-de-Ladarez, Saint-Thibéry, Margon et Nissan; 8 presbytères ou maisons curiales à Béziers (église de la Madeleine), Fontès, Montady, Pinet, Bessan, Autignac, Poméras et Poilhes; le couvent des Cordeliers à Pézenas, ceux des Minimes, des religieuses Saint-Esprit et des religieuses Sainte-Marie à Béziers et celui des Récollets à Saint-Pons; l'hôpital vieux et l'hôpital militaire dit de Bel-Air à Pézenas et le vieil hôpital de Cazouls.

Les lots de terres vendus sont également très divers, allant de creux à fumier, parties de fossés et anciens cimetières, à des pièces extrêmement importantes, telle une pièce de terre de 14 hectares à Castelnau-de-Guers sur le comte de Grimaldi-Vintimille et 1 lot de 100 hectares de terre à prendre sur le Grand-Bagnas d'Agde, ce dernier acquis par Bousquet, de Cette, co-propriétaire du Grand-Bagnas, salins et dépendances, tant pour lui que pour les autres co-propriétaires.

L'origine des biens vendus est également très variée. Ordres religieux, congrégations, émigrés, liste civile, communes. Parmi les émigrés le plus important est le comte de Grimaldi-Vintimille, qui possédait des biens importants à Pézenas et Castelnau-du-Guers. Furent également vendus des biens provenant de parents d'émigrés. C'est ainsi que furent successivement vendus un quart, un huitième et un dixième du domaine de Villenouvelle, à Maraussan, les deux derniers lots étant acquis par Charles de Fregeville, général de brigade à Montpellier.

Pendant le cours de l'an V, il y eut 106 séances de vente pendant lesquelles furent attribués 250 lots d'une valeur de 619.000 francs sur lesquels on compte 2 domaines : celui de la Plaine, à Montagnac, 196.000 à Marsal, propriétaire foncier, et celui de Saint-Martin, de Grave, sur Pierre Grave émigré, 118.000 à Saphore, négociant à Sète.

Les autres lots, généralement peu importants, appartenant dans leur grande majorité à des communes, comprennent ici aussi des maisons communes, des fours, des presbytères, des moulins à huile et quelques pièces de terre de superficie limitée. Les deux seuls lots importants sont le château de Florensac sur Bastet, duc d'Uzès, et le couvent de Saint-Jacques, à Béziers, sur les religieux du même nom.

En l'an VI, au cours de 31 séances de vente, furent attribués 44 lots d'une valeur de 99.000 francs; lots généralement infimes, souvent inférieurs à 100 francs. Seuls sont à signaler les biens des frères Fleury, à Nizas, avec terres et bâtiments d'exploitation acquis pour 53.700 francs par 5 propriétaires de Caux, et le Palais de Justice de Béziers, dépendant de la liste civile, acquis pour 20.700 francs par Fontenay, ingénieur; Fraisse, médecin et Gabrielle de Nattes, épouse Bernard, médecin.

De l'an VII à 1808 il y eut 24 séances de vente dont 9 en l'an VII et 10 en l'an VIII. 31 biens furent attribués, d'une valeur de 100.000 francs. Il s'agit ici aussi, généralement, de liquidation de petits lots. On peut signaler toutefois 140 hectares de terre dans l'étang de Vendres sur Rosset, duc de Fleury, attribués en 4 lots; le château de Pouzolles, avec ses dépendances et terres, attribué à Laborde, fabri-

cant d'eau-de-vie de Pouzolles pour 31.000 francs et le couvent des Capucins, à Pézenas, 20.545 à George, de Pézenas.

§ II. — VENTES EFFECTUEES PAR ENCHERES

Les ventes effectuées par enchères au chef-lieu du département s'étendent du 24 Prairial an V au 30 octobre 1810. Il y eut pendant cette période 61 séances de vente pendant lesquelles furent adjugés 131 lots estimés 366.000 francs et vendus 4.667.000. On aperçoit le manque à gagner inouï qui résultait pour le Trésor du gaspillage des biens vendus sans enchères sur le prix d'une estimation rendue dérisoire par l'avisement de la monnaie.

Pendant toute cette période, on continua à liquider les biens nationaux existant encore. Ces biens sont de toutes provenances, communes, Ordre de Malte, confréries, ordres religieux, émigrés, liste civile et de toutes natures, champs, garrigues, vacants, lopins de terre, maisons, couvents, églises, anciennes maisons communes. On peut toutefois citer quelques lots plus importants tels 2 champs à Castelnau de 7 hectares acquis par P. Cambon, au Terral, pour 95.000 francs; la maison de la Précenterie, à Béziers, sur le chapitre Saint-Nazaire, estimée 37.000 et acquise 316.000 par Hauteroche, négociant à Béziers; le domaine d'Espondeilhan, sur Béanger de Thézan-Saint-Geniès, vendu 1.404.000 sur une estimation de 85.000 (1); la maison ci-devant commune de Pézenas, estimée 20.000 et acquise pour 225.000; enfin, l'église Saint-Aphrodise, à Béziers, vendue 981.000 sur une estimation de 36.406. Cette dernière vente, effectuée le 15 Thermidor an VII, donne une idée de la débâcle monétaire.

Bien entendu, à partir de Prairial an IV, il n'est plus question de poursuivre un but social. Il s'agit uniquement de faire rentrer de l'argent par tous les moyens. Tout au plus peut-on signaler quelques préoccupations d'urbanisme, telle l'attribution de l'église Saint-Félix, à Béziers, à G. Martin pour 8.100 francs, « sous condition d'établir à ses frais la halle au blé dans ladite église et d'en faire jouir à perpétuité le public ».

Le transfert au chef-lieu du département du siège des ventes devait pratiquement écarter tous les propriétaires ruraux qui n'avaient guère le temps de se déplacer. D'ailleurs, dès que les ventes sur le prix de l'estimation commencèrent, ce fut une véritable ruée où les Montpelliérains se taillèrent la part du lion. Pratiquement, presque toutes les attributions de biens nationaux dans les districts Béziers-Saint-Pons furent faites à 6 personnes, toutes de Montpellier : Enjalvin et Savy, hommes de loi; Bernard Dardelier, défenseur officieux; Bouschet, Claude Duvern, négociant, et Viguiet, marchand droguiste, qui achetèrent soit comme simples intermédiaires, soit pour leur propre compte mais avec l'intention de revendre.

(1) Il est à noter que ce domaine avait été attribué une première fois pour 110.000 à Carles, négociant à Béziers, et que ce dernier avait été déclaré fol enchéri faute d'avoir payé les termes dans les délais légaux.

Il est certain que dans ces ventes, la spéculation fut intense et que tout le monde acheta n'importe quoi et n'importe où. C'est ce qui explique que nous retrouvions les mêmes noms un peu partout : Puech, négociant à Montpellier ; Rey, à Sète ; George, Malhebiau, Desmazes, Cavaillé, Lardat, négociants à Pézenas ; Donnadiou et Cassagne, ménagers à Béziers ; F. Sue, négociant à Montpellier, acquéreurs de presque tous les lots à Castelnau-de-Guers sur de Grimaldi-Vintimille ; Combes-cure, propriétaire foncier à Saint-Thibéry ; Bonnariq, imprimeur à Montpellier ; Boissezon, de Vieussan, acquéreur des 9 lots vendus dans cette commune et Aliquot, fabricant d'eau-de-vie à Fontès.

Fait encore plus significatif, nous trouvons là nombre de gens qui avaient déjà pris une part active aux ventes de biens nationaux depuis 1791. Tel est le cas de Payre, à Capestang ; Fontenay, ingénieur ; Hérail, notaire et Tudiès, homme de loi de Béziers ; Floret, négociant à Agde ; Mascoussat, ménager à Servian ; Cure, d'Autignac ; B. Cassan, de Maraussan ; Ponsonnaille, de Lespignan ; Douzon, de Caux, et Cras-sous, maître de poste à Béziers. Plusieurs autres, qui s'étaient déjà taillés de grands domaines lors des ventes des biens de première et deuxième origines, profitent des ventes sans enchères pour se faire attribuer de nouveaux lots de terre, tels Toussaint Gaujal, à Pinet et Gaudion, à Conas.

Tous les individus que nous venons de citer participèrent également d'une façon active aux enchères, lorsque celles-ci furent rétablies. Ils furent toutefois concurrencés par des associations de rentiers, c'est-à-dire de porteurs de rentes qui pouvaient payer les biens nationaux au moyen de ces dernières dont les représentants les plus actifs sont Combes-cure, officier de santé à Montpellier, et Mouchon, pharmacien.

Ici aussi nous retrouvons, s'il nous est permis d'employer ce terme, des « vétérans » de l'achat des biens nationaux : Ravaille, avocat à Agde ; Pathouzié, négociant à Béziers, et Ray-Pailhade. Ce dernier, qui était magistrat à Béziers au moment de la Révolution, a acquis des biens du clergé à Corneilhan, dont il était originaire en 1792, puis a estimé plus prudent de transformer son nom en celui de Pailhade-Liberté, sous la Terreur ; nous le retrouvons en l'an VII à Montpellier, comme juge au Tribunal d'Appel, ayant passé allègrement à travers tous les régimes et achetant une terre également à Corneilhan, où il alla se retirer après être devenu, sous l'Empire, le baron de Rey-Pailhade. Nous retrouvons également ce Raymond Jany, de Villeneuve, expert du directoire de district et qui déjà, en 1791, avait acheté le domaine de Mermian, à Agde, pour le morceler.

On trouve aussi parmi les acquéreurs des fournisseurs de l'Etat, tels Puech, de Montpellier, et Sabatier frères, entrepreneurs généraux des lits militaires pour le Midi et l'Intérieur.

En résumé, les ventes postérieures à Prairial an IV se présentent comme un véritable pillage des biens nationaux restant encore à vendre. La plupart furent acquis sans enchères à des prix dérisoires par des gens qui en firent un objet de spéculation et qui, au surplus, comme nous venons de le voir, avaient assez acheté de biens nationaux depuis

le début pour savoir comment il fallait s'y prendre pour réaliser de fructueuses opérations.

Si le résultat financier de ces ventes fut désastreux pour le Trésor, le résultat social fut uniquement d'enrichir une poignée de spéculateurs endurcis.

Il y a toutefois quelques exceptions qu'il convient de signaler. C'est ainsi que les biens d'émigrés ou de parents d'émigrés furent le plus souvent rachetés par leurs proches parents, généralement sans opposition. Il en est ainsi pour le domaine de Saint-Jean d'Aureilhan, à 3 des frères Pradines, racheté par les 3 autres frères; pour celui de Montady, à Claude Moyria, acheté par Jean Moyria; pour les biens de Jaxotte Carthouzières, émigrée, achetés par son frère; pour ceux de Roch Carrion, à Pézenas, rachetés par Marcel Carrion, de Lézignan et pour ceux de Jessé, père d'émigré, à Béziers, rachetés par Emilien Jessé.

§ III. — VENTES DES BIENS APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT

Dans une première période, de 1807 à 1811, les ventes ont eu lieu à Montpellier et concernent indistinctement des biens situés dans tout le département. A partir de 1812 et jusqu'en 1815, les ventes ont lieu de nouveau aux chefs-lieux de district et ne portent que sur des biens situés dans le district. Enfin, postérieurement à 1815, c'est à Montpellier qu'ont eu lieu de nouveau les ventes pour l'ensemble du département. Mais il s'agit plutôt, à ce moment-là, comme nous le verrons par la suite, d'une régularisation administrative que de véritables ventes.

Les ventes effectuées à Montpellier se divisent en deux périodes : du 12 août 1807 au 23 septembre 1811 et du 13 juin 1817 au 24 septembre 1819.

Il y eut 10 séances de vente pendant la première période : une en 1807, 3 en 1809, 3 en 1810 et 3 en 1811. Furent vendus pendant ces 10 séances 69 lots d'une valeur de 117.000 francs à l'estimation et de 186.000 francs à l'adjudication. Ces lots, qui proviennent d'origines diverses : Ordre de Malte, province du Languedoc, domaine Royal, biens des communes, émigrés, sont peu importants. Citons parmi eux le restant des garrigues de Saint-Jean-de-Libron, le domaine de la Grange-du-Bousquet, à Cébazan, de 22 hectares et l'hospice civil de Béziers divisé en 21 lots. Les acquéreurs des lots ruraux sont en majorité des agriculteurs. Nous trouvons toutefois un rentier, 3 tonneliers, 1 entrepreneur, 1 vétérinaire, 1 instituteur. Les garrigues de Saint-Jean-de-Libron vont à Antoine Cassagne, négociant, et à Pierre Marc, acquéreur du domaine lors de sa mise en vente en 1792 qui ne s'intitule plus maintenant cordonnier, mais propriétaire foncier. Les acquéreurs des lots de l'hôpital civil se répartissent en 1 serrurier, 1 tonnelier, 1 tailleur de pierre, 1 charretier, 1 employé au canal des Deux-Mers, 1 maçon, 6 jardiniers, 1 tondeur de mules, 1 plâtrier, 2 bouchers, 1 marchand drogouiste, 2 affeneurs, 2 muletiers et Reynier, géomètre arpen-

teur qui était déjà, en 1790, expert pour l'évaluation des biens du clergé.

Pour la période du 13 juin 1817 au 21 septembre 1819, il y eut 4 séances de vente n'intéressant que le district de Béziers pendant lesquelles furent vendus 17 biens d'une valeur de 9.000 francs à l'estimation et de 11.500 à la vente. Il s'agit d'une véritable liquidation de lots de peu d'importance situés dans plusieurs villages, composés surtout de communaux défrichés, de fossés et de fours à pain. Les acquéreurs sont généralement des propriétaires habitant le village où est situé le lot.

Les ventes effectuées à Béziers vont du 16 août 1813 au 3 mars 1815. Pendant cette période, il y eut 9 séances de vente au cours desquelles furent adjugés 192 lots d'une valeur de 60.000 francs.

64 lots sont formés par des terres défrichées à Boussagues, appartenant à la commune dont la presque totalité est acquise sans concurrents par les fermiers des terres mises en vente qui les avaient défrichées; 37 lots par la vente de terres défrichées à Coulobres dans les mêmes conditions; 27 lots par les fossés de Sérignan acquis par plusieurs propriétaires dont Espinadel, acquéreur de 17 lots; 32 lots par les remparts de Capestang acquis par divers propriétaires et artisans de cette commune, ainsi que le juge de Paix, acquéreur de 4 lots; enfin, 9 lots provenant du morcellement d'un terrain en pacage à Maraussan, acquis par divers propriétaires de cette commune. Les autres lots de peu d'importance, répartis dans diverses communes, vont à des acquéreurs locaux, après une moyenne de 3 à 5 enchères.

Pour Saint-Pons, les ventes effectuées dans cette ville vont du 13 septembre 1815 au 7 janvier 1814 (1). Au cours de 8 séances furent vendus 132 lots d'une importance minime puisque l'ensemble dépasse à peine 10.000 francs. Sur ces 132 lots, 126 sont formés de parcelles de terrains communaux plus ou moins récemment défrichées à Siran et à La Livinière. Pratiquement, toutes ces parcelles allèrent à ceux qui les avaient défrichées, cultivateurs ou artisans, et qui en fait en jouissaient comme de véritables propriétaires, sans qu'il y ait eu personne pour enchérir. Il ne s'est agi là que d'une simple régularisation et l'on peut dire que la vente n'a eu pour but que de procurer un titre de propriété régulier à ceux qui avaient mis en culture les biens communaux.

(1) Il n'y eut pas pour Saint-Pons de séances postérieures tenues à Montpellier.

CONCLUSIONS

Les ventes de biens nationaux devaient, dans l'esprit du législateur, amener deux résultats : apporter au Trésor de substantielles rentrées, et favoriser l'accession à la propriété des non propriétaires pour en faire ainsi « les plus chauds amis de la Révolution » prêts à défendre leurs nouveaux biens les armes à la main.

Nous avons vu que le résultat financier fut déplorable non pas tant du fait du système des ventes, car jusqu'en Prairial an IV les enchères furent, dans la majorité des cas, très animées, que par l'avilissement continu de la monnaie joint aux délais accordés pour les paiements.

Le résultat social recherché par le législateur ne fut pas davantage atteint. L'institution des bons de 500 livres se solda par un échec complet et le nombre de salariés, travailleurs ou brassiers qui accédèrent à la propriété fut infime.

Mais, à l'exception des travailleurs, toutes les autres classes ont acquis des biens nationaux dans la mesure de leurs moyens. La bourgeoisie urbaine en bénéficia grandement en acquérant de nombreux lots dans les villes et au moins la moitié des grands domaines.

Toutefois, la plus forte partie des achats a passé entre les mains de la bourgeoisie rurale. Les petits bourgeois de la campagne et les laboureurs ont arrondi leur propriété, favorisés qu'ils ont été par le morcellement en petits lots. Ils se sont transformés peu à peu en bourgeois, laissant le rang social qu'ils occupaient précédemment aux propriétaires moins aisés et quelquefois à des non propriétaires. Dans ce sens on peut dire qu'il n'y eut aucun changement véritable entre la force économique des diverses fractions de la bourgeoisie, chacune de ces fractions s'étant en somme élevée d'un rang dans l'échelle sociale, la fraction plus pauvre occupant la place laissée libre par la fraction plus aisée.

Parmi la classe populaire, seuls les artisans ont joué un rôle actif. Nous avons vu comment ils avaient acheté près de la moitié des lots immobiliers dans les villes, afin de pouvoir y installer leurs boutiques. Un autre exemple typique nous est fourni par le domaine des Brégués, à Béziers, qui comprenait notamment une carrière de pierre connue encore aujourd'hui sous le nom de « Garrigue du Roy ». Cette carrière, divisée en 3 lots, fut acquise par des traceurs de pierre de Béziers, qui devinrent ainsi propriétaires de la matière première nécessaire à leur activité.

La bourgeoisie, urbaine ou rurale, a donc été, comme dans les districts de Montpellier et de Lodève et comme dans le reste de la

France, la grande bénéficiaire de la vente des biens nationaux avec toutefois, pour le district de Béziers et celui de Saint-Pons, une prédominance marquée de la bourgeoisie rurale. Urbaine ou rurale, cette bourgeoisie, profondément individualiste, est fortement attachée à la propriété privée, qu'elle considère comme la base essentielle de la société; elle n'hésita pas à faire déclarer passible de la peine de mort ceux qui, comme les Babouvistes, réclamaient le partage des terres. Lorsqu'ils eurent occupé toutes les places dans l'administration et qu'ils eurent confortablement arrondi leurs domaines par l'achat de biens nationaux, tous ces bourgeois qui avaient été à l'avant-garde de la Révolution, devinrent les pires des « conservateurs sociaux ». En fait, les non propriétaires qui pouvaient, sous l'ancien régime, couper du bois, faire paître leurs troupeaux dans les communaux et quelquefois même les défricher, virent tous ces avantages disparaître avec la vente et le partage de ces biens et dans ce sens on peut dire qu'il y a eu aggravation de leur condition par la disparition de toute propriété collective.

Quelques villes enfin profitèrent de la vente des biens nationaux soit pour acquérir des immeubles afin d'y loger la mairie ou d'autres services publics tels les halles, soit pour percer à travers les grands espaces occupés par les couvents de nouvelles artères.

Du point de vue foncier, quelle a été l'importance des biens vendus?

Dans le district de Béziers, sur une superficie totale de 170.660 hectares, 10.667 furent vendus comme biens nationaux, soit une moyenne à peine supérieure à 6 % (6,2). La superficie totale des biens de première origine est de 6.902 hectares soit 4 %, et celle des biens de deuxième origine de 3.765 hectares, soit 2,2 %.

Pour le district de Saint-Pons, cette moyenne tombe à 1,5 % avec 1.980 hectares vendus sur 126.653. Ces 1.980 hectares se décomposent en 397 vendus comme bien de première origine, soit à peine 0,3 %, et 1.583 hectares pour ceux de deuxième origine, soit 1,2 %.

Ces moyennes confirment donc celles qui ont été déterminées par M. Gallix pour les districts de Montpellier et Lodève et elles placent le département de l'Hérault parmi ceux où les ventes des biens nationaux furent les plus faibles. Pour l'ensemble du département, en effet, les moyennes sont de 4,2 % pour l'ensemble des biens, et de 2,7 % pour les biens de première origine et de 1,5 % pour les biens de deuxième origine.

Il convient toutefois, pour donner à ces moyennes un sens exact, de noter que pour les districts de Montpellier et de Béziers tout au moins, les 5 et 6,2 % de superficie vendus comme biens nationaux représentent en fait les meilleures terres dont la valeur est proportionnellement beaucoup plus importante par rapport à leur superficie.

DEUXIEME PARTIE

Relevés des Ventes par Cantons et Communes

District de Béziers

BIENS DE PREMIERE ORIGINE

CANTON DE BEZIERS

Commune de Béziers :

Il y eut à Béziers 159 séances de vente de biens nationaux de première origine, du 7 janvier 1791 au 15 Brumaire an III (31 octobre 1794).

Les biens vendus avaient été estimés à 1.802.516 livres et ils furent adjugés 4.262.496, soit plus du double de l'estimation.

A. — Nature des biens vendus

1^o 55 biens immobiliers bâtis se décomposant en 30 maisons, caves ou magasins, 6 couvents comprenant en outre des chapelles, cours et jardins vendus en bloc avec le couvent, 18 églises ou chapelles et un local servant de bassin, l'ensemble de ces biens d'une valeur d'estimation de 336.151 livres ayant produit à la vente 1.206.980 livres. (Il est à noter que ce pourcentage d'augmentation très élevé est produit uniquement par la vente, le 11 Fructidor an III, d'une maison à Béziers appartenant à l'archidiocèse du chapitre Saint Nazaire estimée 53.493 livres et vendue 661.000 après vingt enchères.

2^o 9 enlос et jardins d'une superficie d'environ 70 sétérées ayant été estimés 69.784 livres et vendus 164.941.

3^o 18 domaines et maisons de campagne d'une superficie d'environ 6.700 sétérées plus 2 moulins, le tout estimé 1.182.355 livres et vendu 2.262.600 livres.

4^o 73 terres, champs et vignes d'une superficie de 1.120 sétérées estimés 209.562 livres et vendus 609.585.

5^o 4 bois de rivage, hermes et vacants d'une superficie de 200 sétérées environ estimés 4.464 livres et adjugés pour 18.390.

B. — Origine et situation

1^o Dominicains : couvent avec église, chapelle, cour et jardin, 1 église avec sol, patus et jardin, la métairie de la Cassagne comprenant 239 sétérées de terre, 9 champs ou olivettes, le tout estimé 82.855 livres et vendu 160.975.

2^o Augustins : 1 vigne de 4 sétérées estimée 781 livres et vendue 1.875.

3^o Capucins : 1 maison, patus et cave (2.000 8.000).

4^o Récollets : couvent avec église, cloître, jardin et enclos (21.174-40.400).

6^o Pénitents Gris : chapelle et bâtiments (6.484-10.125).

7^o Pénitents Bleus : église, sacristie et galerie (9.922-24.000).

- 8° Pénitents Minimes : chapelle, passage, cour, sacristie, jardin et maison particulière, 9 olivettes et vignes (13.132-36.970).
- 9° Pénitents Blancs : chapelle, sacristie, bâtiments et cour (8.326-16.500).
- 10° Pénitents Noirs : chapelle, galerie et bâtiments estimés 12.347 et vendus 19.000.
- 11° Ursulines : 2 maisons (4.025-9.400).
- 12° Religieuses Sainte-Claire : 1 four, logement et hangar, le couvent vendu en deux parties dont l'une avec jardin et terrasses, 1 maison réservée aux étrangers ou à la pourvoyeuse du couvent et un bois de rivage, le tout estimé 27.303 et vendu 68.830.
- 13° Filles du Tiers-Ordre : 1 chapelle, maison et sacristie (6.100-12.350).
- 14° Congrégation des Filles de Sainte-Catherine : chapelle (4.000-6.100).
- 15° Congrégation des Filles de Sainte-Elisabeth : chapelle, sacristie, maison, cour et jardins (3.163-16.050).
- 16° Ordre de Malte : jardin de Fonceranes avec maison du jardinier et bâtiments annexes, 1 ferrajal et aire à Béziers et les domaines des Bréguines et de Saint Jean-de-Libron morcelés partiellement en 29 lots, le tout estimé 151.205 et vendu 834.715.
- 17° Prieuré commandataire de Notre Dame-de-Cassan : domaines de Lézi-gno, Saint-Bauzille, Bourgade, Cabrials et maison dite logis de Saint-Martin à Béziers, le tout estimé 220.453 livres et vendu 454.000.
- 18° Evêché de Béziers : 1 jardin et bâtiment au chemin de Boujan, 1 champ et 8 petites chapelles ou églises champêtres (12.697-24.370).
- 19° Chapitre Saint-Nazaire : domaines du Capiscot et de Saint-Pierre-d'Apuyo, métairie des Salles, moulin de Saint-Pierre, sol et bâtiment dit de la Dime, 2 maisons dont celle du sacristain et 2 magasins, estimé le tout 597.809 et vendu 1.027.955.
- 20° Camérerie et archidiaconé du chapitre Saint-Nazaire : 1 maison, située place Saint-Nazaire, et 1 champ (10.862-18.025).
- 21° Précenteur de l'église Saint-Nazaire : 1 maison (5.385-6.625).
- 22° Daydé, Théologal du chapitre : maison (4.972-7.500).
- 23° Abbaye, chapitre et canoniat du chapitre de Saint Aphrodise : une partie des moulins de Bagnols, les domaines de la Galinière, de Garissou, de Saint-Marcel et de Saint-Hyppolite, 7 maisons avec cours et jardins, dont celle du sacristain et la maison presbytérale, 2 tinéraires, aire et bâtiment, ancien cimetière et champ, le tout estimé 199.766 et vendu 345.225.
- 24° Abbaye et chapitre Saint-Jacques : 2 maisons et 1 local servant de bassin, 2 jardins, l'un au Capiscot, l'autre à Combe-grasse, et 12 champs, la plupart au bord du canal avec bois de rivage (124.444-281.515).
- 25° Cure de Saint-Jacques : maison (1.298-6.000).
- 26° Collège de Béziers : domaine de Mercoran (44.485-101.400).
- 27° Séminaire de Béziers : 2 champs, pré et bois de rivage et 2 aires (48.157-126.150).
- 28° Archidiaconé de Cabrières : 1 maison et 2 champs (9.793-23.925).
- 29° Abbaye du Saint-Esprit : métairie de la Grange-Basse, maison et sol après le pont (69.238-121.355).
- 30° Cure de Saint-Jean-d'Aureilhan : ferrajal (30-55).
- 31° Eglise Saint-Geniès : église et sol (415-395).
- 32° Chapelle Saint-Simon et Saint-Jude : 1 terre à Garissou et 2 vignes (1.039-5.030).
- 33° Chapelle Notre-Dame-de-Nazareth : 1 champ (5.726-15.025).
- 34° Chapelle de la Madeleine : 1 champ et 1 église (6.30-3.925).
- 35° Chapelle Notre-Dame-de-Pitié : 3 champs, vigne et olivette (1.486-3.870).
- 36° Chapelle de la Balme : 2 champs et vigne (4.734-12.310).
- 37° Chapelle Saint-Michel au bourg Saint-Aphrodise : 1 vigne au Rebaut (883-3.200).
- 38° Chapelle Saint Amans : champ et vigne (594-2.000).
- 39° Chapelle jouie par M. Pathouzier : 1 champ (2.801-8.525).
- 40° Canoniat du sieur Causse : 1 maison (1.226-3.050).
- 41° Bénéfice de M. Cadoret : 1 champ (1.692-5.600).

42^e Dotation de la chapelle Sainte-Croix : 1 champ après le pont sur l'Orb et 1 vigne (1.640-2.365).

C. — Acquéreurs

Ceux-ci sont au nombre de 162 parmi lesquels :

1 député à l'Assemblée Nationale, Nicolas Destaniol, acquéreur du domaine de Cabrials pour 88.100 livres.

25 marchands ou négociants pour 48 lots ou parties de lots représentant une valeur totale de 1.031.000 livres (prix d'adjudication) : Alengry, fabricant de chandelles, Billières frères, Bonet, Babeau, Coste, J. Donnadiou, David, Destresse, trafiquant en bétail, Farret, Gailhac, Gauthier, Lapeyre, Alexis Murat, Massot, Péret, Rabéjac, Rieux, Roube, Robert Etapier, Siard, Salvan, Tailhan, Vézian et Vernet.

1 banquier, Bourdillon, acquéreur du domaine de Mercoran pour 101.400 livres.

3 acquéreurs qualifiés de bourgeois ou « citoyens actifs » pour cinq lots d'une valeur de 22.000 livres : Audous, Antoine Roube et Souris.

2 religieux acquéreurs de 2 lots pour 14.000 livres : Gaude, prêtre, et Labeilhe, ci-devant capucin.

6 femmes, ayant acquis 6 lots d'une valeur de 21.000 livres : Marie-Claire Audous, épouse de Audous, bourgeois, Marie Laguna, épouse Lutrand, ci-devant procureur, dame Boniol, épouse Pouderos, juge au tribunal (dont les maris ont acquis par ailleurs des biens 4 leurs noms), G. Nattes, épouse Bernard, veuve Catheleau et veuve Gauléjac.

1 aubergiste, Bouisset, pour 2 lots de 26.400 livres.

1 apothicaire, Cassagne, pour 1 lot de 1.500 livres.

1 maître de poste, Crassous, pour 2 lots de 9.000 livres.

23 artisans acquéreurs de 40 lots ou parties de lots représentant une valeur de 534.000 livres :

5 menuisiers : Auriac, Bernachou, Quincourt, Garadot, Libes ;

1 blanchier (travaillant le cuir) : Fontvieille ;

2 bouchers : Astre et Bec ;

1 boulanger : Hortala ;

1 scieur de long : Cabrol.

2 maréchaux : Granier, Tournisac ;

3 cordonniers : Delmas, Marc, Mémint ;

2 charrons : Lenthéric, Olopmie ;

1 mangonnier : Cazals ;

1 sellier : Charles Lenthéric ;

1 tonnelier : Delmas ;

1 meunier : J. Murat ;

1 moulinier de soie : Montagné.

1 cordier : Viala.

6 maçons, plâtriers et géomètres, acquéreurs de 6 lots d'une valeur de 22.000 livres :

2 maçons : Cros et Molinier ;

3 plâtriers : Bouisson, Rives et Valat ;

1 arpenteur-géomètre : Giniès.

9 hommes de loi acquéreurs de 13 lots d'une valeur de 163.000 livres :

1 notaire : Héral ;

3 avoués : Durand, Mazuc, Mimard ;

4 hommes de loi : Azais, Cros, Coste, Dorsène ;

1 ci-devant procureur : Lutrand.

9 fonctionnaires ou anciens fonctionnaires pour 13 lots ou parties de lots d'une valeur de 351.000 livres :

J. Espié-Lirou, ci-devant président de la ci-devant Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier ; Rey-Pailhades, président du tribunal de district ; Poudéroux, Pradines et Coste, juges au même tribunal ; Colard et Fontenay, ingénieurs des Ponts et Chaussées ; Fabre, gendarme, et Régis, instituteur.

16 agriculteurs, ménagers et jardiniers, ayant acquis 30 lots ou parties de lots d'une valeur de 128.000 livres :

Alicot, Andoque, Arnaud, Benoit, Burgues, Chuchet, Donnadiou, Feytis, Garenc, Goudard, Lapeyre, Merle, Olivier, Pailhès, Ségulier, Vergnes.

3 travailleurs, acquéreurs de 4 lots d'une valeur de 17.000 livres :

J. Benoit, G. Murat, charretier, et Mas, éclusier.

3 brassiers, ayant acquis 3 lots pour 47.000 livres :

Buscat, Jougla et Salvagnac (ce dernier, acquéreur pour 45.000 livres d'une partie du couvent des religieuses Sainte-Claire à Beziers, déclara l'avoir acquis pour lui et 10 autres brassiers de Beziers).

32 personnes dont la situation sociale n'est pas mentionnée pour 34 lots d'une valeur de 433.000 livres :

J. Andoque, F. et J. Barthès, Bertrand, Bessières, Bessou, Brunel, Cabanel, Caillé, Coucadis, Cairol, Chalamel, Carles, Cautel, Chavernac, Daumur, Eustache, Fraïsse, François, Fourny, Guibal, F. Gailhac, Genson, Jouel, Les-cure, Mailhac, Martin, Rouyer, Raynal, Roques, Soruzat, Vidal.

19 étrangers à la commune, acquéreurs de 20 lots ou parties de lots d'une valeur de 1.051.000 livres :

Cassefières, J. Pailhades et J. Gelly, ménagers à Corneilhan, Gept et Laurens; Sassier, Soumiech, Capel, Sahuc, Debès, Martin, Camaret et Pourquier frères, ménagers de Villeneuve-lès-Béziers; Trinquier, d'Abeilhac; Prunac et Galibert, négociants à Sète; Jean Laborde, fabricant d'eaux-de-vie de Pouzolles; Tronq, de Roujan, et Charles Duvalet, marchand à Marseille.

1 Espagnol : Diego Montero, gendre d'Alengry, fabricant de chandelles, à qui son beau-père cède une partie d'un champ dépendant du domaine des Bréguès pour 2.000 livres.

Il y eut une revente sur folle enchère pour retard de paiement : 1 champ, pré et bois de rivage de 40 sétérées appartenant au séminaire de Béziers, estimés 38.849 livres et adjugés 138.100 livres à Pierre Mémint, cordonnier à Béziers, le 20 août 1793, furent vendus à nouveau le 21 Nivôse an III à J. Alengry, fabricant de chandelles à Béziers, pour 93.000 livres après 24 enchères, ledit Alengry ayant déclaré avoir acheté pour le compte de Peitavy, boulanger à Béziers.

Commune de Bassan :

3 lots dépendant de la cure de Bassan :

1 champ de 4 sétérées acquis par Caumette, Vinas et Fabre, de Florensac; estimé 200 livres et vendu 305 :

1 terre de 2 sétérées divisée en deux parties acquises par Bourrié et Cazal, de Bassan (100-295).

6 lots dépendant du chapitre Saint-Nazaire de Béziers :

4 champs, olivette, ferrajal et vigne muscat de 8 sétérées (3.151.5.925) et 2 maisons, cazal et jardin (1.725-3.080).

Les acquéreurs sont Reynier, géomètre à Béziers, Bouttes, d'Espondeilhan, pour 2 lots; Tindel, Fabre, Bertadier et Aurus, de Bassan.

Commune de Boujan :

5 lots dépendant de la cure :

2 ferrajals, jardin, champ et olivette de 10 sétérées (2.552-6.720) :

1 lot de terres de 4 sétérées dépendant de la chapelle Saint-Blaise (1.240-3.225).

5 acquéreurs : Cabanel et Salvan, négociants de Béziers; Combes, Granier et Marne, de Boujan.

Commune de Cers :

1 vigne de 9 sétérées dépendant de la chapelle Saint-Férol de Villeneuve estimée 2.485 livres et acquise par Tindel de Villeneuve pour 10.750 livres.

5 lots dépendant du chapitre Saint-Nazaire de Béziers : 2 champs de 6 sétérées, sol et ferrajal, maison et magasin estimés 3.030 livres et acquis pour 4.000 par Massas et Marquié, de Cers, et Belpel, de Portiragnes (2 lots).

Commune de Corneilhan :

14 lots dépendant de la cure de Corneilhan comprenant :

1 maison, 1 aire, 6 champs, 1 vigne rouge, 1 joncassee, 4 olivettes de 25 sétérées, le tout estimé 3.801 livres et vendu 18.147.

Les acquéreurs sont : Rey-Pailhade, président du tribunal de district, J. Pailhade, Gatelau (2 lots); Antoine Royère (4 lots), ménagers; Loubettis (2 lots); J. Boyer; Viguié, curé, qui achète la partie du lot en excédent de celle réservée pour son jardin, et Jeanne Cassefières.

Commune de Lieuran :

13 lots champs et vignes de 36 sétérées appartenant à la cure estimés 4.631 livres et vendus 6.755, acquis par Cabanel, maire, Guibert (3 lots), Varaille (2 lots), Thomas (3 lots), Glaude, Viguié, Ruffié et Deville, tous de Lieuran.

Commune de Lignan :

1 domaine, celui de Lignan, avec château, parc, jardin, bois de charmillé et terres de 920 sétérée et le moulin de Carlet: à l'évêque de Béziers, estimés 235.789 livres et vendus 292.400 à Etienne Salvan, négociant à Béziers.

1 terre de 18 sétérées, dépendant également de l'évêque de Béziers, estimée 2.736 livres et vendue 5.070 à Peitavy, ménager de Lignan.

Commune de Portiragnes :

3 lots : le premier, provenant de la cure, comprenant 1 écurie et patus, 2 ferrajals, 2 champs et 1 herme d'une superficie totale de 11 sétérées (1.060-2.325); le second, provenant de la chapelle Saint-Antoine, comprenant 7 champs et olivettes de 18 sétérées (2.610-2.725); enfin 1 tinéral provenant de l'abbaye du Saint-Esprit estimé 360 et vendu 600 livres.

Les deux premiers lots ont été acquis par Cabanon, le troisième par Rivière, tous deux citoyens de Portiragnes.

Commune de Villeneuve :

40 lots provenant :

De la chapelle Saint-Férol : 1 maison et 16 champs de 54 sétérées (22.298-49.150);

Du prieuré Saint-Etienne : 1 sol et 1 pré de 6 sétérées (2.036-6.000);

Des Ursulines de Béziers : 2 olivettes de 3 sétérées (1.639-5.875);

Chapelle des Onze-Mille-Vierges : 2 champs de 5 sétérées (1.078-2.730);

Ermitage Saint-Victor : 1 église ruinée (404-960);

Pèlerins de Villeneuve : 1 terre de 1 sétérée (951-1.500);

Pénitents Noirs : chapelle, 4 champs et 1 plantier de 3 sétérées (4.477-19.080);

Tiers-Ordre de Saint-François : 1 chapelle (900-9.000);

Tiers-Ordre de Sainte-Catherine : 1 chapelle (700-8.900);

Chapelle Notre-Dame des-Roses : 2 terres de 10 sétérées (6.338-38.425);

Cure de Villeneuve : 1 ferrajal (218-3.030);

Chapelle Sainte-Eulalie : 1 chapelle avec grange et ferrajal (1.800-20.125);

Séminaire de Béziers : 3 champs et 1 pré de 23 sétérées (15.705-84.800).

Ce qui donne une superficie totale de 105 sétérées pour une valeur d'estimation de 58.544 livres et un prix d'adjudication de 249.575 livres.

Les lots ont été partagés entre 28 acquéreurs : Abouzit, boulanger; Alengry, Augé, Bousquet, Bessières, Brun, Capel, Cazamian, Durand; Daudé, homme de loi; Fuzier, Isnard, Imarc, Jany, Jalvy, Laurès, Lautier, Martin, Mijoulet, Rey, Sahuc, Tindel, Villebrun, tous de Villeneuve; Belpel, bourgeois de Cers; Cabannes; Fabre, gendarme; Mauri, tisserand, et Tournissac, maréchal, ces derniers de Béziers

Commune de Cazouls lès-Béziers :

89 lots se répartissant comme suit :

Le domaine de Campagnoles appartenant à l'Ordre de Malte; commanderie de Saint-Félix-de-Sorgues, comprenant métairie avec logement pour le ramonet, écurie, moulin à huile, volailler, bergerie, remise, forge, girbas.

église avec cimetière, basse-cour, ferrajal et jardin, et 8 champs d'une superficie totale de 135 sétérées, évalué 92.130 livres et vendu 106.100 à Antoine Laux, ébéniste à Béziers, pour le compte de Sèbe, Hylaïre, Bezombes, Bonnet, Pruneyrac, Gibaudan, Champagnol, Vidal, Soulaïrol, les deux frères Martin et les trois frères Martel, tous de Cazouls;

35 lots formés de terres et vignes détachés du domaine de Campagnoles, d'une contenance totale de 330 sétérées, évalués 101.800 et vendus 183.000 livres, acquis en majorité par des ménagers de Cazouls, le restant adjugé à Sans, gipier, Gibaudan, maréchal, Robert et Lautier, fabricants de plats, également de Cazouls, et à Donnadiou, ménager, Tibaireng, Ginlès, géomètre-arpenteur, et F. Martin, de Béziers;

5 champs dépendant de la cure de Ramejean, d'une superficie de 29 sétérées, évalués 2.235 et vendus 3.025, 4 à Bessiè-res, homme de loi, et 1 à T. Coste, négociant, tous deux de Béziers;

1 champ et une vigne de 10 sétérées appartenant à la cure de Maureilhan estimés 1.760 et acquis par Soulié, de Maraussan, pour 5.025;

8 champs et une vigne dépendant de l'archiprêtré de Cazouls, d'une superficie de 26 sétérées, évalués 5.419 et vendus 16.155 à Tudiès, de Béziers, pour Marie Dorsène, veuve Anglade, ci-devant conseiller correcteur à la Cour des Aides de Montpellier, pour 6 lots, Gibaudan et Fonvielle;

6 lots dépendant de l'évêché de Béziers, maison ci-devant château, basse-cour et terres de 85 sétérées, 2 fours à cuire le pain et garrigues de 150 sétérées, évalués 36.769 et vendus 42.055 livres à Fourès (2 lots), Gibaudan, Creston, Alengry et J.-B. Salles, tous de Cazouls;

1 champ et herme de 46 sétérées de l'abbaye de Foncaude, évalué 16.837 et adjugé pour 38.500 livres à L. Bonnet, négociant de Béziers;

1 lot dépendant du chapitre Saint-Aphrodise : 40 sétérées de champs estimés 23.536 et acquis pour 50.700 par J. Maurin, homme de loi de Béziers;

18 champs, vignes et hermes de la chapelle Saint-Jean-de-Moulas, d'une superficie de 18 sétérées, estimés 3.010 livres et vendus 9.873 à 12 ménagers de Cazouls et à Andrieu, de Béziers;

3 lots, maison et vignes provenant de la chapelle Saint-Crépin, de 6 sétérées, évaluée 1.819 livres et vendus 3.480 à Martin et Soulaïrol, de Cazouls, et Pigninier, de Béziers;

6 lots provenant de la chapelle de Baboulée : petit magasin, champs, vignes et herme de 68 sétérées estimés 6.507 livres et vendus 14.170 à Vidal, Champagnol, Gibaudan et Fonvielle aîné, de Béziers, et Bousquet, de Ville-neuve;

1 vigne et champ de 6 sétérées provenant de la chapelle de Saint-Jean-Baptiste, évalué 649 livres et acquis par Soulaïrol pour 2.500;

1 lot dépendant du prieuré de Savignac : terres de 18 sétérées (3.502-3.600), à André Gibaudan, de Cazouls;

1 champ de 1 sétérée à l'Ermite de Notre-Dame-d'Agde, estimé 1.200 et vendu 3.370 à J. Martin;

1 lot venant de l'Ermitage de la Providence : vignes et champ de 6 sétérées estimés 1.800 et acquis pour 4.750 par Rouanet, de Maraussan.

Commune de Colombiers :

32 lots :

11 champs, terres et jardin dépendant de la cure : 24 sétérées (2.860-4.622);

1 champ de l'abbaye Saint-Esprit de Béziers : 3 sétérées (660-1.010);

1 terre de la chapelle des Pénitents Noirs : 5 sétérées (220-405);

2 champs à l'étang de la Fabrique Saint-Félix de Béziers : 49 sétérées (13.817-38.825);

11 champs et vignes de la Fabrique de l'Eglise de Colombiers : 75 sétérées (9.858-29.710);

5 champs, vignes et ferrajal du collège de Béziers : 30 sétérées (18.634-39.955);

1 vigne de la chapelle Notre-Dame-de-Pitié : 7 sétérées (924-2.500).

Ces lots sont partagés entre 18 acquéreurs se répartissant comme suit :

Blayac (3 lots), Crassous, Fourès, Lavit (2 lots), Martin, Mourgues, maître

en chirurgie, Régis (3 lots), Séguv (2 lots); Thomières, de Colombiers; Fanguy, de Roujan (2 lots); Astiès (2 lots), Décamp, Etienne Cazals; Martin, feudiste (2 lots); Mandeville (3 lots); Pathouzié, négociant; Prat; Vincentis, négociant (5 lots), ces derniers de Béziers.

Commune de Lespignan :

31 lots :

Le prieuré de Saint-Aubin, avec ses bâtiments, vignes, olivettes et terres labourables de 90 sétérées, estimée 11.000 et acquis pour 28.400 par Eustache père, de Béziers;

Sur l'évêché de Béziers, 1 bâtiment acquis par la municipalité pour 365 livres sur une estimation de 308 et un moulin, tinéral et champ de 1 sétérée acquis par Gleizes pour 3.260 livres sur une estimation de 1.635;

Sur le séminaire de Béziers, 1 maison avec pallier, basse-cour, patus et jardin estimée 2.345 livres et acquise pour 6.800 par F. Batalié, et 8 lots, ferrajal, vigne, champs et pastoral de 42 sétérées estimés 9.639 et acquis pour 50.765 par F. Batalié, Cairol, Capdeville, Fabre, G. Ponsonaille (3 lots) et Tindel de Béziers;

Sur la Fabrique de Lespignan, 5 champs, vignes, olivettes et hermes de 24 sétérées estimés 3.940 et acquis pour 13.850 par Berthuel, Combes, Crubézy, G. Ponsonaille et Vidal, tous de Lespignan;

Sur la chapelle de Vigneur, 11 lots champs, olivettes et hermes de 38 sétérées estimés 3.288 et acquis pour 6.107 par Blanquié, Capdeville, Crassous (4 lots), Crubézy, Ponsonaille, Roque, Vidal, de Lespignan, et Tindel, de Béziers;

L'église des Pénitents Blancs estimée 2.000 et vendue 3.050 à Pagès;

Enfin, diverses pièces de terres dépendant de la chapelle de Cavaignac, d'une superficie de 43 sétérées, estimées 3.300 livres, ont été acquises pour 6.450 par Capdeville, de Lespignan.

Commune de Maraussan :

9 lots :

Cure : 3 vignes et terres de 28 sétérées, (4.782-16.585);

Cure de Villenouvelle : maison, écurie, cellier, sol, église, sacristie, cimetière, jardin et petit pré (3.100-25.000);

Chapitre Saint-Nazaire : maison, tinéral, magasin et sol à dépiquer (3.014-6.175).

Ermitage de la Providence : couvent, église, tinéral et jardin, 4 lots vignes et champs de 13 sétérées (2.740-7.675).

7 acquéreurs : Alengry, Belaman, Rouch (3 lots) de Maraussan; Soulié, Brès, de Murviel; Coste, négociant, et Pathouzié, de Béziers.

Commune de Sauvian :

10 lots :

Le domaine de Sauvian avec bâtiments, 5 champs de 15 sétérées, 4 vignes de 10 sétérées et ferrajal de 3 sétérées, évalué 12.382 livres et acquis pour 21.000 par Chalamel, négociant à Béziers;

Sur la cure de Sauvian, 1 vigne de 2 sétérées et sur la chapelle Notre-Dame-du-Rosaire le reste d'une vigne en excédent sur l'arpent attribué au curé, les 2 lots estimés 686 livres et vendus 570 à Simy, curé de Sauvian;

Sur le chapitre d'Agde, 2 vignes de 8 sétérées évaluées 342 livres et vendues 545;

Sur les chapelles Sainte-Catherine et Notre-Dame-de-Pitié, 4 lots champs et olivettes de 16 sétérées (5.788-8.555);

Sur la commune, une partie des fossés (346-500);

Ces lots acquis par Calvet, Delas, Iché et Richard, ménagers de Sauvian, Rey, de Sérignan, Tibairenq et Boyé, de Béziers.

Commune de Sérignan :

27 lots :

Bénédictins de Saint-Thibéry : maison, cour, écurie et patus, 3 champs, ferrajal et vigne de 5 sétérées, le tout estimé 9.333 livres et vendu 19.005 à

Adrech, de Villeneuve, Jamme, de Sérignan, Pezet et Valessie, hommes de loi, de Béziers;

Miséricorde de Béziers : ferrajal et 5 champs de 32 sétérées (21.121-52.070); acquis par Alignan (2 lots), B. Rey et Cantan, de Sérignan, Martin et Tindel, de Villeneuve;

Chapitre de Sérignan : 5 champs et olivettes de 14 sétérées (4.977-13.430) acquis par Alengry, de Villeneuve, Jeaussan, meunier, Thomas, Pourquier et Visset;

Pèlerins de Villeneuve : 1 terre de 2 sétérées (1.604-5.800), acquise par Belpel, de Portiragnes;

Enfin, provenant de diverses chapelles : Notre-Dame-de-Pitié, Notre-Seigneur, Saint-Sébastien, Saint-Marc, du Bassin-du-Purgatoire et Saint-Nazaire-d'Auberte, 11 lots, champs, vignes, 2 écuries, d'une superficie de 40 sétérées et d'une estimation de 5.927 acquis pour 23.840 par Cabrillac, Granier, curé, qui achète pour 60 livres la partie du champ en excédent de celui qui lui a été attribué comme jardin; Lacroix, Lamothe, Lamouroux, Robert, Thomières, de Sérignan; Richard, ménager, de Sauvian; Adrech, de Villeneuve; Gauthié et Valessie, hommes de loi, de Béziers.

Commune de Vendres :

12 lots :

Chapitre Saint-Nazaire : 1 tinéral avec cuves et fouloir, estimé 184 livres et vendu 230 à demoiselle Farret, veuve Ain, de Béziers; 1 moulin à huile estimé 500 livres et acquis pour 1.000 livres par la municipalité;

Pénitents Bleus : 1 église estimée 2.200 et acquise pour 2.500 par Blanquier, de Lésignan;

Chapelles du Purgatoire et Saint-Germain : 2 caves, 4 vignes et champs et 1 terrain avec vestiges de l'église Saint-Martial; superficie totale : 9 sétérées; estimation : 1.786 livres; vendus 2.825 à Alliès (3 lots), Baptiste, Durand, Sahuc, de Vendres, et Riche, de Servian.

Commune de Valras :

Une terre avec vieil ermitage dépendant du prieuré estimée 220 livres et acquise pour 550 par Jaume, de Sérignan.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

179 lots provenant :

Evêché d'Agde : le domaine de Saint Martin, de 615 sétérées, estimé 60.244 livres et vendu 130.300 à Roux, négociant à Sète et administrateur du département;

1 moulin à blé sur l'Hérault, vendu pour 120.000 livres, prix de l'estimation, et le palais épiscopal estimé 16.200 et vendu 26.000, les deux lots acquis par la municipalité;

1 jardin et 4 champs d'une superficie de 74 sétérées estimés 33.172 et vendus 60.225, acquis par Arnaud, Barré, Bousquet, commissaire des classes de la marine à La Ciotat; Coste, négociant, et Embry-Saladry, maire d'Agde;

Chapitre d'Agde, précenteur, bénéfice du côté droit et camérierie du chapitre : 3 domaines : celui de Moureau, de 513 sétérées, estimé 137.296 et acquis pour 190.000 par Malibrant, de Bessan; le domaine de Mermian, de 547 sétérées, estimé 150.843 livres et vendu 315.100, et celui de Gauzy, de 326 sétérées, estimé 56.100 et vendu 125.700, ces deux domaines acquis par Jany, négociant à Villeneuve;

13 maisons, dont une dite du boulanger, avec four, d'une valeur totale de 50.400, acquises pour 85.615 par André Arnaud, négociant, P. Arnaud, Aubin, Barrière, Bousquet fils, Coste neveu, homme de loi, Carbasse, boulanger (acquéreur de la maison avec le four), Fabre, Méric, Ricard, Robert, Taillet, médecin, tous d'Agde, et Caucadis, de Béziers;

1 enclos avec grenier à blé, celliers, cuves en pierre et hangar, 1 magasin,

1 métairie, chapelle et aire, le tout estimé 8.162 livres et acquis pour 49.505 par Bousquet fils, Béziers et Barreau, d'Agde, et Jullian, de Bessan;

17 champs, ferrajal, vignes et olivettes de 85 sétérées, estimés 30.041 et vendus 66.491 à Barrière, charron, Bousquet, commissaire des classes de la Marine à La Ciotat, Caussy, Ciraudié (2 lots), Deporta (2 lots), Embry-Saladry, maire, Giraud, Méric, Ravaille, Rat, Rigaud, Sabatier, Foutier, Taillades, ménager, et Taillet, médecin;

Archidiaconé : 1 maison acquise par Sever Gout et 1 champ de 8 sétérées par Embry-Saladry, maire (9.586-15.300);

Dominicains : le domaine de Caillan de 785 sétérées, estimé 240.410 livres et vendu pour 315.000 à Etienne Sabatier, négociant à Montpellier;

Cordeliers : le couvent avec son cloître, église et magasins estimé 6.030 et acquis pour 9.125 par Béitrand, d'Agde;

1 maison et 1 métairie et aire estimées 2.400 livres et vendues 6.850 à Arnaud, négociant, et Relius, d'Agde;

6 champs et vignes de 29 sétérées, estimés 9.301 et vendus 21.185 à Béitrand, Deville, Gastine, Le Pelletier, Reboul et Roussel;

Pénitents Blancs : chapelle, tribune, corridor magasin, sacristie, chambre du Conseil et clocher estimés 5.000 livres et vendus 7.520 à Bousquet, d'Agde;

Pénitents Gris : chapelle, estimée 2.000 et vendue 4.475 à Simon Bompar;

Capucins : 7 maisons dont une servant d'auberge avec cuisine, petit salon, chambres et écurie, au Grau-d'Agde, les autres avec cuisines et 2 chambres chacune, 1 vigne et herme de 3 sétérées avec chapelle maintenant écurie, le tout estimé 2.500 et acquis pour 12.352 par Coste-Mazel, négociant à Béziers (2 lots), Fabre, de Nizas, Arnaud, Bompar, Mouret, Casas, Bousquet, Balguerie et Carriès, négociant à Agde et administrateur du département;

Religieuses Sainte-Marie : la maison des religieuses avec vieille bâtisse et cimetière, chapelle, cœur, chambres, grenier et galetas, divisée en 5 lots estimés 14.000 livres et vendus 27.040 à Bompar (2 lots) et Antoine Barral (3 lots), tous deux d'Agde;

Religieuses de Notre Dame : 2 maisons divisées en 5 lots estimées 4.100 et vendues 7.930 à Arnaud, Duos, maçon, Selvi et Marquez, brassiers, Fages, Cairol et Taillade, ménager;

Couvent Notre-Dame-du-Grau : le couvent et l'église de Notre-Dame-du-Grau, estimés 13.000 livres et vendus 40.000 à Pierre Marc, cordonnier à Béziers;

1 chapelle estimée 600 livres, acquise pour 3.005 par Arnaud, d'Agde, et 13 petites chapelles estimées 20 livres chacune et acquises pour 325 livres par Henri Bompar, d'Agde, expert de l'Administration;

8 lots bois, champs, enclos, pré, jardin avec logement du jardinier et écurie, d'une superficie totale de 16 sétérées, estimés 4.280 et vendus 23.595 à Louis Ravaille (4 lots), d'Agde, Pierre Marc, cordonnier (3 lots), et Benoit, jardinier, tous deux de Béziers;

Chanoinerie de Cossanesses : 1 maison estimée 5.300 et vendue 15.000 à Henri Bompar, d'Agde;

Ordre de Malte : 1 champ de 4 sétérées, estimé 1.683 et acquis pour 4.500 par Jean Bompar pour son épouse;

Canoniat de Podic : 2 maisons acquises par Fayet, cordonnier, et Aubin, négociant (10.850-23.050);

Charité de Michel Py et Charité de Murles : 1 maison et 3 vignes de 6 sétérées, le tout estimé 2.806 et vendu 5.275. Les acquéreurs sont Brigitte Brané, épouse Grégoire, Caussy, Autié fils, Boissy et Montanié;

Cures Saint-Etienne et Saint-André : 2 champs de 7 sétérées estimés 1.808 et acquis pour 3.845 par Deporta, d'Agde, et Molle, de Bessan;

Séminaire-collège d'Agde : 1 terre de 20 sétérées estimée 10.674 et acquise pour 38.000 par J. Rey, d'Agde;

20 chapelles : Sainte-Catherine et Saint-Sever, Saint-Sébastien, du Bassin des Ames, Notre-Dame, Saint André, Saint-Thomas, Sainte-Onuphre, Sainte-Anne, Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Jean, Très-Sainte-et-Indivisible-Trinité, Saint-Bénézech et Saint-André, Notre-Dame-en-Cité, Saint-Vital et Saint-André, Corpus-Christi, Saint Barthélémy, Saint-Martin, Sainte-Maxence, Sainte-Croix, Notre-Dame-de-Saint-Sever, Jacob-et-Salomé, pour :

4 maisons, dont l'une avec four achetée par Fangeau, boulanger, et une écurie;

84 champs, vignes, olivettes et hermes, d'une superficie totale de 287 sétérées. Les acquéreurs sont au nombre de 48 :

Audibert, administrateur du district; Arnaud; Bompar, expert de l'Administration (3 lots); Brun, Barral, Bélitrand, Bernard, Bousquet, Bouisson (2 lots); Bonnafous, boulanger; Caussy, Caumet; Ciraudié, officier municipal (13 lots); Cuillie; Coste, négociant (2 lots), Deporta (4 lots), Durand, homme de loi; Embry-Saladry, maire; Fabre (3 lots), Fournier (3 lots), Girard, Guiraud; Guilhaumon, apothicaire (2 lots); Guy (2 lots), Laffon, Lachaud, Martin, Méric (3 lots), Méau, Quercy, Rigaud (2 lots); Rigal, curé de Saint-Sever; Rat, Rous-sel, ménager; Ravaille (3 lots), Rouquette; Reclus, notaire (4 lots); Soulié; Tailhades, ménager, tous d'Agde; Vidal, dit l'Angrole, ménager (2 lots); Bour-don et Redon, de Bessan; Espinasse et Floret (2 lots), de Béziers.

Commune : 1 terre de 26 sétérées, estimée 45.000 livres et acquise pour 415.000 livres le 29 Vendémiaire an IV par Carbennel, de Béziers, pour J. Rai-naud, d'Agde.

1 creux à fumier estimé 675 et acquis le même jour pour 40.025 par Quéri et Barrau, d'Agde.

Commune de Bessan :

45 lots dépendant :

Cure : 1 champ de 20 sétérées et rivage de 2 sétérées estimés 14.300 et acquis pour 31.500 par Aubin;

Ermitage de Bessan : 3 lots, l'ermitage et la chapelle, champ et jardin potager contigu, estimés 750 livres et vendus 765 à Jacomel, de Méze;

Pénitents Gris : la chapelle avec sacristie estimée 1.300 et acquise pour 5.325 par M. Jullian, de Bessan;

Fabrique Saint-Pierré : 6 lots champs et olivettes de 42 sétérées estimés 38.035 et vendus 108.865 à Brun, Loubiès, F. Vidal et son fils, Tondut, Molès, Vincens, Tauri, de Bessan, et P. Baille, de Marseillan;

Confréries du Saint-Sacrement et des Deux-Trentenaires : 7 lots champs et vignes de 12 sétérées estimés 3.394 et vendus 14.740. Les acquéreurs sont : Barral, Arribat, Canet, Molès, Malibran (2 lots) et Tauri;

Diverses chapelles : Saint-Antoine, Saint-Laurent, Jacob et Salomé, de la Trinité, Notre Dame de l'Albergue, de la Tribune et Saint-Jean;

27 lots champs, vignes et ferrajal d'une superficie de 145 sétérées, estimés 67.274 et vendus 127.473 à 20 acquéreurs : J.-L. Tournal (5 lots), Adgé, Tondut, Jullian, Malibran, Grégoire, Tauri, Causat, Molès, Brun, P. Charot, Deimas, Arribat, Houquetty, Hérail, Jaume, Coste, Rouzié, J. Charot, Vernière et Mou-reau, notaire à Béziers (4 lots).

Commune de Marseillan :

64 lots en provenance de :

Evêché d'Agde : le ci-devant château en état de vétusté estimé 1.500 et vendu 14.850 à Bonnafous, pour J. Barral d'Estève;

Récollets : le couvent avec l'église et un enclos estimé 8.000 et acquis par la municipalité pour 18.100; une église avec réfectoire, enclos, corridors, com-muns et écuries estimée 2.353 et acquise le 22 Fructidor an III par Tréboulon, de Béziers, pour 404.000;

Pénitents Blancs et Pénitents Gris : les deux chapelles estimées 12.500 livres et acquises pour 13.000 par Bouisset et J.-B. Maffre;

Ordre de Malte : le domaine de Saint-Jean à Marseillan comprenant :

1 lot formé du logement du ramonet, écurie, jas, volailler, jardin, aire et 2 champs de 16 sétérées estimés 5.080 et acquis pour 6.770 par Pierre Baille, de Marseillan.

44 lots champs, vignes rouges et blanches et hermes formés par le mor-cellement du domaine, d'une superficie de 235 sétérées, estimés 79.352 et vendus 89.330 à 48 habitants de Marseillan parmi lesquels on peut noter 2 négociants,

3 maçons, 5 artisans, 1 apothicaire, plusieurs ménagers, 2 brassiers et 2 travailleurs;

Chapelle Saint-Claude : 1 écurie et 12 champs et vignes de 11 sèterées, le tout estimé 6.588 et vendu 11.970. Les acheteurs sont : Lugan (3 lots), P. Banq (2 lots), Etienne Banq (2 lots), B. Mimard, H. Mimard, Mathiou, Roque, Dauly et Marie Canet, tous de Marseillan;

Commune : l'ancienne maison commune estimée 3.908 et acquise pour 51.000. par Bouisset, de Marseillan.

Commune de Vias :

Chapitre d'Agde et archidiaconé du chapitre :

1 maison avec cellier, cave et écurie estimée 5.000 et acquise pour 5.050 par Guy, notaire à Vias, pour Vieu, son gendre, et Marquié, de Cers;

1 magasin à foin à ciel ouvert acquis pour 1.800, prix d'estimation, par Belpel, de Vias.

19 champs et ferraïal de 143 sèterées estimés 19.859 et vendus 56.038. Les acquéreurs sont : Blanc, tailleur; Combes, Sarran, Barral; Igounenq, tonnelier (2 lots), Jaume, Blaquièrre, bourgeois (2 lots), Murat, Gounin, Vieu, Antoine Mas; Camaret, notaire, Caylet, Belpel, Castan; dame Michel, veuve Marquié; Maine, maréchal; Vinson, brassier, tous de Vias; Pourquié et Tindel, de Ville-neuve; Marquié, de Cers.

Cordeliers d'Agde : une rente de 110 livres sur les biens de Caissié, homme de loi, estimée 1.650 et acquise pour ce prix par Bouffard, de Bessan.

Cure de Vias : 5 lots champs et vignes de 23 sèterées estimés 4.644 et acquis pour 14.685 par Belpel, Caïtan, Guichou, Seube et Vieu.

Pèlerins : 1 champ de 1 sèterée estimé 600 livres et acquis pour 700 par Brun, lieutenant des douanes.

Pénitents Blancs : la chapelle divisée en 2 lots estimés 2.100 et acquis tous deux 2.150 par Belpel; un enclos avec ruelle, 1 champ luzerne et 1 vigne de 5 sèterées estimés 1.650 et acquis pour 1.760 par Blaquièrre, Belpel et Huc, cordonnier.

Diverses chapelles : Saint-Georges, Saint-Antoine et Notre-Dame : 8 champs, vignes, prés et olivette de 28 sèterées estimés 5.000 et vendus 14.300.

Les acquéreurs sont : Belpel (3 lots), Barral (2 lots), Jaume (2 lots) et Garrigue, tous de Vias.

CANTON DE BEDARIEUX

Commune de Bédarieux :

5 lots :

Cure : 1 petite vigne (50 550);

Prieuré : champ 3 sèterées (180-700);

Capucins : bâtiment du couvent avec jardin, enclos et parc (6.000-9.900);

Abbaye de Villemagne : fours sauniers (1.200-6.000) et ancienne prison (50 60).

Les acquéreurs sont : Caudenier, G. Laconquié, de Béziers, Jourfie, P. Vallette et dame J. Durand.

Commune de Camplong :

Œuvre de Saint-Martin : 6 champs, pré, bois taillis et châtenette de 4 sèterées estimés 2.060 et vendus 7.875.

Cure de Saint-Etienne : chapelle, cazal, petit bois et 2 jardins (590 850).

Les acquéreurs sont : Durand (3 lots), Martin (3 lots), Desèrche (2 lots), Cance, Raynaud et Gras de Lunas.

Commune de Pézène :

1 pré et 1 vigne de 4 sèterées dépendant de la cure estimés 675 livres et acquis pour 1.715 par Boyer et Couderc, de Pézène.

Commune de Boussagues (aujourd'hui La Tour-sur-Orb) :

1 four, 2 cazals et 10 lots champs, vignes et hermes dépendant de l'archi-

prêtre, des chapelles du Mas-Blanc, de Notre-Dame-de-Pitié et de Saint Martin-de-Clémenson.

L'estimation est de 3.178. La vente a produit 4.308 livres pour 9 acheteurs : Nègre (3 lots), Bouissy, Fabre, Milhau, Salasc, Marrou (2 lots), Corneille (2 lots), Astruc, de la Verrerie du Bousquet, et Barthélémy, de Camplong.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Capestang :

2 lots dépendant de l'archevêché de Narbonne : le domaine de Montels, de 45 sèterées, estimé 10.582 et acquis pour 15.600 par Gibenis, et un vieux château délabré avec basse-cour et terrasse, estimé 2.000 et acquis pour 8.625 par J. Lartigue, médecin.

15 lots champs, vignes et olivettes dépendant du chapitre Saint-Etienne, d'une superficie de 100 sèterées, estimés 11.526 et vendus 25.049 à 12 acquéreurs de Capestang parmi lesquels T. Bonnefous, notaire.

Le domaine du Viala, de 304 sèterées, appartenant au chapitre Saint-Nazaire, estimé 49.360 et acquis pour 71.100 par Audibert, de Béziers, pour Maury, bourgeois de Nissan, et 1 olivette de 12 sèterées acquise pour 2.100 par demoiselle Rastoul.

1 champ de 2 sèterées dépendant de la fabrique de Poilhes, acquis pour 650 par Blanc, de Poilhes.

1 écurie, 5 champs et vigne de 20 sèterées dépendant des chapelles Saint-Etienne et Notre-Dame-de-Pitié estimés 3.510 et vendus pour 8.675 à Payre, J. Castres et Babret.

Commune de Creissan :

Chapitre Saint-Just de Narbonne : le château avec magasin, cuve, fouloir et pressoir, condamines de 42 sèterées et champs de 60 sèterées, le tout estimé 22.728 et acquis par J. Guilhaumon, de Puisserguier, pour 37.500.

Chapelle du Purgatoire : 1 maison avec écuie et basse-cour, 35 champs, vignes, olivettes et hermes de 93 sèterées, le tout estimé 7.256 livres et vendu 13.621. Les acquéreurs sont : Pujol (10 lots), Lignon (6), Tissier, Augé (3), Milhau (3), Escande (2), Robert, Pétit (2); Payre, bourgeois de Capestang (2); de Lescure (3) et Daumur, de Béziers.

Commune de Maureilhan :

Le domaine de la Camérierie, de 60 sèterées, dépendant du chapitre Notre-Dame de Cassan, estimé 18.790 et vendu 46.100 à Latapie.

Le domaine de Saint-Paul, de 195 sèterées, appartenant au chapitre Saint-Paul de Narbonne, estimé 68.574 et vendu pour 112.000 à Rouanet, négociant, J. Guibert, Bessière, Sauret et Latapie.

1 condamine de 30 sèterées dépendant du chapitre Saint-Jacques de Béziers, divisée en quatre parties estimées 4.450 et acquises pour 6.000 par Alengry, Latapie, Vaisse, de Marseillan, et Cance, de Béziers, conjointement avec sa femme et sa sœur, et 14 lots vignes, terres et champs de 105 sèterées estimés 12.685 et vendus 22.140 à Antoine Alengry (2 lots), Jean Alengry (3 lots), Aubès, de Capestang, et Cance, de Béziers, conjointement avec sa femme et sa sœur (8 lots).

La maison curiale, église, ferrajal, aire, sol et cimetière dépendant de la cure de Ramejan, estimé 1.800 et acquis pour 9.100 par Antoine Vézian, de Béziers, pour sa femme et sa belle-sœur.

Un bas de maison et 9 champs, vignes et olivettes de 25 sèterées, le tout estimé 6.300 et vendu 12.000 à Baisse (3 lots), Rey, J. Baisse, Vergnes, Py, Sirgues, Tindel et Fourès.

5 petites aires et olivette de 1 sèterée dépendant du prieuré (390-2.050). Les acquéreurs sont Cazalède, Fourès, Py, Soulié, de Maraussen (2 lots) et Sauret, homme de loi de Béziers.

3 champs de 14 sèterées dépendant de l'ermitage de la Providence estimés 3.780 et acquis pour 11.555 par Guy, menuisier, et Gibaudan, maréchal, tous deux de Maureilhan, Senaux et Bélaman, de Maraussen.

Commune de Montady :

Chapitre cathédral de Béziers : 1 domaine de 410 sétérées estimé 75.250 et acquis pour 91.000 par de Jessé, Castan, prêtre, Audibert, administrateur du district, et Tudiès, homme de loi, tous de Béziers.

Chapitre de Capeatang : 1 terre dans l'étang de 29 sétérées estimée 6.079 et acquise pour 9.325 par Couderc, de Montady.

Cure : 1 champ de 9 sétérées (2.376-3.150) acquis par Aubès, de Montady, pour lui, son frère, son cousin, Cugnenc, Delfau et Bélaman, tous ménagers à Montady.

Fabrique : 2 champs de 2 sétérées (469-2.825) acquis par Aubès et Cugnenc, de Montady.

Chapelle Notre-Dame-de-Pitié : 3 champs de 71 sétérées estimés 9.878 et acquis 24.800 par Régis, de Colombiers, pour 33 sétérées et Moria, capitaine au régiment de l'Ile-de-France, pour 38 sétérées.

Commune de Nissan :

Ordre de Malte : le domaine de Périès, divisé en trois parties comprenant : la première, 314 sétérées terres et champs et 486 sétérées de garrigues; la seconde, la moitié des bâtiments et 530 sétérées champs et pacages; la troisième, l'autre moitié des bâtiments et 666 sétérées champs et vignes et 23 sétérées hermes estimées respectivement 36.770, 75.086 et 87.550 et acquises par Gardès, homme de loi, pour 76.000, par Blanquié pour 114.100 et par Gardès, Jalabert, Séguay, Pastrè aîné et cadet et Razigade pour 124.500.

Archevêché de Narbonne : champ de 1 sétérée et four ci-devant banal estimés 948 et vendus 1.650 à Lamour et Maury.

Religieuses du Saint-Esprit de Béziers : 1 champ de 1 sétérée estimé 192 et acquis par P. Cavaillé pour 555.

Cure : 4 champs de 10 sétérées (940-555) acquis par Gardès, homme de loi de Nissan.

Prieuré : 4 champs et ferraïal de 33 sétérées (4.499-9.555). Les acquéreurs sont Aubès, Bonnestève (2 lots) et Gardès.

Diverses chapelles : de l'Assomption, Saint-Paul, Saint-Pierre et du Purgatoire : 13 champs et vignes de 56 sétérées (4.192-17.460) acquis par Maury (3 lots), Bonnestève (2 lots), Lamur (2), Martin (2). Dabadie, Gardès, Peyre (2).

Ermitage de l'Acies : bâtiment, patus, église et jardin (300-305), à J. Bonnestève.

Commune : la maison dite l'Hopital, servant à recevoir les mendiants, estimée 15.375 et vendue 36.000 à P. Guy, de Nissan.

Commune de Poilhes :

Le domaine de Régismond appartenant au chapitre Saint-Paul de Narbonne de 645 sétérées, estimé 57.618 et acquis 225.000 par Guy pour demoiselle Marie Rastoul.

3 champs, pré et ferraïal de 12 sétérées dépendant de l'archevêché de Narbonne, estimés 1.235 et acquis pour 2.064 par Vallat, avoué à Béziers (2 lots) et Blanc, de Poilhes.

2 champ et olive de 11 sétérées appartenant à la cure de Poilhes, estimés 995 et acquis pour 2.885 par les mêmes Vallat et Blanc.

1 vieille bâtisse et 8 champs, pré et vigne dépendant de la fabrique (3.820-11.800). Les acquéreurs sont Bousquet (3 lots), de Poilhes, Vallat, avoué (4 lots), et G. Fontvieille (2 lots), tous deux de Béziers.

1 écurie et 4 champs, ferraïal et hermes dépendant de la chapelle Saint-Martin, estimés 1.597 et vendus 3.515 à Bousquet (3 lots), Blanc, de Poilhes, et Fontvieille, de Béziers.

1 champ de 10 sétérées, dépendant de la cure de Montady, de 594 livres acquis pour 705 par Hérail, notaire à Béziers.

Commune de Puisserguier :

2 domaines :

Celui de Lussan, de 532 sétérées, appartenant à l'abbaye de Foncaude, estimé 54.500 et acquis par de Jessé le père pour 90.200;

Celui de Milhau, appartenant à l'Ordre de Malte, comprenant maison du ramonet, cellier, écurie, volailler, bergerie, basse-cour, champs, vignes et terres labourables de 394 sétérées, hermes de 735 sétérés, estimé 12.945 et acquis pour 100.100 par Coste, greffier du tribunal, pour Pierre Fayet, négociant à Beziers.

Cure : 6 vignes, olivettes et terres de 15 sétérées estimées 1.990 et vendues 4.060 à Bernard, Chabbert (2 lots), Dours, Marty et demoiselle Guilhaumon.

Ermitage de Saint-Chistol : 3 lots, église, 2 petites maisons, sol et vigne, 5 sétérées, estimés 1.133 et vendus 1.410 à Audric, Blanchard et Guilhaumon, négociant.

Diverses chapelles : Saint-Sébastien, Saint-Etienne, d'Aussières, du Saint-Sacrement, du Bassin du Purgatoire et d'Aiguevives : 2 maisons, 1 moulin à huile, 55 lots champs, vignes, olivettes, ferraials et hermes de 114 sétérées estimés 19.473 et vendus 39.387.

Les acquéreurs, au nombre de 26, sont :

Ajouiet, Barthe (3 lots), Baubou (4), Baccou, Bernard (5), Chappert (2), Contat, Creston (2), Guilhaumon, négociant (5), sa fille, Guilhaumon, ménager (4), Lescure (8), Lescure, ancien mousquetaire, Lautier (2), Mas (2), Merie, miquei, Montserrat, Pujol (2), Poux, boulanger, Sipière (5), Tarbouriech, Trégit, Vidal, tous de Puisserguier, et Pujol et Petit, de Cessan.

Commune de Quarante :

Abbaye et chapitre de Quarante :

2 domaines : celui des Pradels avec bâtiments, basse-cour, aire, 39 sétérées d'olivettes, 185 sétérées de champs, 91 sétérées vignes rouges et muscat, 19 sétérées pacages et 77 sétérées de garrigues, estimé 64.500 et acquis pour 112.510 par Crassous, maître de poste, pour J. Dartigue-longue, agent de change, demeurant à Paris, rue Montmartre, paroisse Saint-Eustache, et celui de la Grange-Basse avec métairie, cour, 36 sétérées de prés, 141 sétérées de champs, 17 sétérées de vigne, 141 sétérées de garrigues, estimé 29.920 et acquis pour 41.100 par Carles et Massot, marchands à Béziers;

3 maisons avec verger, jardin et ferraial de 8 sétérées et 1 bergerie avec pigeonnier et terres de 13 sétérées, le tout estimé 7.070 et vendu 11.000 à Charles et Louis Pradal, Gleizes, Brieuze, Bernard et Azéma;

21 lots champs et olivettes de 110 sétérées estimés 16.285 et vendus 31.195 à Lafont (2 lots), Louis Pradel, Carcenac, Azais, Lignon, ménager, Pupille, Lacroze, Tarbouriech, Cassan, Fontès (2), Rech, Rusquier, Cabannes, Mouret, Azais, de Quarante, Lacombe et Lautrec, d'Ouveilhau, et Baugy, de Cruzy (2).

Il convient enfin de noter que 2 moulins à huile estimés 3.200 et acquis pour 4.025 par la municipalité de Quarante le 9 août 1791 ont été revendus le 24 septembre 1792, an IV de la Liberté et I de l'Egalité, sur la même estimation et achetés par Meynaud, de Béziers, pour 2.375 et Tarbouriech, de Quarante, pour 9.600.

Chapelle Sainte-Anne : 4 champs, vigne et olivette de 3 sétérées, estimés 425 et vendus 920 à Mouret (2) et Lacombe, de Quarante, et Viennet, de Béziers.

CANTON DE FLORENSAC

Commune de Florensac :

Chapitre Saint-Pierre de Montpellier : 2 terres de 61 sétérées et 19 sétérées (23.152-35.200), à Barral, de Barret.

Bénédictins de Saint-Thibéry : 3 champs de 18 sétérées (4.194-8.725), à Fornairon, Imarc, de Villeneuve, et Eustache, de Pézenas.

Cure : biens éparés de 33 sétérées (7.033-7.275), à Vernière, bourgeois.

Fabrique : 6 champs et ferraial de 11 sétérées (4.657-4.943), à Barret, Bedin, Caussy, Chartier, Garrigue et Guérin.

Pénitents Noirs : la chapelle (800-830), à Toquebiau.

Pénitents Blancs : la chapelle, jardin et sacristie, en 2 lots (650-775), à Brémond et Caussy.

Prieuré de Courbian : biens épars de 11 sétérées (2.513-4.150), à Belpel, de Bessan.

15 chapelles : Saint-Sébastien, Saint-Pierre, du Cantage, à la nomination des Consus, Saint-Fulcrand, Saint-Antoine, Sixte-Bourguignon, Jeanne-Alsicante, Sainte-Onuphre; Notre-Dame, jouie par l'abbé Bonvarin; Sainte-Anne, jouie par l'abbé Ricard; Notre-Dame-Saint-Fulcrand, Saint-Jacques, Saint-André et Sainte-Madeleine :

4 maisons estimées 1.300 et vendues 2.020 à Garrigue, Gasquet, bourrellier, Fornairon et Toqueblau, maçon;

57 lots champs, vignes et olivettes de 325 sétérées estimés 65.321 et vendus 127.981. Les acquereurs sont au nombre de 32 : Barral, de Barret (1), Bedin (3), Brémont (2), Caussat, Cielle (2), Caussy, Chartier (3), Donnadiou (2), de Brey, Coustelier, Daurel, Déjean (2), Fabre, Fornairon (5), Garrigue (3), Gasquet, bourrellier, Gouttes, Grès (2), Julian, Lignon, Marcou, Mourrié, Sabatier, Touchy (3), Toqueblau, maçon (4), Viguier (3), tous de Florensac, Balsan, Grégoire, Molles et Vidal, de Bessan, Roque, de Béziers, et Salles, de Bédarieux;

L'emplacement de la croix de la Mission, adjudgé à Itié pour 325 sur une estimation de 18.

Commune : 2 fours à cuire le pain et 1 bâtiment servant d'écorchoir estimés 745 et vendus, le 9 Vendémiaire an IV, pour 24.750 à Clapiès et Fornairon, de Florensac, et Crouzillac, de Bessan.

Commune de Castelnau-de Guers :

Bénédictins de Saint-Thibéry : 2 ferrajal et olivette (969-1.900), à Caux et Boudon.

Collège de Béziers : 4 champs divisés en 22 lots de 80 sétérées estimés 61.593 et vendus 97.775. Les acquéreurs sont : Bousquet (2), Thoulouze (3), Marin, Rocopan, Herail, Mascon, Gras, Julian, Caussy, Rougé, Bouzac, Souqué, de Castelnau, Mathieu (3), Maux, Mazuc et Michel, de Pézenas, et Vézian, négociant de Béziers.

Fabrique de Castelnau : 1 local contenant 2 moulins à huile avec écurie, grenier à foin et ustensiles, 1 maison et église ci-devant ermitage et 1 champ de 6 sétérées, le tout estimé 8.532 et acquis pour 14.680 par Gaizy, de Castelnau, Mazuc et Antoine Maux, de Pézenas.

Prieuré : 3 terres dont 1 avec oliviers, de 3 sétérées (577-825), à Rougé et Ambal.

Diverses chapelles : Sainte-Anne, Sainte-Croix, Notre-Dame, du Saint-Sacrement : 2 lots maison et écurie (1.800-2.355), à Castan et Poujol, 14 lots champs, vignes et olivettes, 60 sétérées (19.316-29.502), à Salles, Héral (2), Pujol, Fontanié, Bousquet, Castan, Thoulouze (2), Arnal, Cristol, Ambal, Joulan, de Castelnau, et Mathieu, de Pézenas.

Dîme Saint-Nicolas : 1 vieux bâtiment acquis par Antoine Maux, de Pézenas, pour 70 livres sur une estimation de 50.

Commune de Pinet :

Le domaine de Pinet, dépendant du prieuré commandataire de Notre Dame de Cassan, avec château, bâtiments d'exploitation, 371 sétérées de terres, 194 de vignes rouges et 36 de vignes blanches, estimé 121.353 et acquis pour 130.000 par Toussaint Gaujal, négociant à Pézenas.

Divers biens dépendant des cures de Pinet et de Levas, de 6 sétérées, estimés 496 et acquis pour 1.155 par Coste-Mazel et Gaibert, tous deux de Béziers.

Commune de Pomérols :

Bénédictins de Villemagne : 2 lots vigne et ferrajal de 1 sétérée (60-420), à Vidal et Clément.

Cure : 10 lots champs et vignes de 17 sétérées (2.972-7.546) pour 8 acquéreurs dont Grégoire pour 3 lots et Boudou, curé.

Pénitents Blancs : la chapelle, acquise pour 2.200 par Alquier sur une estimation de 1.100.

Fabrique : 1 moulin à huile, estimé 10.875 d'après le bail de 1790 et acquis le 15 Brumaire an IV par Maffre, de Marseillan, pour 460.000.

Commune : 2 maisons, l'une servant de boucherie et l'autre occupée par le curé, et 1 vigne de 1 sèterée estimée 15.674 d'après le principal de la contribution foncière de 1792, le tout vendu 299.050 à Guinand, Giniès et Boudet, de Pomérols.

CANTON DE MONTAGNAC

Commune de Montagnac :

Bénédictins de Villemagne : le domaine du Mas del Noby, de 69 sèterées, estimé 8.040 et acquis pour 10.000 par Aubrespy et Pargoire, de Montagnac.

Augustins : l'église, le couvent avec le cloître et le jardin, estimés 10.000 et vendus 11.800 à P. Celly de Montagnac ; le domaine de la Valette, de 212 sèterées, estimé 31.812 et acquis pour 33.300 par Carlet, administrateur du district, Aubrespy et Pargoire.

Pénitents Blancs : la chapelle et une église champêtre estimées 1.600 et acquises 1.775 par P. Banc, de Montagnac.

Diverses chapelles : Saint-Blaise, Sainte-Onuphre, Saint-Pierre-de-la-Tribune, Saint-Michel, Saint-Roch, Saint-Jacques et de Rosseley : 11 lots champs et vignes de 51 sèterées estimés 10.142 et vendus 12.300. Les acquéreurs sont Arnaud, Pargoire (2), Carlet, administrateur du district (3), Bezombes, Briaud, médecin, Cazelles, Pillède, Granal, Laroze, Mourgues, Congras, Valat, tous de Montagnac, et Casse, de Villeveyrac.

Commune d'Adissan :

1 vigne de 1 sèterée dépendant de la cure, acquise par Pons pour 800 sur une estimation de 396.

Plusieurs biens épars de 30 sèterées dépendant de la chapelle Saint-Antoine, acquis pour 16.400 par Granier, ménager, sur une estimation de 14.652.

Commune d'Aumes :

3 lots champs et vignes de 35 sèterées dépendant de la Cure, estimés 14.680 et vendus 27.910. Les acquéreurs sont : Maurice, Georges et Henri Casse, Couderc, Siau, Vieu, P. et B. Boudon, Ollié, d'Aumes, Lardat et Ricard, de Pézenas, et Meisse, de Montagnac.

Commune de Cabrières :

2 terres hermes de 5 sèterées dépendant de la cure (30-40), à P. Vaille, de Cabrières.

Commune de Cazouls-d'Hérault :

Cure : 7 champs et vignes de 13 sèterées (2.920-9.350), acquis par Alembert, Carrière, Fabre, Fourestier, Riols (2), tous de Cazouls, et Charins, de Pézenas.

Chapelains de Pézenas : 1 champ de 13 sèterées, estimé 5.360 et acquis pour 6.700 par Pauzié, de Cazouls, et Coudon et Blanc, de Lézignan.

Ordre de Malte, commanderie de Pézenas : 5 lots comprenant 2 maisons et 3 bâtisses (13.900-23.675), à Salasc et Pons, de Cazouls, Girbal, Coumoulet et Michel, laveur de laine de Pézenas.

90 lots champs, vignes et bois de rivage de 285 sèterées, estimés 196.650 et vendus 354.942. Les acquéreurs, au nombre de 46, sont : Salasc (7), Baldy, Donnadieu, Coulet (2), Riols (3), Pons (10), Archimbaud, Castet, Carrière, Malric, Lagriffoul (2), de Cazouls; Rey (4), Lacelarié (3), Causse, Fourestié, Gal, Maury, Palhès, Saignes (2), Pauzié (3), Castagné, Couzy, Laporte, Blanc (2), Auriac (2), Cazes et Caraman, de Lézignan; Courmoulet (3), Singla, Mauran, Courtès, Rigal; Michel, laveur de laine (3); Cavallé (2), Garbel (10), Bonis; Bastide, maréchal; Clavel, de Pézenas; Fabre et Tibairenq, de Béziers; Lacroze et Pitiot, de Montagnac; Arnaud (2), Julien et Lauriac, de Nizas, et Issac, d'Aspiran.

Commune de Fontès :

Le domaine de Péret, de 77 sèterées, appartenant à l'abbaye Saint-Sauveur

de Lodève, acquis pour 40.100 par Ribes, de Péret, sur une estimation de 16.721.
Cure de Fontès : 3 lots champs, vignes et olivettes de 10 sétérées estimés 4.500 et acquis pour 9.700 par Soulagne, curé de Fontès, Paillasse, Aliquot et Soullagnac.

Cure des Crozes : 1 lot champ et pré acquis par Joullan, curé des Crozes, pour 1.525 sur une estimation de 660.

Fabrique : 2 lots ferrajals et champ de 4 sétérées estimés 3.790 et vendus 8.229 à Cavalié, Ourlier, Bonnaric, Solignac et Pauligné.

Plusieurs chapelles : Notre-Dame-de-Pitié, Saint-Jean, Saint-André, de Malbosc, Saint-Pierre : 1 razal et 18 lots champs, vignes et hermes de 35 sétérées, estimés 5.640 et vendus 14.129; les acquéreurs sont Soulagne, curé de Fontès (3), Fournier, Auterles, Macou (5), Soullagnac (3), Vidal, Collon, Lugagne, Cavallier, Basset, tous de Fontès.

Commune de Lézignan-la-Cèbe :

Bénédictins d'Aniane : 1 maison acquise par la municipalité pour 1.189 et 1 terre acquise par Négret pour 100 livres ces deux prix étant ceux de l'estimation.

Chapitre de Pézenas : 1 lot terres de 14 sétérées acquis par J. Coudon cadet pour 7.773, prix de l'estimation.

Ordre de Malte : 1 maison avec écurie et cour et 24 lots champs, vignes, prés et olivettes de 60 sétérées estimés 63.318 et vendus 103.025, à 20 acquéreurs : Saïgues, brassier (2), P. et J. Coudon (5), Izard (2), Castel, Salzes frères, Baudou, R. et F. Mauri (3), Négret, F. Arnaud (4), Pagès, Péret (2), Paillès et Laporte, de Lézignan; Régis, Courmoulet et Cancel, de Pézenas; Lauze, négociant à Montagnac.

Cure et prieuré : 19 lots champs, vignes et olivettes de 30 sétérées, estimés 9.222 et vendus 11.969 à 14 acquéreurs : Sabes, Séguil, Négret (4), ménagers; Pagès, Blanc, Hébrard, Hugol (2), Paillès, Sol, Castanié, F. et A. Saïgues, brassiers, tous de Lézignan; Dessalles, de Montagnac, et Bedos, hommes de loi de Béziers.

Chapelle du Bassin du Purgatoire : 2 étables avec patus estimées 120 et acquises pour 128 par Hébrard, Caussy et Baudou.

Confrérie Saint-Antoine : 1 champ de 3 sétérées estimé 920 et acquis pour 10.050 par F. Arnaud le 22 Fructidor an III.

Commune de Lieuran-Cabrières :

1 champ de 4 sétérées dépendant du prieuré acquis par Négrou pour 873 sur une estimation de 400.

1 tour ruinée et 13 terres et champs de 63 sétérées dépendant de l'Ordre de Malte, estimés 25.419 et vendus 47.660 pour 9 acquéreurs : Bedos (2), Ollier (2), Tarv (2), Galabru, Estelle, Négrou, de Lieuran, Ribes (2), d'Adissan, Massal (2) et Silhol, de Péret.

Commune de Nizas :

Abbaye d'Aniane : le domaine Saint-Ferriol, de 246 sétérées, acquis par Malhebiau, négociant à Pézenas, pour 90.600 sur une estimation de 43.741.

Chapitre Saint-Aphrodise : 6 champs et pré de 12 sétérées, estimés 3.200 et vendus 25.600 à Jullian, Hot, Lauriac, Pons, Rouzié, Gelly et Pauzié.

Cure de Nizas : une église champêtre avec petite maison et lopin de terre appelée l'ermitage de Saint-Jean et 2 pré et vigne (2.295-9.315), à Malhebiau, de Pézenas, Lauriac et Péret.

Cure de Cazouls-d'Hérault : une petite vigne acquise par Malric, de Cazouls-d'Hérault (30-105).

Chapelles Sainte-Trinité, Saint-Jean et Notre-Dame-du-Purgatoire : divers lots de terres et vignes de 35 sétérées (9.614-10.289). Les acquéreurs sont Ferdinand Carion, Pons, Rouzier, Gelly, ces deux derniers ménagers à Nizas, et Fournier, ménager à Adissan.

Commune de Péret :

2 champs de 3 sétérées dépendant de la Cure estimés 500 et acquis pour 570 par Silhol, ménager.

1 maison, 13 champs et 3 vignes de 22 sétérées dépendant des chapelles Notre-Dame-de-la-Boïssière et Saint-Pierre, le tout estimé 6.689 et vendu 12.950 à Ribes, Renouvier (4 lots), Ant. Silhol, ménager (11 lots), tous de Péret, et J. Silhol, chirurgien à Octon.

Commune de Saint-Pons-de-Mauchiens :

Divers lots terres et vignes de 8 sétérées et le sol d'une église ruinée avec cimetière désaffecté dépendant du prieuré estimés 2.285 et acquis pour 4.224 par Fournier, Pargoire et Durand.

Commune d'Uscles-d'Hérault :

9 champs et vignes dépendant de l'Ordre de Malte, de 24 sétérées, estimés 14.796 et vendus 26.150 à Foulquier, Carrière et Combes, brassiers, d'Uscles, Sol, de Lézignan (3), Gaudy, de Paulhan, Coumoulet, de Pézenas, Donnadiou, de Cazouls, et Scier, de Béziers.

Divers biens de 10 sétérées dépendant de la chapelle de Saint-Pierre, acquis par Mauzac, curé, pour 3.700 livres sur une estimation de 2.640.

CANTON DE MURVIEL

Commune de Murviel :

Cure de Murviel : 10 terres, champs, olivettes et vignes de 20 sétérées (1.506-4.457). Les acquéreurs sont Mourgues, notaire, Boissié, Dables, Castelbon, Guy (2), Laux et Pélissier, de Murviel, Martin et Moustelon, de Béziers.

Oratoire de Saint-François : olivette et herme de 2 sétérées acquises par Séguy, de Florensac (120-180).

Diverses chapelles : de Mazacy, des Prêtres-Natifs, du Bassin-du-Pu gatoire, jouie par M. Farret : 1 maison et 8 champs de 20 sétérées estimés 3.607 et vendus 6.095 à Etienne Guy, ménager, Laurès, Carrière, Balmès, Castelbon, Guy, Yvernès, Ménard, de Murviel, et Moustelon, de Béziers.

Commune d'Autignac :

11 champs, olivettes et vignes de 25 sétérées dépendant du prieuré, estimés 5.176 et vendus 15.049 à E. Cure, neveu du curé (3), P. Cure, avocat (3), Martin, Gelly, bourgeois (3) et Pastre, de Béziers.

1 petit champ, 1 jardin avec puits et cazal et 1 écurie dépendant de la cure estimés 1.168 et vendus le 25 Vendémiaire an IV pour 112.000 livres à Levère et P. Cure, d'Autignac, et Pastre, de Béziers.

Commune de Cabrerolles :

Le domaine de Fabrègues, de 100 sétérées de terres et 400 de bois, appartenant à l'Ordre de Malte, acquis par Roucairol, de Saint-Génès, et Bourilhon, banquier à Béziers, pour 31.200, sur une estimation de 12.000.

Commune de Causses-et-Veyran :

6 lots : champs, olivettes, presbytère, église en ruines, herme autrefois cimetière et 2 ferrajals de 33 sétérées dépendant de la cure de Murviel et du prieuré de Vairan, estimés 2.890 et acquis pour 3.570 par Vanières (2), Pezet et Villebrun, de Causse, et dame An'oine de Carrion-Murviel, héritière sous bénéfice d'inventaire d'Henri de Carrion, en son vivant marquis de Murviel (2).

Commune de Caussiniojouls :

6 champs de 10 sétérées dépendant de la cure estimés 3.402 et vendus 6.600, acquis par Guy, curé, Vigne, Archimbaud (2), Balmès, de Caussiniojouls, et Carrion, de Nizas.

Commune de Laurens :

Le domaine de Saint-Jean-de-Crézan, à l'Ordre de Malte, avec bâtiments et cours, champs 152 sétérées, vignes 14, hermes et joncas 35, jardin et ferrajal, estimé 30.713 et acquis pour 83.600 par P. Granal, de Servian.

7 champs, vignes et olivettes de 68 sétérées détachés du domaine, estimés 9.700 et vendus 36.600 à Levère (2), Razeire, Mazières de Laurens, Gelly d'Autignac (2) et P. Granal, de Servian.

Ce dernier étant en retard de paiement, la terre qu'il avait acquis et le domaine de Grézan ont été revendus à sa folle enchère le 21 Nivôse an III et achetés par Jean Laborde, fabricant d'eau-de-vie à Pouzolles pour 153.225.

La maison dite du prieuré avec sa cour, parterre et champ avec arbres fruitiers, et 3 champs et olivettes de 7 sétérées, le tout estimé 6.100 et vendu 6.390 à Portal, Levère, Gept et Sahuc, de Laurens.

Commune de Pailhès :

Chapitre Saint-Nazaire : 11 champs, vignes et olivettes de 21 sétérées (1.580-7.165).

Cure de Thézan : église ruinée, 4 champs et olivettes de 7 sétérées (868-5.000).

Fondation de la demoiselle Guichen : biens épars de 64 sétérées (8.389-12.435).

Les acquéreurs sont : Arnaud, Blayac et Tailhades, de Thézan: Blayac, Pourtié (3), Mestre (2), Mauri (3), Gache, Thomas et Belleville (4), de Pailhès: J. et A. Merle, Gatelau (2), Cassefières et Gelly, de Corneilhan, et Boussac, de Saint-Geniès.

Commune de Puimisson :

9 lots terres, vignes et olivettes de 22 sétérées dépendant de la cure estimés 5.138 et vendus 11.676. Les acquéreurs sont : Simon Sigan, officier municipal (3 lots), Pailhade, Levère et Granier, de Puimisson, et veuve Giniès, de Maraussan (3).

Commune de Saint-Geniès :

14 lots champs, olivettes, aire et plan où était bâtie une église dépendant de la cure de 20 sétérées, estimés 2.491 et vendus 9.410 à Jullien (2), Farret, Fabre, Mège (2), Blanc (2), Boyer et Lapruné, de Saint-Geniès, et Sicaud, ménager à Magalas (4).

Commune de Saint-Nazaire-de-Ladarez :

1 moulin à blé ruiné, 2 jardins, 1 pré, champ et olivette, le tout d'une superficie de 10 sétérées, acquis par Cure, curé de Saint-Nazaire, pour 7.525 sur une estimation de 3.625.

Commune de Thézan :

20 lots champs, vignes, olivettes et jardin de 35 sétérées, dépendant de la cure, estimés 3.050 et vendus 15.867.

2 champs semés en seigle de 9 sétérées dépendant du prieuré de Saint-André (560-610).

17 lots comprenant 1 cazal, jardin, champs, vignes et olivettes dépendant de diverses chapelles : Saint-Jean-Baptiste et Saint-Jean-l'Evangeliste, des Barrals, Saint-Antoine, le tout d'une superficie de 42 sétérées, estimé 6.290 et adjugé pour 12.608.

Les acquéreurs de ces divers lots, au nombre de 22, sont : Andrieu, Th. Arnaud (2), P. Arnaud, A. Arnaud, Blayac (2), Boudène (2), Cacanell, Cottés (2), Domairon, Flourens, Foulié, Fourès (3), Lenthéric, Pallot, Rastou (2), Robert (3), Tailhades (3) et Vialles (2), de Thézan: Maurin (4), de Béziers: Merle et Grimaud, de Corneilhan, et Ségué, de Florensac.

CANTON DE PEZENAS

Commune de Pézenas :

Ordre de Malte, commanderie de Pézenas :

Le domaine de l'Étang avec maison du métayer, écuries, bergeries et dépendances, champs et vignes de 90 sétérées, estimé 78.035 et vendu pour 130.000 à Joseph Gontié, de Pézenas, lequel en rétrocéda pour 18.000 à Bonnet, négociant, Carrière et Mathieu fils, pour 5.370 à Bouget et Boyer et pour 8.769 à George, vitrier;

1 vieil ermitage et 171 lots champs et vignes détachés du domaine de l'Étang, de 590 sétérées, estimés 540.982 et vendus 667.846. On trouve des acquéreurs, en dehors de ceux de Pézenas, qui forment la majorité, de Saint-Thibéry, Tourbes, Florensac, Castelnau, Nézignan, Nefflès, Béziers et Conas. Parmi ceux dont la profession est mentionnée, on peut noter 1 homme de loi, 3 maçons, 1 voiturier, 1 menuisier, 1 potier de terre, 1 marchand d'huile, 2 cordonniers, 1 roulier, 4 boulangers, 1 payeur particulier, 2 négociants, 1 officier de santé, 1 charretier, 2 bouchers, 3 ménagers et 4 travailleurs;

10 terrains, 2 champs et pré de 10 sétérées, 16 magasins, boutiques, remises, passages, cazals, salles et vestibules situés à l'intérieur de l'enceinte de Pézenas, de tout estimé 111.777 et vendu 194.790. Les acquéreurs, au nombre de 20, sont : Aymal, droguiste; Cazals, Vignal, Boudou, Lardat; Grimal, meunier; Plauzolles, Jalvy, Bonnal, F. Jullian (6 lots), Viols; Bastide, maréchal; Ricard; Boyer, serrurier; Brunet (4 lots), Lanier, Guéri; Delmas, maçon, tous de Pézenas; Tibaireng, de Béziers, et Lios, de Tourbes.

Chapitre Saint-Nazaire de Béziers : 1 petit bâtiment acquis pour 195 par Mazel sur une estimation de 110.

Chapitre de Lodève : 1 vieille maison et sol acquis pour 65 par Cavaillé sur une estimation de 60.

Chapitre de Pézenas, bénéfice et canonikat du chapitre : 10 maisons dont une servant d'entrepôt pour le grenier à sel et 1 tinéral, estimées 41.309 et vendues 143.975. Les acquéreurs sont : la municipalité pour le grenier à sel, Fabre, Bellaud et Vidal, marchands, Brouse (3 lots), Jullian, Françoise Desmazes, épouse Dejean (2), et F. Vaisse.

Le domaine de Conas, de 77 sétérées, estimé 12.438 et acquis par Vincentis, négociant à Béziers, pour son beau-fils J. Gaudion, administrateur du district du district, au prix de 23.100.

3 lots de biens épars à Pézenas et Conas de 45 sétérées, estimés 11.813 et vendus 15.680 à Gaudion, administrateur du district. Mazuc, négociant, et Maffre, lieutenant-colonel au régiment ci-devant bavares.

Archidiaconé et bénéfice de l'archidiaconé : 8 lots jardin, champs et vignes de 15 sétérées estimés 5.693 et vendus 10.222 à Borderie, coutellier (2), Andrieu, Lugagne, Maurel, fabricant de savon, Prax, Gauthier, cafetier, de Pézenas, Pauzié et Pous, de Cézouls-d'Hérault.

Religieuses Ursulines : 1 maison et 1 magasin, estimé 1.700 et acquis pour 5.330 par Marie Venel, de Pézenas, et Malibrant, de Bessan.

Capucins : 1 maison ci-devant couvent, église vide de tableaux, autels, statues, bancs et chaises, estimées 20.000 et acquises pour 20.100 par P. Gautier.

Pénitents Gris : la chapelle estimée 9.962 et acquise le 23 Vendémiaire an IV par Desmazes, négociant à Pézenas, pour 316.200.

Diverses chapelles : Sainte-Catherine, Saint-François, Saint-Eloi, Saint-Jacques de l'église de Paulhan, du Saint-Crucifix : 1 maison à Pézenas, 5 lots biens épars dont 2 à Conas, bois de rivage, vigne, champ, olivette et partie du chemin de Béziers à Clermont, le tout d'une superficie de 88 sétérées, estimé 21.870 et vendu 41.360 à Borderie, coutellier, Donnadieu fils, Gaudion, homme de loi de Béziers, Alazard (2), Fabre, de Curret, Gontier, Salles, de Pézenas.

Divers bénéfices et canonicats : du sieur Garrigues, de M. Maigret, de M. Venel, du sieur Laserre, du sieur Olivier, de M. Villebrun, de l'abbé Desmazes, de M. André, de M. Puel, du sieur Arquinat :

2 maisons, 34 lots champs, vignes et olivettes et ancien chemin de Pézenas à Lézignan, le tout d'une superficie de 85 sétérées, estimé 39.240 et vendu

82.757. Les acquéreurs sont : Alazard; Mazuc, négociant (2); Bonnafous, Mathieu (2), Eustache, Gaudion (2), Mestre; Bellaud, négociant; Andrieu, Bonnet, Fabre, Bourgeois; Farquejaire, roulier; Vieules, négociant; Paulinier, marchand; Juvenac, capitaine au 20^e régiment d'infanterie ci-devant du Maine à Draguignan; Marimond, Maffre; Augé, jardinier; Lugagne, Vidal, Audibert, Bouttes, Maurel (3); Cavailhé (2), de Pézenas; Rey, de Lézignan; Surgis, Blanc et Sôulignac, de Nézignan.

Prestime du sieur Decour, chanoine : biens épars de 13 sétérées adjudgés à P. Thomas pour 7.000 sur une estimation de 5.773.

Ermitage de Saint-Simian : l'église avec bâtiments, cour et jardin et 1 petite maison, le tout estimé 8.400 et acquis pour 29.125 par J. Gontié et Andrieu, brassier, de Pézenas.

L'église champêtre de Saint-Jean-de-Bibian, acquise pour 2.030 par Mazel sur une estimation de 400.

Commune : 1 moulin à huile, la maison occupée par l'instituteur à Conas, 1 bâtiment appelé la Forge et 1 champ de 1 sétérée, le tout estimé 20.510 et adjugé pour 215.725 les 25 Vendémiaire et 15 Brumaire an IV à Laguens, roulier, J. Gaudion (2 lots) et Blanc, de Lézignan.

Commune de Caux :

Le domaine de Mougères, dépendant des Dominicains de Béziers, de 235 sétérées, estimé 32.414 et acquis pour 44.000 par Marie-Rose de Trinquier, veuve L. de Maury, de Pézenas.

2 vignes de 9 sétérées dépendant des religieux de Mougères, estimées 1.232 et vendues 1.890 à Nougaret et Tesseire, de Caux.

La chapelle des Pénitents Blancs, acquise pour 810 par Fabre, de Caux, sur une estimation de 400.

Divers biens dépendant de la cure, de 48 sétérées, acquis par Rainaud pour 5.722, prix d'estimation.

1 chapelle et divers biens épars dépendant des chapelles Saint-Michel, Gibeline, de la Bienheureuse-Vierge-Marie et du cimetière, et Saint-Blaise, d'une superficie de 180 sétérées, le tout estimé 27.921 et vendu 36.600 à Bedos (3 lots), Durand, Albouy, Guiraudou, Causset et Mazet, brassier, tous de Caux.

Commune de Nézignan :

Evêché d'Agde : 1 tinéral, 1 terre en friche, 2 ferrajals et 1 champ de 5 sétérées estimés 1.532 et vendus 4.430 à Donettes, curé de Nézignan, pour la partie de champ excédant celle qui lui avait été attribuée comme jardin, Boyé, Texier, Soulié, Andrieu (2), Pouget, Grasset (2).

Prieuré de Nézignan : l'église et cimetière de Saint-Alban et 7 lots jardin, champs, vignes et olivettes de 13 sétérées, le tout estimé 6.617 et vendu 15.995 à Simon Soulié (2), G. et J. Daudé, Pouget, Vaisset et Texier.

Diverses chapelles : du Cantagré de la Madeleine, du Bassin-des-Ames, Saint-Georges, Saint-Etienne, Saint-Christophe, Notre-Dame-du-Bassin, Sainte-Anne : 1 cazal, 1 écurie, 1 caminière et fumeras et 24 lots champs, vignes et olivettes de 46 sétérées estimés 16.896 et vendus 29.628.

Les acquéreurs, au nombre de 18, sont : J. Andrieu (2), A. Soulié (2), Pagès (2), F. Boyer (2), R. Boyé (2), J. Daudet (2), J. Bidon (2), Baudou (2), P. Andrieu, Renaud, Baulac, G. Andrieu, Puel, Pastre, Fraisse; Texier, de Nézignan; Goudissard, de Saint-Thibéry, et J. Saint-Etienne, chevalier de Saint-Louis, à Florensac.

Commune de Saint-Thibéry :

Bénédictins de Saint-Thibéry : 2 domaines, celui de l'Isle, de 397 sétérées, estimé 231.686 et acquis pour 283.000 par dame Bernard, veuve Cauléjac, et celui du Mont Ramus, avec métairie, pigeonnier, écurie, champs et vignes 72 sétérées, hermes 27, estimé 21.439 et acquis pour 31.000 par Mourau, notaire à Béziers, pour Charles Montalet, chevalier de Saint-Louis, à Bessan.

La maison des Bénédictins avec cour, jardin et dépendances, acquise par G. Mas pour 30.100 sur une estimation de 30.000 et partagée entre 22 autres

habitants de Saint-Thibéry de toutes professions et notamment docteur, artisans, agriculteurs.

29 lots champs, vignes, prés, ferrajals, herme, dont une partie détachée du domaine du Mont Ramus, d'une superficie de 375 sétérées, estimés 180.227 et vendus 308.649. Les acquéreurs sont au nombre de 20 : Combes (3), Caumette (2), Beaumevielle (2), Boyé, Olivier, J. Soulié, H. Soulié, M. Soulié, Pagès, Ménard, Bérard, Baldy (4); Hugues, notaire; Ribes, Gaussel (2); Rech, de Saint-Thibéry; Viguier et J. Saint-Etienne, de Florensac; Andrieu et Donnadieu, de Nézignan; Reboul, de Pézenas, et Guinard, négociant à Sète (4).

Abbaye de Saint-Thibéry : 4 champs de 17 sétérées estimés 6.746 et acquis pour 20.625 par Caumette et Combes, de Saint-Thibéry, Fabre, de Nézignan, et Portes, de Florensac.

Vicaire de Saint-Thibéry : 1 champ de 2 sétérées acquis par Espérou (711-717).

Chapitre : préau bord de l'Hérault acquis par Viguier, de Béziers, pour dame Bernard, veuve Cauléjac (50-100).

Pèlerins et Pénitents Blancs : église et chapelle (4.000-5.450), acquises ppr Caumette et De'or.

Diverses chapelles : Saint-Crépin, de Jean-Roque, de las Tampounes, de Jean Mignonat, chapelle Rouge du Crucifix, Saint-Sébastien, de las Armes; 4 maisons, 1 écurie et 49 lots champs, vignes, olivettes, jardins et ferrajals de 214 sétérées estimés 75.121 et vendus 98.070. Les acquéreurs sont à peu près en proportion égale de Saint-Thibéry et de Nézignan. On peut citer en outre Fabre, maire de Valros, et Barbazan, de Florensac.

Commune de Tourbes :

Cure : 3 champs de 7 sétérées dont 1 avait été réservé comme jardin pour le curé, ce qui a été refusé par le directoire du département, estimés 1.820 et vendus 2.855 à Fichou, Boudou et Pourtal, ménager.

Pénitents Blancs : la chapelle estimée 2.025 et vendue, le 9 Vendémiaire an IV, 81.050 à J. Blayrac.

Fabrique de l'Euvre de Tourbes : 1 olivette de 4 sétérées estimée 7.050 et achetée le même jour par Marie Venel, de Tourbes, demeurant à Pézenas, 100.075.

Confrérie de Saint-Saturnin : 1 champ de 1 sétérée estimé 2.890 et vendu également le même jour 25.000 à Bernadou.

Chapelles Sainte-Croix et du cantage de Saint-Michel : 1 écurie et 16 lots champs, vignes, olivettes et patus de 38 sétérées estimés 9.597 et vendus 18.359, à Aube, Vernazobres, G. Oulié (2), Rouger, Alranq, Fouque (2), Nougaret, Gouzarenq, Ferlus, Salieu, de Tourbes, Arbieu et Ferlus, de Béziers, et demoiselle de Graye, de Nézignan.

CANTON DE ROUJAN

Commune de Roujan :

Le domaine de Cassan, de 475 sétérées, dépendant du chapitre de l'abbaye de Cassan, acquis pour 220.100 livres par Mérigeaux, de Pézenas, sur une estimation de 124.000.

1 bâtiment du domaine de l'Infirmier appartenant également au chapitre de Cassan, acquis par la municipalité de Roujan pour 2.025 sur une estimation de 2.000.

Divers biens épars dépendant de la cure de Roujan, de 17 sétérées, estimés 5.450 et acquis pour 15.200 par Pelegry et Plos.

Commune de Fos :

4 ferrajals, champs et aire de 6 sétérées acquis par Rigal et Bousquet, soumissionnaires pour 1.352 livres, prix de l'estimation.

Commune de Gabian :

La fontaine d'huile pétrole dépendant du prieuré, acquise par Bessières 3.625 sur une estimation de 2.178.

1 four, 1 cazal et 6 lots champs de 13 sétérées, le tout estimé 9.114 et vendu 19.665 à Bot, Clorât (2), Canac, Sèbe, Verdier, notaire (2), tous de Gabian, Pourquié, de Villeneuve, et Guibert, curé de Montblanc.

Commune de Magalas :

Chapitre Saint-Nazaire : 1 maison acquise par Viguié, officier municipal, pour le compte de la municipalité (2.005-2.025).

Chapelles Notre-Dame d'Afaniès et Saint-Blaise : 1 église ruinée et terrain, 12 lots champs, ferrajals et olivettes de 46 sétérées, le tout estimé 11.851 et vendu 21.205 à Bédrières, administrateur du district, Viguié, officier municipal (2), Bertrand, Bousquet, Barthès, Crouzillac, Espagnac, Marc, Mestre, Vernhes, Trincher, de Magalas, et Barral, de Puissalicon.

Cure de Magalas : 1 jardin avec puits estimé 5.400 et acquis le 25 Vendémiaire an IV pour 132.425 par Crouzillac.

Commune de Margon :

1 lot champs et vignes de 13 sétérées dépendant de la cure, acquis par Boyer pour 6.375 sur une estimation de 6.275.

Commune de Neffiès :

1 cazal et 1 lot vigne et champ de 4 sétérées dépendant de la chapelle Saint-Blaise.

2 moulins à huile, 1 four avec maison dépendant de la commune.

La chapelle des Pénitents Blancs.

Le tout estimé 14.725 et acquis pour 38.150 par Garenc (2), Bec, Giscard, Clergue, Couderc père et fils et veuve Injalbert.

Commune de Pouzolles :

Biens fonds de 93 sétérées dépendant du monastère de Cassan estimés 16.425 et acquis 25.600 par Mérieux, de Pézenas.

11 lots vignes, prés, champs et olivettes de 42 sétérées, estimés 6.873 et vendus 18.605 à Bessièrès, Blanc, Carbonnel, Cerguière, Fournier, Gazeignes, Siegès, Laborde, fabricant d'eau-de-vie (2), de Pouzolles, et Tronç, de Roujan (2).

Commune de Roquessels :

1 champ de 3 sétérées dépendant du prieuré acquis par Rabaud pour 300 sur une estimation de 175.

Commune de Vailhan :

1 bois de 501 sétérées dépendant des chanoines réguliers de Cassan acquis pour 60.400 par Pastourel sur une estimation de 34.127.

6 lots ginesièrè, pré, champs et vigne de 11 sétérées estimés 1.012 et acquis pour 3.480 par Pagès, curé, Béziat, Duguès, Ollier (2) et Saudadié.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune de Saint-Gervais :

1 bois taillis de 2 sétérées et cazal dépendant du prieuré de Villemagne estimé 750 livres et acquis pour 910 par Alengrin, avoué à Lacaune.

1 lot comprenant jardin, chenevière et 9 champs d'une superficie totale de 18 sétérées dépendant de la chapelle de Falgairrolles, estimé 6.220 livres et acquis pour 10.000 par J. Corbière, négociant à Murat.

Commune de Castanet :

2 bois taillis autrefois champs de 5 sétérées dépendant de l'œuvre paroissiale de l'église de Castanet, acquis pour 1.700 par Blanquier, de Saint-Gervais, sur une estimation de 1.000.

1 lot champs, pré et châtaignerettes de 7 sétérées dépendant du prieuré de Villemagne, acquis par Alengrin, avoué à Lacaune, pour 1.125 sur une estimation de 600.

Commune d'Hérépian :

1 vigne de 2 sétérées dépendant de la cure acquise par Chuchet, de Béziers (100-200).

Commune du Poujol :

La métairie de l'Escandoune, de 70 sétérées, et 1 vigne de 3 sétérées, le tout dépendant de la cure, acquis pour 9.140 par Barrié, du Poujol, pour son gendre et son fils, sur une estimation de 8.021.

2 vignes et terre de 5 sétérées dépendant de la chapelle de Cassimon, estimées 721 et acquises pour 3.126 par Avignon, des Aires, et Farret, du Poujol.

Commune de Saint-Geniès-de-Varensal :

1 pré à Plaisance de 6 sétérées dépendant du prieuré de Villemagne, estimé 7.400 et acquis pour 7.425 par Louis Cabanel, administrateur du district de Lacauze.

1 pré de 2 sétérées dépendant également du prieuré de Villemagne, estimé 1.200 et acquis 1.650 par J.-F. Cabanel, juge au tribunal du district de La aune.

Commune de Rosis :

Pas de vente.

Commune de Villemagne :

Bénédictins de Villemagne : maison, bâtiments, jardin et église des Bénédictins; four et lopin de terre, 4 lots champ, luzernes et hermes de 5 sétérées, le tout estimé 17.910 et vendu 21.950.

Abbaye de Villemagne : la métairie de La Bastide avec 118 sétérées de terres labouratives, 6 sétérées vignes et 52 de prés, estimée 37.863 et vendue 71.000.

4 olivettes, vignes et pré de 15 sétérées, estimés 1.475 et vendus 3.445.

Chapelle SainteLucie : 1 cazal estimé 16 et vendu 17.

Les acquéreurs sont : Calas (2), Crubézy (2), Tabarié, Austry, Pascal, Cros, Caumette et Roque, de Villemagne, Levère, d'Hérépian, et Cruvelier, ménager à Bédarieux.

CANTON DE SERVIAN

Commune de Servian :

Le domaine d'Amilhac, de 290 sétérées, dépendant du chapitre Saint-Nazaire, estimé 72.400 livres et vendu 130.100 à Pathiouzié, négociant à Béziers.

5 lots vignes et champs de 35 sétérées dépendant de l'abbaye du Saint-Esprit de Béziers, estimés 3.927 et vendus 10.370 à Grès (3), Tarbouriech et Monthaulon.

Le couvent avec église et enclos des Capucins, acquis par la municipalité pour 14.230 sur une estimation de 10.000.

6 champs et olivettes de 18 sétérées, dépendant de la cure, estimés 3.196 et vendus 9.555 à Falgas, Granal, Canel, Monthaulon, Sabatier et Vivarès.

Commune d'Abeilhan :

Le domaine de Saint-Jean-de-Thongue, à l'Ordre de Malte, avec métairie, écurie, jas, magasin, pigeonier, creux à fumier, jardin, sol à dépiquer, 50 sétérées champs, 1 joncas, 10 hermes, 49 olivettes et 16 vignes, acquis par Blay, d'Abeilhan, pour 30.000, sur une estimation de 26.678.

1 four et 6 lots champs, vignes, hermes et rivages de 70 sétérées détachés du domaine, estimés 11.966 et vendus 21.510 à Blay (2), Barthe, Levère, Jarlier, Martin, d'Abeilhan, et Cahuzac, de Margon.

4 lots vignes, champs, olivettes et ferraial de 38 sétérées, dépendant du chapitre Saint-Nazaire, de la cure et du prieuré, estimés 7.688 et vendus 19.720 à Blay (3) et Pascal.

Commune d'Alignan-du-Vent :

Le domaine des Montarels, de 205 sétérées, appartenant aux chanoines de

Cassan, acquis pour 77.200 par Cabal, maire de Roujan, sur une estimation de 49.550.

Le domaine de Saint-Martial, de 132 sétérées, appartenant à l'abbaye de Villemagne, acquis par Mel cadet, négociant à Pézenas (33.116-51.000).

1 cazal ruiné ci devant église dépendant de l'église Saint-Jean et 4 lots champs et olivettes de 12 sétérées, dépendant de la cure, le tout estimé 2.120 et acquis pour 3.080 par Bouty, Malafosse, Granier, Eustache et Valette.

Commune de Coulobres :

Biens épars de 165 sétérées dépendant du prieuré commandataire de Notre-Dame de-Cas an, acquis pour 62.200 sur une estimation de 31.690 par Loriol, de Servian.

Commune d'Espondeilhan :

6 lots vignes et olivettes dépendant de la cure, estimés 2.539 et vendus 2.996 à Capcanas (3), Bouttes (2) et demoiselle Rouch.

Commune de Montblanc :

1 maison et cave dépendant du prieuré acquise par Prades (1.580-2.400).

1 terre de 1 sétérée dépendant de la cure acquise par Nougier (30.410).

1 maison et 2 champs de 2 sétérées dépendant de la confrérie Sainte-Eulalie, acquis par Bruguière, Deroys et Chicouras (1.150-2.720).

1 maison et 23 lots champs, vignes, pré et olivettes de 80 sétérées, dépendant des chapelles Saint-Martin, Saint-Blaise, Saint-Antoine, des Onze-Mille-Vierges, de Cethe et Sainte-Catherine, estimés 26.345 et vendus 63.510 à J. Amiel (5), Devès (4), R. Jany (3), Amiel aîné (2), Cabannes (2), Guibart, curé, Py, Bonnafy, Coulognes, Pourtal, Rigal, tous de Montblanc, Hugues, notaire à Saint-Thibéry, et Gout, de Vairos.

Commune de Puissalicon :

7 lots champs et vignes dépendant de la cure d'une superficie de 17 sétérées, estimés 2.426 et vendus 3.699 à Causse, Blanchis (3), Mestre, Claire Barthès, épouse Cance, tous de Puissalicon, et Trébosc, de Laurens.

2 terres de 12 sétérées dépendant du prieuré Saint-Etienne, estimées 2.156 et acquises pour 4.650 par Boyé et Peyrolles.

Divers biens de 5 sétérées dépendant de la chapelle Saint-Jean, acquis pour 4.400 par Lourios et Delon sur une estimation de 528.

1 jardin, 1 écurie et patus et 1 champ de 1 sétérée dépendant de la cure, le tout estimé 3.181 et vendu 12.171 à Pailhades, notaire, Bernard, Milhau et Causse.

Commune de Valros :

6 lots champs, vignes et olivettes dépendant de la cure, d'une superficie de 10 sétérées, estimés 2.731 et vendus 4.380 à Goud (2), Espagnac, Martel, Pascal et Peitavy.

8 lots champs et vignes dépendant des chapelles Saint-Antoine et de Cottes, de 19 sétérées, estimés 4.927 et vendus 7.990 à Affre (2), Bayle (2), Andrieu, Bouyala, Mestre et Goud.

**COMMUNES RATTACHEES ULTERIEUREMENT
A L'ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER**

Loupian :

Chapitre d'Alais : 1 magasin acquis par Magne pour 1.500, prix d'estimation.

Cure : 2 vigne et champ de 4 sétérées, estimés 1.580 et acquis 1.925 par Rouquette et Gaubert.

Diverses chapelles : Pascal Villaret, Notre-Dame, Saint-Jean-Baptiste, de la demoiselle Rey, de Quarante : 25 lots champs et vignes de 35 sétérées estimés 5.882 et vendus 11.556. Les acquéreurs, au nombre de 13, sont : Courdou (3), Pons (3), Gaubert (3), Vinas (3), Barescud, notaire (2), Bellivier (2), Renouvier, administrateur du département (2), Vivarès, Courrier, Rouquette, Daudé et Boudet.

Mèze :

Abbaye de Valmagne : le domaine de Vairac, de 185 sétérées, estimé 52.019 et acquis pour 103.000 par de Roussy, du Vigan, et de Liguepères, de Montpellier.

La maison conventuelle et abbatiale, l'église, enclos, jardin et près de 110 sétérées, le tout estimé 110.000 et acquis pour 130.700 par J. Granier, homme de loi de Montpellier.

Chapitre d'Alais : 1 bâtisse avec caves, magasins, cuves, tonneaux, pressoirs et sol à dépiquer, acquis par l'Epine, marchand à Pézenas, pour 3.700 sur une estimation de 940.

1 aire acquise par Clavel, de Mèze, pour 100 livres, prix de l'estimation.

Evêché d'Agde : 1 terrain acquis par Laurens pour 160 sur une estimation de 150.

Cure de Loupian : 1 vigne de 1 sétérée acquise par Clavel pour 60 livres, prix de l'estimation.

Cure de Mèze : 4 vignes et olivettes de 3 sétérées estimées 826 et acquises pour 2.305 par Jacomet (2), Laurens et Pomarèdes.

Diverses chapelles : des Onze-Mille-Vierges, Saint-Germain, Saint-Augustin, Saint-Sébastien, Sainte-Croix, Saint-François, Saint-Jean-Baptiste, de Pascal-Villaret :

2 écuries, 23 lots champs, vignes et olivettes de 75 sétérées estimés 11.954 et vendus 29.207 à Clavel (7), Eustache, aubergiste (4), Astre (2), Martin (2), Violla (2), Bénist, Bonnet, Texier, Roque, Imbert, Fourcade coordonnier, Lugan, acquéreur d'une écurie dont il est déjà locataire, et Catherine Cusset, veuve Guerre.

Villeveyrac :

1 maison avec écurie, cour et caves, four, sol vacant et sol à dépiquer, dépendant de l'abbaye de Valmagne.

2 vignes et herme de 3 sétérées, dépendant de la cure et de la Fabrique.

Le tout estimé 3.758 et vendu 8.520 à Brouzat, Colombier, Bonnet, Mazacis, de Villeveyrac, et Revel, de Pézenas.

BIENS DE DEUXIEME ORIGINE

CANTON DE BEZIERS

Commune de Béziers :

39 ventes de biens immobiliers bâtis et non bâtis :
Montant total des estimations : 205.025 livres.
Montant total des adjudications : 618.940 livres.

A. — Nature des biens vendus

24 maisons dont certaines avec parterre et écuries, estimées 205.513 et vendues 530.740.

16 vignes, champs et olivettes de 15 sétérées, estimés 6.832 et vendus 104.640.

B. — Origine de ces biens

35 proviennent de biens de prêtres émigrés, déportés ou reclus au nombre de 21 : Boyer, J. et F. Martin, Blanc, Rouyer, Petit, Olivier, Salvan, Rey, Rouzié, Jaabert, Roudié, Bernard, Bepel, Antoine et Jérôme Granier, Farret, Gondié, Daydé, Causse et Bezombes.

Ces biens représentent une valeur à la vente de 544.290 livres, soit 439.650 pour 19 maisons et 104.640 pour les 16 lots de terres.

5 proviennent de biens confisqués aux émigrés et condamnés civils au nombre de 6 : Gautié, Martin, Paul Dorsène, Mercadier Frères et Bastet, duc d'Uzès.

Ces biens consistent en 5 maisons vendues 91.080.

C. — Acquéreurs de ces biens

Ils sont au nombre de 35 :

29 habitants de Béziers parmi lesquels Vézian, propriétaire des moulins de Bagnols, Granal, orfèvre, Bouisson, piâtrier, Cadelard et Marc, cordonniers, Arribat, tailleur d'habits, Mailhac, tonnelier, Bourrel, potier, Lautier, boucher, Massot, négociant, veuve Munier, Fabre et Bessières, cultivateurs.

6 ménagers habitants de villages : Varlet et Tournal, de Bessan, Berger et Pech, de Corneilhan, Gelly, de Lignan, et Guibert, de Murviel.

Commune de Cers :

Vente du 27 Germinal an III :

1 cave et grenier à foin, 2 jardins et 6 lots champs et vignes de 10 sétérées dépendant de Louis Espié, ex-curé de Cers, prêtre déporté, le tout estimé 11.560 et vendu 40.490 à Antoine Bepel (2), Rentière, Vassas et Tarbourie h, de Cers, G. Bepel, de Portiragnes (2), Argens et Alengry, de Villeneuve.

Commune de Corneilhan :

Vente du 18 Ventôse an III :

1 vigne de 3 sétérées provenant de J. et F. Martin, prêtres déportés, estimée 400 et acquise pour 4.105 par Abbal, de Béziers.

Commune de Villeneuve :

Ventes des 5 et 6 Messidor an II :

39 lots champs, prés, vignes et olivettes de 50 sétérées provenant de Culon Villarson le fils, émigré, résidant à Béziers, estimés 33.255 et vendus 102.165.

Les acquéreurs, au nombre de 31, sont 30 habitants de Villeneuve et Poudérous, de Béziers, acquéreurs de 2 lots.

Commune de Cazouls :

Ventes des 25 et 26 Nivôse an III :

13 lots champs et vignes de 32 sétérées provenant de G. Crouzilhac, ancien curé de Maurelhan, prêtre déporté, estimés 11.735 et vendus 45.715 à Laborde, fabricant d'eau-de-vie de Pouzolles (7 lots), Martin (3), B. Cassan (2), Bellaman et Rouch, tous de Maraussan.

Ventes des 23 et 25 Prairial, 1 et 4 Messidor an III :

1 bergerie et autres bâtiments avec champs, vignes et hermes de 195 sétérées, provenant de Thomas Bezombes, prêtre déporté, le tout estimé 36.745 et acquis pour 113 000 par F. Martin, de Cazouls.

1 autre bergerie et 61 lots champs, vignes, olivettes et hermes de 260 sétérées provenant également de Bezombes, estimés 91.700 livres et vendus 651.815 à 20 acquéreurs de Cazouls, Fraissinet, de Maraussan (2), et Mas, de Servian (15 lots).

1 muséat de 3 sétérées provenant de J. Boniol, prêtre déporté, estimé 750 et acquis par Ant. Soulaïrol, de Cazouls, pour 3.380.

Commune de Colombiers :

Ventes des 17 et 18 Floréal an II :

17 lots champs et vignes de 71 sétérées provenant de Joseph Moyria, émigré, résidant à Béziers, estimés 15.219 et vendus 31.330 à Mourgues (4), Alengry (2), Audibert (3) Bellaman, Lavit et Martin, tous de Colombiers, et Cougnenc, de Montady (5 lots).

Commune de Lespignan :

Ventes des 7 et 8 Fructidor an II :

1 maison avec basse-cour et patus (1.600-6.100), 1 écurie et 23 lots champs, vignes et olivettes de 33 sétérées (17.212-65.780), dépendant d'Alexis Gondret, prêtre déporté. Les acquéreurs sont 14 habitants de Lespignan et Verdier, meunier au Moulin des Salles (7).

Ventes des 1^{er}, 3, 5, 8, 15, 19, 22, 24, 26, 29 Vendémiaire et 5, 7, 8, 11, 13, 15 Brumaire an III :

Biens dépendant d'Hercule Rosset, ci-devant duc de Fleury, résidant à Paris, émigré.

3 écuries avec leur grenier à foin, magasin pour le blé, cuisine, four à pain, 2 chambres, cave, pigeonnier, basse-cour, pâturage de 80 sétérées, champ de 42 sétérées, herme de 9 sétérées, ferrajals, aire et jardin de 4 sétérées (19.511-19.700).

1 four, 2 écuries, 1 tinéral, 1 remise, cuisine, volailler et cave (6.044-21.871).

1 maison divisée en 2 lots (12.085-13.975).

1 jardin de 4 sétérées avec maison du jardinier, local et sol au devant de la fontaine (6.990-22.500).

50 champs, vignes, olivettes, jasses et ferrajals divisés en 243 lots d'une superficie totale de 650 sétérées, estimés 190.285 et vendus 548.770.

Les acquéreurs sont tous de Lespignan à l'exception de Tindel et Michelet de Béziers. Il y a lieu de noter en outre que 25 femmes se sont portées acquéreurs :

Anne Cabanne, épouse Quissac; Pradel, épouse Gleizes; Françoise Vernhes, épouse Combes; Catherine Gleizes, épouse Martin; Sahuc, épouse Ponsonnaille; Marie Gleizes, épouse Merle; Marie Cruvézy, épouse Labadie; Fabre, épouse Cruvézy; Marie Lognos, épouse Ramel; Marie Chavardès, épouse Albouy; Claire Miramond, épouse Barral; Marie Crassous, épouse Gardiès; Marie Condat, épouse Cugnenc, Marguerite Dupré, épouse Tarbourie h, Claire Crussoye, épouse

Sahue; Cabannes, épouse Vidal; Marie Alengry, épouse Barral; Merle, épouse Roque; Marie Pagès, épouse Fabre; Marie Bringuier, épouse Gleizes; Fabresse, épouse Barral; Bringuier, épouse Abéroux; Merle, épouse Albert; Catherine Pagès, épouse Miramond; Capdeville, épouse Vidal.

Certains ont acheté plusieurs lots et les maris de la plupart d'entre elles se sont portés acquéreurs pour leur propre compte d'un ou plusieurs lots.

Vente du 15 Messidor an III :

Herbe, champ et ferraial de 24 sétérées divisés en 8 lots provenant également du duc de Fleury, le tout estimé 4.826 et acquis 45.390 par Blanquier (2), Bataille (2), Merle (2), Ponsonnaille et Sahuc, tous de Lespignan.

Commune de Sauvian :

Vente du 15 Fructidor an II :

1 vigne divisée en 2 lots de 4 sétérées provenant de Jacques Roudier, prêtre reclus (1.302-3.050), à J. Causse, de Vendres.

Commune de Sérignan :

Ventes des 11, 12, 13, 28, 29 Nivôse, 11, 12, 21, 22, 24, 25 Pluviôse, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 25, 26 Ventôse, 11, 12 et 14 Germinal an II :

Sur les biens de Castanié, veuve Poulpri, émigrée, ci-devant seigneuresse de Sérignan, et résidant à Paris.

14 lots immobiliers bâtis : chapelle, écuries, celliers, greniers, boulangerie, maison du maréchal, bâtiments du vieux château, 2 boutiques avec four et moulin à huile (29.300-66.470).

La métairie de la Domergue, 1 bergerie et 79 pièces de terre, vignes, luzernes, jardins, condamines, hermes, morcelées en 268 lots d'une superficie totale de 905 sétérées, le tout estimé 309.159 et vendu 872.271.

L'immense majorité des acheteurs est de Sérignan. Il y a en outre 24 acheteurs de Villeneuve, 6 de Sauvian, 3 de Béziers et 1 de Corneilhan.

Commune de Vendres :

Vente du 12 Fructidor an II :

3 maisons dont une avec écurie, cellier et grenier à foin (1.710-6.605) et 10 lots vignes et olivettes de 22 sétérées (7.499-41.180), provenant de J. Roudier, prêtre reclus.

Les acquéreurs, au nombre de 11, sont tous de Vendres, sauf Madeleine Hermen, épouse Roumagnac, de Béziers.

Vente du 23 Floréal an III :

1 four et 4 lots champs et vignes de 10 sétérées (10.160-39.625) provenant de J. Barbier, de Béziers, prêtre reclus, acquis par Rafanel, Fauri, Coste et Bès, tous de Vendres.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

Ventes des 4 et 5 Pluviôse et 23 Floréal an II :

Sur Fabre, Canaguiet, Aubin, Colard, Ribes, Sallèles, Gohin, Taillet, Lauvet et Perné, prêtres déportés, émigrés ou reclus.

11 maisons et 1 écurie avec grenier à foin, 7 lots vignes et olivettes de 12 sétérées, le tout estimé 77.405 et acquis 288.690 par 19 acquéreurs d'Agde dont Vergnes, enseigne de vaisseau non entretenu.

Commune de Bessan :

Ventes des 24 et 25 Floréal, 4, 11, 12, 24, 25, 27, 29 Prairial, 1^{er}, 2, 4, 5, 8, 9, 25, 27 Messidor an II, 17, 19, 22, 25, 27, 29 Brumaire, 2, 4, 6, 9, 11 Frimaire, 8, 9, 17, 18, 24, 25, 27, 28 Floréal, 1^{er}, 5, 7, 11 Prairial an III :

Tous ces biens appartenant à Bastet, ci-devant Crussol, duc d'Uzès, émigré.

Le moulin de Bessan, avec 6 meules, bacs et bateaux, écurie, cellier, volailler, four à pain, champ 1 sétérée et ile de 26 sétérées, le tout estimé 63.000 et acquis 100.070 par Crouzilhac, de Pézenas.

8 lots immobiliers bâtis estimés 34.300 et vendus 99.200 à des habitants de

Bessan, à l'exception du lot le plus important : bâtiment, cellier, écuries, remise et cave acquis pour 35.300 par Etienne Sabatier, négociant à Montpellier.

36 champs et vignes morcelés en 640 lots d'une superficie totale de 1.107 sétérées, le tout estimé 284.854 et vendu 1.471.716.

La majeure partie a été acquise par des habitants de Bessan, exerçant le plus souvent la profession de ménager. Il y a aussi des artisans, 2 officiers de santé et 1 aubergiste. Plus de la moitié des acquéreurs ont acquis chacun plusieurs lots, et certains ont acheté jusqu'à 35 lots.

Les acquéreurs n'habitent pas Bessan sont au nombre de 13 : Mascon, marchand de fer (8 lots); Vidal et Carlet, de Béziers; Jalabert, de Marseillan (4); Jamet, de Toulouse; Giscard et Reboul (3), de Neffiès; Floret (13), Rigal (6), Bouvier (4), Montagne et Salva, d'Agde.

Il y eut à Bessan 6 ventes sur folle enchère le 27 Vendémiaire an IV :

1 champ de 1 sétérée estimé 450, acquis par Louis Tournal pour 5.400 et revendu à J. Tournal 10.075.

1 champ de 1 sétérée estimé 450, acquis par Louis Tournal pour 5.100 et revendu à Hondrat pour 17.000.

1 champ de 2 sétérées estimé 600, acquis par Loubiès pour 8.000 et revendu à Christophe pour 24.000.

1 champ de 1 sétérée estimé 700, acquis par Louis Tournal pour 9.000 et revendu à J. Tournal pour 22.075.

1 champ de 1 sétérée estimé 700, acquis par Louis Tournal pour 8.005 et revendu à Hondrat pour 24.000.

1 champ de 5 sétérées estimé 1.300, acquis par Jalabert 13.075 et revendu à J. Amiel, de Montblanc, 82.000.

Il est à noter que ces prix élevés sont dus à la dépréciation de la monnaie, le nombre des enchères variant de 7 à 11.

Commune de Marseillan :

Vente du 12 Fructidor an II :

Sur les biens de Sernin Maffre, de Marseillan, émigré.

4 lots vignes de 10 sétérées estimés 5.020 et vendus 13.510 à Banq (2 lots), Barboujal et Cèbe, tous de Marseillan.

Commune de Vias :

Ventes des 2, 3, 5, 6 Thermidor an II :

Sur Bastet, ci-devant Crussol, duc d'Uzès.

1 bâtisse divisée en 4 lots comprenant maison, greniers à foin, tour, cave et patus, estimés 3.650 et acquis 18.995 par Caucanas, Dufour, Jaume et Rey, de Vias.

5 champs et 1 ferrajal divisés en 72 lots de 74 sétérées, estimés 19.317 et vendus 71.060 à 32 habitants de Vias, presque tous ménagers, et à Ravaille (8) et Banel, d'Agde.

CANTON DE BEDARIEUX

Commune de Camplong :

Vente du 13 Messidor an II :

Sur Béranger Thézan, Saint-Geniès, émigré, ci-devant seigneur de Bous-sargues et autres lieux, résidant à Paris.

1 casal avec petit appartement et 6 prés, herme et châtenettes, divisés en 22 lots de 23 sétérées estimés 13.551 et vendus 30.407 à 10 habitants de Camplong et à Dessèche, P. Jean et Combacal, de Saint-Martin-de-Cléménçon.

Commune de Boussagues (La Tour-sur-Orb) :

Ventes des 3 et 4 Floréal an II :

Sur les biens de Béranger Thézan, ci-devant seigneur de Boussagues.

Le domaine de la Tour, avec bâtiments, basse-cour, moulin à blé, forge, herme, pré, terre, bois de chênes et de rivage de 76 sétérées estimé 34.965 et acquis 50.450 par Julian, de Béziers.

La métairie de Mirande, avec bâtiments, jasse, champs, bois et hermès de 63 sétérées (12.775-14.010), acquise également par Jullian, de Béziers.

1 moulin à huile et 2 cazals estimés 1.308 et acquis pour 1.685 par Boubals et Corneiller (2), de Boussagues.

19 lots champs, vignes, bois et prés de 47 sétérées, estimés 11.058 et vendus 16.605 à Nougier (4), Debru (3), Nègre (3), Boubals (2), Bélugou (2), Corneiller, Milnau, Gazilhac, de Boussagues, et Abelous et Valette, de Bédarieux.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Capestang :

Vente du 18 Floréal an II :

Sur Joseph-Claude Moyria, émigré, demeurant à Béziers.

1 champ de 19 sétérées divisé en 2 lots estimés 4.635 et acquis pour 8.170 par Cougnenc et Aubès de Montady.

Commune de Maureilhan :

Même vente :

3 champs de 9 sétérées estimés 2.753 et vendus 5.760 à Marrot (2) et Vabre, de Montady.

Commune de Puisserguier :

Ventes des 15, 18, 22, 24, 28 Frimaire et 1^{er} Nivôse an III :

Sur Barbier fils, de Béziers, ancien capitaine d'infanterie, émigré.

1 moulin à huile avec chaudron cuivre, pressoir, meule à moudre les olives, piles de pierre, écuries le tout estimé 3.500 et acquis pour 7.600 par Lignon, de Puisserguier, pour Marc, militaire.

9 biens immobiliers bâtis, maisons, écuries, magasins et tinéral, le tout estimé 9.300 et vendu 38.770 à 8 habitants de Puisserguier, dont Rouanet, maréchal.

92 lots jardins, ferraials, champs vignes, hermes et olivettes d'une superficie de 230 sétérées, le tout estimé 72.856 et vendu 210.005 à 64 habitants de Puisserguier, surtout ménagers. On trouve en outre 1 maréchal, 1 bouanger, 1 aubergiste, 1 négociant et 1 acquéreur de Béziers, Caries.

CANTON DE FLORENSAC

Commune de Florensac :

Ventes des 11, 14, 16, 18, 21, 24 et 26 Thermidor an II et 3, 4, 6 Nivôse an III :

Sur Bastet, ci-devant Crussol, duc d'Uzès, émigré.

Le moulin à huile sur l'Hérault avec terre et grangette, estimé 90.000 et acquis pour 153.510 par J. Garguil, de Pézenas.

10 prés et champs morcelés en 216 lots d'une superficie totale de 255 sétérées, le tout estimé 96.397 et vendu 272.605.

Les acquéreurs, au nombre de 91, sont répartis en 34 habitants de Florensac, ménagers ou agriculteurs, pour 63 lots; on note en outre 2 pâtriers, 1 charron et 1 manouvrier, acquéreur de 2 lots; 51 habitants de Saint-Thibéry, presque tous ménagers, pour 132 lots, dont certains, tels Caumette, Layris et Goudisard, acquéreurs de 9 à 11 lots; 2 habitants de Pomérols, Baudou (2) et Pujol; 2 de Pézenas, Masréchal et Malibras, pour 4 lots chacun; 1 de Bessan, Barral, pour 4 lots, et 1 de Caux, Fabre, pour 6 lots.

Commune de Castelnau-de-Guers :

Vente du 2 Germinal an III :

Sur Béranger Thézan, ci-devant seigneur de Conas, résidant à Toulouse, émigré.

1 champ divisé en 8 lots de 20 sétérées, estimés 13.087 et vendus 71.125 à Salles et Viois, de Pézenas, Pagès, de Nézignan-Libre et Vergnes, de Castelnau.

CANTON DE MONTAGNAC

Commune de Montagnac :

Vente du 7 Floréal an III :

Sur Béranger Thézan.

1 champ de 1 sétérée acquis par Petiot, 3.000 sur une estimation de 500.

Ce champ a été revendu sur folle enchère le 29 Fructidor an III et acquis par Pauzier, de Cazouls-d'Hérault, pour 10.025.

Commune d'Aumes :

Ventes des 29 Germinal et 7 Floréal an III :

Sur Béranger Thézan.

1 moulin à blé avec écurie, patus, jardin et champ de 1 sétérées estimé 26.000 et acquis 140.000 par Couvezy, de Pézenas.

29 lots champs, olivettes et bois de rivaqe de 116 sétérées estimés 54.984 et vendus 368.485 à Macis, Garguil, meunier, Boudou et Billière, de Pézenas, Bayle, de Marcellan, Larosé et Carrière, de Montagnac, Coudou, de Lézignan et 11 ménagers ou agriculteurs d'Aumes.

CANTON DE MURVIEL

Commune de Laurens :

Vente du 27 Germinal an III :

Sur P. Coste, prêtre déporté.

5 lots champs et vignes de 9 sétérées estimés 9.880 et vendus 18.275 à 5 habitants de Laurens, tous ménagers. 3 de ces lots furent revendus sur folle enchère le 29 Fructidor an III et acquis par Lussac et Mestre, de Laurens et Michelet, de Béziers, pour 5.375 contre 4.750 lors de la première vente.

Commune de Pailhès :

Ventes des 7, 11, 12 Messidor an II :

Sur Charles Claresins-Lavallière, châtelain de Pailhès, vivant de ses revenus, résidant à Paris.

Le château de Pailhès, morcelé en 3 lots estimés 11.500 et vendus 12.410 à Blayac, Graniér et Mestre, de Pailhès.

41 lots prés, champs, vignes, olivettes et hermes de 175 sétérées estimés 37.912 et vendus 167.885 à 21 acquéreurs : 11 de Pailhès, 4 de Puimisson, 2 de Saint-Geniès, 2 de Thézan, 1 de Corneilhan et 1 de Béziers.

Commune de Thézan :

Ventes des 3 et 4 Messidor an II :

Sur J.-B. Nouary, prêtre émigré, résidant à Thézan.

2 lots immobiliers, estimés 2.600 et vendus 6.550 à Chuchet, de Béziers et Cavalé, de Thézan.

30 lots champs, olivettes, vignes, jardin et gravas de 74 sétérées, estimés 27.814 et vendus 152.265 à 18 acquéreurs dont 14 de Thézan, 1 de Corneilhan, 1 de Lignan, 1 de Murviel, Yvernès, juge de paix, et 1 de Béziers, Malaure, marchand, ce dernier acquéreur de 8 lots.

CANTON DE PEZENAS

Commune de Pézenas :

Ventes des 1^{er}, 2, 4, 7, 8, 9, 17, 19 Germinal an III :

Sur Béranger Thézan, ci-devant seigneur de Conas, émigré.

Le château de Conas avec écurie, bergerie et cave, ferrajal, champs 23 sétérées, vigne 5 sétérées, île au milieu de l'Hérault de 40 sétérées, luzerne de 24 sétérées, blé ou avoine de 80 sétérées, prairies et beaux arbres, en tout 174 sétérées, estimé 134.961 et acquis pour 721.300 par Augustin Granal, de Servian.

1 moulin bladier sur l'Hérault avec logement du meunier, écurie, paillier

et hangar, champs et prés de 9 sétérées, estimé 56.618 et acquis par André Soulié, de Nézignan, pour 301.300.

7 lots immobiliers, maison, écuries, remises, estimés 9.400 livres et vendus 40.400 à Cœuvezy, de Pézenas, Bernard, Petit, Caumil, Blanc, F. et J. Gaudion, de Conas.

1 moulin à blé avec écurie, patus, jardin et champ de 2 sétérées estimé 26.000 pour 32.375 par 13 habitants de Conas.

40 champs, vignes, olivettes, prés et bois de peupliers, morcelés en 99 lots d'une superficie totale de 325 sétérées, estimés 117.404 et vendus 785.720 à 116 acquéreurs : 39 de Pézenas, 29 de Castelnaud dont 4 veuves, 18 de Nézignan, 5 de Conas dont François et Joseph Gaudion, acquéreurs de 8 lots : 3 de Lézignan, 4 de Caux, 2 de Tourbes, 2 de Valros, 2 de Pomérols, 1 de Neffiès et 1 de Nizas.

Il y eut deux reventes sur folle enchère le 29 Fructidor an III : 1 champ 2 sétérées et pré une sétérée, estimés 1.800 et vendus à J. Thomas, de Nézignan, 8.050, furent revendus 19.025 après 11 enchères à L. Vaisset, de Nézignan. Une vigne de 5 sétérées, estimée 2.275 et vendue à Bou's et, de Pézenas, 10.125, fut revendue 14.025 après 8 enchères à Billière, négociant à Pézenas.

Commune de Tourbes :

Vente du 17 Germinal an III :

Sur Béranger, ci-devant marquis de Thézan.

Une olivette de 3 sétérées, estimée 1.668 et acquise pour 10.150 par Boudou, de Conas.

CANTON DE ROUJAN

Commune de Roujan :

Vente du 23 Floréal an III :

Sur Pierre Bonery, prêtre déporté.

4 lots immobiliers, maisons et écuries, estimés 4.600 et acquis pour 57.900 par Cellier, de Béziers, Audibert, Bicut, berger, et Bousquet, de Roujan.

5 lots champs, vignes, olivettes et ferrajal de 7 sétérées, estimés 5.600 et vendus 68.855 à Audibert, Barriel, Boudet et Senaux (2), de Roujan.

Commune de Magalas :

Vente du 14 Pluviôse an III :

Sur Jacques Augier, prêtre émigré.

5 olivettes, champs et vignes morcelés en 14 lots de 67 sétérées, estimés 15.264 et vendus 98.715. Les acquéreurs, au nombre de 11, sont tous de Magalas et cultivateurs, à l'exception de Auzigardes, de Pouzolles, acquéreur de 2 lots.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune d'Hérépian :

Vente du 1^{er} Thermidor an II :

Sur Pons Marthe, ci-devant marquis de Thézan, seigneur du Poujol, émigré.

4 lots chatenettes, bois, herme et prairie de 283 sétérées, estimés 10.198 et acquis pour 13.150 par Cavaillé, Poujol et Roque, du Poujol, et Mas, d'Hérépian.

Commune du Poujol :

Ventes des 4, 11, 12, 14, 15, 17, 21 Floréal, 15, 17, 23, 24, 28 Messidor, 1^{er} Thermidor an II, 29 Vendémiaire et 19 Germinal an III :

Sur Pons Marthe, ci-devant marquis de Thézan, seigneur du Poujol, émigré.

Le corps de bâtisse appelé Bains de Lamalou avec chambres, salons, cuisines, salles à manger et piscines pour les bains, estimé 36.502 et acquis par Bessières, de Béziers, pour 140.100.

Le domaine de Coubillon avec bâtiments, pré 15 sétérées, champs 88 sétérées, bois de rivage et de chênes verts de 92 sétérées, gravas et herme de 75 sétérées, le tout estimé 24.101 et acquis 78.000 par Lapière, de Bédarieux.

Une métairie avec bâtiments, champ, pré et bois de rivage, estimée 10.600, acquise par Joachim Cavaillé et Louis Alquier, du Poujol, pour 21.130.

Une autre métairie avec bâtiments, champs 14 sétérées, chatenette 15

sétérées, champ en friche 10 sétérées, herme 10 sétérées, bois 65 sétérées, estimée 4.800 et acquise pour 20.050 par Joachim Cavailhé.

1 moulin à blé avec champ et pré de 17 sétérées, estimé 15.125 et vendu 111.000 à Bernard Milhé, de Pézenas.

14 lots immobiliers, maisons, four, patus et terrasses, estimés 27.788 et vendus 32.705 à 14 habitants du Poujol.

50 champs, vignes, prés, chatenettes, hermes, olivettes, bois taillis et de rivage, morcelés en 203 lots d'une superficie totale de 1.382 sétérées, estimés 158.590 et vendus 411.736. Les acquéreurs, au nombre de 173, sont presque tous agriculteurs, du Poujol ou d'Hérépian. On peut citer en outre 1 officier de santé, Pistre, 1 aubergiste, Alquier, 1 fabricant de cercles de barriques (industrie particulière au Poujol, Plos et Augé, greffier du juge de paix. Il y a 3 acquéreurs de Béziers : Laugé, Mailhat, tonnelier, et Malaret (2) ; Valette, de Bédarieux, et Astruc, de Colombiers, acquéreur de 3 lots contigus.

1 lot fut revendu sur folle enchère le 29 Fructidor an III : le moulin à blé avec champ et pré de 17 sétérées, estimé 15.125 et acquis pour 111.000 par B. Milhé, de Pézenas, fut adjugé 170.000 à Adrien Gept, de Laurens, après 10 enchères.

CANTON DE SERVIAN

Commune de Coulobres :

Vente du 15 Ventôse an III :

Sur Antoine Boudou, prêtre déporté.

6 lots vignes et champs de 5 sétérées, estimés 1.460 et acquis pour 12.640 par Biau, Boyer, Bousquet et Levère, de Coulobres (2 lots) et Brousse, d'Abeilhan.

VENTES EFFECTUEES SANS ENCHERES AU CHEF-LIEU DU DEPARTEMENT

CANTON DE BEZIERS

Commune de Béziers :

21 Prairial an IV. — Enclos renfermant 1 champ de 11 sétérées (religieux Minimes), vendu 10.790 à Crassous, garde-magasin à Toulon.

4 Messidor. — 2 sixièmes et demi de la métairie de Pradines (Fleury, de Toulouse, émigré), 15.335 à Barthés, de Béziers.

Maison, église, couvent, cour, citerne, écuries et jardin rue de la Tible, (Capucins), 32.294 à Coste-Mazel, négociant à Béziers.

8 Messidor. — Couvent avec petite maison, cour, patus et jardin (religieuses Sainte-Ursule), 38.700 à Jouve, de Béziers, pour un quart. Pélassier, de Murviel, pour un autre quart et Vialles, négociant à Béziers, pour la moitié.

9 Messidor. — Le couvent des religieux Minimes au faubourg, vendu 14.400 à Crassous, garde-magasin à Toulon.

1 vacant au bord de la Citadelle (commune). 1.452 à Bernard.

Le couvent des religieuses du Saint-Esprit avec une église, cour, jardin et dépendances, vendu 48.816 à Alexis Iché, de Béziers.

13 Messidor. — Le couvent des religieuses de Sainte-Marie avec église, cours, jardin et enclos vendu 39.060 à Martin, de Béziers, qui cède un sixième à Fontenay, ingénieur, également de Béziers.

14 Messidor. — Eglise champêtre de Saint-Jean, d'Aureilhan, avec ancien cimetière et jardin, vendue 3.960 à Julien, de Béziers.

16 Messidor. — 1 lambeau de terre inculte, vendu 1.936 à Fontenay, ingénieur.

24 Messidor an IV. — Les garrigues de Saint-Jean-de-Libron, de 1.105 sétérées (Ordre de Malte), vendues 11.654 à Antoine Cassagne, marchand à Béziers.

29 Messidor. — 2 lots terres de 9 sétérées (Riquet Carman, émigré), 4.143 à Crassous, ci-devant maître de poste, qui cède un tiers à Colard et un tiers à Julien, de Béziers.

La maison, église, cour, patus et jardin des religieuses du Refuge, vendue 20.952 à Julien, de Béziers.

3 Thermidor. — La maison presbytérale, écurie, cour, jardin et logement du portier de l'église de la Madeleine (commune), 18.000 à Rampon, de Montpellier.

5 Thermidor. — 1 boucherie, étendoir, maison de triperie, écorchoir, enclos et patus (commune), 12.600 à J. Martin, de Béziers.

8 Thermidor. — Terres de 65 sétérées (Riquet Carman, émigré), 24.183 à Jouve et Geoffroy, de Béziers, et Pélassier, de Murviel.

14 Thermidor. — Un tiers du domaine de Poussan, de 125 sétérées (Franc aîné, officier du génie), 30.184 à Annibal Franc, de Narbonne.

16 Thermidor. — Une maison à la porte de la Citadelle ayant servi de bureau pour le poids de la farine (commune), 1.152 à André Fabre, de Béziers.

24 Thermidor. — Une maison rue Française (Pague, émigré), 9.000 à Bernard, de Béziers.

12, 13, 17 Fructidor. — 6 terrains à bâtir de 2 sétérées (commune et ci-devant domaine), 2.173 à J. Donnadieu, de Béziers.

14 Fructidor. — 1 boutique (commune), 450 à Pastre, ingénieur à Béziers.

25 Fructidor. — 1 terrain touchant une maison à la Citadelle (commune), 242 à André Fabre, déjà propriétaire de la maison.

27 Fructidor. — Le cloître de Saint-Aphrodise (Chapitre), 4.176 à Fraisse, officier de santé.

Le maison presbytérale de Saint-Aphrodise (commune), 6.300 à Rey-Pailhade cadet.

28 Fructidor. — Les trois-quarts de la métairie et terres de Saint-Jean, d'Aureilhan, 3 prés à Villeneuve, le tout d'une superficie de 235 sétérées et une maison et écurie à Béziers (Antoine, Raymond et Victor Pradines, émigrés), 44.630 à Raymond, Henri et Charles Pradines.

29 Fructidor. — La moitié d'une maison (Pascal Petiot, ci-devant frère Récollet, émigré), 378 à Oct. Vidal.

13 Brumaire an V. — L'église Saint-Félix (commune), 8.100 à C. Martin, de Béziers.

1^{re} Frimaire. — La maison servant de logement à l'exécuter de la Haute-Justice (commune), 360 à J. Enjalvin, de Montpellier.

12 Frimaire. — 1 terrain de 3 sétérées vendu 100 à J. Donnadieu.

14 Nivôse. — 2 terrains à bâtir (commune), 88 à J. Donnadieu, de Béziers.

14 Germinal. — Le couvent de Saint-Jacques, avec jardin et cour (religieux de Saint-Jacques), 30.276 à J. Donnadieu.

24 Germinal an V. — Terrain dit Vieux chemin de Montpellier (commune), 22 à J. Donnadieu.

21 Floréal. — 2 terrains et une petite île dans l'Orb de 3 sétérées (commune), 396 à J. Donnadieu, de Béziers.

15 Germinal an VI. — Le Palais de Justice de Béziers (liste civile), 20.700 à Fraisse, médecin, Fontenay, ingénieur, et Gabrielle Nattes, épouse Bernard, médecin.

15 Germinal an VII. — Les terres hermes du domaine de Cabrials de 50 hectares (Prieuré commendataire de Notre-Dame-de-Cassan), 3.080 à Coste, conservateur des Hypothèques, de Béziers.

17 Floréal. — La chapelle et cimetière de Clairac (commune), 578 à P. Lablanque, de Béziers, résidant à Paris.

Commune de Bassan :

7 Messidor an IV. — 1 moulin à huile (commune), 1.800 à Bouttes et F. Gelly.

Une vieille maison ayant servi de logement à l'institutrice, 252 à Ledenac (commune).

25 Fructidor. — 1 jardin et une vigne de 2 sétérées jouie par le curé (commune), 726 à F. Gelly, de Bassan.

22 Frimaire an V. — Une partie de la maison presbytérale (commune), 630 à Canet, de Servian.

23 Frimaire. — Sol (commune), 44 à J. Bouttes, agriculteur.

12 Nivôse an V. — 1 four à cuire le pain (commune), 2.353 à Lédénac, de Bassan.

1^{re} Germinal. — 1 magasin avec pressoir (commune), 396 à F. Gelly.

3 Fructidor an VI. — Sol (commune), 33 à Lédénac.

Commune de Boujan :

24 Frimaire an V. — 1 moulin à huile (commune), 1.854 à J. Cabanel, de Boujan.

26 Frimaire. — 2 creux à fumier, 1 champ et 1 ferraial ayant appartenu au curé (commune), 620 à Cabanel, de Boujan, et Lédénac, de Bassan.

11 Nivôse. — 1 champ de 6 sétérées couvert de gravier par les inondations (commune), 1.430 à Lédénac, de Bassan, et Tindé, de Béziers.

12 Nivôse. — 1 champ de 2 sétérées (commune), 378 à Lédénac, de Bassan.

21 Pluviôse. — Magasin, écurie et grenier à foin (commune), 864 à Lédénac.

19 Fructidor. — Four à cuire le pain (commune), 1.350 à Fourès, cultivateur à Boujan.

Commune de Cers :

12 Messidor an IV. — Ancienne maison commune, 1.080 à Chavardès, agriculteur de Cers.

17 Thermidor an IV. — Le presbytère de Cers (commune), 3.600 à A. Belpel.

17 Frimaire an V. — 1 moulin à huile (commune), 3.060 à Chavardès.

Commune de Corneilhan :

23 Messidor an IV. — Une écurie et maison commune, 1.370 à Marguerite Vignes, de Corneilhan.

4 Thermidor. — La chapelle avec ses dépendances des Pénitents, 810 à Rey-Pailhade, juge au Tribunal civil de l'Hérault.

Commune de Lieuran :

23 Messidor an IV. — Jardin et herme de 2 sétérées (commune), 517 à Marguerite Charbonnier, de Montpellier.

11 Thermidor. — Maisonnage avec four et moulin à huile (commune), 3.838 à Rigal, de Lieuran.

3^e Jour complémentaire. — Maison ci-devant curiale et écurie (commune), 2.100 à Marguerite Charbonnier.

24 Floréal an V. — Vacant (commune), 33 à Charles Cros, de la Grange, propriétaire à Amiens.

25 Ventôse an VIII. — La maison commune vendue 900 à Coste, conservateur des hypothèques de Béziers.

Commune de Lignan :

21 Messidor an V. — 1 petite écurie et 1 four, la maison ci-devant commune (commune), 1.350 à Delcellier, agriculteur de Lignan.

Commune de Portiragnes :

26 Messidor an IV. — Maison commune, 1.800 à J. Landuze.

5 Fructidor. — 1 terrain (commune), 110 à Belpel, de Cers.

Commune de Villeneuve :

2 Messidor an IV. — Partie des fossés (commune), 242 à Vignier, marchand droguiste de Montpellier.

Champ de 5 sétérées (commune), 4.451 à Boudon, de Villeneuve.

24 Frimaire an V. — Four à pain (commune), 3.150 à Adrech et Martin.

11 Nivôse. — Ancien lit du ruisseau de Saint-Victor et chaussée (commune), 284 à Fuzier.

6 Messidor an VI. — Partie de la maison presbytérale (commune), 2.502 à Bessière, agriculteur à Villeneuve.

Commune de Cazouls :

1^{er} Fructidor an IV. — Maison et cazal du vieil hôpital et 3 vacants de 115 sétérées (commune), 1.453 à Donnadieu, agriculteur de Béziers.

25 Fructidor an IV. — Olivettes de 50 sétérées et vigne de 9 sétérées (Lamaure, père d'émigré), 24.453 à P. Lamaure, de Béziers.

21 Germinal an V. — Maison ci-devant commune, 1.396 à Claire Ayrolles, veuve Gibaudan, de Cazouls.

Commune de Colombiers :

16 Fructidor an IV. — 2 pièces de terres de 18 sétérées (Riquet Caraman, émigré), 5.017 à J. Martin, de Béziers.

11 Frimaire an V. — Ecurie et cellier (presbytère), 630 à Savy, de Montpellier.

13 Frimaire. — Vacant (Jésuites de Béziers), 27 à Thomas, agriculteur de Colombiers.

Commune de Lespignan :

3 Messidor an IV. — Maison et ciel ouvert (commune), Françoise-Elisabeth Lapucelle, épouse Moyria, de Béziers, pour 900.

9 Messidor. — Ecurie et grenier à foin (commune), 594 à André Bouisson, de Béziers.

16 Messidor. — Vigne de 1 sétérée (commune), 451 à Fontenay, ingénieur à Béziers.

3 Thermidor. — 300 sétérées de terres hermes (Rosset, ci-devant duc de Fleury, émigré), 3.240 à Michelet, de Béziers.

14 Fructidor an IV. — Bâtiment (commune), Fr. Lapucelle, épouse Moyria, de Béziers, pour 270,

28 Vendémiaire an V. — 2 sols et vieilles tours (commune), 334 à F. Boyé, de Montpellier, et Batalié, agriculteur de Lespignan.

4 Brumaire. — Sol (commune), 38 à Ponsonnaille, de Lespignan.

14 Brumaire. — Sol (Rosset, ci-devant duc de Fleury, émigré), 27 à Ponsonnaille.

29 Nivôse an V. — Partie de la maison curiale (commune), 1.116 à André Bouisson, cultivateur à Béziers.

Commune de Maraussan :

14 Messidor an IV. — Vigne d'une sétérée (commune), 300 à Julien, de Béziers.

24 Messidor. — Un quart du domaine de Villenouvette, de 263 sétérées garrigues, 120 sétérées bois et 27 garenne (les deux frères Cailus, émigrés), 27.113 à J. Donnadiou, de Béziers.

29 Messidor. — Un huitième du domaine de Villenouvette, 13.550 à Charles Frégeville, général de brigade de Montpellier.

17 Thermidor. — Un quart du domaine de Villenouvette, 27.113 à J. Donnadiou, de Béziers.

22 Thermidor. — Un dixième du domaine de Villenouvette, 10.845 à Charles Frégeville.

22 Vendémiaire an V. — Maison presbytérale (commune), 3.330 à Cassan, de Maraussan.

12 Germinal. — Pièce de terre (commune), 352 à Vidal, de Saint-Félix-de-Lodez.

Commune de Sauvian :

7 Messidor an IV. — 1 mare de 1 sétérée (commune), 460 à Cassagne, de Béziers.

12 Messidor. — 1 four (commune), 3.300 à Cassagne, de Béziers.

3 Vendémiaire an V. — 2 vacants (commune), 71 à Golfin pour F. Pezet, de Béziers.

6 Vendémiaire. — 1 vigne (commune), 110 à Simy, de Sauvian.

16 Vendémiaire. — Ancienne maison commune, 450 à Savy, homme de loi de Montpellier.

Commune de Sérignan :

5 Messidor an IV. — La maison où était la boucherie de la commune, 1.530 à Crouzat, de Sérignan.

1 champ attribué au curé comme jardin de 1 sétérée, 792 à Rey, de Sète. Chapelle des Pénitents (Confrérie des Pénitents), 2.700 à Castilhon, de Sérignan.

6 Messidor. — 1 champ de 2 sétérées (Confrérie Notre-Dame), 1.169 pour Rey, de Sète.

12 Thermidor an IV. — 1 lot du ci-devant château occupé par le Tribunal des Prud'hommes pêcheurs (commune), 4.104 à Rey, de Sète.

13 Thermidor. — 1 maison (veuve Poulpri), émigrée, 1.800 à Crouzat, marchand commissionnaire de Sérignan.

1 champ de 4 sétérées (veuve Poulgri, émigrée), 241 à Rey, négociant à Sète.

25 Fructidor. — 1 champ de 7 sétérées (commune), 972 à Rey, de Sète.

26 Fructidor. — Cinquième partie du château (veuve Poulpri, émigrée), 1.800 à Rey, de Sète.

28 Brumaire an V. — 9 champs de 74 sétérées (Antoine, Raymond et Victor Pradines, émigrés), 47.300 à Savy, homme de loi de Montpellier.

27 Pluviôse. — La maison presbytérale, avec écurie et jardin (commune), 2.400 à Antoine Granier, de Sérignan.

3^e Jour complémentaire. — Sol (chapelle du Saint-Sacrement), 154 à Crouzat.

25 Vendémiaire an VI. — 1 bâtiment servant de caserne (commune), 5.220 à Requirand, de Béziers.

24 Ventôse an VIII. — Ancienne maison commune, 1.026 à Barbet, de Sérignan.

Commune de Vendres :

7 Fructidor an IV. — Jardin du curé (commune), 220 à Arnal, officier de santé à Béziers.

18 Vendémiaire an V. — Sol (commune), 110 à Pastre, de Villeneuve-lès-Béziers.

6 Brumaire. — Maison presbytérale avec écurie et caves (commune), 4.500 à Alengry, de Vendres.

23 Brumaire. — Moulin à huile (chapitre Saint-Nazaire), 1.200 à Arnal, officier de santé à Béziers.

4, 8, 29 Frimaire an VIII. — 6 lots de 222 sétérées de terres dans l'étang (Rosset, ci-devant duc de Fleury, émigré), 26.120 à Capdeville, Ponsonnaille, Batalié et Fiche, de Lespignan, Alengry, de Vendres, et Bertrand, de Béziers.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

21 Prairial an IV. — Ecurie (séminaire), 1.764 à Bouchet, de Montpellier.

Boutique et fours, chambres et greniers, grande et petite écurie et appartement (séminaire), 5.994 à Bouchet.

12 Messidor. — Moulin à farine de 7 meules (commune), 216.540 à J. Thomas, de Montpellier.

16 Messidor. — 5 lots immobiliers provenant du ci-devant évêché, 7.526 à Meunier, serrurier (3 lots), Granier, d'Agde, et Savy, homme de loi, de Montpellier.

3 écuries et paliers (séminaire), 1.804 à Floret, d'Agde.

1 bâtiment appelé la boucherie (commune), 3.240 à Floret.

29 Messidor an IV. — 1 moulin à huile (commune), 7.200 à Dauby.

14 Thermidor. — Le cloître de Saint-Etienne et magasin (chapitre Saint-Etienne), 10.800 à Bousquet, d'Agde.

15 Thermidor. — Terrain avec piédestal de l'ancienne croix de la Mission, 495 à Cadenat, de Montpellier.

19 Thermidor. — Bâtiment ayant servi à l'exploitation de la dime (chapitre), 1.800 à Pons et Bastide, marchands à Agde.

3^e Jour complémentaire. — 200 sétérées de terre à prendre dans le Grand-Bagnas (commune), 15.400 à Bousquet, de Sète, copropriétaire du Grand-Bagnas, Salins et dépendances, pour lui et les autres copropriétaires.

26 Vendémiaire an V. — Egorgeoir et dépendances (commune), 1.800 à Floret, négociant à Agde.

22 Frimaire. — Champ de 5 sétérées (chapitre) et vacant (commune), 2.1⁵ à Coste, négociant à Agde.

26 Nivôse. — Maison curiale de Saint-Etienne (prieuré de Saint-Pierre-aux-Liens), 3.150 à Savy, homme de loi de Montpellier.

4 Pluviôse. — Vieux chemin de Marseillan à Agde (commune), 213 à Sicard, d'Agde.

18 Pluviôse. — Maison (Grande, religionnaire fugitif), 1.080 à Mimard, de Montpellier.

19 Frimaire an IV. — Petite chapelle champêtre (commune), 63 à Castan, de Montpellier.

7 Floréal. — Magasin sous le Tribunal de Commerce (évêché), 2.500 à Bastide, marchand d'Agde.

3 Frimaire an VII. — Petite maison (capucins de Notre-Dame du Grau), 252 à Granier, perruquier d'Agde.

7 Ventôse. — Maison (Frères écoles chrétiennes), 1.800 à Bastide, d'Agde.

15 Thermidor. — Partie de local servant de latrines publiques (évêché), 810 à Granier, perruquier d'Agde.

Commune de Bessan :

28 Thermidor an IV. — Ferrajal (commune), 88 à Molles, de Bessan.

3 Fructidor. — Terre de 1 sétérée (commune), 814 à Brun.

18 Fructidor. — Maison presbytérale (commune), 9.420 à Canet, agriculteur.

23 Fructidor an VI. — Terrain (commune), 220 à Brun.

Commune de Marzeillan :

19 Nivôse an IV. — Terre de 9 sétérées (chapitre d'Agde), 2.673 à Coste, négociant à Agde.

7 Germinal an V. — Bâtiment inachevé et terrain (commune), 3.000 à George, de Pézenas, et Quet, cafetier à Montpellier.

Commune de Vias :

28 Messidor an IV. — Fossé de 3 sétérées (commune), 2.772 à Floret, d'Agde.

29 Messidor, 28 et 29 Fructidor an IV, 21 Vendémiaire et 3 Nivôse an IV. — Maison dite de la boulangerie (2.160); maison dite des Casernes (3.150); maison dite de la boucherie (1.300); moulin à huile (5.574); maison presbytérale (5.400). Tous ces lots, appartenant à la commune, ont été vendus à Claude Duvern, de Montpellier.

3 Nivôse an VI. — Sol vacant (commune), 142 à Jaumes, de Vias.

CANTON DE BEDARIEUX

Commune de Bédarieux :

13 Frimaire an V. — Moulin à huile (commune), 2.700 à Jullien, de Bédarieux.

Commune de Boussagues :

28 Floréal an V. — Terre de 1 sétérée (curé), 198 à Mas, agriculteur.

Commune de Faugères :

25 Frimaire an V. — Maison presbytérale, 366 à Rolland, agriculteur à Faugères.

26 Frimaire an V. — Sol à dépiquer (commune), 209 à Carré, négociant à Montpellier.

29 Janvier 1808. — Jardin inculte (curé), 176 à Carré, négociant à Montpellier.

Commune de Pézènes :

13 Vendémiaire an V. — Herme de 1 sétérée (commune), 110 à Barbo, de Pézènes.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Capestang :

29 Fructidor an IV. — 1 écurie ci-devant jouie par le curé, 1 cimetière désaffecté et 2 terres de 3 sétérées (commune, chapitre et canonikat d'Imbert), 1.777 à Octavien Vidal, de Béziers.

4 Jour complémentaire. — 2 chapelles et 1 champ de 2 sétérées (commune, confrérie des Pénitents et commandeur de Grézan), 2.436 à Payre, de Capestang.

25 Germinal an VI. — Vacant, 44 à Henric, agriculteur à Capestang.

Commune de Creissan :

26 Fructidor an IV. — Ferrajal, tinéral et patus (commune), 478 à Payre, de Capeatang.

4 Jour complémentaire. — Tinéral et ferrajal (chapitre Saint-Just), 726 à Payre.

Commune de Maureilhan :

22 Messidor an IV. — Lopin de terre (commune), 27 à Alex Viguiér, de Montpellier.

15 Thermidor. — Métairie de Saint-Paul, de 207 sétérées, avec moulin (Besières, émigré), 34.823 à Balp, de Montpellier, Alicot, négociant à Fontès, et Baumes, de Clermont.

24 Thermidor. — Vigne de 1 sétérée (commune), 264 à J. Bernard, de Béziers.

28 Thermidor. — Petit bâtiment, commune, 1.008 à F. Cance, de Béziers.

19 Fructidor. — Lopin de terre ci-devant cimetière (commune), 50 à J. Enjalvin, de Montpellier.

12 Vendémiaire an V. — Terre (commune), 607 à B. Cassan, de Maraussan.

17 Prairial. — Petite maison (commune), 396 à J. Gigonzac, de Montpellier.

Commune de Montady :

29 Thermidor an IV. — Maison curiale, 3.226 à Audibert, administrateur du district de Béziers.

8 Fructidor. — Ancienne tour et église (commune), 1.566 au même Audibert.

18 Fructidor. — Four à cuire le pain et maison commune, 1.800 à Vabre, agriculteur de Montady.

14 Vendémiaire an V. — Domaine de Montady de 58 sétérées vignes et 92 sétérées champs et olivettes avec maisonnage et ménagerie (Claude Moyria, émigré), 28.984 à Jean Moyria, de Béziers.

25 Germinal. — 3 terres, olivettes, champ et vigne de 31 sétérées (Jessé, père d'émigré), 9.597 à Emilien Jessé, de Béziers.

Commune de Nissan :

23 Fructidor an IV. — Maison ci-devant curiale, 1.516 à Barral, de Nissan.

26 Fructidor. — Moulin à huile, 2.610 à Maury, de Nissan.

25 Brumaire an V. — Ferrajal (chapitre d'Alais), 509 à Maury, agriculteur à Nissan.

Commune de Poilhes :

26 Fructidor an IV. — Maison ci-devant curiale, 2.700 à Payre, de Capeatang.

4 et 6 Vendémiaire an V. — Eglise et l'étang de Poilhes, de 1.536 sétérées de terres submergées, appartenant à la commune, vendus respectivement 1.800 et 880 à Hérail, notaire à Béziers.

24 Prairial an VI. — Terrain (commune), 33 à Antoine Hérail, de Béziers.

Commune de Puisserguier :

14 Messidor et 16 Thermidor an IV. — Ferrajal (commune) et jardin (curé), vendus 330 et 1.210 à Payre, de Capeatang.

Commune de Quarante :

18 Germinal an V. — Maison curiale et petit champ réservé au curé (commune), 1.396 à Blay, de Quarante.

14 Prairial. — Herme de 2 sétérées (commune), 83 à Rech de Quarante.

CANTON DE FLORENSAC

Commune de Florensac :

26 Messidor an IV. — 2 terrains (commune), 1.760 à Jalade, de Florensac.

- 28 Messidor. — Local (commune), 352 à Fontenelle, de Florensac.
11 Thermidor. — Lopin de terre (commune), 80 à Cordier, de Florensac.
22 Thermidor. — Lopin de terre avec la croix de la Mission (commune), 66 à Bonnet, de Florensac.
4 Frimaire an V. — Local (commune), 66 à Monclar, de Montpellier.
21 Pluviôse. — Château avec écurie, grenier à foin, hangar et jardin (Bastet, duc d'Uzès émigré), 32.000 à Jalade, de Florensac.
21 Pluviôse. — Ecurie et grenier à foin (Bastet, duc d'Uzès, émigré), 1.250 au même Jalade.
23 Vendémiaire an VI. — Terrain au port sur l'Hérault (commune), 27 à Rambaud, de Florensac.

Commune de Castelnau-de-Guers :

- 28 Prairial an IV. — Métairie de Madame de 42 sétérées, 32.912 à Antoine Planche fils et Cie, de Pézenas.
1^{er} Messidor. — Maison, jardin et 5 pièces de terre de 26 sétérées, 37.632 à Salles, de Pézenas.
6 Messidor. — Moulin à blé et champs de 52 sétérées, 60.672 à J. et Ant. Donnadieu, de Béziers.
8 Messidor. — Ecurie, logement du ramonet, magasins, greniers et 26 sétérées champs, 40.380 à Bonnaric, négociant à Pézenas, qui cède un tiers à Sailes et un tiers à Boivin.
24 Messidor. — Jardin de 1 sétérée, 594 à Bousquet, de Castelnau Bois de 3 sétérées, 1.896 à Michel, de Pézenas.
25 Messidor. — 2 champs de 52 sétérées, 53.544 à F. Sue, négociant à Montpellier.
12 Thermidor. — 250 sétérées de garrigues, 5.980 à Bonnet, de Mèze. Bois de 11 sétérées, 5.400 à Valès, de Pézenas.
26 Thermidor. — Bergerie, 600 à Salles, de Pézenas.
Tous ces lots appartenant au marquis de Grimaldi-Vintimille.
15 Fructidor an IV. — Champ de 1 sétérée jouie par le curé (commune), 1.518 à Bousquet, agriculteur de Castelnau.
25 Vendémiaire an VII. — Local (commune), 66 à Malibrant, de Bessan.

Commune de Pinet :

- 16 Thermidor an IV. — Eglise paroissiale (commune), 2.160 à Toussaint Gaujal, négociant à Pézenas.
17 Thermidor. — Four à pain (commune), 1.980 à Allan, de Pinet.
6 Fructidor. — Maison presbytérale et petit jardin (commune), 2.800 à Toussaint Gaujal.

Commune de Pomérols :

- 11 Messidor an IV. — Four, bâtiments et dépendances, 5.400 à Gout, juge de paix.
13 Messidor. — Petit bois, 990 à Guinard, de Pomérols.
22 Messidor. — Vacant, 44 à Clément, de Pomérols.
24 Messidor. — Herme appelé cimetière vieux, 396 à Sanoy, de Pézenas.
6 Thermidor. — Partie de l'ancien mur de la ville et vacant, 750 à Carrière, de Pomérols.
19 Frimaire an V. — Petit terrain, 55 à Savy, homme de loi de Montpellier.
13 Nivôse. — Creux à fumier et lopin de terre, 704 à Guinard, de Pomérols.

Tous les lots vendus à Pomérols appartenait à la commune.

CANTON DE MONTAGNAC

Commune de Montagnac :

- 2 Frimaire an V. — Domaine de Saint-Martin-de-Grave, de 253 sétérées (Pierre Grave, émigré), 118.060 à P. Saphore, négociant à Sète.

3 Frimaire. — Pièce de terre de 4 sétérées (Stanislas-Louis Bourbon, ci-devant Monsieur), 2 354 à Cambon, de Montagnac.

16 Nivôse. — Terrain (commune), 200 à Poussigues, de Montpellier.

Commune d'Aumes :

29 Vendémiaire an V. — Ecurie jouie par le curé (commune), 360 à Bilières-d'Aumes.

9 Germinal. — Four communal, 2.223 à Bonnariq, trafiquant en bestiaux, d'Aumes.

Commune de Cabrières :

12 Thermidor an IV. — Pré et champ de 1 sétérée jouis par le curé et maison curiale (commune), 3.822 à Fraissinet, de Fontès, et Satger, de Paulhan.

Commune de Cazouls-d'Hérault :

9 Vendémiaire an V. — Champ (commune), 528 à Belaud, de Saint-Félix-de-Lodez.

9 Messidor an VIII. — Bâtiment en mauvais état (commune), 324 à George, de Pézenas.

Commune de Fontès :

6 Thermidor an IV. — Ancienne maison commune, 1.800 à Baumes, de Clermont. Champ et jardin de 2 sétérées jouis par le curé (commune), 900 à Alicot, fabricant d'eau de vie à Fontès.

11 Thermidor. — Sol sous la maison de feu Bonnariq, chirurgien (commune), 214 à F. Bonnariq, imprimeur à Montpellier. Eglise (commune), 4.212 à Bonnariq, de Montpellier, et Fraissinet, de Fontès. Moulin à huile (commune), 4.986 à Satger, de Paulhan et Fraissinet, de Fontès.

13 Nivôse an V. — Sol (commune), 154 à Douzon, de Caux.

Commune de Lézignan-la-Cèbe :

7 Thermidor an IV. — Ile de 10 sétérées (Ordre de Malte), 297 à Blanc, de Lézignan. Ancien cimetière (commune), 275 à Blanc.

26 Fructidor. — Jardin et vacant (commune), 980 à Blanc et Colombier, taillier de Lézignan.

4 Vendémiaire an V. — Maison (Bénédictins d'Aniane), 1.980 à Blanc.

14 Germinal. — Sol et ile dans l'Hérault (commune), 1.869 à Blanc.

Commune de Lieuran :

23 Messidor an IV. — Jardin et herme de 2 sétérées (commune), 517 à Marguerite Charbonnier, de Montpellier.

11 Thermidor. — Maison avec four et moulin à huile (commune), 3.338 à Rigal, de Lieuran.

25 Ventôse an VIII. — Maison commune, 1.026 à Barbet, de Sérignan.

Commune de Nizas :

17 Thermidor an IV. — Four à pain (commune), 9.090 à Hot, de Nizas.

25 Thermidor. — Moulin à huile (commune), 4.986 à Bousquet, de Nizas. Vacant (commune), 154 à Péret, agriculteur.

13 Fructidor. — Sol (commune), 451 à Fabre, agriculteur.

4^e Jour complémentaire. — Chenevière, 871 à Bousquet.

21 Vendémiaire an V. — Maison commune, 6.030 à Georges, de Pézenas.

26 Germinal. — Petit pré (chapitre Saint-Aphrodise), 55 à Fabre, de Nizas.

28 Vendémiaire an VI. — Ecurie, tinéral, maison, bergerie, ferrajal, jardins et champs de 82 sétérées (Jean, Paul et Henri Fleury, émigrés), 53.746 à Soulier, de Pézenas ; Glêzes, P et J. Milhau, Noël, Joseph, André et Laurent Durand et Douzon, tous de Caux.

Commune de Péret :

22 Thermidor an IV. — Sol et salle (abbaye Saint-Sauveur de Lodève),

2.406 à Ribes, de Péret. Terre de 4 sétérées (confrérie de l'Œuvre), 1.144 à Massal, de Montpellier.

4 Vendémiaire an V. — Logement au-dessus du four (commune), 1.980 à Ribes, de Péret.

12 Frimaire. — Ecurie de la maison curiale (commune), 756 à Massal, de Montpellier.

14 Pluviôse. — Eglise Saint-Pierre (commune), 488 à Enjalvin, de Montpellier.

Commune de Saint-Pons-de-Mauchiens :

4 Thermidor an IV. — Domaine de 112 sétérées terre, 14 sétérées vignes, 11 sétérées hermes, jardin, maison et 2 bergeries (d'Astanières, dit Tristan, émigré), 46.377 à Celier, de Montpellier.

14 Thermidor. — Champ 12 sétérées (2.750), jardin joui par le curé (396), ancienne maison commune (360), ces 3 lots dépendant de la commune vendus à Colombier, de Saint-Pons-de-Mauchiens. Four à pain, 1.458 à Rességuier, de Saint-Pons-de-Mauchiens.

3 Fructidor. — Petit lopin (commune), 132 au même Colombier.

24 Frimaire an V. — Petit local où était la Croix de la Mission, 66 à Sagnier, de Saint-Pons-de-Mauchiens.

Commune d'Usclas :

6 et 12 Thermidor an IV. — Maison presbytérale, champ de 1 sétérée et moulin à huile vendus 6.788 à Satger, de Paulhan, ces 3 lots appartenant à la commune.

1^{er} Frimaire an V. — Maison ci-devant curiale (commune), 792 à Jaoul, de Montpellier.

CANTON DE MURVIEL

Commune de Murviel :

25 et 29 Thermidor an IV. — Chapelle, sol et terre avec oliviers de 1 sétérée (commune), 1.036 à Yvernès, de Murviel.

24 Prairial an V. — Eglise (Pénitents Blancs) et petite bâtisse (commune), 1.413 à Savy, homme de loi de Montpellier.

Commune d'Autignac :

13 Messidor an IV. — Lopin de terre (commune), 286 à Cure, d'Autignac.

23 Fructidor. — Partie de la maison curiale, 1.602 à Pastre, de Béziers.

25 et 26 Fructidor. — Maison ayant servi d'école de filles (306) et maison ci-devant commune (450), à Maurras, homme de loi, de Montpellier.

21 et 22 Vendémiaire an V. — Moulin à huile (commune) et église ci-devant paroissiale avec dépendances, 2.448 à Cure, d'Autignac.

Commune de Cabrerolles :

22 Vendémiaire an V. — Ecurie (commune), 144 à Cure, d'Autignac.

Commune de Causses-et-Veyran :

28 Pluviôse an V. — Olivette de 1 sétérée jouie par le curé et four communal, 2.964 à Belpel, de Causse.

7 Germinal. — Jardin joui par le curé, 498 à Estève, agriculteur.

23 Germinal. — Ecurie et volailler jouis par le curé, 144 à Vanières, de Causse.

Commune de Caussiniojols :

19 Brumaire, 22 Frimaire et 5 Prairial an V. — Herme de 2 sétérées (44), four à pain (324), boutique du maréchal avec forge (162). Ces trois lots appartenant à la commune et acquis par Caumette, agriculteur à Caussiniojols.

Commune de Laurens :

4 Vendémiaire an V. — Jardin (commune), 770 à Bonfils, notaire à Montpellier.

19 Brumaire et 16 Nivôse. — Maison ayant servi de logement à l'instituteur (103), écurie jouie par le curé (70), terrain (176). Ces 3 lots appartenant à la commune et vendus à Gapt, de Laurens.

Commune de Pailhes :

21 Ventôse an V. — Maison commune, olivette et vigne 2 sétérées (commune), 695 à Savy, homme de loi de Montpellier. Ferrajal joui par le curé, 52 à Blayac, de Pailhes.

6 Fructidor. — Moulin à huile et petit bâtiment (commune), 1314 au même Savy.

16 Brumaire an VI. — Four à pain, 540 au même Savy.

Commune de Puimisson :

14 Messidor an IV et 18 Thermidor. — Maison commune et pièce de terre de 1 sétérée (1.776), four à pain (675) appartenant à la commune et chapelle (1.260) appartenant aux Pénitents Blancs, ces trois lots acquis par J. Donna-dieu, de Béziers.

5 Frimaire an V. — 2 creux à fumier (commune), 66 à Prunet, de Béziers.

Commune de Saint-Génies :

19 Frimaire an V. — Petit terrain et cazal (commune), 165 à Mégé, de Saint-Génies.

5 Floréal. — 2 champs de 6 sétérées (commune), 2.474 à Baderou, de Saint-Génies.

Commune de Thézan :

8 Messidor an IV. — Terres de 42 sétérées au-dessus de la métairie de la Malaute (commune), 95.380 à Pastre, de Béziers. Eglise et terrain de 1 sétérée, 2.016 à Maurin, de Béziers.

Commune de Saint-Nazaire-de-Ladarez :

24 Brumaire an V. — Terre de 1 sétérée réservée pour le jardin du curé et moulin à huile, 2.406 à Cure, d'Autignac.

1^{er} Pluviôse. — Four (commune), 1.134 à Pélissier, agriculteur à Murviel.

CANTON DE PEZENAS

Commune de Pézenas :

13 Prairial an IV. — Jardin (Ordre de Malte), 300 à Fabre Cœuret, de Pézenas.

21 Prairial. — Domaine du Grand-Devois de 110 sétérées (Charles de Grimaldi, Vintimille, émigré), 98.182 à Périquier, de Montpellier. Four de la ville (commune), 5.400 à Cavallier, de Pézenas. Le domaine dit du Prince, de 421 sétérées, prés, champs, olivettes, vignes et maisonnage (ci-devant Roi pour la propriété et son frère ci-devant Monsieur pour l'usufruit), 372.030 à Puech, négociant à Montpellier. Domaine du Petit-Devois, de 17 sétérées (Ch. de Grimaldi), 15.100 à P. Cavallé, de Pézenas. Olivette et herme de 11 sétérées (de Grimaldi), 7.260 à Lauret, négociant à Pézenas.

25 et 26 Prairial. — 4 maisons et 2 écuries (congrégation de l'Oratoire), 8.532 à V. Lardat (2 lots), Roque, Durand, tisserand, et Latapie, receveur du domaine.

2 Messidor. — Maison (sœurs de la confrérie du Tiers-Ordre de Saint-François), 1.800 à Thomas, de Montpellier. Couvent des Cordeliers, appelé hôpital Egalité (Cordeliers), 30.900 à P. Cavallé, de Pézenas.

3 Messidor an IV. — 2 fours (commune), 13.560 à Desmazes, négociant. 2 maisons (congrégation de l'Oratoire), 3.762 à Alliès, négociant à Pézenas. Maison (Alauzet, émigré), 7.920 à Arvieu, de Pézenas.

4 Messidor. — 2 moulins à blé sur l'Hérault (liste civile), 93.650 à Fabre, de Pézenas. Four à pain (commune), 7.272 à Borderie. Maison (commune), 2.970 à George. Chapelle (Pénitents-Blancs), 12.604 au même George. Maison avec ses dépendances (religieux Hospitaliers), 11.070 à Malhebiau, de Pézenas.

5 Messidor. — Maison, 2 écuries et grenier à foin (congrégation de l'Oratoire), 7.002 à V. Lardat.

6 Messidor. — Remise et grenier à foin (congrégation de l'Oratoire), 2.250 à Reboul.

7 Messidor. — Magasin dit le grenier à sel (liste civile), 2.700 à Desmazes, négociant à Pézenas. Ciel ouvert, jardin et cimetière (Capucins), 495 à Relin, tourneur à Pézenas.

8 Messidor. — Terrain et murs ruinés du château (commune), 2.504 à Planche fils et Compagnie. Chapelle et vacant (confrérie de la Croix), 2.520 à George. Magasin et vacant (liste civile), 5.400 à Fave, cafetier.

11 Messidor. — Petit jardin (Capucins), 1.700 à Donette, de Béziers.

13 Messidor. — Champ de 3 sétérées (Ordre de Malte), 2.376 à Bénézech, traiteur à Pézenas.

15 Messidor an IV. — Hôpital vieux (commune), 11.070 à Malhebiau, de Pézenas. Maison (commune), 7.650 à Brun, notaire à Pézenas.

16 Messidor. — Domaine de la Grange-des-Prés, de 55 sétérées (congrégation de l'Oratoire), 41.210 à Rabenel, de Montpellier.

17 Messidor. — Hôpital militaire de Bel-Air (liste civile), 45.000 à Puech, négociant à Montpellier.

19, 21, 22 Messidor. — 12 lots de champs de 88 sétérées (de Grimaldi-Vintimille), 70.282 à F. Sue, négociant à Montpellier.

25 Messidor et 16 Thermidor. — Magasin et chapelle (Pénitents-Noirs), 21.700 à Claude Duvern, de Montpellier.

18 Thermidor. — Vacant dans le jardin de la ci devant commanderie de Pézenas (Ordre de Malte), 3.120 à George. Maison, chapelle, sacristie et tribune (commune), 4.050 à Aguilhon, orfèvre.

21 et 22 Fructidor. — 3 vacants (commune), 1.338 à Gaudion, propriétaire foncier. Bois de saules (de Grimaldi), 9.000 à J. Donnadiou, de Béziers.

26 Fructidor. — Lopin de terre ancien chemin de Conas à Tourbes, 198 à André, cultivateur à Pézenas.

6 Vendémiaire an V. — Four à pain et bâtiment converti en atelier de salpêtre (commune), 6.636 à Desmazes, négociant à Pézenas.

12 Vendémiaire. — Terrain formant ruelle, 242 à Aubespy, de Montpellier.

15 Vendémiaire an V. — 8 sétérées de champs au bord de l'Hérault (de Grimaldi), 6.292 à F. Sue, négociant à Montpellier.

6 Nivôse. — Luzerne de 4 sétérées (Béranger de Thézan-Saint-Génies), 2.200 à V. Lardat, de Pézenas.

5 Brumaire an IV. — Bergerie (commune), 1.712 à Desmazes, négociant à Pézenas.

12 Messidor. — Champ de 2 sétérées (Béranger de Thézan-Saint-Génies), 1.452 au même Desmazes.

23 Ventôse an VII. — Terre (même origine), 308 à V. Lardat, de Pézenas.

4^e jour complémentaire an X. — Couvent des Capucins, 20.545 à George, de Pézenas.

Commune de Caux :

19 Messidor an IV. — Sol, cazal et monceau de pierres du plan du château, 810 à Vernazobres, de Tourbes.

26 Thermidor. — Vacant (commune), 220 à Fabre, de Caux.

6 Fructidor. — 4 hermes de 48 sétérées (commune), 827 à Douzon, de Caux.

26 Fructidor. — Four à pain (commune), 4.680 à Milhau, de Caux.

9 Pluviôse. — Ecurie (commune), 216 à George, de Pézenas.

Commune de Nézignan :

8 Messidor an IV. — Champ et église champêtre (prieuré de Nézignan), 2.170 à Texier père et fils, Bidon et Andrieu.

11 Messidor. — Chapelle (Pénitents-Blancs), 900 à Enjalvin, négociant à Montpellier.

14 Thermidor. — 2 moulins à huile et maison commune, 5.382 à Bidon, Pagès, Andrieu et Texier père et fils.

26 Frimaire. — Champ (commune), 110 à Michel Arson, négociant à Lodève.

Commune de Saint-Thibéry :

1^{er} Thermidor an IV. — Terrain où était la-croix de la Mission, 126 à Beaumevielle, agriculteur à Saint-Thibéry. Ermitage et champ de 1 sétérée, 1.767 à Dauby, d'Agde. Vigne de 3 sétérées jouie par le curé, 1.710 à Combescure, de Saint-Thibéry.

11 Fructidor. — Olivette de 1 sétérée (Bénédictions), 308 à Combescure, de Saint-Thibéry. Vieille mesure (commune), 1.080 au même Combescure.

15 Fructidor. — Vacant servant de creux à fumier (commune), 176 au même Combescure. Creux plein d'eau (commune), 110 à Isaac Gazal.

16 Fructidor. — Eglise champêtre de Saint-Martin (commune), 780 à Beaumevielle, de Saint-Thibéry.

19 Fructidor an IV. — Cul-de-sac (commune), 99 à J. Alliès, juge de paix du canton forain de Pézenas.

11 Brumaire an V. — Maison ci-devant presbytère et écurie (commune), 3.600 à Combescure, propriétaire foncier de Saint-Thibéry.

Commune de Tourbes :

18 Messidor an IV. — Cazal (commune), 396 à Guiraud, de Tourbes.

CANTON DE ROUJAN

Commune de Roujan :

25 Messidor an IV. — Magasin et creux à fumier (commune), 2.000 à Cabal, de Roujan.

14 Fructidor. — Terrain inculte ancien chemin de Gabian à Roujan, 88 à Mérieux, de Roujan.

23 Fructidor. — Partie des fossés, 66 à Cahuzac, de Margon.

12 Nivôse an V. — Ancienne maison commune, 216 à Puel, de Roujan.

4 Pluviôse et 27 Ventôse. — 2 vacants, 66 à Reboul et 176 à Cellier, de Roujan.

14 Nivôse, an IV. — 3 vacants, 132 à Chauris et Terrisse, agriculteurs à Roujan.

11 Ventôse. — Ancien chemin de Pézenas à Roujan, 132 à Lagarde, de Montpellier.

Commune de Fouzilhon :

17 Thermidor an VI. — 2 hermes de 8 sétérées (chapitre-évêché de Béziers), 110 à Viguier et Chabardès, de Magalas.

Commune de Gabian :

4 Brumaire an V. — Maison ci-devant commune, 216 à George, de Pézenas, et Quet, cafetier à Montpellier.

Commune de Magalas :

14 Messidor an IV. — Maison (commune), 2.880 à Viguier.

14 Thermidor. — Moulin à huile et fossés (commune), 1.800 et 704 à Viguier et Chabardès.

25 Frimaire an V. — Terrain dit la Garrigue de 2 sétérées (commune), 44 à Trincher, de Magalas. Petite chapelle et terre de 1 sétérée (commune), 356 à Arnaud, de Montpellier, et Pech, agriculteur.

7 Pluviôse. — Vacant, 33 à Barthès, agriculteur à Magalas.

Commune de Margon :

1^{er} Fructidor an IV. — Ci-devant cimetière, 99 à J. Donnadieu, agriculteur à Béziers.

21 et 24 Fructidor. — Moulin à huile et corps de garde (commune), 1.400 à Cahuzac, de Margon.

13 Nivôse an V. — Maison curiale, basse-cour et terrasse, 3.600 à J. Donnadieu, de Béziers.

15 Nivôse. — Vacant, 55 à Beaumelle, de Montpellier.

22 Nivôse. — Petit terrain, 27 au même Beaumelle.

22 Floréal. — Magasin (curé), 420 à J. Donnadieu, de Béziers.

Commune de Pouzolles :

1^{er} Thermidor an IV. — Herme de 1 sétérée jouie par le curé, 176 à Aubès. Maison commune, 396 à Laurès, maçon.

2 Thermidor. — Jardin et ferrajal de 2 sétérées (Barrès, émigré), 3.201 à Mahebiau, de Pézenas.

11 Ventôse an VI. — 2 terrains et cazal, 282 à Cahuzac, de Margon, et Blay, d'Abeilhan.

26 Ventôse an VIII. — Château de Pouzolles avec dépendances et 18 sétérées de terres (Barrès, émigré), 30.950 à Laborde, fabricant d'eau-de-vie de Pouzolles.

Commune de Vailhan :

24 Frimaire an V. — 2 lopins de terre jouis par le curé, 132 à Combescure, médecin à Montpellier.

13 Nivôse. — Herme, champ et vigne 3 sétérées, 180 à Ollier, cultivateur à Vailhan.

11 Ventôse. — Ecurie et bûcher, 216 à Combescure, médecin à Montpellier.

24 Germinal. — Petit champ, 88 à Ollier.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune de Castanet :

7 Thermidor an IV. — 2 pièces de terre et 2 petits bois de 1 sétérée (enfants de Combettes, émigré), 451 à Causse, de Bernac. 1 petit pré (commune), 192 à Biau, propriétaire à Castanet.

Commune d'Hérépian :

22 Fructidor an IX. — Maison commune et four, 990 à Gaillard, cultivateur à Hérépian.

Commune de Villemagne :

1^{er} Nivôse an V. — Olivette de 1 sétérée, 425 à Combes, de Villemagne.

CANTON DE SERVIAN

Commune de Servian :

6 Messidor an IV. — Chapelle des Pénitents (1.602) et local ayant servi de porcherie (commune), 563 à Mascoussat, de Servian.

9 Messidor. — Eglise champêtre de Saint-Adrien et herme (commune), 900 à Mazel, de la Roque.

13 Messidor. — 2 fours (commune) et vacants (Liste civile), 2.256 à Mascoussat. Bâtiment, église et dépendances, patus, terrasse, cour et jardin de 3 sétérées (Capucins de Servian), 18.100 à Guinard, de Pomérois.

29 Vendémiaire an VI. — Jardin (curé), 220 à Mascoussat.

8 Frimaire. — 2 sols, 172 à Canet, de Servian.

Commune d'Abeilhan :

13 Messidor an IV. — Moulin à huile (commune), 4.950 à Blay, d'Abeilhan.

28 Messidor. — 2 hermes, creux à fumier, ancienne maison commune, vestiges de l'église Saint-André, les 5 lots dépendant de la commune, vendus 647 à Martin.

1^{er} Thermidor. — Ecurie, grenier à foin et cour (commune), 720 à Cahuzac, de Margon.

5 Thermidor. — 3 hermes de 3 sétérées et vieille église (commune), 427 à Blay.

14 Thermidor an IV. — Vigne de 2 sétérées (commune), 418 à Cahuzac, de Margon. Jardin de 1 sétérée joui par le curé, 550 à Levère, d'Abeilhan.

21 Germinal an VI. — Hermé et local, 60 à Amourel, cultivateur, Creux à fumier, 24 à Blay, d'Abeilhan.

13 Frimaire an VII. — Herme de 24 ares (commune), 60 à Blay.

Commune d'Alignan-du-Vent :

12 Nivôse an V. — Vacant, 22 à Guerre, d'Alignan.

4 Pluviôse an X. — Four (commune), 1.800 à George, de Pézenas.

Commune de Coulobres :

1^{er} Thermidor an IV. — Luzerne de 1 sétérée et jardin joui par le curé, 1.056 à Bouttes, de Coulobres.

2 Fructidor. — Four à pain et herme, 920 à Brousse, d'Abeilhan.

2 Nivôse an V. — Creux à fumier, 24 à Savy, homme de loi de Montpellier.

Commune d'Espondeilhan :

24 Messidor an IV. — Domaine d'Espondeilhan avec maison, moulin à huile et terres de 98 sétérées (Béranger, de Thézan-Saint-Geniès, émigré), 111.063 à Carles, de Béziers.

25 Thermidor an IV. — Herme de 1 sétérée, 49 à Bouttes, d'Espondeilhan.

26 Fructidor. — Four communal, 603 à Caucanas, d'Espondeilhan.

25 Nivôse an VI. — Joncasse de 197 ares, 1.600 au même Caucanas.

Commune de Montblanc :

28 Messidor an IV. — Moulin à huile, écurie, prés et vignes de 8 sétérées (Ordre de Malte, commanderie de Grézan), 8.006 à Fierard, de Florensac.

22 Thermidor. — Ancienne maison commune, 2.160 à Bonafi, de Montblanc.

Commune de Puissalicon :

11 Thermidor an IV. — Moulin à huile, 2.520 à Viguié, de Magalas.

11 Fructidor. — Ancienne maison commune, 108 à Milhau, de Puissalicon.

28 Fructidor. — 2 creux à fumier, 53 à Barral, de Puissalicon.

15 Vendémiaire an V. — Four à pain, 508 à Fournier, juge de paix de Puissalicon.

26 Nivôse. — Terrain, 44 à Savy, homme de loi de Montpellier.

7 Pluviôse an V. — Tertre et lopin de terre, 60 à Barral, de Puissalicon.

28 Vendémiaire an VIII. — Eglise (commune), 256 à Ganidel, menuisier.

Commune de Valros :

7 Messidor an IV. — Four à pain, 4.500 à Lacroix, de Valros.

17 Messidor. — Pièce de terre de 1 sétérée, 1.232 à J. Fabre, juge au Tribunal civil de l'Hérault, résidant à Montpellier.

12 Thermidor. — Maison, 540 à Lacroix.

7 Vendémiaire an VII. — Jardin (curé), 132 à Fabre, homme de loi de Florensac.

VENTES POSTERIEURES A L'AN IV EFFECTUEES PAR ENCHERES AU CHEF-LIEU DU DEPARTEMENT

CANTON DE BEZIERS

Commune de Béziers :

4 Thermidor an V. — Maison des Capucins, à Béziers, à Combescure, officier de santé à Montpellier (22.720-29.600).

3 Germinal an VI. — Herme de 2 sétérees (première origine), à Carles, de Béziers (297-27.500).

21 Floréal. — Vacant (liste civile), à J. Vincent, de Montpellier (80-3.400).

14 Prairial. — 4 lots champs et vignes de 42 sétérees (Marie Petit, veuve Bessières, mère d'émigré), à J. Bessières, de Béziers (6.077-192.000).

16 Ventôse an VII. — Bâtiment autrefois écurie, avec logement du palefrenier (évêché), à Tudiès, propriétaire foncier (13.216-303.400).

11 Floréal. — Terrain, ancienne cour de l'évêché et terrasse (évêché), à Auteroche, négociant (700-815).

15 Thermidor. — Eglise Saint-Aphrodise (chapitre Saint-Aphrodise), à Lafont, de Montpellier (36.406-981.000). Remise et sol (évêché), à Roudier, de Montpellier (971-16.000).

12 Brumaire an VIII. — Maison et église (Religieux Minimes), Mouchon, pharmacien, et Combescure, officier de santé à Montpellier.

11 août 1807. — 9 lots de garrigues de Saint-Jean-de-Libron, 57 sétérees (Ordre de Malte), 2.171-6.265 à Antoine Cassagne, propriétaire à Béziers (4 lots), Marc et Astier, propriétaires fonciers à Béziers (5 lots).

8 mars 1810. — Partie des moulins de Bagnols, 13.500-44.000 à Aurivel, fabricant de couvertures à Montpellier.

30 octobre. — Terrain (Hospices civils), 630-835 à Barthès, entrepreneur de Travaux publics.

Commune de Corneilhan :

11 août 1807. — Terrain (Domaines), 160-163 à Rouch, propriétaire.

6 Ventôse an II. — Bâtiment appelé la Décimerie (couvent du Saint-Esprit de Béziers), 990-2.275 à Combescure, de Montpellier.

20 Frimaire an XII. — Sol, 3-12 à Rey-Pailhade, juge au tribunal d'appel.

Commune de Portiragnes :

21 Vendémiaire an VI. — Champ de 1 sétéree (Jaxotte Cathouzières, émigrée), 112-142 à Jean Cathouzières, de Béziers.

Commune de Villeneuve :

21 Vendémiaire an VI. — Olivette et champ de 2 sétérees (Jaxotte Cathouzières, émigrée), 730-785 à Jean Cathouzières, de Béziers.

Commune de Colombiers :

6 Ventôse an XI. — Vigne de 82 ares (curé), 330-500 à Pathouzier, négociant à Béziers.

Commune de Sauvian :

13 Nivôse an VIII. — Lopin de terre autrefois joui par le curé (commune), 146-165 à J. Cassagnes, pharmacien à Béziers.

Commune de Sérignan :

23 Prairial an V. — Champ et herme de 3 sétérées (veuve Poulpry, émigrée), 424-450 à Combescure, de Montpellier.

22 Frimaire. — Herme de 1 sétérée (veuve Pourpry), 198-1.500 à Escudier, de Ceyras, et Mouchon, pharmacien (association de rentiers).

11 août 1807. — Ilot dans l'Orb de 5 ha. 78 (Domaine), 634-2.725 à Grasset, propriétaire à Sérignan.

21 février 1810. — Terrain (Domaine), 200-405 à Brousse, propriétaire foncier à Sérignan.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

15 Ventôse an VI. — Terrain, ancien chemin (Liste civile), 30-355 à Bousquet, négociant à Agde.

18 Brumaire an VIII. — Terrain, ancien chemin de Marseillan, 8 20 à Michel, capitaine de navire à Agde.

20 Frimaire an XII. — Terre aqueuse et pierreuse (diocèse), 33-110 à Ca tier, négociant à Agde.

20 novembre 1809. — Terrain de 18 ares, 8-12 à Ravaille, avocat à Agde.

28 novembre. — Maison à Notre-Dame-du-Grau, 36-40 à Rouquette, agriculteur à Agde.

Commune de Marseillan :

24 Prairial an V. — 2 vacants de 1 sétérée (commune), 320-370 à Jalabert, menuisier, et Canet, négociant.

Commune de Vias :

1^{er} Prairial an VI. — Vacant (liste civile), 22-205 à Combescure, de Montpellier (association de rentiers).

28 Thermidor an IX. — 2 fours (Hospices civils d'Agde), 1.200-1.800 à Crouzet, agriculteur à Vias, déjà propriétaire des deux tiers.

CANTON DE BEDARIEUX

Commune de La Tour-sur-Orb :

30 octobre 1810. — Bois taillis et terre inculte de 1 hectare, 225-455 à Négre, cultivateur.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Puisserguier :

22 Frimaire an VI. — Pièce de terre (chapelle du Bassin), 82-500 à Escudier, agriculteur à Ceyras, et Mouchon, pharmacien à Montpellier (association de rentiers).

13 Nivôse an VIII. — Ferrajal de 17 ares, 120-155 au même Mouchon.

8 Floréal an X. — Maison et four (Bermond fils, émigré), 950-2.000 à Combescure, de Montpellier.

CANTON DE FLORENSAC

Commune de Florensac :

14 Pluviôse an VII. — Vieux chemin (Liste civile), 64-70 à Bessèdes, de Lézignan.

Commune de Castelnau-de-Guers :

21 Vendémiaire an VI. — 2 champs de 23 sétérées, 14.075-95.300 à P. Cambon, au Terral.

12 Frimaire. — Partie invendue du château de Castelnau, 1.560-3.725 à Mathieu, agriculteur à Pézenas, et Vézian, négociant à Montpellier.

3 Nivôse. — Garrigues de 250 sétérées, 4.480-27.100 à F. Sue, négociant à Montpellier (association de rentiers).

Ces 3 lots dépendant de de Grimaldi Vintimille, émigré.

CANTON DE MONTAGNAC

Commune de Montagnac :

23 Germinal an VI. — 2 terrains (première origine), 232-8.525 à Langlade et Farges, bridier.

Commune d'Aumes :

5 Floréal an VI. — Herme de 2 sétérées (première origine), 30-3.200 à Desmazes, agriculteur de Pézenas (association de rentiers).

Commune de Fontès :

3 Messidor an V. — Eglise (Pénitents Blancs), 3.159-14.240 à Combescure, de Montpellier (association de rentiers).

11 Floréal an VIII. — Terrain de 17 ares (Fabrique), 302-550 à Palhadille.

11 août 1807. — Vestiges et sol d'une vieille église, 100-600 à Montel, propriétaire à Fontès.

Commune de Nizas :

11 août 1807. — Lopin de terre (Domaine), 60-65 à Pouget, propriétaire foncier.

Commune de Péret :

25 Prairial an V. — Terre de 1 sétérée (Fabrique), 115-120 à Combescure, de Montpellier.

26 Nivôse an VI. — Terre (Œuvre de Péret), 26-1.425 à Crouzet, de Péret.

Commune de Saint-Pons-de-Mauchiens :

27 Nivôse an VI. — Domaine de 112 sétérées terre, 14 sétérées vignes et 11 sétérées hermes (d'Astanières, émigré), 34.783-612.200 à Combescure et Mouchon, de Montpellier (association de rentiers).

6 Brumaire an VIII. — Partie de chemin (Liste civile), 6-16 à Sagnier, de Saint-Pons-de-Mauchiens.

Commune d'Uclas :

27 Prairial an V. — Terrain (commandeur de Malte), 198-203 à Clergue, agriculteur.

22 Frimaire an VI. — Terre (cure), 18-300 à Escudier, de Ceyras (association de rentiers).

CANTON DE MURVIEL

Commune d'Autignac :

19 Germinal an VI. — Terrain, 564-585. à Cure, d'Autignac.

Commune de Puimisson :

27 Prairial an VI. — Vigne de 6 sétérées, 767-11.800 à Combescure, de Montpellier.

19 Germinal an VII. — Champ et vigne de 2 sétérées, 340-650 à Fraissines, de Puimisson.

Commune de Thézan :

26 Nivôse an VI. — Terre de 1 sétérée, ancien jardin du curé (commune), 300-8.000 à Malaure, agriculteur à Thézan (association de rentiers),

CANTON DE PEZENAS

Commune de Pézenas :

4 Messidor an V. — Maison commune, 6.705-198.000 à George, de Pézenas (association de rentiers),

3 Pluviôse an VII. — 3 champs de 17 hectares (Roch Carrion, émigré), 10.912-11.135 à M. Carrion, de Lézignan,

Commune de Caux :

24 Frimaire an VI. — Ermitage de Sainte-Catherine (Liste civile), 1.800-10.000 à F. Sue, négociant à Montpellier (association de rentiers). Cazal en ruines, ancienne maison commune et prison, 2.254 8.000 à Vincent, de Montpellier (association de rentiers).

13 Germinal an VII. — Pièce de terre de 223 ares (Félix Juvenel, père d'émigré), 1.000-1.025 à Vincent de Montpellier. Ce lot fut revendu sur folle enchère le 16 Frimaire an IX et acquis pour 1.100 par Pommier et fils.

11 août 1807. — Terrain, 27-28 à Gleizes, agriculteur à Caux.

Commune de Saint Thibéry :

3 Pluviôse an VII. — Champ et olivette de 180 ares (J. Bessodes, père d'émigré), 954-1.250 à Bidon, de Lézignan, et Bessodes, fils aîné.

11 Floréal an VIII. — 2 vignes et champ de 2 hectares (P. Solancier, père d'émigré), 954-1.250 à Guillard, commissionnaire à Montpellier.

Ce fut fut revendu sur folle enchère le 16 Frimaire an IX pour 1.650 seulement à Pommier et fils, Granier et fils, Sabatier frères et J. Puech, de Montpellier, entrepreneurs généraux des lits militaires du Midi et de l'Intérieur.

Commune de Tourbes :

3 Pluviôse an VII. — 5 lots champs, vignes et olivettes de 20 hectares (Roch Carrion, émigré), 12.184-12.397 à M. Carrion, de Lézignan.

2 Germinal. — Champ et vigne de 226 ares (Félix Juvénal, père d'émigré), 735-755 à F. Juvénal.

11 août 1807. — Ancien chemin, 27-28 à Verdel, marchand d'eau-de-vie à Pézenas.

CANTON DE ROUJAN

Commune de Roujan :

19 Messidor an VII. — Terrain et vacant (Liste civile), 22-220 à Sagnier, serrurier.

Commune de Magalas :

1^{er} Thermidor an VII. — 2 olivettes de 252 ares (Marie Solinhac, épouse Solancier, mère d'émigrés), 1.513-1.577 à Marie Solinhac.

Commune de Neffies :

23 Germinal an VI. — Cazal (première origine), 33-1.600 à Desmazes, agriculteur à Pézenas (association de rentiers).

5 Floréal. — Vacant (première origine), 33-800 à Garenc, agriculteur à Neffies.

11 Vendémiaire an IX. — Vigne et champ de 293 ares (Rose Roussel, épouse Bonnet, de Béziers, mère d'émigrés), 1.200-1.260 à Salles, cultivateur à Neffies.

Commune de Pouzolles :

23 Germinal an VI. — Terrain (première origine), 15-2.500 à Laborde, de Pouzolles. Ecurie et grenier à foin (cure), 270-17.000 au même Laborde.

5 Floréal. — Cellier, cave et cuisine (cure), 270-18.000 à Desmazes, agriculteur à Pézenas (association de rentiers). Enclos (cure), 225-8.500 à Laborde.
 21 Nivôse an VII. — Herme (Liste civile), 48-100 au même Laborde.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune de Saint-Gervais :

16 Frimaire an IX. — Eglise champêtre et châtaigneraie de 24 ares, 238-243. Maison presbytérale et jardin, 279-285. Presbytère de Saint-Amans-de-Mounis avec pré, jardin et bois de 70 ares, 390-395. Ces 3 lots acquis par Altabesse, de Montpellier.

4 Vendémiaire an IX. — Eglise champêtre, 950-4.500 à Baille, de Montpellier. Chapelle, 400-450 à Portalon, de Saint-Gervais.

8 Floréal an X. — Eglise et sacristie (Pénitents Blancs), 3.650-13.200 à Servais, propriétaire foncier.

CANTON DE SERVIAN

Commune de Servian :

2 Thermidor an V. — Vacant (Liste civile), 544-550 à Casse, agriculteur à Villeveyrac.

Commune d'Abeilhan :

5 Floréal an VI. — Fossé, 430-2.100 à Blay, d'Abeilhan.

Commune d'Espondeilhan :

Le domaine d'Espondeilhan (Béranger, de Thézan-Saint-Geniès), vendu à Etienne Carles le 24 Messidor an IV pour 111.000, a été revendu sur folle enchère, le 25 Messidor an VI, à Combescure pour la moitié, et Vincent, Mouchon, pharmacien, Cabanon et Digne, tous de Montpellier, pour la somme de 1.404.000 fr.

Commune de Puissalicon :

21 février 1810. — Lopin de terre, 25-50 à Barral, maire de Puissalicon.



VENTES DE BIENS NATIONAUX APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT EFFECTUEES A MONTPELLIER

CANTON DE BEZIERS

Commune de Béziers :

25 septembre 1809. — 6 lots champs et vignes de 24 sétérées, anciennes garrigues de Saint-Jean-de-Libron (Ordre de Malte), 2.634-2.666 à Antoine Casagne, négociant à Béziers (3 lots) et P. Marc, agriculteur à Béziers.

20 novembre. — 3 lots champs et vignes de 32 sétérées, anciennes garrigues de Saint-Jean-de-Libron (Ordre de Malte), 2.901-2.965 à Marc, agriculteur, et Henri Ferrier, artiste vétérinaire.

20 octobre 1810. — 2 lots champs et vignes de 10 sétérées, également anciennes garrigues de Saint-Jean-de-Libron, 461-650 au même P. Marc.

5-19 août et 23 septembre 1811. — 22 lots formés par le morcellement de l'hospice civil de Béziers, 62.089-66.635 à Assié, serrurier, Chavardès, tonnelier, Guriet, tailleur de pierres (2 lots), Cambon, charretier, Reynier, géomètre-arpenteur, Py, cultivateur, Pons, agriculteur (2 lots), Pigot, tondeur de mules, Lapeyre, agriculteur, Litré, jardinier, dame Ploch, veuve Verguer, affineur à Béziers, Combes, plâtrier, Guihem, boucher (3 lots), Marc et Valette, muletiers, Triadou, droguiste (2 lots), Chaulan, boucher, Cairol, affineur, et Sigé, revendeur.

13 juin 1817. — 2 lots de l'hospice civil, 853-874 à Triadou, droguiste, et Granal, propriétaire et secrétaire en chef de la Sous-Préfecture.

23 juin 1817. — 2 autres lots de l'hospice civil, 1.197-1.217 à Marc, propriétaire et Barthès, agriculteur à Béziers. Ancien chemin de Maraussan à Béziers, 80-85 à Guilhaumon, pharmacien à Béziers.

Commune de Cers :

13 juin 1817. — Lopin de terre, 50-340 à Belpel, propriétaire à Cers.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

25 septembre 1809. — Champ de 15 ares (chapelle Saint-Antoine), 60-82 à Rouquette, agriculteur à Agde. Terrain aride et sablonneux au Grau, 20-150 à Ravaille, avocat à Agde.

23 juin 1817. — Maison abandonnée par les douanes, 3.780-4.200 à Bonbouis, cafetier à Agde.

6 février 1818. — Petit terrain (Domaine de l'Etat), 40-64 à Verrier, précon d'Agde.

Commune de Bessan :

25 septembre 1809. — Vigne de 53 ares (chapelle Saint-Antoine), 200-210 à Tournal, agriculteur à Bessan.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Puisserguier :

12 août 1807. — Auberge de la Fontaine (Légion d'honneur), 6.300-11.800 à Aujoulet, propriétaire foncier. Maison et jardin (Légion d'Honneur), 7.000-10.100 à Guilhaumon, propriétaire foncier.

21 février 1810. — Château de Puisserguier et dépendances (Légion d'Honneur), 4.800-8.075 à Pradal, propriétaire à Puisserguier. 7 lots terres de 20 hectares (même origine), 16.400-58.375 à Théron, Gasc, Guilhaumon, Beaubil, Fabrié, Revel, agriculteurs, P. Beaubil, marchand, J. et F. Bernard, tonneliers.

CANTON DE FLORENSAC

Commune de Florensac :

25 septembre 1809. — Champ de 1 hectare au Pesquier, 1.600-1.625 à Broudet, propriétaire.

Commune de Pomérols :

25 septembre 1809. — 3 vignes de 1 hectare, 390-401 à veuve Guipard (2 lots) et Pomarèdes, de Pomérols.

CANTON DE MONTAGNAC

Commune de Cazouls-d'Hérault :

6 février 1818. — Champ de 23 ares, 2.000-2.225 à Pauzier, instituteur à Cazouls.

Commune de Fontès :

13 juin 1817. — Vieux four à pain, 480-2.000 à Vailhé, propriétaire à Nizas.

6 février 1818. — Ancien château, église et cimetière, 200-205, à Granal, propriétaire à Béziers.

CANTON DE PEZENAS

Commune de Pézenas :

26 septembre 1809. — 3 champs de 2 hectares (Ordre de Malte), 2.702-2.745 à Desmazes, propriétaire foncier, Roucairol, pâtissier, et Cambon, entrepreneur.

13 juin 1817. — Terrain à Conas, 272-476 à Cavaillé, négociant à Béziers.

Commune de Caux :

26 septembre 1809. — Petit terrain, 30-31 à Vernazobres, tisserand à Caux.

Commune de Nézignan :

13 juin 1817. — Ancien four à pain, 180-185 à M. de Brignac, de Nézignan.

Commune de Saint-Thibéry :

26 septembre 1809. — 6 champs et vignes de 1 hectare (Province du Languedoc), 1.294-1.344 à Caumette, fabricant d'eau-de-vie (3 lots), Olivier, propriétaire, Chauliac et Delmas, tonneliers.

20 octobre 1810. — 2 terrains de 14 ares (Province du Languedoc), 70-72 à Marc, propriétaire à Béziers.

13 juin 1817. — Vieux four à pain (Domaine royal), 212-500 à Bourdon, de Saint-Thibéry.

CANTON DE ROUJAN

Commune de Roujan :

13 juin 1817. — Sol, 500-505 à Vaissières, propriétaire à Roujan.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune du Poujol :

25 septembre 1809. — Partie de vigne de 44 ares (de Thézan, Saint-Geniès, émigré), 353-359 à Avignon, maçon au Mourcairol.

CANTON DE SERVIAN

Commune d'Alignan :

24 septembre 1809. — Cazal ruiné, 105-120 à Lenthéric, d'Alignan.

Commune d'Espondeilhan :

20 novembre 1809. — 3 vignes de 1 hectare, 787-802 à Bouttes, négociant à Coulobres (2 lots), et Delcellier, instituteur à Puissalicon.

Commune de Montblanc :

26 septembre 1809. — 2 vignes de 2 hectares (chapelle Sainte-Catherine), 1.120-1.130 à Jany, greffier de Justice de paix, et Prades, agriculteur.

**VENTES DE BIENS NATIONAUX
APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT
EFFECTUEES A BEZIERS**

Biens des Communes

CANTON DE BEZIERS

Commune de Maraussan :

27 septembre 1813. — 5 lots, terrains en pacage de 3 hectares, 7.466-7.994 à Beaman, tonnelier, et Fabre, menuisier, de Maraussan, Barthès, propriétaire, Rouch, docteur en médecine, et d'Auteroche, propriétaire, de Béziers. Maison autrefois four, 540-1.200 à Rouanet, propriétaire à Maraussan.

3 mars 1815. — 9 lots, terrains en pacage de 5 hectares, 14.958-19.625 à Baisse, instituteur, Bertrand, tonnelier, Cassan (2 lots), Rouanet (2), Arnaud (2) et Chavardès, propriétaires fonciers.

Commune de Sérignan :

22 octobre 1813. — 27 lots provenant du morcellement des fossés, 9.031-14.959 à Espinadel, propriétaire (17 lots), Galibert, officier de santé, Tindel, propriétaire. Poudausan, tailleur, Alengry, agriculteur, Combescure, agriculteur, Roucairol, Visset, Tamaris, Augé et Izard, propriétaires.

CANTON D'AGDE

Commune d'Agde :

22 octobre 1813. — Maison des pontonniers, 1.210 à Bousquet, négociant à Agde, soumissionnaire.

Commune de Bessan :

27 septembre 1813. — Terrain, 576-581 à Bousquet, d'Agde.

CANTON DE BEDARIEUX

Commune de Bédarieux

27 septembre 1813. — 3 boutiques avec entresol, 2.160-2.190 à Labise, cor-donnier (2 lots) et Sénoüe, tondeur de drap.

Commune de Faugères :

27 septembre 1813. — Champ de 19 ares, 898-904 à Bonnes, propriétaire à Faugères.

Commune de La Tour-sur-Orb :

16 et 17 août 1813. — 60 lots de terres récemment défrichées de 43 hectares, 2.749-3.677 à 40 acquéreurs de La Tour-sur-Orb, la plupart cultivateurs. On

trouvé en outre 1 négociant en laine, 1 tonnelier, 1 berger, 1 tailleur, 1 cōf-donnier, 1 maçon, 1 aubergiste, 1 menuisier, 1 maréchal et 1 acquéreur de Bédarieux, Fabre, cultivateur. Il est à noter que la plupart de ces lots ont été achetés sans concurrence par les fermiers des terres mises en vente.

2 octobre 1813. — 4 terrains de 8 hectares, 67-85 à Ayard, instituteur (3 lots), et Arnaud, agriculteur.

CANTON DE CAPESTANG

Commune de Capestang :

20 décembre 1813. — 5 lots formés par les murs des remparts, 1.765-1838 à Castres, propriétaire foncier, Taubin, juge de paix (2 lots), Azam, percepteur, et Galle, docteur à Béziers.

3 mars 1815. — 28 lots formés également par les murs des remparts, 7.879-8.551 à 14 propriétaires fonciers ou cultivateurs; Taubin, juge de paix; Agathe Lartigue, veuve Tarbouriech; Falgas pêcheur; Guy, meunier; Capman, maçon; Tarbouriech, boucher; Fournès, aubergiste; Laffon, géomètre, et Guiraud, marchand de bétail.

Commune de Poilhes :

10 février 1814. — Four à pain et vacant, 260-400 à Ganal, vérificateur des poids et mesures à Béziers.

CANTON DE MURVIEL

Commune de Puimisson :

3 mars 1815. — 2 terrains anciens fossés avec 21 creux à fumier, 209-370 à H. de Chauiac et Granié, de Puimisson.

Commune de Thézan :

10 février 1814. — Bâtiment avec four à pain, 1.320-1.435 à Galtier, propriétaire foncier à Thézan.

CANTON DE SAINT-GERVAIS

Commune de Saint-Gervais :

27 septembre 1813. — Four communal, 1.160-2.210 à Laurès, avoué à Béziers.

Commune d'Hérépian :

10 février 1814. — Terrain de 45 ares, 526-533 à Amans, aubergiste à Hérépian.

CANTON DE SERVIAN

Commune de Servian :

10 février 1814. — Four à pain, 600-900 à Plauzolles, boucher à Servian. Vieux bâtiment avec décombres d'un four, 360-365 à Ponsonnaile, propriétaire à Servian.

Commune de Coulobres :

28 août 1813. — 2 lopins de terre, 30-35 à Boyer, tisserand à Coulobres. 29 lots, vignes et champs (terres nouvellement défrichées) de 5 hectares, 4.300-4.275. La moins-value provient de trois estimations qui ont été réduites du cinquième.

11 lots vont à Gelly, propriétaire à Coulobres, demeurant à Autignac; les autres à 11 propriétaires de Coulobres et à Ciffre, Bouttes et Peytavy, bergers, Guerre, tonnelier, Boussagol, maçon, et Boyer, tisserand.

Commune de Montblanc :

10 février 1814. — Local avec four à pain et 3 pressoirs vinaires, 1.290-1.315 à Jany, greffier de la justice de paix de Servian.

District de Saint-Pons

BIENS DE PREMIERE ORIGINE

CANTON DE SAINT-PONS

Commune de Saint-Pons :

1 maison avec caves, cuisine, chambres, greniers et une autre avec caves, four, boulangerie, chambres, cuisines, grenier et petit jardin dépendant du chapitre.

1 écurie avec grenier dépendant de l'Aumônerie.

Les églises Notre-Dame-de-Joie, des Pénitents, Saint-Barthélémy et Saint-Martin.

La maison et champ de 1 sétérée formant l'obit de Saint-Barthélémy et 2 petits augards dépendant de la chapelle du Purgatoire.

Le tout estimé 7.380 livres et acquis pour 74.300 par Chavernac, aubergiste (2 lots), Pomayrol (2), Martin, Salettes, Planès, Guilhot, bourgeois, et Cormary, marchand.

Commune de Courniou :

La métairie des Enclauses, au chapitre de Saint-Pons, avec bâtiments, jas, étables, bergerie, prés, champs, jardin, bois et terres cultes et incultes de 127 sétérées, bestiaux, cabaux, meubles et outils acquise pour 41.500 par Carrière, négociant à Saint-Pons, sur une estimation de 23.449.

Commune de Pardailhan :

Champ et jardin dépendant de la cure de Saint-Martial acquis par Fabre, meunier à Saint-Martial, 170 sur une estimation de 150 ; 2 champs de 6 sétérées dépendant de la cure estimés 365 et acquis 835 par Bourdel, ménager à Pardailhan, et Carrière, d'Olargues ; 2 prés et champs de 5 sétérées dépendant de la municipalité acquis par Boudet, de Saint-Pons, pour 2.075 sur une estimation de 1.378.

Commune de Rieussec :

2 prés de 4 sétérées et 1 châtaigneraie de 1 sétérée dépendant de la cure acquis par Planès, boulanger à Saint-Pons, pour 3.500 sur une estimation de 2.017.

Commune de Riols :

Biens dépendant de la chapelle Sainte-Croix : 2 maisons, 2 jardins, chapelle délabrée, pré, bois et vigne de 3 sétérées acquis par Maitinet pour 3.800 sur une estimation de 3.203.

1 pressoir et 1 pré dépendant de l'évêché de Saint-Pons estimés 460 et acquis pour 825 par Lignon fils, négociant à Riols.

Commune de Velieux :

1 champ dépendant de la cure estimé 100 et acquis 155 par Combès.

CANTON D'OLARGUES

Commune d'Olargues :

1 broutade de 2 sétérées acquise par Cros, 100-200.

Commune de Colombières :

1 chatenette et 2 prés de 6 sétérées dépendant de la cure acquis par Astruc, fabricant de bas à Colombières, 1.480-3.000.

Le rachat d'une rente de 40 livres sur les biens fonds jouis par le sieur Rouch en vertu d'un bail de location perpétuelle du 16 janvier 1670, rachat estimé 880 et acquis pour 968 par Rouch, négociant à Colombières, qui jouissait déjà du bail de location, sans concurrent.

Commune de Mons-la-Trivalle :

1 pré et 1 châtaigneraie de 2 sétérées dépendant du bénéfice cure de Saint-Julien acquis par Hortala, ménager à Mons, et Roger, meunier aux Prades, 620-1.770.

Commune de Prémian :

Biens épars : prés, champ, vigne, châtaigneraie et hermes, le tout dépendant de la cure, d'une superficie de 8 sétérées, estimé 4.637 et vendu 7.600 à Giniès, aubergiste de Saint-Pons.

Commune de Roquebrun :

2 ferraïals, 1 sol à dépiquer, 1 métairie de 4 pièces, champ, olivette, pré, rivage, châtaigneraie, vigne, écurie, pallier, le tout dépendant de la cure, d'une superficie de 25 sétérées, acquis 5.425 par Thomassin, greffier en chef du tribunal de district, pour Moustelon, ménager à Roquebrun.

1 jardin et 1 vigne dépendant également de la cure, estimés 822 et vendus le 21 Vendémiaire an IV 80.500 à Hortala, de Saint-Pons.

Commune de Saint-Ju'llien :

Bois de chênes-verts, vignes, champs et herme de 10 sétérées dépendant de la cure, estimés 2.250 et vendus 3.325 à Moustelon, ménager à Roquebrun.

Commune de Saint-Martin-de-l'Arcon :

Châtaigneraie, vignes, champ, bois et herme dépendant de la cure, acquis par Goudou, 1.040 2.500.

Commune de Saint-Vincent-d'Olargues :

Terres, hermes, bois, châtaigneraies, jardins et champs de 29 sétérées, appartenant à l'Ordre de Malte, estimés 3.948 et acquis pour 14.600 par Mas.

1 châtaigneraie de 3 sétérées dépendant de la cure, acquise par Berbié, d'Olargues, 775-1.450.

Commune de Vieussan :

3 champs et 1 châtaigneraie de 4 sétérées dépendant de la cure, acquis par Castel, menuisier à Vieussan, 445-465.

CANTON D'OLONZAC

Commune d'Olonzac :

1 maison, écurie, cuves, fouloir et champ de 6 sétérées dépendant du chapitre Saint-Just de Narbonne.

Ecurie, jardin, 4 champs et 6 vignes, d'une superficie de 21 sétérées, dépendant de la chapelle du Purgatoire.

6 champs de 12 sétérées dépendant du bénéfice cure d'Olonzac.

Le tout estime 12.600 et acquis par Vabre, bourgeois d'Olonzac, pour 21 200.

La chapelle des Pénitents, acquise par Laud, 710-800.

1 écurie et 4 champs de 6 sétérées dépendant de la chapelle de M. Béziers, acquis par Francès, 1.639-2.000 .

1 champ de 5 sétérées dépendant de la confrérie du Saint-Sacrement acquis par Blanc, d'Olonzac, 480-2.250.

Commune d'Aigne :

6 champs, ferrajal et herme de 5 sétérées dépendant de la chapelle Notre-Dame-de-Joie et du Sacré-Cœur, acquis par Gombert, ménager, et Marie, de Minerve, 990-1.900.

1 vigne de 1 sétérée dépendant de l'Œuvre d'Aigne, acquise par Gautran, d'Aigne, 225-255.

Commune d'Azillanet :

1 tinéral, écurie, petite maison, vigne de 9 sétérées, ferrajal et champ de 3 sétérées dépendant de la chapelle du Purgatoire, 3.135-4.000 à Carrière, négociant à Saint-Pons.

Champs, ferrajal et herme dépendant de la même chapelle, acquis par Sicard, ménager à Azillanet, pour 1.968, prix de l'estimation.

1 vigne de 4 sétérées dépendant de la cure, 670-1.575 à Louis Fort, fabricant de bas à Saint-Pons.

1 moulin à huile avec chaudière, pressoir et meule, vendu à J. Coussat, d'Azillanet, 1.590-4.650.

Commune de Beaufort :

1 aire, 1 ferrajal et 1 olivette de 2 sétérées jous par le ci-devant curé de Beaufort, estimés 175 et acquis par Jeannot, Bessieux, de Beaufort, pour 470.

Commune de Cassagnoles :

1 grange, 6 champs, vignes, pré et herme de 12 sétérées dépendant du bénéfice cure, 6.200-7.525 à J. et Fr. Lanet, ménagers à Cassagnoles.

Pré et champ, même origine, acquis par Sabatier, 56-136.

Commune de La Caunette :

1 tuilerie, 7 champs de 21 sétérées dépendant de la cure et de la chapelle Saint-Jean, le tout estimé 5.050 et acquis pour 7.000 par Bonnet, musicien, pour François Caffort, Pierre Caffort et Thomas Pons, ménagers à La Caunette.

Commune de Cesseras :

Ecurie et patus, champs et olivettes de 16 sétérées dépendant de la chapelle du Purgatoire.

11 champs de 41 sétérées dépendant des chapelles Saint-André, de Fouzan et de la Couvergerie.

Jardin, patus, vigne, champ et herme de 8 sétérées dépendant de la chapelle de Nadal.

3 champs de 5 sétérées dépendant de la cure.

Le tout estimé 5.812 et acquis pour 7.300 par Fort, fabricant de bas à Saint-Pons, pour Sabatier, ménager à Siran, et Joachim Mignard.

Commune de Ferrals-les-Montagnes :

1 pré, ferrajal et 2 champs de 2 sétérées dépendant de la cure, 286-380 à Fabre, négociant à Siran.

Commune de La Livinière :

1 vigne de 1 sétérée dépendant de la chapelle de Tesseyre, 380-405 à Alexandre Verger, notaire à Félines.

24 lots, ferrajals, patus, champs, vignes, olivettes et hermes de 17 sétérées dépendant de diverses chapelles : d'Alzau, de Rouby, de Feilhes, de Chazottes, de Notre-Dame-des-Palmes, de Tesseyre et du Purgatoire, estimés 6.000 et acquis pour 7.150 par Simon Reverdy, ménager à La Livinière.

Commune de Minerve :

1 ferrajal et 1 creux à fumier acquis par Gombert, maire de Minerve, 60-230.

1 autre ferrajal acquis par Julien, de Minerve, 6-13.

Tous ces biens dépendant de l'œuvre de l'église de Minervé.

Commune d'Oupia :

4 champs de 3 sétérées dépendant du bénéfice cure, estimés 831 et acquis pour 925 par Segonne, négociant, Albusson et Francès.

Commune de Siran :

1 maison, patus, 14 lots ferrajals, vignes, champs et olivettes de 45 sétérées dépendant du bénéfice cure de Siran, des chapelles réupies et de la Chartreuse de Saix, le tout estimé 10.956 et acquis pour 31.100 par Peyronnet, ménager à Siran.

1 vestige d'une église et champ avec oliviers de 1 sétérée; 1 église et 1 champ de 3 sétérées et l'église des Pénitents avec sacristie, le tout estimé 905 et acquis pour 4.200 par Sabatier (2 lots) et Vincent Mazet.

1 bois de 150 sétérées dépendant du ci-devant tyran, estimé 200 et acquis pour 31.700 par Sabatier, de Siran, le 21 Ventôse an III.

3 petits ferrajals dépendant de la paroisse de Siran, estimés 121 et acquis pour 5.400 le même jour par P. Siran, de Siran, et Segonne, d'Oupia.

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Saint-Chinian :

Evêché de Saint-Pons : le château de Saint-Chinian avec parc et jardin, 24 sétérées de terres, jardin potager avec arbres fruitiers et pavillon pour le jardinier, orangerie, fontaine à robinet de bronze, bois de platane et écuries, estimé 12.598 et vendu 67.400 à Lugagne, de Clermont-l'Hérault.

2 champs de 1 sétérée estimés 127 et acquis pour 600 par Passebosc, menuisier à Saint-Chinian.

Religieux Bénédictins : 2 maisons, appartement, basse-cour, écuries et greniers à foin, volailler et patus, maison neuve avec cuisine, souillarde, garde à manger, office, salle à manger, salon de compagnie, corridor, 3 appartements, cloître et petit parterre, grande et ancienne maison, petite basse-cour, église et 2 sacristies, jardin, le tout estimé 14.000 et acquis pour 24.500 par Pierre Flottes, négociant à Saint-Pons.

1 maison d'habitation, 1 moulin à foulon, 4 moulins à huile, 8 lots champs, vignes, hermes et bois de 95 sétérées, le tout estimé 42.000 et vendu 70.200 à Sabatier, juge de paix du canton de Saint-Pons.

1 pré de 1 sétérée à Salles, avoué près le Tribunal, 575-1.175.

Abbaye de Saint-Chinian : 2 fours à pain estimés 2.400 et acquis par Claude Bonnet, musicien à Saint-Pons, pour 3.000 le 4 juillet 1791.

Ces 2 fours ont été revendus à la folle enchère de Bonnet le 6 mars 1792 et acquis par Gayraud, boulanger à Saint-Pons, pour 2.650.

Commune d'Agel :

1 tinéral et cave, cuisine et chambres appartenant à l'évêque de Saint-Pons, estimés 750 et acquis par Gavoy, de Saint-Pons, pour 8.100.

Commune d'Aigues-Vives :

Champ, ferrajal, sol, aire et tinéral avec vaisselle vinaire, dépendant du chapitre Saint-Nazaire de Béziers, estimés 1.501 et acquis par Calvet, ménager à Aigues-Vives, pour 1.700.

Commune d'Assignan :

6 champs et ferrajal de 8 sétérées dépendants de la cure, estimés 400 et acquis pour 500 par Marcouire, ménager à Assignan.

Commune de Cazedarnes :

Pré, ferraal, champ et herme dépendant de l'abbaye de Foncaude, estimés 167 et acquis pour 182 par Trégy, ménager à Cazedarnes.

Commune de Cébazan :

3 champs de 2 sétérées dépendant de la cure, à Nadal, ménager, 300-500.

Commune de Cessenon :

Chapelles de Raymond d'Alga et Sicard Robert : 1 maison à 3 étages, 16 lots vignes, champs, olivettes, ferrajals, jardins, prés et hermes de 24 sétérées, le tout estimé 1.683 et acquis pour 2.450 par Michel Taurines, ménager à Cessenon.

Chapitre de Saint-Pons : 1 maison avec tinéral, grenier à olives avec meubles et effets, comportes, tonneaux et vaisselle vinaire, le tout estimé 2.517 et acquis pour 2.542 par Boujol, de Saint-Pons.

Fabrique de Cessenon : 2 terres de 1 sétérée estimées 189 et acquises pour 795 par Abbal et Roussel, juges au tribunal de Saint-Pons.

Abbaye de Foncaude : la métairie de Cazalviel avec bâtiments, jardins, champs, vignes, garrigues de 38 sétérées, estimée 7.144 et acquise pour 12.020 par Théron.

La métairie de La Bousquète avec maison, four, patus, champs, vignes, olivettes et herme de 30 sétérées, estimée 2.217 et acquise pour 6.025 par Moustelon, fermier.

Terre, champ et pré de 9 sétérées acquis par Cavaillé, négociant à Riols.

Le domaine de Foncaude avec l'emplacement du cloître de l'église, bâtiments, champs, olivettes, vignes, prés, hermes et garrigues de 69 sétérées, estimé 21.250 et acquis pour 21.355 par Tailhade, tailleur d'habits à Viéussan, sans concurrent.

Ce dernier n'ayant pas effectué les premiers paiements, le domaine a été revendu à sa folle enchère le 5 mars 1792, sur une estimation de 15.000, et acquis pour 20.000 par Bonnet, négociant à Saint-Chinian, après 15 enchères.

1 maison, 1 moulin et 5 lots olivettes, champ, vigne, rivage et gravats de 22 sétérées dépendant du domaine de Foncaude, le tout estimé 7.876 et acquis pour 9.225 par Boudet, commis au greffe du Tribunal de Saint-Pons.

Ce dernier a également été fol enchéri et le lot revendu également le 5 mars 1792 sur une estimation de 6.000 a été acquis par Vivanel, de Cessenon, pour 7.200.

Vicariat de Prades : 5 lots champs, vignes et herme de 8 sétérées estimés 302 et acquis 318 par J. Hosfel.

Commune de Cruzy :

1 terre, olive et vigne de 9 sétérées dépendant de la Chartreuse-de-Saix, estimée 1.350 et acquise par Barthélémy Andoque, bourgeois de Sérièges, pour 2.900.

1 pièce de terre dépendant de la cure à Trégy, potier à Cruzy, 160-180.

1 moulin à huile et 2 champs de 2 sétérées dépendant des Congrégations supprimées, le tout estimé 1.486 et acquis pour 7.285 par Arvieu, de Cruzy (2 lots), et Baccou, de Saint-Pons.

3 vignes et champs de 11 sétérées dépendant de la chapelle Sainte-Croix, estimés 743 et acquis pour 1.520 par Terral, Laurens et Tesseire, meunier.

Commune de Montouliers :

5 lots appartenant au chapitre de Saint-Pons :

10 champs de 12 sétérées, 2.810-3.625 à Cormary, marchand à Saint-Pons;

Maison avec cave et grenier, 200-600 à Cormary;

Tour, chambres, ciel ouvert et sol, 300-635 à Guilhaumon, de Montouliers;

Patus, 15-75 au même Guilhaumon;

Champ de 1 sétérée, 225-1.025 à Cathala.

Commune de Pierrerue :

1 champ de 2 sétérées dépendant de la cure acquis par Galinié, marchand à Saint-Pons, 130-200.

Commune de Villesspassans :

1 maison avec grenier à foin, bergeries, écuries, basse-cour et pigeonnier,

terre labourable de 42 sétérées, bois de chênes-verts de 49 sétérées, herme de 131 sétérés, le tout dépendant des ci-devants commandeurs, estimé 4.300 et acquis pour 20.000 par Antoine Escande.

CANTON DE LA SALVETAT

Commune de La Salvetat :

Evêché de Saint-Pons : rachat d'une rente à locatairie perpétuelle de 164 livres sur les anciens fonds de la métairie de Tenssenous, estimé 3.280 et acquis 3.653 par Barreau, fermier à Tenssenous.

Chapelle de La Salvetat : 1 champ de 7 sétérées, 600-950 à Noguès, marchand à Saint-Pons.

Chapelle du Purgatoire : jardin, 80-180 à Audié, chirurgien à La Salvetat.

Four, fournil et jardin, 660-675 à Pistre, négociant à La Salvetat.

Pré de 3 sétérées, 820-950 à Gleyzes, huissier à Saint-Pons.

Petit jardin, 120-180 à Cormurau, maire de La Salvetat.

Chalabre, ci-devant évêque de Saint-Pons : l'église des Pénitents, l'église Saint-Etienne et le château de La Salvetat, divisé en 3 lots, le tout estimé 1.360 et vendu 16.025 à Cros, Gouttines, Nègre, Phalippou et Pistre.

Commune de Fraisse :

2 prés et 1 chenevière de 1 sétérée dépendant de la chapelle du Bassin du Purgatoire, 850-1.805 à Garrigue, curé, Petit et Cauquil, homme de loi de La Salvetat.

COMMUNES RATTACHEES AU TARN

PAR LA LOI DU 28 PLUVIOSE AN V

Commune d'Anglès :

4 lots champs et prés de 18 sétérées dépendant de la chapelle de la Croix et des chapellenies de Bernard Cabrol, de Bousquet et de Vivien, estimés 5.850 et acquis par Labarthe, d'Anglès, pour 7.625.

1 maison et jardin dépendant de la chapellenie de M. Maurel, 420-440 à Guiraud, avoué à Saint-Pons.

Maison ruinée, 2 cazals, 2 jardins, 6 champs et prés dépendant de la chapelle du Purgatoire de 34 sétérées, le tout estimé 4.450 et vendu 4.580 à Boudet, commis en chef au greffe du tribunal de district.

Commune de La Bastide :

Champ de 1 sétérée, 700-1.700 à Boujol, de Saint-Pons.

Commune de Marmières :

Maison de maître, bâtiments, champs, prés, jardins, bois, pastoral et autres terres formant l'abbaye de Sylvanès, 9.000-12.100 à Claude Bonnet, musicien à Saint-Pons.

BIENS DE DEUXIEME ORIGINE

CANTON DE SAINT-PONS

Commune de Saint-Pons :

Vente du 29 Vendémiaire an III. — Sur Benès, émigré, ci-devant garde du corps :

La métairie du Limon avec maison, bergerie, grenier à foin, patus, jardin, aire, prés, champs, bois de chênes, d'une superficie de 120 sétérées, estimée 13.000 et acquise par Azaïs, de Saint-Pons, pour 31.300.

La métairie de Nartau, d'une superficie de 200 sétérées, estimée 11.000 et acquise 45.000 par Mouly, de Lacaune.

1 maison avec caves, grenier et patus estimée 1.200 et acquise 7.500 par Giniès, de Saint-Pons, pour son frère.

Vente du 6 Messidor an II. — Sur Pierre Grand, prêtre déporté :

3 lots immobiliers, maison, écurie, remise et basse-cour, à Cabrol, de Prémian, Constans et Chavernac, de Saint-Pons, 1.740-14.625.

Vente du 15 Messidor an II. — Sur Pierre Grand, prêtre déporté :

3 lots immobiliers, maison, écurie, remise et basse-cour, à Cabrol, de Prémian, Constans et Chavernac, de Saint-Pons, 1.740-14.625.

Vente du 15 Messidor an II. — Sur Catié et Falcou, prêtres déportés :

1 petite maison acquise par Joucla, 250-1.600.

1 jardin acquis par Gavoy, 80-800.

1 grande maison avec caves, basse-cour, cuisines, salon, chambres et jardin, acquise par Custeau, de Saint-Pons, 3.000-18.600.

Vente du 5 Messidor an II. — Sur Licouls, prêtre décorté :

2 lots immobiliers, maison, caves, écurie, greniers et basse-cour, à Pomeyrol et Miquel de Saint-Pons, 1.350-9.500.

1 jardin, à G. Lartigue, 600-5.400.

Ventes des 7 Messidor an II et 5 Brumaire an III. — Sur Seguin, ci-devant chanoine, prêtre déporté :

4 lots immobiliers, maisons, écuries, greniers, cave et jardins estimés 3.020 et acquis pour 13.645 par Combes, Seignourel, Thomassin et Pomayrol, de Saint-Pons.

Commune de Riols :

Ventes des 25, 26 et 27 Floréal an II. — Sur Honoré de Martinet, émigré :

11 lots immobiliers, maisons, bergeries, jasses, greniers, fournil avec four et moulin à foulon, le tout estimé 3.310 et vendu 14.675 à 10 habitants de Riols, tous ménagers ou agriculteurs, sauf Miquel, fabricant de drap, acquéreur du moulin à foulon, et 1 habitant de Félines, Cavaillé.

1 moulin à blé acquis par Mas, de Riols, 8.520-25.000.

37 lots jardins, champs, châtaignes, hermes et prés, d'une superficie totale de 73 sétérées, le tout estimé 12.613 et vendu 48.705 à 19 habitants de Riols, tous ménagers sauf Miquel, fabricant de drap, et 2 habitants de Félines, Gau et Bladié.

Vente du 7 Messidor an II. — Sur Raynaud, de La Salvette, ci-devant garde du corps, émigré.

2 lots châtaignes et bois de chênes de 2 sétérées, estimés 60 et acquis pour 165 par Combes, de Saint-Pons.

CANTON D'OLONZAC

Commune d'Olonzac :

Ventes des 11 et 12 Messidor an II. — Sur Jean de Seignouret, émigré :

Le domaine de Cadiras, de 206 sétérées, estimé 64.800 livres et acquis 107.000 par Vidal, de La Livinière.

Le domaine de Laboriette, de 60 sétérées, estimé 6.650 et acquis 40.000 par Giniès, de Saint-Pons.

La métairie du Bosc, de 40 sétérées, estimée 3.050 et acquise 25.000 par Michelet, de Saint-Pons.

9 lots champs de 42 sétérées, estimés 5.000 et vendus 49.250 à Giniès, de Saint-Pons (2 lots), Vidal, de La Livinière (2), Mignard, de Cesseras (2), Sabatier et Peyronnet (2), de Siran.

Commune de Cassagnoles :

Ventes des 4 Messidor an II et 9 Pluviôse an III. — Sur Jean-Marie d'Hautpoul, émigré :

Les métairies de Puech-Mège et de Las Combes, de 30 et 34 sétérées, estimées 2.200 et 3.291 et acquisés pour 6.000 et 17.000 par Giniès, de Saint-Pons.

1 maison acquise par Rieussec, de Cassagnoles, 365.2.435.

8 lots prés, champs, châtaignettes et garrigues, de 35 sétérées, estimés 10.155 et vendus 35.200 à Rieussec (2) et Lanet (2), de Cassagnoles, Caldaguès (2), de Saint-Pons, Fabre, de Camplong, et Caffort, de Félines.

Commune de La Caunette :

Vente du 2 Vendémiaire an III. — Sur de Treil Saint-Martial, ci-devant noble :

Le domaine de Vialanove, de 206 sétérées, estimé 20.800 et acquis pour 45.000 par Giniès, de Saint-Pons.

Commune de Cesseras :

Ventes des 25, 26, 27 et 28 Messidor an II. — Sur Jean de Seignouret, émigré :

Le château de Cesseras, divisé en 7 lots estimés 3.200 et vendus 22.000 à Sabatier, de Siran (2 lots), Gayraud (2), Ristouret et Pradal, de Cesseras, et Azam, de Minerve.

6 lots immobiliers, bergeries, tinéral, petite maison, four et moulin à huile, estimés 1.500 et vendus 10.780 à Malafosse (3) et Fabre, de Cesseras, Sabatier, de Siran, et Vidal, de Ferrals.

1 moulin à blé sur la Cesse, à Taffanel, d'Olonzac, 600.14.000.

La métairie et les bâtiments dits de Fausan, à François Taffenel, de Cesseras, 3.420-41.000.

33 jardins, champs, olivettes, hermes, ferraial et vignes morcelés en 83 lots d'une superficie totale de 206 sétérées, estimés 22.360 et vendus 174.800 à 28 acquéreurs :

15 de Cesseras : Malafosse (2), Lignièrès (4), Ritouzet (11), Pradel (3), Terrisse, Fabre (10), Puech (2), Berlou, Avérous (2), Segonne (4), Gayraud (4), Roque, Fraisse, Tarbouriech (2) et Mignard (2).

4 de Saint-Pons : Carrière (2), Martin (2), Gavoy (2) et Lartigue.

4 d'Azillanet : Beaubil (2), Francès, Vidal, Taffanel.

3 de Siran : Vène (9), Sabatier (3) et Peyronnet.

1 de Ferrals : Fraisse (7).

1 de Minerve : Azam.

Commune de Félines

Ventes des 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 Ventôse et 4 Messidor an II :

Sur Jean-Marie d'Hautpoul, émigré :

Le château de Félines avec moulin à hulle, tinéral et caves, divisé en 5 lots estimés 4.700 et vendus 18.375 à Cros, Caffort et Roger, juge de paix, de Félines, Giniès, de La Salvétat, et Guiraud, de Saint-Pons.

1 moulin à blé avec 5 sétérées de champs, estimés 1.330 et acquis 5.880 par Charles Sabatier, de Siran.

2 lots immobiliers, petite maison, bergerie, patus et creux à fumier, estimés 300 et vendus 1.450 à Laglève et Roger, juge de paix, de Félines.

La métairie de D. ama, de 80 sétérées, estimée 3.000 et vendue 18.100 à Caldaguès, de Saint-Pons.

La métairie de la Matte, de 50 sétérées, estimée 1.200 et vendue 12.000, à J. Giniès, de La Salvétat.

39 champs, vignes, olivettes et jardins morcelés en 119 lots d'une superficie totale de 192 sétérées, estimés 25.860 et vendus 180.600.

Il y eut 31 acquéreurs :

21 de Félines : Azalbert, Fraisse (2), Roger, juge de paix (12), Lignières (16), Vidal, Laglève (2), Cros (4), Muret, Bessière (10), Caffort (14), Delort (4), Combes (2), Malric, Izard (2), Luc, Albert, Beros, Cauquil, Chiffre (3), Bonnet et Devèze.

3 de Ferrals : Mas (6), Fraisse (2) et Rey.

6 de Saint-Pons : Hortala (4), Guiraud (8), Giniès, aubergiste (2), Thomas-sin (2), Caldaguès (7), Roque (3).

1 de Labastide : Granier (2).

Commune de Ferrals :

Vente du 21 Messidor an II. — Sur Augustin Moustiers, de Mérinville, émigré :

1 ci-devant château devenu cazal, acquis 125 par Sénégas.

9 lots champs, prés et châtaignettes de 26 sétérées, estimés 4.400 et vendus 78.075 à Rieusec (2), Fraisse et Tarbouriech, de La Livinière, Carrière et Giniès, de Saint-Pons, Roque, de Siran, Calmel et Rouanet, de Ferrals.

Commune de La Livinière :

Ventes des 11, 12, 13 et 14 Germinal an II. — Sur le même de Mérinville :

Le château de La Livinière, divisé en 4 lots avec logement du ramonet, bergerie et patus, le tout estimé 2.100 et vendu 3.320 à Pinenc, Granal, Jalabert et Joucla.

2 lots maison et tinéral, à Calas et Vidal, 2.000-3.800.

1 moulin à huile à Pinenc, 2.000-3.000.

15 champs, ferrajals, olivettes et garrigues morcelés en 69 lots de 260 sétérées, estimés 13.882 et vendus 158.500 à 17 acquéreurs :

15 de La Livinière : Blanc, tonnelier : Jalabert (9), Pinenc (4), Reverdy (18), Durand (3), Bessière (5), Calas (4), Boyer, Bousquet, Salles (3), Vidal (10), Joucla (2), Maurel, Andrieu et Bergé.

2 de Saint-Pons : Guiraud (4) et Carayon.

Vente du 21 Germinal an II. — Sur Pons Marthe, de Thézan Saint-Geniès, seigneur du Poujol, émigré :

1 petite maison estimée 200 et acquise 700 par Joucla.

2 vignes de 21 sétérées divisées en 6 lots estimées 2.350 et acquises pour 14.695 par Carayon et Guiraud, de Saint-Pons, Granier, de Courniou, Rouanet, de Labastide (2) et Bessière, de La Livinière.

Vente du 18 Messidor an II. — Sur Jean de Seignouret, émigré :

1 maison avec bergerie et écurie (800-5.000) et une carrière (300-13.500), ces deux lots acquis par Vidal, de La Livinière.

8 lots champs, prés et hermes de 31 sétérées, estimés 2.300 et acquis pour 48.400 par Tarbouriech, Vidal et Reverdy, de La Livinière, Sabatier (3) et Vène (2), de Siran.

Commune de Minerve :

Vente du 7 Pluviôse an III sur le ci-devant tyran :

1 bâtiment avec four délabré, 60-425 à Julien, de Minerve.

Vestige du vieux château, 10-40 à Cordes, de Minerve.

Bois de chênes-verts et broussaille de 6 sétérées, 500-3.200 à Pradal, de Vélieux.

Vente du 9 Pluviôse an III. — Sur J. Cathala, curé de Minerve, prêtre déporté :

2 lots immobiliers, maison et cazal, 370-2.952 à Crouzet, de Saint-Pons, et Rey, de Minerve.

2 lots champs, 525-5.650 à Crouzet, de Saint-Pons, et Boudènes, de La Caunette.

Commune de Siran :

Vente du 18 Messidor an II. — Sur Paul Bénaben, prêtre émigré :
Tinéral et patus, 300-4.000 à Cabrol, de Cassagnoles.

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Saint-Chinian :

Vente du 28 Floréal an II. — Sur Louis Chalabre, évêque de Saint-Pons :
2 lots immobiliers, écurie, remise, grenier, maison, enclos et jardin estimés 1.900 et acquis 21.500 par Flottes et Foux, de Saint-Chinian.

Vente du 26 Floréal an II. — Sur Rolland, l'ainé, et ses fils, émigrés :

6 lots, vignes, champs, pré, jardin et herme de 18 sétérées estimés 3.800 et, acquis 27.550 par Sénagas (3), Lugagne et Valmejerie, de Saint-Chinian, et Salles, de Saint-Pons.

Commune de Cessenon :

Vente du 29 Floréal an II. — Sur Stanislas Xavier, ci-devant prince français, émigré :

Bâtiments estimés 3.180 et acquis pour 5.200 par Vernazobres, de Cessenon.

Commune de Pierrerue :

Vente du 29 Floréal an II. — Sur Rolland l'ainé et ses fils, émigrés :

1 lot bâtiments, jardin, pré et vigne de 13 sétérées acquis par Sénagas, de Saint-Chinian, 12.590-36.000.

5 lots vignes, champs et châtaignerette de 16 sétérées, acquis par Sénagas (2), Carrière, Guibert et Pagès, de Saint-Chinian, 1.290-6.950.

CANTON DE LA SALVETAT

Commune de La Salvetat :

Vente du 7 Frimaire an III. — Sur Alexandre Planques, émigré, ci-devant lieutenant des ci-devants maréchaux de France :

La métairie du Crouzet (25.000-90.200), d'une superficie de 181 sétérées, à Cros, de Fraisse.

La métairie du Coufinet, de 145 sétérées, 16.000-101.000 à Escande, de La Salvetat.

3 lots immobiliers, maison avec greniers, et cazal, 2.450-4.000 à Bousquet, Fabre et Gauzy, de La Salvetat.

6 lots jardins, prés et champs de 13 sétérées estimés 12.720 et vendus 114.500 à 6 acquéreurs de La Salvetat dont Goutines, notaire.

Vente du 8 Frimaire an III. — Sur Barthès du Vintrou, prêtre déporté :
Pré et champ de 6 sétérées, 2.000-4.650 à Antoine Bourdel, de Fraisse.

Sur Dulac, ci-devant noble, émigré :

La métairie de Comberlat, de 390 sétérées, 32.000-178.000 à Cormureau, de La Salvetat.

La métairie de Saujas, de 131 sétérées, 17.000-81.600 à Bourdel, de Fraisse.

La métairie de Ginalgue, de 80 sétérées, 18.000-95.000 à Combes, de La Salvetat.

Commune de Fraisse :

Vente du 24 Brumaire an III. — Sur Reynaud, de la Salvetat, ci-devant garde du corps, émigré :

La métairie de Cacabel, de 174 sétérées, 11.000-52.100 à Baccou, de La Salvétat.

La métairie de Bessièrès, de 153 sétérées, 16.000-67.000 à Gauzy, de La Salvétat.

Commune du Soulié :

Vente du 21 Brumaire an III. — Sur Alexandre Planques, émigré :

La métairie de Caudesaudes, de 175 sétérées, 14.400-61.100 à Benoit, notaire à Saint-Pons.

La métairie de Poussines, de 118 sétérées, 14.400-61.100 à Combes, de Saint-Pons.

1 champ de 2 sétérées, 300-1.650 à Baccou, du Soulié.

VENTES EFFECTUEES SANS ENCHERES AU CHEF-LIEU DU DEPARTEMENT

CANTON DE SAINT-PONS

Commune de Saint-Pons :

13 Thermidor an IV. — Jardin et maison (évêché de Saint-Pons), 8.800 à Bouisson, homme de loi de Saint-Pons.

Jardin joui par le curé, 264 à Benoit, notaire à Saint-Pons.

14 Thermidor an IV. — Jardin de 3 sétérées (évêché), 2.956 à Pomairol, marchand à Saint-Pons.

Couvent, église et enclos des Récollets, 15.200 à Bastide et Frères, négociants à Montpellier.

16 Thermidor. Maison et jardin (chapitre), 3.780 à Benoit, notaire à Saint-Pons.

25 Thermidor. — Maison et jardin (chapitre), 5.850 à Constans et Peyronnet.

12 Vendémiaire an V. — Creux à fumier (commune), 308 à Chavernac.

2 Frimaire. — Lopin de terre (collège de Saint-Pons), 242 à Marre, de Montpellier.

26 Ventôse an VI. — Cazal et jardin (commune), 100 à Gazel, homme de loi de La Salvetat.

Commune de Boisset :

17 Nivôse an VI. — Pré de 1 sétérée et champ en friche (commune), 486 à Dardelié, homme de loi de Montpellier.

Commune deourniou :

15 Thermidor an IV. — Pré de 2 sétérées (commune), 506 à Cormouls, propriétaire foncier à Labastide.

Commune de Pardailhan :

3 Thermidor an IV. — Jardin et pré de 1 sétérée (commune), 999 à Fraisse, de Beaufort.

27 Ventôse an V. — Garrigue de 600 arpents (ci-devant domaine), 9.320 à Miquel, agriculteur à Pardailhan.

Commune de Rieussec :

14 Floréal an V. — 2 prés ancienjardin du curé (commune), 567 à Gavoy, négociant à Saint-Pons.

Commune de Riols :

13 Thermidor an IV. — Le cinquième d'un lot formé d'une maison, champ et vigne de 5 sétérées et jardin de 2 sétérées (Raynaud, dit Martinet, émigré), 1.949 à Cavaillé, ancien juge de paix à Riols.

5 Frimaire an V. — Maison ci-devant commune, 450 à Savy, homme de loi de Montpellier.

CANTON D'OLARGUES

Commune de Colombières :

22 Thermidor an V. — Pré et jardin de 1 sétérée (commune), 825 à Massat, de Colombières.

Commune de Ferrières :

21 Brumaire an V. — Jardin joui par le curé (commune), 110 à Cabanne, cultivateur à Ferrières.

Commune de Roquebrun :

4 Vendémiaire an V. — Bâtiment (commune), 252 à Sabatier, notaire à Roquebrun.

24 Vendémiaire. — Base-cour avec volailler, pigeonier et loge à cochons (maison curiale), 180 à Sabatier, notaire.

13 Brumaire. — 2 pièces de terre de 1 sétérée et four à pain (commune), 519 au même Sabatier.

13 Floréal an VI. — Terres vaines et incultes, couvertes d'arbustes, de 180 sétérées (bénéfice cure), 594 au même Sabatier.

Autres terres vaines de 90 sétérées (bénéfice cure), 198 à Moustelon, agriculteur à Roquebrun.

Chapelle et cimetière (chapelle Saint André), 520 à Avellan, de Montpellier.

Commune de Saint-Martin-de-Arçon :

19 Pluviôse an VI. — Jardin joui par le curé (commune), 396 à Massot, de Colombières.

Commune de Vieussan :

28 Floréal an V. — 2 lots immobiliers, maison, écuries et greniers (540) et 7 lots jardins, champs et olivettes de 2 sétérées, 510 à Boissezon, de Vieussan.

4 Floréal an VI. — 2 voûtes sous l'église de Vieussan, 360 au même Boissezon.

CANTON D'OLONZAC

Commune d'Olonzac :

18 Floréal an IV. — Le domaine de Lagarde Rolland, de 45 sétérées (Ordre de Malte, commanderie d'Homps), 24.200 à Salze, de Castelnau.

15 Brumaire an V. — Ancien cimetière (commune), 154 à Manilève, agriculteur (confront).

7 Frimaire. — Champ de 1 sétérée (de Seignouret, émigré), 465 à Berland, propriétaire foncier à Pépieux.

1^{er} Nivôse. — Champ de 1 sétérée joui par le curé, 360 à Marty, propriétaire foncier d'Oupia.

Commune d'Aigne :

28 Nivôse an V. — Champ et ferraials de 1 sétérée jouis par le curé, 297 à Marty, propriétaire foncier d'Oupia.

Commune d'Azillanet :

26 Thermidor an IV. — Fossé servant de creux à fumier (commune), 350 à Benoît, notaire à Saint-Pons.

1^{er} Pluviôse. — Terré de 1/2 sétérée, 176 à Pigassou, à Azillanet.

Commune de Beaufort :

17 Frimaire an V. — Jardin de 1 sétérée joui par le curé, 222 à Fraisse, de Beaufort.

Commune de Cassagnoles :

8 Vendémiaire an V. — Petit jardin, 33 à Durand, de La Livinière.

26 Vendémiaire. — Petit pré, 440 à Dardelié, défenseur officieux à Montpellier.

Commune de Cesseras :

1^{er} Nivôse an V. — Maison presbytérale et jardin, 1.313 à Gavoy, négociant à Saint-Pons.

8 Nivôse an VI. — Champ de 17 sétérées (de Seignouret, émigré), 4.798 à Dardelié, de Montpellier.

Commune de Ferrals :

8 Vendémiaire an V. — Jardin, 55 à Durand, de La Livinière.

Commune de La Livinière :

8 Vendémiaire an V et 25 Frimaire. — Champ (commune) et petit jardin (curé), 330 à Durand, de La Livinière.

Commune de Minerve :

6 Pluviôse an V. — Ferrajal, jardin et maison curiale, 370 à Michelet, agriculteur à Minerve.

Commune d'Oupia :

12 Frimaire an V. — Jardin joui par le curé, 66 à Segonne, d'Oupia.

1^{er} et 2 Nivôse. — Maison presbytérale (913) et champ joui par le curé (275), à Marty, propriétaire foncier d'Oupia.

Commune de Siran :

8 Vendémiaire an V. — Maison ci-devant commune, 432 à Durand, de La Livinière.

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Saint-Chinian :

28 Prairial an IV. — 2 moulins à huile (Bénédictins), 14.400 à Couvézy, de Narbonne.

3 moulins à blé (abbaye de Saint-Chinian), 84.195 au même Couvézy, qui cède 1 moulin à Payre, de Capeatang.

11 Fructidor. — Ancienne maison commune, 3.600 à Hérail, de Saint-Chinian.

23 Fructidor an IV. — Maison dite des « Sœurs de la Croix », 5.400 à Tri-cou, de Saint-Chinian.

4 Vendémiaire an V. — Vigne de 1 sétérée jouie par le curé, 132 à Estimbre, cafetier à Saint-Chinian.

12 Pluviôse. — Eglise champêtre (Bénédictins), 378 à Claude Bousquet, juge de paix du canton forain de Saint-Chinian.

27 Ventôse. — Petite maison (commune), 670 à Miquel, agriculteur à Pardailhan.

30 Germinal. — Lopin de terre à la rivière, 66 à Savy, homme de loi de Montpellier.

Commune d'Assignan :

24 Vendémiaire an V. — Vigne et ferrajal jouis par le curé, 110 à Salles, homme de loi de Saint-Chinian.

Commune de Cessenon :

14 Thermidor an IV. — Moulin à huile, 10.800 à Griffet, de Montpellier.

Four à pain, 1.980 au même Griffet.

14 Vendémiaire an V. — Ecurie et petite maison où logeait le vicaire 513 à Riche, agriculteur à Cessenon.

5 Frimaire. — 2 chambres servant aux écoles, 450 à Vigne, de Cessenon.

6 Frimaire an V. — Petit champ joui par le curé, 60 à Balp, de Montpellier.

9 Pluviôse. — Appartement en forme de grotte et cazal (Œuvre de Cessenon), 198 à Vigne, de Cessenon.

13 Pluviôse an VI. — Herme de 10 sétérées, 121 à Bedos, de Caux.

Commune de Cruzy :

16 Thermidor an IV. — Chapelle de Sérièges (Génofévins de Quarante), 1.100 à Payre, de Capeatang.

13 Floréal. — Petite église et cimetière (Pénitents Blancs), 1.052 à Bangy, cultivateur à Cruzy.

VENTES POSTERIEURES A L'AN IV EFFECTUEES AVEC ENCHERES AU CHEF-LIEU DU DEPARTEMENT

CANTON DE SAINT-PONS

Commune de Saint-Pons :

15 Germinal an VI. — Eglise Saint-Martin (première origine), 1.350-15.000, et-remise (liste civile), 609-10.100, ces deux lots acquis par Vincent, de Montpellier (association de rentiers).

3 Pluviôse an VII. — Petit terrain (liste civile), 9-11 à Marie Mathieu, veuve Azaïs.

11 août 1807. — Vieux chemin au bord du Jaur (Domaine), 136-141 à Nègre, propriétaire à Saint-Pons.

CANTON D'OLARGUES

Commune de Roquebrun :

15 Ventôse an VI. — Petit bâtiment et terrain (première origine), 90-180 à Guiraud, cultivateur à Roquebrun.

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Saint-Chinian :

15 Ventôse an VI. — Eglise champêtre (Ermitage), 375-505 à Lafon, de Montpellier (association de rentiers).

Commune de Cruzy :

11 août 1807. — Lopin de terre (Domaine), 29-36 à Teral, propriétaire à Cruzy.

VENTES DE BIENS NATIONAUX APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT EFFECTUEES A MONTPELLIER

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Cébazan :

30 octobre 1810. — Domaine de la Grange-du-Bousquet, avec bâtiments et terres de 26 hectares, 12.000-18.200 à Bènes, agriculteur à Cébazan.

**VENTES DE BIENS NATIONAUX
APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT
EFFECTUEES A SAINT-PONS**

CANTON D'OLONZAC

Commune d'Olonzac :

7 janvier 1814. — Partie des fossés, 210-215 à Rouayroux, cultivateur à Olonzac.

Autre partie des fossés, 30-31 à Rose Fabre, épouse Tarbouriech.

Autre partie des fossés, 102-107 à Puel, agriculteur, pour son épouse.

Commune de La Livinière :

5 et 4 janvier 1814. — 44 lots formés de 66 terrains communaux récemment défrichés de 20 hectares estimés 4.157 et vendus seulement 3.925, les estimations ayant été jugées trop élevées et 63 lots s'étant vendus sans aucune enchère. Les acquéreurs, au nombre de 36, sont tous de La Livinière à l'exception de Castel, tonnelier, Bergel, boulanger, et Peyre, cordonnier, 27 sur 36 étaient déjà fermiers des terres mises en vente.

Commune de Siran :

13, 14, 15 octobre et 15 novembre 1913. — 80 lots formés de 164 terrains communaux récemment défrichés de 79 hectares, estimés 7.469 et vendus seulement 6.642, les estimations ayant été jugées trop élevées et tous les lots sauf un s'étant vendus sans aucune enchère. Les acquéreurs, au nombre de 62, sont tous de Siran ou de La Livinière, à l'exception de Guiraud, juge de paix à Saint-Pons.

Parmi les acquéreurs, presque tous cultivateurs, on trouve Boyer, cordonnier (5 lots), Loup, officier de santé (6 lots), Monlézun, tailleur, Pigassou, boucher, P. Siran, percepteur à Siran, et Juin Siran, président de la Cour Impériale. 48 sur 62 avaient déjà défriché les terres qu'ils ont achetées.

6 vignes et hermes de 5 hectares, 728-733 à Vène, avocat et propriétaire à Saint-Chinian.

CANTON DE SAINT-CHINIAN

Commune de Saint-Chinian :

7 janvier 1814. — Four à pain, 232-240 à Rouanet, taillandier à Saint-Chinian.

Commune de Montouliers :

7 janvier 1814. — Ferrajal, 100-300 à Miquel, propriétaire foncier de Montouliers.

Tableau Comparatif

des superficies totales des communes d'après les relevés cadastraux et des superficies des Biens nationaux vendus dans chaque commune des deux districts de Béziers et Saint-Pons.

I. — DISTRICT DE BEZIERS

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
A) CANTON DE BEZIERS :					
Béziers	9.764	1.297	3	1.370	27 %
Bassan	679	3	»	1	0,60 %
Boujan	701	2	»	2	0,57 %
Cers	785	4	3	»	0,90 %
Cornelhan	1.422	6	1	1	0,52 %
Lieuran	851	6	»	1	0,82 %
Lagnan	340	234	»	»	68 %
Portiragnes	2.015	10	»	1	0,54 %
Villeneuve	1.730	26	13	2	2,03 %
Cazouls-lès-Béziers	3.847	242	123	44	16 %
Colombiers	1.012	30	12	4	4,50 %
Lespignan	2.292	60	170	75	13 %
Maraussan	1.013	10	»	72	8 %
Sauvian	1.307	14	1	1	1,23 %
Sérignan	2.753	24	226	30	10 %
Vendres	3.754	2	8	56	1,70 %
	34.865	1.970	560	1.659	12 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
B) CANTON D'AGDE :					
Agde	4.681	834	3	1	18 %
Bessan	2.647	56	277	1	12,50 %
Marseillan	3.649	65	3	2	1,90 %
Vias	3.059	14	19	1	1,10 %
	14.036	969	302	5	9 %
C) CANTON DE BEDARIEUX :					
Bédarieux	2.782	1	»	1	0,07 %
Camplong	1.324	1	6	»	0,50 %
Carlencas	1.072	»	»	»	»
Faugères	2.605	»	1	1	»
Graissessac	997	»	»	»	»
Pézères	2.686	1	»	»	»
Boussagues (La Tour-sur-Orb)	3.769	3	46	46	2,50 %
	15.242	6	53	48	0,70 %
D) CANTON DE CAPESTANG :					
Capestang	4.378	85	3	2	2 %
Creissan	889	49	»	»	5,5 %
Maureilhan	1.053	108	2	52	15 %
Montady	1.300	130	»	45	13 %
Nissan	3.109	420	»	»	13 %
Poilhes	595	112	»	245	60 %
Puisserguiet	2.827	450	58	20	18 %
Quarante	3.005	216	»	1	7,2 %
	17.156	1.570	63	365	11,6 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
E) CANTON DE FLORENSAC :					
Florensac	3.442	120	1	3	3,6 %
Castelnau-de-Guers	2.143	36	123	69	10,6 %
Pinet	814	151	»	»	19 %
Pomérols	1.058	5	1	1	0,6 %
	7.457	312	125	73	6,9 %
F) CANTON DE MONTAGNAC :					
Montagnac	3.349	88	45	64	5,2 %
Adissan	428	9	»	1	2,1 %
Aumes	715	8	»	»	1,2 %
Cabrières	422	8	1	»	2,1 %
Cazouls-d'Hérault	390	95	1	»	2,5 %
Fontès	1.695	33	1	1	2,1 %
Lézignan-la-Cèbe	586	27	3	»	5,1 %
Lieurac-Cabrières	593	17	1	»	3,1 %
Nizas	815	74	22	»	11,7 %
Péret	1.067	7	1	1	0,8 %
Saint-Pons-de-Mauchamps	1.312	11	50	45	8 %
Uclas	253	9	1	»	4,3 %
	11.125	386	126	49	5,2 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
G) CANTON DE MURVIEL :					
Murviel	3.235	7	1	»	0,2 %
Autignac	1.155	7	»	»	0,6 %
Cabrerolles	2.853	167	»	»	5,8 %
Causses-et-Veyran	1.763	9	1	»	0,5 %
Caussiniojols	1.047	3	1	»	0,4 %
Laurens	1.637	68	1	»	4,2 %
Pailhès	599	23	1	»	4 %
Puimisson	642	6	1	4	1,7 %
Saint-Geniès	923	5	2	»	0,7 %
Saint-Nazaire-de-Ladarez	2.827	3	1	»	0,1 %
Thézan	1.371	22	11	1	2,5 %
	18.158	320	20	5	1,8 %
H) CANTON DE PEZENAS :					
Pézenas	2.800	255	181	17	16,1 %
Caux	2.398	78	8	3	3,7 %
Nézignan	416	16	1	»	4 %
Saint-Thibéry	1.765	275	1	5	1,6 %
Tourbes	1.541	8	»	22	1,9 %
	8.920	632	191	47	9,7 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
I) CANTON DE ROUJAN :					
Roujan	1.608	123	2	»	7,7 %
Fos	639	2	»	»	0,3 %
Fouzilhon	524	»	3	»	0,5 %
Gabian	1.528	5	»	»	0,3 %
Magalas	2.007	12	3	3	0,9 %
Margon	429	3	1	»	0,8 %
Montesquieu	1.406	»	»	»	»
Nefnès	1.507	1	»	4	0,3 %
Pouzolles	955	34	6	1	4,2 %
Roquessels	868	1	»	»	» à
Vailhan	1.078	170	1	»	15 %
	12.549	351	16	8	3 %
J) CANTON DE SAINT-GERVAIS :					
Saint-Gervais	2.429	5	1	»	»
Les Aires	2.063	»	»	»	»
Castanet	2.755	3	»	1/2	»
Combes	1.097	»	»	»	»
Hérépiat	871	1	»	»	»
Lamalou	626	»	»	»	»
Le Poujol	458	20	1 1/2	»	4,4 %
Rosis	5.291	»	»	»	»
Saint-Genès-de-Varensal	1.254	2	»	»	»
Taussac-Labillière	1.462	»	»	»	»
Villemagne	814	64	1	»	7,7 %
	19.120	95	21/2	1/2	0,4 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an xv	Rapport des superficies
K) CANTON DE SERVIAN :					
Servian	4.061	55	1	3	1,4 %
Abellhan	980	58	2	»	7 %
Alignan-du-Vent	1.729	100	»	»	5,7 %
Coulobres	300	46	1	5	17 %
Espondeilhan	507	3	25	2	5,9 %
Montblanc	2.693	23	2	2	1 %
Puissalicon	1.302	8	1	»	0,7 %
Valros	660	8	1	»	1,3 %
	12.032	301	33	12	2,8 %

Totaux pour le district de Béziers. — Superficie totale : 170.666 hectares, sur lesquels 6.912 ont été vendus au titre des biens de première origine et 3.765 au titre des biens d'émigrés, soit une **moyenne générale de 6,2 %** (4 % pour les biens de première origine et 2,2 % pour ceux de deuxième origine).

II. — DISTRICT DE SAINT-PONS

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
A) CANTON DE SAINT-PONS :					
Saint-Pons	7.676	1	132	3	1.7 %
Boisset	1.746	»	»	1	»
Courniou	3.005	50	»	1	1.7 %
Pardailhan	4.117	4	»	1	0.1 %
Rieussec	3.305	4	»	2	0.1 %
Riols	5.602	1	21	1	0.4 %
Saint-Jean-de-Minervois	3.268	1	»	»	»
Vélieux	1.015	»	»	»	»
Verreries-de-Moussan	1.869	»	»	»	»
	31.683	61	153	9	0.6 %
B) CANTON D'OLARGUES :					
Olargues	1.858	1	»	»	»
Berlou	1.076	»	»	»	»
Cambon-et-Salvergues	5.042	»	»	»	»
Colombières	813	1	»	1	»
Ferrières	2.658	1	»	»	»
Mons-la-Trivalle	2.225	1	»	»	»
Prémian	1.665	1	»	»	»
Roquebrun	3.952	10	»	69	2 %
Saint-Etienne-d'Albagnan	2.275	»	»	»	»
Saint-Julien	1.925	3	»	»	0.2 %
Saint-Martin-de-l'Arçon	432	4	»	1	1 %
Saint-Vincent-d'Olargues	1.579	10	»	1	0.6 %
Vieussan	2.826	1	»	1	»
	28.329	33	»	72	0.3 %

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
C) CANTON D'OLONZAC :					
Olonzac	1.893	13	140	13	0,7 %
Aignes	1.094	2	»	1	0,3 %
Azillanet	1.440	5	»	1	0,4 %
Beaufort	609	1	»	1	0,3 %
Cassagnoles	2.453	6	40	1	1,8 ‰
La Caunette	2.678	5	52	»	2,4 %
Ceseras	1.507	12	52	3	4,4 ‰
Félines-Minervois	2.987	»	115	»	3,8 ‰
Ferrals-les-Montagnes	2.577	1	31	1	1,3 ‰
La Livinière	3.156	8	110	21	4,4 ‰
Minerve	2.786	1	3	1	0,2 ‰
Oupia	902	1	»	1	0,2 ‰
Siran	2.128	70	»	84	7,2 ‰
	25.710	125	543	128	3 %
D) CANTON DE SAINT-CHINIAN :					
Saint-Chinian	4.419	53	6	21	1,4 %
Agel	1.254	»	»	»	»
Algues-Vivès	1.284	1	»	»	»
Assignan	829	2	»	1	0,3 ‰
Cazédarnes	1.164	1	»	»	»
Cébazan	1.303	1	»	»	»
Cessenon	3.829	78	»	»	»
Cruzy	2.584	6	»	2	2 ‰
Montouliers	762	4	»	1	0,2 ‰
Pierrefeu	1.178	1	»	1	0,6 ‰
Prades-sut-Vernazobres	2.003	»	10	»	1 ‰
Villespassans	1.406	45	»	»	3,2 ‰
	22.007	177	16	26	1 ‰

Communes de	Superficie totale	Première origine	Deuxième origine	Après an IV	Rapport des superficies
E) CANTON DE LA SALVETAT :					
La Salvétat	9.035	4	379	»	4,2 %
Fraisse	5.845	1	130	»	2,2 %
Le Soulié	4.044	»	148	»	3,6 %
	18.924	5	657	»	3,5 %

Totaux pour le district de Saint-Pons. — Superficie totale de 126.653 hectares sur lesquels il a été vendu 397 hectares au titre des biens de premier eorigine et 1.583 hectares au titre des biens d'émigrés, soit une moyenne générale de 1,5 % (0,3 % pour les biens de première origine et 1,2 % pour ceux de deuxième origine).

Note sur les domaines et pièces de terre appartenant aux grands Ordres religieux vendus avant Prairial An IV

- I. **Ordre de Malte** : 9 domaines d'une superficie de 4.286 sétérées vendus 1.434.000 livres et 391 lots de terres de 1.662 sétérées vendus 1.522.000 livres.
 - II. **Prieuré commandataire de Notre-Dame de Cassan** : 8 domaines d'une superficie de 2.925 sétérées vendus 1.039.000 livres et 23 lots de terres de 832 sétérées vendus 142.000 livres.
 - III. **Chapitre Saint-Nazaire** : 6 domaines de 1.805 sétérées vendus 1.110.000 livres et 19 lots de terres de 38 sétérées vendus 24.000 livres.
 - IV. **Evêché et chapitre d'Agde** : 4 domaines de 1.950 sétérées vendus 760.000 livres et 41 lots de terres de 303 sétérées vendus 183.000 livres.
 - V. **Bénédictins** : 3 domaines de 565 sétérées vendus 423.000 livres et 29 lots de terres de 376 sétérées vendus 308.000 livres.
 - VI. **Dominicains** : 3 domaines de 1.260 sétérées vendus 520.000 livres.
 - VII. **Abbaye et chapitre Saint-Aphrodise** : 4 domaines de 320 sétérées vendus 225.000 livres et 7 lots de terres de 51 sétérées vendus 76.000 livres.
 - VIII. **Abbaye de Foncaude** : 1 domaine de 532 sétérées vendu 90.000 livres et 1 terre de 46 sétérées vendue 38.000 livres.
 - IX. **Augustins** : 1 domaine de 221 sétérées vendu 33.000 livres.
-

Note relative à la conversion en hectares des surfaces des Biens nationaux exprimées en anciennes mesures

En dehors de l'arpent royal, qui a été utilisé comme mesure de surface pour la détermination du terrain à laisser aux curés pour leur servir de jardin et lors de l'établissement des bons de 500 livres, la sétérée est pratiquement la seule mesure de surface utilisée dans la vente des Biens nationaux.

L'arpent royal correspond à un carré de 10 perches (soit 71 m. 46) de côté, ce qui donne une superficie de 51 ares.

Quant à la sétérée, bien qu'elle soit variable suivant les communes, on peut dire que, dans le district de Béziers, elle équivaut à 25 ares, soit 4 sétérées à l'hectare, dans la majorité des communes.

Toutefois :

La sétérée égale 20 ares (hectare = 5 sétérées) à Nissan, et 16 ares (hectare = 6 sétérées 1/4 quarton) à Béziers, Boujan, Capestang, Caux, Colombiers, Lieuran, Murviel, Poilhes et Servian.

Dans le district de Saint-Pons, la sétérée équivaut à 50 ares (hectare = 2 sétérées- au Soulié.

Elle égale 40 ares (hectare = 2 sétérées 1/2) à Boisset, Cassagnoles, Ferrals, Fraisse, Courniou, La Salvetat, Prémian, Rieussec, Saint-Etienne-d'Albagnan, Vélieux et Saint-Pons.

35 ares (hectare = 2 sétérées 3 quartons) à Félines, La Livinière, Mons, Olargues, Saint-Julien, Saint-Jean-de-Minervois, Verreries de Moussan et Saint-Vincent-d'Olargues.

31 ares (hectare = 3 sétérées 26 boisseaux) à Assignan, Berlou, Cébazan, Pierrerue, Vieussan, Minerve, Pardailhan, Cambon-et-Salvergues et Ferrières.

La sétérée égale 28 ares à Riols, Saint-Chinian et Siran ;

25 ares (hectare = 4 sétérées) à Aignes, Aigues-Vives, Beaufort, La Caunette, Cessenon, Colombières, Cruzy, Montouliers, Olonzac, Oupia, Saint-Martin-de-l'Arçon, Requessels et Roquebrun ;

20 ares (hectare = 5 sétérées) à Agel, Cazedarnes et Villesspassans ;

19 ares (hectare = 5 sétérées 3 quartons) à Azillanet ;

16 ares (hectare = 6 sétérées) à Cesseroas.

D'après Guibal : « Traité de calcul décimal relativement aux nouveaux poids et mesures ».

Béziers, an VII.

BIBLIOGRAPHIE

- E. APPOLIS : *Manuel des Etudes héraultaises*. (Valence, 1943.)
- Ch. BOURNISIEU : *Conséquences économiques et sociales de la vente des Biens nationaux*. (« Revue des Questions Historiques », 1910.)
- DELATTE : *Etude critique des sources relatives à la vente des Biens nationaux*. (« Revue d'Histoire Ecclésiastique », Louvain, 1939.)
- A. DES CILLEULS : *Vues et conséquences financières relatives à l'opération des Domaines nationaux en France*. (« Revue de Science Financière, 1907.)
- Maurice GALLIX : *La vente des Biens nationaux dans les districts de Montpellier et Lodève*. (Thèse Montpellier, 1948.)
- LAVISSE : *Histoire de France contemporaine*, tome I. (Paris, 1920.)
- LEFEBVRE : *Les recherches relatives à la vente des Biens nationaux*. (« Revue d'Histoire Moderne », 1928.)
- LOUTCHINSKY : *Quelques remarques sur la vente des Biens nationaux*. (Paris, 1919.)
- Marcel MARION : *La vente des Biens nationaux pendant la Révolution*. (Paris, 1908.)
- Paul MOULIN : *Documents relatifs à la vente des Biens nationaux dans le département de la Gironde*. (Bordeaux, 1911.)
- Charles ROUVIERE : *La formation du département de l'Hérault*. (Thèse Montpellier, 1917.)
- P. SAGNAC : *La vente des Biens nationaux*. (« Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine », tomes VII et VIII, 1906-1907.)
- A. VIALAY : *La vente des Biens nationaux pendant la Révolution*. (« Revue des Questions Historiques », 1910.)
-

Table des Matières

Avant-propos	5
Carte des districts de Béziers et Saint-Pons	6

INTRODUCTION

§ I. — Précédents historiques	7
§ II. — Cadre des districts de Béziers et Saint-Pons	7
§ III. — Sources de la documentation	8
§ IV. — Législation de la vente des Biens nationaux	9
§ V. — Economie juridique des opérations de vente	11

PREMIERE PARTIE

Chapitre I. — Vente des biens de première origine

§ I. — Nomenclature chronologique des ventes :	
District de Béziers	15
District de Saint-Pons	19
§ II. — Processus des opérations de vente sur le plan local	20
Soumissions (municipalités, particuliers)	22
Evaluations des lots et composition	23
Contentieux	24
§ III. — Résultat financier des opérations de vente	27
§ IV. — Acquéreurs :	
Discrimination des diverses catégories d'acquéreurs	29
Prédominance de la bourgeoisie	31
Intermédiaires, Curés et maires, Fermiers et confronts	38
Acquéreurs déchus et reventes	40

Chapitre II. — Vente des biens de deuxième origine

§ I. — Nomenclature chronologique des ventes :	
District de Béziers	42
District de Saint-Pons	44
Importance relative des ventes de première et deuxième origine	45
§ II. — Morcellement des terres	46
Bons de 500 livres	49
Résultats financiers et sociaux	51
§ III. — Acquéreurs	52
Importance croissante de l'élément rural	52
Fermiers nationaux	54
Diverses causes d'annulation des ventes	56
§ IV. — Remarques sur les personnes dont les biens ont été confisqués ..	56

Chapitre III. — Ventes postérieures à l'an IV

§ I. — Ventes effectuées sans enchères	60
--	----

§ II. — Ventes effectuées par enchères	62
§ III. — Ventes de biens appartenant à la Caisse d'Amortissement	64
Conclusions	66

DEUXIEME PARTIE

Relevés des ventes par cantons et communes

District de Béziers :

Biens de première origine	69
Biens de deuxième origine	95
Ventes effectuées sans enchères au chef-lieu du département	103
Ventes postérieures à l'an IV effectuées par enchères au chef-lieu du département	118
Ventes de Biens nationaux appartenant à la Caisse d'Amortissement effectuées à Montpellier	123
Ventes de Biens nationaux appartenant à la Caisse d'Amortissement effectuées à Béziers	126

District de Saint-Pons :

Biens de première origine	128
Biens de deuxième origine	134
Ventes effectuées sans enchères au chef-lieu du département	139
Ventes postérieures à l'an IV effectuées par enchères au chef-lieu du département	142
Ventes de Biens nationaux appartenant à la Caisse d'Amortissement effectuées à Montpellier	142
Ventes de Biens nationaux appartenant à la Caisse d'Amortissement effectuées à Saint-Pons	143
Tableau comparatif des superficies totales des communes d'après les relevés cadastraux, et des superficies des Biens nationaux vendus dans chaque commune des deux districts de Béziers et Saint-Pons ..	144
Note sur les domaines et pièces de terres appartenant aux grands ordres religieux vendus avant Prairial an IV	153
Note relative à la conversion en hectares des surfaces des Biens nationaux exprimées en anciennes mesures	153
Bibliographie	155
Table des matières	157

